Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
Départementale des
Territoires

Doubs

Connaissance,
Aménagement des
Territoires,
Urbanisme

Unité
Planification

COMMUNE DE OYE ET PALLET

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS
EN PLAN LOCAL D'URBANISME



PORTER À CONNAISSANCE

Article L.121-2 du Code de l'Urbanisme

Juin 2015

SOMMAIRE

LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL **page 1**
1. Les évolutions législatives **page 1**
2. Les articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme **page 4**

LE PORTER A CONNAISSANCE **page 5**

LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) **page 6**
1. Son contenu **page 6**
1.1. Un rapport de présentation page 6
1.2. Un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) page 7
1.3. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) page 8
1.3.1. En ce qui concerne l'aménagement page 8
1.3.2. En ce qui concerne l'habitat page 8
1.3.3. En ce qui concerne les transports et les déplacements page 8
1.4. Un règlement page 8
1.4.1. Les Secteurs de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) page 9
1.4.2. La constructibilité en zone A et N, hors STECAL page 9
1.5. Des annexes page 10

2. La procédure d'élaboration du PLU **page 11**
2.1. La concertation page 12
2.2. Les consultations obligatoires page 12
2.3. Le bilan du PLU page 13
2.4. Les évolutions possibles du PLU page 13
2.4.1. La révision du PLU page 13
2.4.2. La modification du PLU page 13
2.4.3. La modification simplifiée du PLU (sans EP) page 14
2.4.4. La mise en compatibilité du PLU page 14

COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME **page 15**
1. Les orientations du SDAGE et les documents d'urbanisme **page 16**
2. Les objectifs du SAGE et les documents d'urbanisme **page 19**

PRISE EN COMPTE DES RISQUES **page 21**
1. Information générale sur les risques **page 21**
1.1. Information générale sur les risques page 21
1.2. Limite d'utilisation des données graphiques page 21
1.3. Prise en compte des risques dans les pièces réglementaires page 21
2. Le risque inondation **page 22**
2.1. Le plan de prévention du risque inondation page 22
2.2. Les inondations par ruissellement page 22
3. Le risque sismique **page 24**
4. Le risque mouvements de terrain **page 24**
4.1. Zones soumises à l'aléa affaissement/effondrement page 25
4.2. Les formations sensibles aux glissements de terrain page 28
4.3. Les zones de glissement ancien et récent page 30
4.4. Les zones soumis à l'aléa éboulement (falaises et zones potentielles de chutes de pierres et de blocs) page 32
5. L'aléa retrait-gonflement des sols argileux **page 34**
6. Le risque technologique **page 36**
6.1. Les sites susceptibles d'être pollués page 36

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE **page 37**
1. Les paysages **page 37**
1.1. Protection des entrées de villes page 39
1.2. Site inscrit ou classé page 41
1.2.1. Site inscrit page 41
1.2.2. Site classé page 41
2. Les milieux naturels **page 43**
2.1. Etat initial de l'environnement page 43
2.2. Diagnostic écologique page 45
2.3. Mesures de protection - zonages page 46
2.3.1. NATURA 2000 et évaluation environnementale page 46
2.3.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique ou Faunistique (ZNIEFF) page 49
2.3.3. Les arrêtés de protection de biotope page 49
2.4. Les rivières et zones humides page 50
2.4.1. Les rivières page 50
2.4.2. Les zones humides page 50
2.5. La ressource en eau page 53
2.6. La forêt, les haies, les bosquets page 56
3. Le patrimoine **page 58**
3.1. Les Monuments Historiques page 58

ASSAINISSEMENT ET EAUX PLUVIALES **page 58**

L'AGRICULTURE **page 60**
1. La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestier (CDPENAF) **page 60**
2. Le Plan Régional de l'Agriculture Durable de Franche-Comté (PRAD) **page 61**
3. La charte départementale pour une gestion économe de l'espace **page 62**
4. Le principe de réciprocité **page 63**
5. Les produits d'appellation d'origine **page 64**
6. Les données communales **page 65**

L'HABITAT **page 65**
1. La mixité sociale et la lutte contre l'exclusion en matière d'habitat **page 65**
2. L'accueil des gens du voyage **page 68**
3. La prise en compte de l'accessibilité **page 69**

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES CONTRAINTES **page 70**
1. Les servitudes d'utilité publique **page 70**
2. Les autres contraintes **page 75**
2.1. Le classement sonore des infrastructures page 75

AUTRES ELEMENTS DE REGLEMENTATION **page 75**
1. La maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile **page 75**
2. Les déchets **page 76**
2.1. Les déchets ménagers page 76
2.2. Les déchets inertes du BTP page 77
3. L'air et l'énergie **page 78**
3.1. Les émissions de gaz à effet de serre page 78
3.2. Les Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) et Schéma Régional de l'Eolien (SRE) page 79
3.3. Les plans climat-énergie territoriaux page 79
3.4. Les dispositions réglementaires prévues dans le code de l'urbanisme page 80
4. La sauvegarde du patrimoine archéologique **page 80**
5. Les écoquartiers **page 84**
5.1. Qu'est-ce qu'un écoquartier ? Page 84
5.2. Qu'est-ce que le label écoquartier ? page 84
5.3. La démarche de labellisation écoquartier page 85
6. L'aménagement numérique du territoire **page 86**
6.1. Préambule page 86
6.2. Les outils de planification page 86
6.3. Cadre réglementaire page 88

ANNEXE 1 : Prise en compte des risques

Carte de représentation des différentes zones d'aléa sismique du département

Fiche le retrait-gonflement des sols argileux

Informations générales sur les risques

Modèle de cahier des charges pouvant être utilisé pour l'étude géologique et géotechnique préliminaire de site en milieu karstique

Fiches Basias

ANNEXE 2 : Prise en compte de l'environnement et du patrimoine

Site inscrit

Site classé

Natura 2000

Dispositions de l'article R 123-2-1 du code de l'urbanisme relatives à la démarche de l'évaluation environnementale

ZNIEFF « Lac de Saint-Point et zones humides environnantes », « Lac, tourbière et zones humides de Malpas », « Bief Belin, ruisseau du Saut et zones humides associées », « Plaine du Doubs entre Saint-Point et Pontarlier », « La Fauconnière », « Montagne du Laveron »

Arrêté préfectoral de protection de biotope « Lac de Saint-Point »

Extrait outil SIGOGNE

ANNEXE 3 : Données agricoles

Données communales

Carte de la Surface Agricole Utile (SAU)

ANNEXE 4 : Servitudes d'utilité publique et autres contraintes

Carte de synthèse des servitudes

Arrêté préfectoral de protection de captage

Fiche ressource majeure pour l'alimentation en eau potable

Routes à Grande Circulation

Nuisances sonores

Carte ERDF

LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL

1. LES EVOLUTIONS LEGISLATIVES

● La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains dite loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000.

Elle réforme l'ensemble des documents d'urbanisme. Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) se substitue au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), le plan local d'urbanisme (PLU) remplace le plan d'occupation des sols (POS) et la carte communale acquiert le statut de véritable document d'urbanisme.

La loi place également des objectifs de développement durable au cœur de la démarche de planification en introduisant dans le code de l'urbanisme l'article L 121-1 qui impose à tous les documents d'urbanisme le respect de trois principes : un principe d'équilibre, un principe de diversité et un principe de respect de l'environnement.

● La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (Grenelle 1).

Sur la base d'un constat partagé et préoccupant d'une urgence écologique, la loi propose, à travers 57 articles, des mesures touchant les secteurs de l'énergie et du bâtiment, des transports, de la biodiversité et des milieux naturels, de la gouvernance et enfin des risques pour l'environnement et la santé. Elle définit le cadre global d'action des politiques publiques à mettre en œuvre pour promouvoir un développement durable.

Dans le domaine de l'urbanisme, un certain nombre d'objectifs a été fixé concernant notamment la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, la lutte contre l'étalement urbain, la préservation de la biodiversité à travers la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, la gestion économe des ressources et de l'espace.

● La loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement (ENE), dite Grenelle II, du 12 juillet 2010.

Elle constitue le second volet du Grenelle de l'environnement. En 257 articles, elle fixe de nouvelles règles environnementales et de performance énergétique pour le bâtiment, les transports, l'urbanisme, l'eau, l'énergie.

Les articles 14 et 19 de la loi modifient le code l'urbanisme. Puis l'article 123 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 *(de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)* modifie l'article L.121-1 du code de l'urbanisme.

● La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

▪ La loi modifie certains articles du code de l'urbanisme et notamment l'article L.121-1.

▪ Les Plans d'Occupation des Sols (POS) non transformés en Plan Local d'Urbanisme (PLU) au 31 décembre 2015 deviennent caducs sans remise en vigueur du document antérieur et avec application du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Toutefois, les POS engagés dans une procédure de révision avant le 31 décembre 2015 disposeront de 3 ans maximum après la publication de la loi, soit le 27 mars 2017, pour terminer leur procédure dans le respect de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme.

▪ Le transfert volontaire aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération de la compétence en matière de PLU dans les 3 ans qui suivent la publication de la loi (27 mars 2017). Passé ce délai de 3 ans, le transfert intervient sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent (dans les 3 mois précédant le terme du délai de 3 ans mentionné).

Si la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas, à cette occasion, devenue compétente, elle le devient le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf en cas d'opposition des communes dans les mêmes conditions que celles mentionnées ci-dessus.

● **La loi** relative au développement et à la protection de la montagne dite loi « Montagne » **n°85-30 du 9 janvier 1985, complétée par la loi du 23 février 2005** relative au développement des territoires ruraux (art R145-1 à 10 "Dispositions relatives aux unités touristiques nouvelles").

La commune est située en zone de montagne et se doit ainsi de respecter la loi Montagne et notamment l'article L145-3. Cette loi impose notamment les principes suivants :

- la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles pastorales et forestières ;
- la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- le développement touristique qui doit respecter la qualité des sites ;
- l'urbanisation qui doit être réalisée en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

En application de l'article L 145-3-III, du code de l'urbanisme, les dispositions relatives à l'urbanisation en continuité ne s'appliquent pas si le PLU comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec :

- le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II du L 145-3 ;
- la protection contre les risques naturels.

Cette étude est soumise, avant l'arrêt du projet de PLU, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique. Le PLU délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

En l'absence d'une telle étude, le PLU peut délimiter :

- des hameaux ou des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement
- ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II de l'article L 145-3 ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante.

Le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle, doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles. L'objectif est d'optimiser à la fois l'usage de l'existant et le « taux de remplissage » des constructions d'habitations à venir, afin de limiter les besoins d'urbanisation.

Une UTN est une opération de développement touristique, en zone de montagne, ayant pour objet ou pour effet, en une ou plusieurs fois :

- soit de construire des surfaces destinées à l'hébergement touristique ou de créer un équipement touristique comprenant des surfaces de plancher ;
- soit de créer des remontées mécaniques ;
- soit de réaliser des aménagements touristiques ne comprenant pas de surface de plancher.

Dans les communes non couvertes par un SCOT, la création, et l'extension d'UTN sont soumises à autorisation. Le projet est préalablement mis à la disposition du public.

2. LES ARTICLES L.110 ET L.121-1 DU CODE DE L'URBANISME

Le PLU doit prendre en considération le contenu et la portée de ces deux articles d'encadrement du code de l'urbanisme :

ARTICLE L.110 :
Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, ***de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles****, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages,* ***la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques*** *ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.*

ARTICLE L.121-1 :
Les schémas de cohérence territoriale, ***les plans locaux d'urbanisme*** *et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs de développement durable :*

1° L'équilibre *entre :*

- le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux;

- l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

- la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable ;

- les besoins en matière de mobilité ;

1°bis *La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

2° La diversité *des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement*

équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

***3° La réduction** des émissions de gaz à effet de serre, **la maîtrise** de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, **la préservation** de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et **la prévention** des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

LE PORTER A CONNAISSANCE

En application **des articles L121-2 et R121-1 du code de l'urbanisme**, le Préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents le cadre législatif et réglementaire à respecter, ainsi que les projets des collectivités territoriales et de l'Etat en cours d'élaboration ou existants.

Le porter à connaissance comprend les directives territoriales d'aménagement et de développement durables (DTADD), les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable et le plan pluriannuel régional de développement forestier, lorsqu'ils existent. Il comprend également les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national.

Le porter à connaissance comprend les études techniques dont dispose l'Etat et qui sont nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme. Il s'agit notamment des études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Le porter à connaissance est tenu à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ses pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Le PLU exprime le projet de développement de la commune en matière d'habitat, d'emploi, d'équipement et de déplacements, et le cadre de référence des interventions.

Comme le prévoit la loi SRU (art. L 300-2 du code de l'urbanisme), le PLU est obligatoirement réalisé en concertation avec les habitants et ce, dès le début de la procédure.

Élaboré à la suite d'un diagnostic, il définit le droit des sols et exprime, au regard des objectifs fixés à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune (PADD).

1. SON CONTENU

1.1. Un rapport de présentation

Il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement du PLU.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de service.

Il analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme.

Il justifie les objectifs compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il peut comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Il analyse l'état initial de l'environnement, qui doit traiter a minima des thèmes suivants :

- l'environnement physique,
- l'environnement biologique,
- les ressources naturelles,
- les paysages, le patrimoine et le cadre bâti,
- les pollutions et nuisances : air, bruit, déchets…,
- les risques,
- la vie quotidienne et l'environnement,
- la participation du public.

Il explique les choix retenus pour établir le PADD et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations su PADD.

Il évalue les incidences des orientations du PLU sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Il précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du PLU.

1.2. Un projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fait l'objet d'un **débat** clair au sein du conseil municipal.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs retenues pour l'ensemble de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

1.3. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Elles comprennent, dans le respect des orientations définies par le PADD, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

1.3.1. <u>En ce qui concerne l'aménagement</u>, les OAP peuvent :

- définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

- favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

- comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

- porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

- prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

1.3.2. <u>En ce qui concerne l'habitat</u> :

Dans le cas des PLU tenant lieu de programme local de l'habitat (PLH), ces orientations précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les objectifs énoncés à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation.

1.3.3. <u>En ce qui concerne les transports et les déplacements</u> :

Dans le cas des PLU tenant lieu de plan de déplacements urbains (PDU), ces orientations précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et objectifs énoncés aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports.

1.4. Un règlement

Il comprend un document écrit et des documents graphiques.

Il fixe, en cohérence avec le PADD, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) et les zones naturelles et forestières (N) ou agricoles (A) à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions ;

Il peut déterminer des règles spécifiques relatives à l'usage des sols et la destination des constructions. De même, il peut fixer des règles particulières en matière de caractéristiques architecturale, urbaine et écologique ou encore d'équipement des zones.

1.4.1. Les secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL)

A titre exceptionnel, le règlement peut délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

- des constructions,
- des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs

Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la Commission Départementale de la Préservation des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF). Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de 3 mois à compter de la saisine.

1.4.2. La constructibilité en zone A et N, hors STECAL

1/ Le changement de destination (L 123-1-5.II.6°, 7ème alinéa)

La loi ALUR, et la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt adoptée le 11/09/2014, ont étendu les possibilités de changement de destination à tous les bâtiments existants en zone A ou N :
Dorénavant, en zones A et N, le règlement pourra désigner tous les bâtiments (et plus seulement les bâtiments agricoles remarquables) pouvant bénéficier du dispositif. Ces bâtiments pourront faire l'objet d'un changement de destination, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole ni la qualité paysagère du site.

Le changement de destination et les autorisations de travaux liées sont soumis à l'avis conforme de la CDPENAF en zone agricole et de la CDNPS en zone naturelle.

2/ L’extension des bâtiments d’habitation (L123-1-5.II.6°, 8ème alinéa)

Tous les bâtiments d’habitation existants situés en zone A ou N, qu’ils soient remarquables ou non, peuvent désormais faire l’objet d’une extension.
D’une part, cette extension ne doit pas compromettre l’activité agricole ou la qualité paysagère du site. D’autre part, le règlement de la zone du PLU concernée doit préciser les conditions permettant d’assurer l’insertion de ces extensions dans l’environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. La hauteur, les conditions d’implantation et la densité des constructions seront alors définies aux articles correspondants du règlement. La définition d’autres règles telles que l’aspect extérieur des aménagements d’extension pourra par ailleurs contribuer à une meilleure intégration paysagère de l’ensemble.

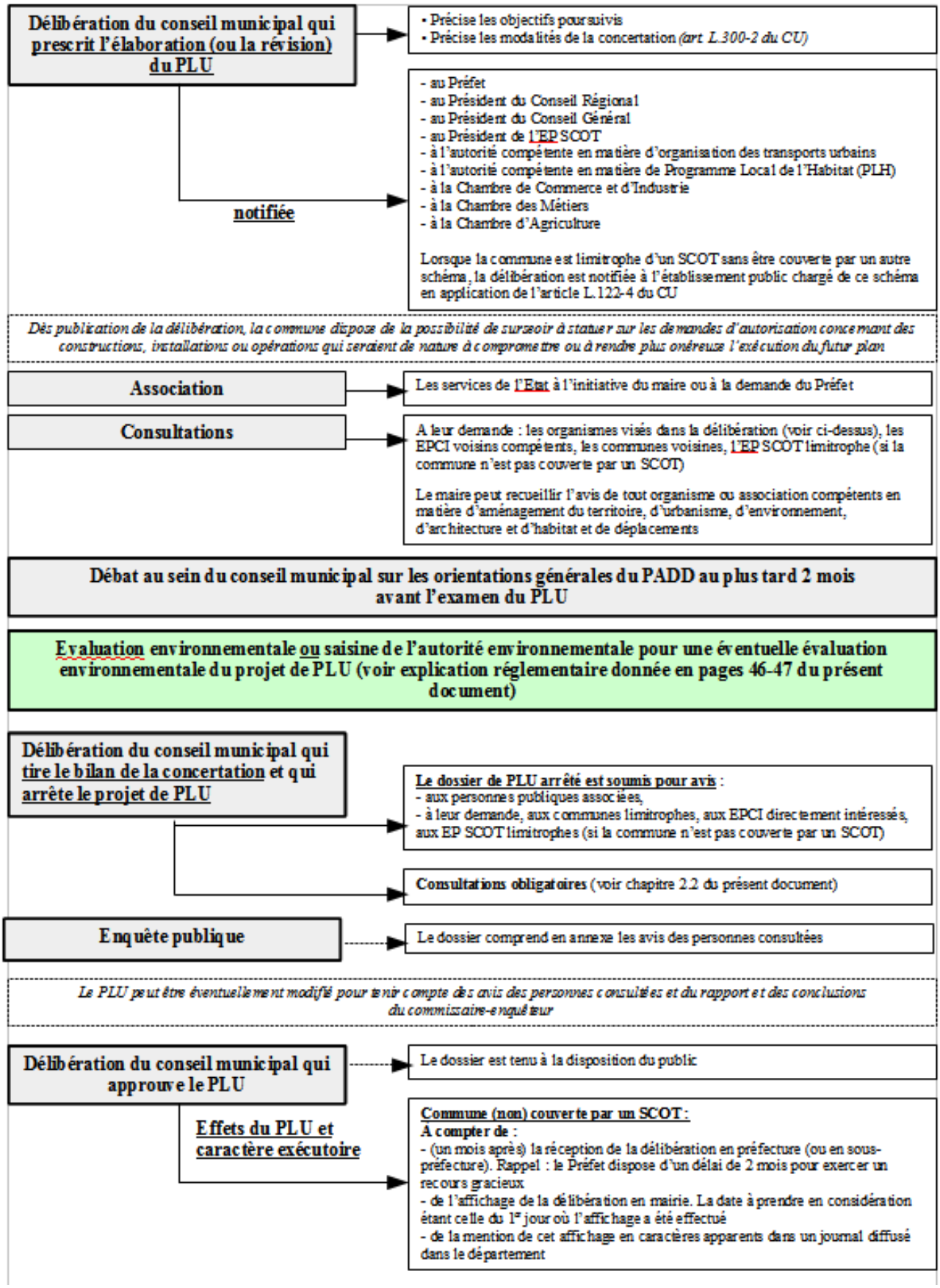
Les autres bâtiments existants situés en zone A ou N ne peuvent faire l’objet d’aucune extension, sauf s’il s’agit de constructions et installations nécessaires à l’exploitation agricole et forestière ou de constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

1.5. Des annexes

Les annexes visées dans les articles R.123-13 et R.123-14 du code de l’urbanisme ont une fonction purement informative. Elles comprennent notamment :

- les servitudes d’utilité publique,
- le schéma des réseaux d’eau et d’assainissement et des systèmes d’élimination des déchets,
- les prescriptions d’isolement acoustique édictées dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit et, d’autre part, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- les actes instituant des zones de publicité restreinte,
- les périmètres à l’intérieur desquels s’applique le droit de préemption urbain.

2. LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU



2.1. La concertation

Les modalités de la concertation sont fixées dans la délibération qui prescrit la révision du POS.

La concertation permet d'informer et d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole tout au long de l'élaboration du projet, jusqu'à son arrêt par le conseil municipal.

Elle peut prendre la forme de réunions publiques, d'informations dans les bulletins municipaux, d'expositions dans un ou plusieurs lieux publics,...

Le bilan de la concertation doit être présenté devant le conseil municipal qui en délibère.

2.2. Les consultations obligatoires

● En application de **l'article L.112-3 du code rural**, si le projet de PLU prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers, il ne peut être approuvé qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du centre régional de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision du PLU.

Ces avis sont rendus dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

● La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

- conformément aux dispositions de **l'article L.123-6** du code de l'urbanisme, le projet de PLU d'une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et ayant pour conséquence une réduction des surfaces des zones agricoles est soumis pour avis à la CDPENAF.

Lorsque la CDPENAF le demande, elle doit être consultée lors de l'élaboration ou la révision d'un PLU qui n'entre pas dans le cas précédent. Son délai de réponse est de 3 mois.

- **les secteurs de taille et de capacité limitées dans les zones naturelles, agricoles ou forestières sont délimités après avis de la CDPENAF**. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de 3 mois à compter de la saisine.

● En application de **l'article L.123-9-1 du code de l'urbanisme**, lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par une commune qui n'est ni membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ni membre d'une autorité organisatrice de transports urbains, et qui est située à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, **le maire recueille l'avis de l'autorité organisatrice des transports urbains sur les orientations du projet d'aménagement et de**

développement durables (PADD). Cet avis est rendu dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

2.3. Le bilan du PLU *(article L.123-12-1 du code de l'urbanisme)*

Le conseil municipal procède, **neuf ans** au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du PLU, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L.121-1 du code de l'urbanisme et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports.

2.4. Les évolutions possibles du PLU *(articles L.123-13, L123-13-1,L123-13-2, L123-13-3 du code de l'urbanisme)*

2.4.1. La révision du PLU

Le PLU fait l'objet d'une révision générale si la commune envisage soit :

- de changer les orientations définies par le PADD ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone A ou une zone N ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone A ou une zone N, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte au PADD, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des PPA (l'examen conjoint remplace l'avis de l'Etat et des PPA).
La procédure de révision est identique à la procédure d'élaboration, lorsqu'elle modifie le PADD.

À compter du 1er juillet 2015, la procédure de révision générale du PLU doit être mise en œuvre pour ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser (AU) qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

2.4.2. La modification du PLU (avec enquête publique)

Le PLU peut être modifié, sous réserve du champ d'application de la révision, si la modification porte sur :

- une augmentation de plus de 20 % des règles de densité en zone U et AU ;
- une diminution des possibilités de construire ;
- une réduction de la surface U ou AU.

Le projet de modification est notifié, avant ouverture de l'enquête publique, au préfet, au président du conseil régional, au président du conseil général et, le cas échéant, au président du SMSCOT, ainsi qu'aux chambres consulaires.

Après enquête publique, le projet est approuvé par le conseil municipal.

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

2.4.3. La modification simplifiée du PLU (sans enquête publique)

La procédure de modification simplifiée du PLU peut être utilisée pour :

- modifier le règlement ou les Orientations d'Aménagement qui n'entrent pas dans le champ d'application de la révision ou de la modification avec enquête publique ;
- augmenter, jusqu'à 20 % des règles de densité en zone U et AU (coefficient d'emprise au sol, coefficient d'occupation des sols, hauteur maximale des constructions, plafonds dans lesquels peut être autorisée l'extension limitée des constructions existantes) ;
- augmenter jusqu'à 50 % des règles de densité pour le logement social ;
- une augmentation jusqu'à 30 % des règles de densité pour les logements à haute performance énergétique ;
- rectifier une erreur matérielle.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant l'avis des PPA sont mis à la disposition du public pendant un mois dans les conditions lui permettant de formuler des observations. A l'issue de la mise à disposition le maire présente un bilan de la concertation à son conseil municipal qui en délibère, et adopte le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public, par délibération motivée.

2.4.4. La mise en compatibilité du PLU

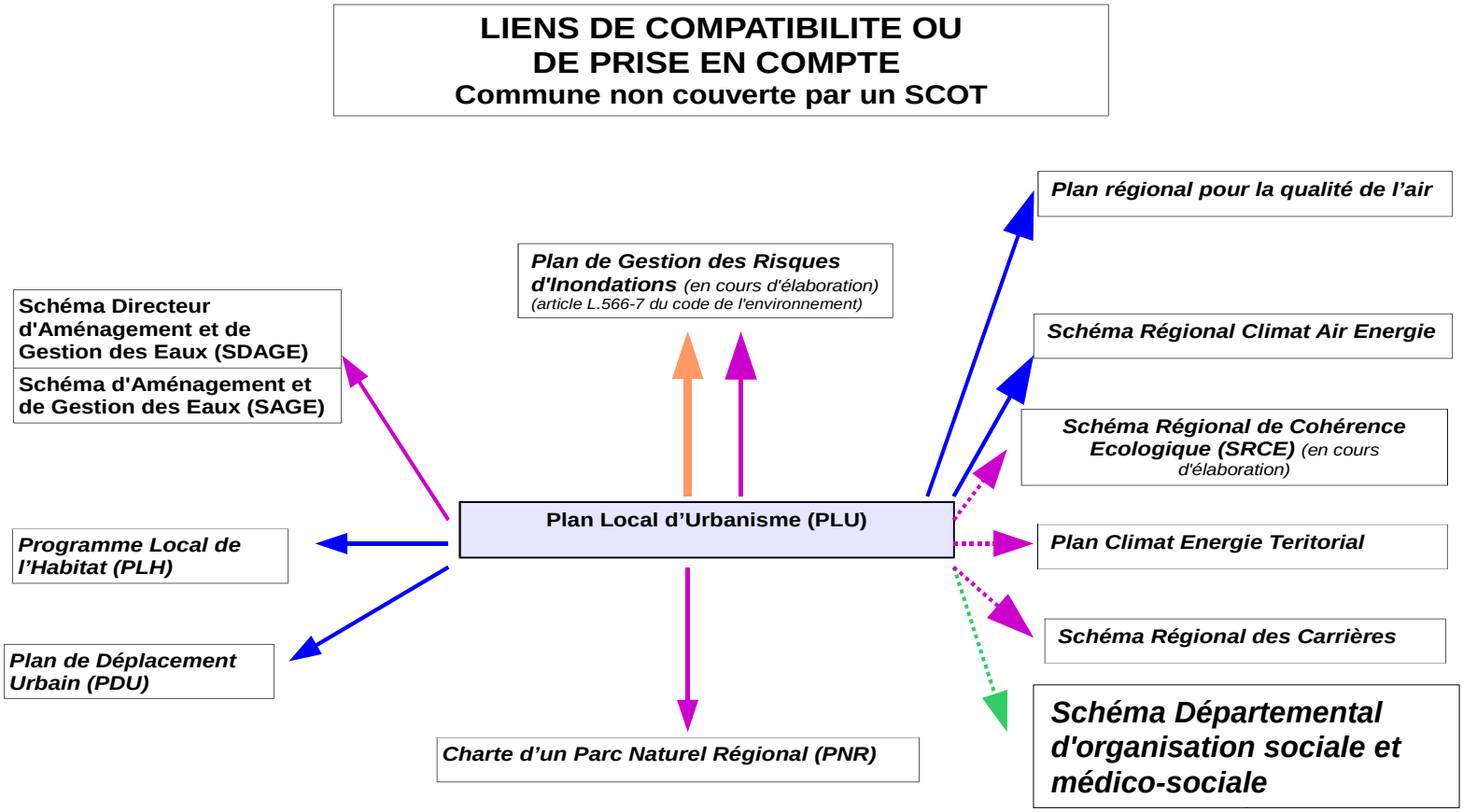
La mise en compatibilité du PLU peut être mise en oeuvre lors de:

- l'application des dispositions d'une DUP.
- l'application des dispositions d'une Déclaration de Projet d'initiative publique ou privée présentant un intérêt général.

En termes de procédure, la concertation est facultative, mais nécessite l'association des PPA lors d'une réunion d'examen conjoint et la réalisation d'une enquête publique. Ensuite, le projet est approuvé par le conseil municipal.

COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le plan local d'urbanisme doit être compatible avec un certain nombre de documents de planification supra-communaux. De même, il doit prendre en compte, lorsqu'ils existent, le schéma de cohérence écologique élaboré à l'échelle de la région Franche-Comté ainsi que le(s) plan(s) climat énergie territorial(aux) et le schéma régional des carrières.



	Compatibilité en application de l'article L 111-1-1
	Compatibilité en application de l'article L 123-1-9
	Compatibilité en application de l'article L 123-1-10
	Prise en compte en application de l'article L 111-1-1
	Prise en compte en application de l'article R 123-15

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un PLU, ce dernier est, si nécessaire, rendu compatible dans un délai de 3 ans.

Lorsque le PDU ou le PLH est approuvé après approbation du PLU, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de 3 ans. Ce délai est ramené à 1 an pour permettre la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements prévus dans un secteur de la commune par le PLH et nécessitant une modification du plan.

*La commune est concernée par le **SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée** approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009, entré en vigueur le 17 décembre 2009 et par le **SAGE Haut Doubs / Haute Loue** révisé par arrêté inter-préfectoral du 7 mai 2013.*

1 . LES ORIENTATIONS DU SDAGE ET LES DOCUMENTS D'URBANISME (cf. Chapitre Protection de l'Environnement et du Patrimoine)

Le SDAGE comprend les 8 orientations fondamentales suivantes :

1 – privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2 – concrétiser le principe de mise en oeuvre de non dégradation des milieux aquatiques
3 – intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux
4 – renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
5 – lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (voir chapitre « assainissement »)

5A – poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
5B – lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
5C – lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
5D – lutter contre la pollution par les pesticides...
5E - évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine

6 – préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques (voir chapitre « prise en compte de l'environnement et du patrimoine »)

6A – agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
6B – prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides ***(voir chapitre « milieux naturels » paragraphe 2.4)***
6C – intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau

7 – atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8 – gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau (voir la paragraphe « inondation » et la gestion des eaux pluviales dans le chapitre « prise en compte des risques »)

Ces orientations sont déclinées en dispositions dont certaines concernent des actions à mener lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme.

● Mettre en place ou réviser périodiquement les schémas directeurs d'assainissement permettant de planifier les équipements nécessaires et de réduire la pollution des eaux pluviales (5A - 01)

L'objectif du SDAGE est, qu'au plus tard fin 2015, les collectivités responsables de l'assainissement aient élaboré un schéma directeur d'assainissement adapté aux conditions locales.

Le SDAGE préconise également que les schémas directeurs existants soient révisés et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ou en cas de non cohérence, avec les hypothèses du document d'urbanisme existant.

● Mobiliser les outils fonciers, agri-environnementaux et de planification dans les aires d'alimentation de captage d'eau potable et prendre en compte les ressources à préserver (5E - 05)

Ainsi, lors de leur renouvellement ou de leur élaboration, les SCOT et PLU prennent en compte les aires d'alimentation et les périmètres de protection des captages, et les ressources à préserver en vue de leur utilisation dans le futur pour les captages destinés à la consommation humaine ainsi que les enjeux qui leur sont attachés dans l'établissement des scénarii de développement et des zonages.

● Préserver et/ou restaurer l'espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques (6A - 01)

Les documents d'urbanisme intègrent les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques présents sur leurs territoires dans leur PADD et établissent les règles d'occupation pour les préserver durablement et/ou les reconquérir progressivement.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégralité de ces espaces.

● Préserver les zones humides en les prenant en compte à l'amont des projets (6B - 06)

Les documents d'urbanisme définissent les affectations du sol qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

Après étude des impacts environnementaux, lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leur biodiversité, le SDAGE préconise que les mesures compensatoires prévoient dans le même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200% de la surface perdue.

● Maîtriser les impacts cumulés des prélèvements d'eau soumis à déclaration dans les zones à enjeux quantitatifs (7 - 07)

Une politique de maîtrise des prélèvements d'eau dans les bassins versants ou aquifères présentant des enjeux quantitatifs forts peut être mise en œuvre dans les SCOT et les PLU.

● Promouvoir une véritable adéquation entre l'aménagement du territoire et la gestion des ressources en eau (7 - 09)

L'identification des secteurs à enjeux et des perspectives d'approvisionnement en eau doit être faite à une échelle dépassant les enjeux locaux afin de dégager des solutions cohérentes à une échelle inter-bassin.

A ce titre, les projets de SCOT ou de PLU s'appuient sur :
- une analyse de l'adéquation entre les aménagements envisagés, les équipements existants et la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau ;
- une analyse des impacts sur l'eau et les milieux aquatiques dans le respect de l'objectif de non dégradation des masses d'eau et des milieux naturels concernés;
- un schéma directeur d'alimentation en eau potable.

● Préserver les zones d'expansion des crues voire d'en recréer (8 - 01)

D'une manière générale, les zones d'expansion de crues (ZEC) doivent être préservées sur l'ensemble des cours d'eau du bassin, les structures locales de gestion ou les collectivités territoriales peuvent élaborer une cartographie précise des zones d'expansion de crues. Sur la base de cette cartographie, une évaluation de l'intérêt hydraulique de ces zones est à conduire et les mesures de préservation et de gestion nécessaires sont mises en œuvre : convention de gestion, servitudes, achat du foncier, etc.

Il s'agit d'une part de préserver les zones d'expansion des crues, voire d'en recréer. En conséquence, l'élaboration des documents d'urbanisme doit tenir compte de la nécessité de préservation des zones d'expansion des crues.

● Limiter les ruissellements à la source (8 - 03)

D'autre part, en milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises, notamment par les collectivités locales par le biais des documents et décisions d'urbanisme, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur de ruissellement.

Il s'agit notamment au travers des documents d'urbanisme de :

- limiter l'imperméabilisation des sols, favoriser l'infiltration des eaux dans les voiries et le recyclage des eaux de toiture ;
- maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales du réseau ;
- maintenir une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;
- privilégier des systèmes culturaux limitant le ruissellement ;
- préserver les réseaux de fossés agricoles lorsqu'ils n'ont pas vocation d'assèchement de milieux aquatiques et de zones humides, inscrire dans les documents d'urbanisme les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, proscrire les opérations de drainage de part et d'autre des rivières...

● Éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risques (8 - 07)

La priorité reste la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable aujourd'hui et demain, tout d'abord par une bonne prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire, au travers des documents d'urbanisme à une échelle compatible avec celles des bassins, notamment dans les SCOT, avec un objectif fondamental de non aggravation du risque.

Dans l'établissement des SCOT et des PLU, le SDAGE préconise de privilégier la recherche de zones de développement urbain hors zone inondable à une échelle intercommunale.

Ainsi, l'objectif central à poursuivre dans l'élaboration et la mise en œuvre des documents d'urbanisme est le maintien en état des secteurs non urbanisés situés en zone inondable.

Le lien suivant http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/dce/sdage2009.ph permet d'accéder aux divers documents composant le SDAGE 2010-2015.

2. LES OBJECTIFS DU SAGE ET LES DOCUMENTS D'URBANISME (cf. Chapitre : Protection de l'Environnement et du Patrimoine)

Le SAGE comprend 3 objectifs généraux qui sont :
A – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux naturels liés à l'eau (en lien avec l'orientation « prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides » du SDAGE)
B – Assurer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau en tenant compte des besoins du milieu (en lien avec les orientations fondamentales n°7 du SDAGE « atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource et en anticipant l'avenir » et n°2 « concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux »).
C – Préserver et reconquérir une qualité de l'eau compatible avec les besoins d'un milieu exigeant (en lien avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône Méditerranée n°1 « Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité », n°5A « Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions

d'origine domestique et industrielle », n°5B « Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques » et n°5C « Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses »).

Pour satisfaire ces trois objectifs, le SAGE s'articule autour de deux enjeux majeurs :

● Rétablir le bon fonctionnement des milieux aquatiques

Le territoire est riche en milieux aquatiques remarquables : lacs, zones humides (en particulier tourbières), cours d'eau de tête de bassin… Le SAGE définit la préservation et la reconquête des milieux aquatiques comme une priorité, non seulement pour leur valeur patrimoniale (sites emblématiques, espèces remarquables), mais aussi parce que le bon fonctionnement des milieux conditionne la qualité et la quantité des eaux, et donc la satisfaction des usages.

Le SAGE fait le choix d'une ambition forte pour le respect des équilibres naturels. Il affirme une volonté de protéger l'ensemble du système, et non uniquement les éléments remarquables, sur lesquels se concentrent aujourd'hui les dispositifs de gestion. **Il fixe, au-delà de l'objectif de bon état des eaux et du respect du principe de non-dégradation, des objectifs de qualité pour la reconquête d'un patrimoine qui s'est dégradé ces dernières années** même s'il reste de bonne qualité à l'échelle nationale.

● Gérer durablement la ressource en qualité et en quantité

Le contexte karstique impose de véritables défis à relever pour le SAGE, notamment vis-à-vis de la gestion des étiages et de l'alimentation eau potable. Dans ce contexte, l'alimentation en eau potable reste vulnérable aux problèmes de quantité et de qualité. La nécessité de garantir les besoins en eau potable dans le futur, dans un contexte d'évolution des besoins (augmentation de la population, projets de développement), est un point crucial pour le territoire. De plus, les épisodes d'étiage sévère ne permettent pas toujours de satisfaire les besoins en eau tout en tenant compte des besoins du milieu.

Le SAGE vise à retrouver un équilibre durable entre besoins et ressources au niveau quantitatif et à préserver une bonne qualité des eaux brutes.

PRISE EN COMPTE DES RISQUES

1. INFORMATION GENERALE SUR LES RISQUES

1.1. Information générale sur les risques

Un outil favorise la mise à disposition, le partage et l'actualisation d'informations relatives aux risques naturels et technologiques (arrêté cat-nat, information des acquéreurs, etc). Il permet également de connaître les risques présents sur une commune. Il s'agit de http://www.prim.net/ et http://macommune.prim.net/
Les données relatives à la connaissance des risques naturels et technologiques (PPRT uniquement) dans le département du Doubs sont consultables en ligne sous la forme d'une carte interactive sur la page d'accueil du site internet de la DDT du Doubs à l'adresse suivante :
http://www.doubs.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Risques-Majeurs
Cet outil permet une localisation à la commune, la parcelle ou à l'adresse postale.

Une note descriptive des phénomènes est jointe en annexe 1.

1.2. Limite d'utilisation des données graphiques

Les données des documents réglementaires (PPRN et PPRT) sont produites à grande échelle, généralement au 1/5000 et peuvent être utilisés en l'état pour l'élaboration du document de planification.

Les données issues des atlas des zones submersibles et mouvements de terrain sont réalisés à plus petite échelle, au 1/25000 ème. Ces données ne peuvent directement être transposées à plus grande échelle sans que des investigations ne soient menées pour :

- affiner la connaissance des pentes : relevé topographique, évaluation par GPS, etc,
- localiser précisément les indices d'affaissement/effondrement
-préciser le contour des zones inondables et les caractéristiques des phénomènes d'inondation
- analyser la morphologie des terrains et de l'environnement : identification des talwegs ou des combes, des zones d'écoulement de ruissellement sur versant.

1.3. Prise en compte des risques dans les pièces réglementaires

En matière de planification, il convient de prendre en compte le plus en amont possible l'existence d'un aléa naturel sur un territoire donné. La bonne connaissance des aléas et une information adaptée des futurs acquéreurs ou aménageurs permet, par la mise en œuvre de dispositions constructives spécifiques, de limiter la vulnérabilité des enjeux futurs et de ne pas générer de situations à risque.

Aussi, pour assurer une information claire et complète, il convient de faire figurer, dans les différentes pièces du document d'urbanisme, toutes les informations relatives à la connaissance des risques à savoir :

Rapport de présentation	- définition des phénomènes et carte à petite échelle (1/25 000ème ou 1/10 000ème), - informations et justifications sur les recommandations, prescriptions voire interdictions
Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)	- pour les secteurs exposés à un aléa, description des dispositions préalables à toute opération d'aménagement (étude complémentaire, etc)
Règlement graphique	- report des différentes zones d'aléa par une trame ou un indice spécifique, en application des dispositions de l'article R.123-11 b) du code de l'urbanisme
Règlement écrit	- règles particulières dans les zones soumises à un aléa, comme par exemple : ▪ article 1 : occupations du sol interdites, ▪ article 2 : constructions admises sous conditions, ▪ article 4 : gestion des eaux pluviales ...

2. LE RISQUE INONDATION

2.1. Le plan de prévention du risque inondation

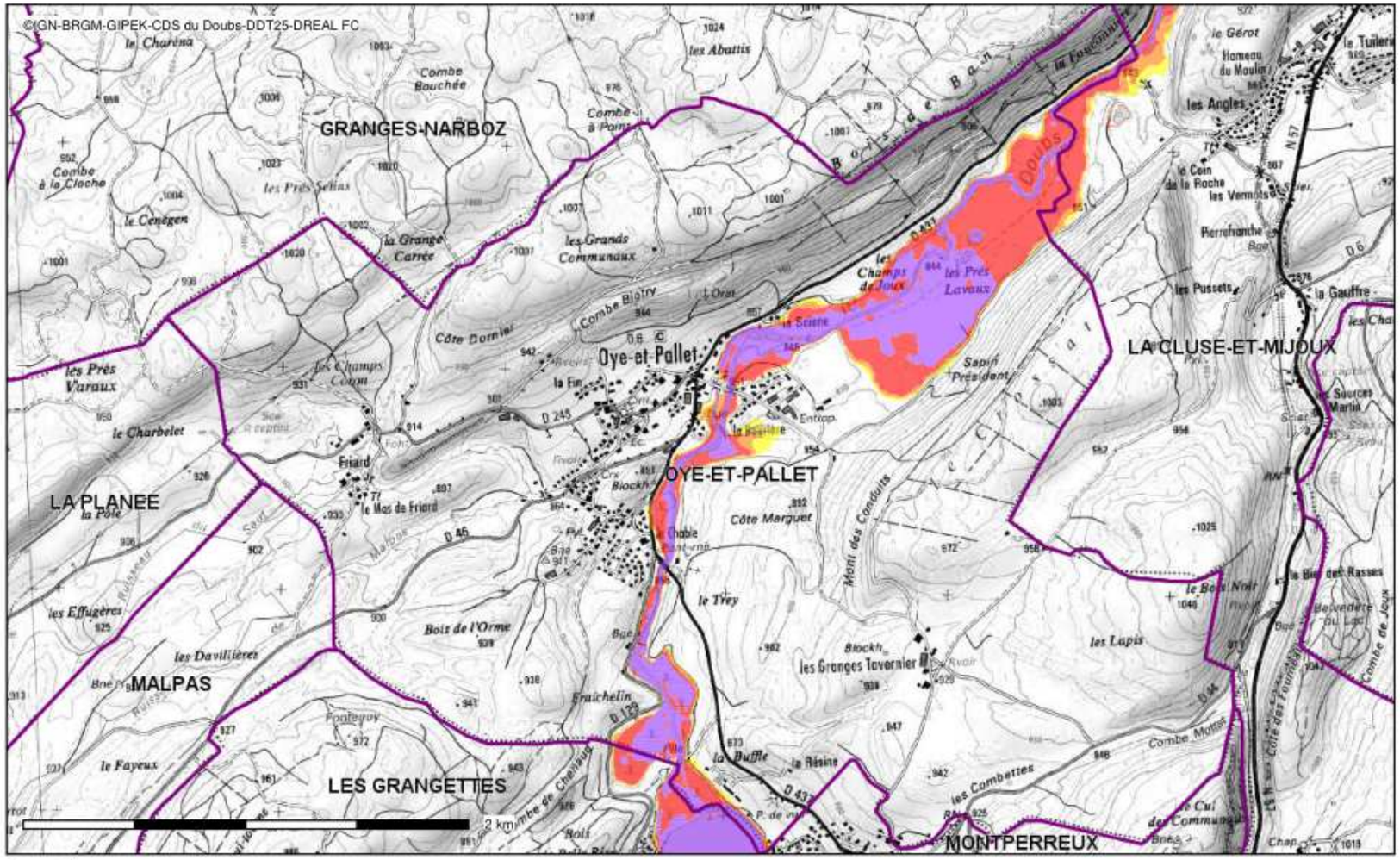
*La commune est concernée par le **Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) du Doubs Amont prescrit par arrêté préfectoral du 23 juillet 2001.** Des études visant à la définition de l'aléa inondation dans la vallée du Doubs ont été réalisées et ont fait l'objet d'une première présentation à la commune en juin 2013.*

2.2. Les inondations par ruissellement

Par ailleurs, la démarche d'identification des phénomènes à l'origine des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle permet d'affiner la connaissance des aléas sur le territoire communal en les localisant précisément et en définissant les dispositions à mettre en œuvre pour pallier les problèmes rencontrés (zone de talweg ou de ruissellement à préserver, etc).

*La commune a fait l'objet de **2 arrêtés de catastrophe naturelle** :*
- inondations et coulées de boues le 16 mars 1990,
- inondations, coulées de boues et mouvements de terrain le 29 décembre 1999.

Les risques naturels et technologiques dans le département du Doubs



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-01-2015

Limites communales
Limite départementale
Aléas des PPRN
F
Fai
M
TF

Description :

Informations sur les zones de risques naturels issues :
- de l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain de 2000, mis à jour fin 2012,
- de l'atlas des zones submersibles du département du Doubs de 1995, mis à jour en été 2012,
- des données du PPRi du Doubs central, du Doubs Allan, de la Loue (révision d'Arc et Senans), de la Savoureuse, du Doubs amont et du Gland,
- les niveaux des crues de référence (en m NGF69),
- des données du PPR mouvement de terrain de Saint Hippolyte,
- les informations relatives à la nouvelle réglementation sismique,
- des données de l'atlas retrait-gonflement d'argile du BRGM de 2010.

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents réglementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

3. LE RISQUE SISMIQUE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE :
▪ *Décret n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique*
▪ *Décret n°2010-1255 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français*
▪ *Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».*

*Selon le zonage sismique, le territoire de la commune est situé dans une zone d'**aléa modéré** (accélération comprise entre 1,1 et 1,6 m/s²).*

Le nouveau zonage sismique de la France a été approuvé en 2010 (cf contexte réglementaire). L'arrêté du 22 octobre 2010 relatif aux bâtiments « à risque normal » spécifie les règles de construction parasismique applicables à compter du 1er mai 2011 :

- pour les bâtiments neufs, elles sont issues directement de l'Eurocode 8 ou découlent de règles forfaitaires pour les maisons individuelles,
- pour les bâtiments existants, s'ils font l'objet de certaines typologies de travaux, elles sont soumises à ces mêmes règles modulées.

Les documents joints dans l'annexe 1 comprennent les éléments réglementaires relatifs à la prise en compte de ce risque ainsi que la carte de représentation des différentes zones d'aléa sismique du département.

4. LE RISQUE MOUVEMENTS DE TERRAIN

CONTEXTE REGLEMENTAIRE :
▪ *La loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement*
▪ *Le décret 95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005*
▪ *Le code de l'environnement (articles L.562-1 et suivants, R.562-1 et suivants).*

L'atlas, réalisé en 2000 et mis à jour en 2012 par la DDT du Doubs, recense les secteurs à risque de mouvements de terrain sur le territoire du département du Doubs.

La commune est concernée par :
- zone soumise à l'aléa affaissement / effondrement : indices karstiques (aléa fort)
- zone soumise à l'aléa glissement : zone sensible aux glissements (moraine) (aléa faible à fort)
- zone soumise à l'aléa éboulement, falaises (aléa fort)

Les autres indices figurent dans le tableau ci-après et sont extraits de l'inventaire spéléologique du Doubs.

Nom	Type	*Coordonnées Lambert II étendu*		
		X(m)	Y(m)	Z(m)
Entonnoirs de la Combe de Biotery	Perte impénétrable	903950	2 213900	920
Source au lieu dit « Au Maire »	Emergence impénétrable			
Source de la Largefontaine	Emergence impénétrable			
Source du Sault n°1	Emergence impénétrable	903550	2 214020	930
Source du Sault n°2	Emergence impénétrable	903130	2 213810	905
Source de Terbief	Emergence impénétrable	903700	2 213200	893

En outre, les bases de données administrées par le BRGM pourront être consultées. Ces outils, accessibles via les liens http://www.cavites.fr/ et http://www.bdmvt.net/ constituent des recensements des mouvements de terrain connus.
Un autre outil favorise la mise à disposition, le partage et l'actualisation d'informations relatives aux risques naturels et technologiques. Il permet également de connaître les risques présents sur une commune. Il s'agit de http://www.prim.net/ et http://macommune.prim.net/

4.1. Zones soumises à l'aléa affaissement/effondrement

Les dolines sont des dépressions de la surface d'un sol karstique en forme d'entonnoir ou de cuvette généralement circulaire ou elliptique, de dimension variant de quelques mètres à plusieurs centaines de mètres. La doline est souvent en lien avec un karst sous-jacent et peut présenter un risque d'effondrement et/ou de soutirage par le fond.

Les indices avérés d'affaissement et d'effondrement (doline, etc) doivent être protégés de toute nouvelle urbanisation, construction, comblement ou remblaiement, y compris en zone naturelle et agricole.

Dans les zones à forte densité d'indices, le principe reste l'interdiction de toute nouvelle construction. Pourront toutefois être autorisés, hors indices, les projets de construction sous réserve de conclusions favorables d'une étude géotechnique.

Dans les zones à moyenne densité d'indices d'affaissement et d'effondrement, les constructions nouvelles sont autorisées sauf dans les **indices** (dolines, gouffres...) identifiés, le risque de mouvements, et donc de dommages aux biens, ne pouvant être écarté.

Dans les zones à forte et moyenne densité d'indices, les projets d'aménagement d'ensemble (zones d'activités, lotissements, zone d'urbanisation future, etc) peuvent être autorisés sous réserve de la production d'une étude d'aléa qui permettra de définir les zones constructibles et les conditions de leur aménagement.

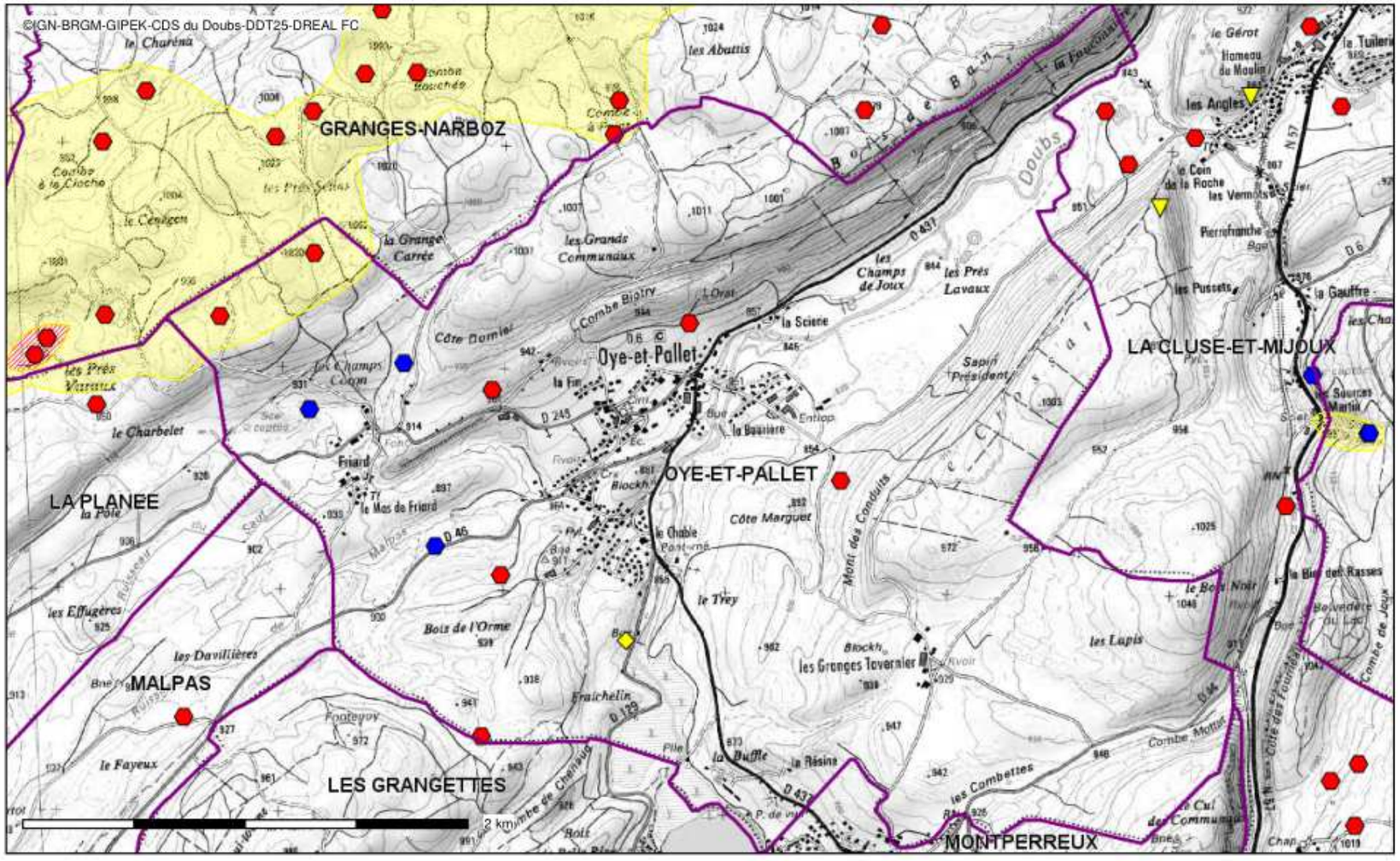
Cette étude devra examiner la structure géologique, hydrologique et géotechnique du sous-sol au regard des potentialités d'aménagement en construction et rechercher les anomalies structurales éventuelles.

Un cahier des charges précisant le contenu de ce type d'études figure en annexe 1 du présent rapport.

La gestion des eaux pluviales

Il est important de rappeler que l'utilisation des dolines ou des cavités karstiques à des fins d'infiltration des eaux pluviales de toitures et de voiries est fortement déconseillée. Cependant, s'il est démontré l'absence de solutions alternatives à l'infiltration, des essais spécifiques devront être menés afin de vérifier la capacité d'infiltration du point considéré et l'absence de risque de soutirage des matériaux et de pollution du milieu souterrain.

Les risques naturels et technologiques dans le département du Doubs



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-01-2015

- Limites communales
- Limite départementale
- Indices karstiques(dolines, pertes, gouffres...)
- Galerie, porche, crevasse
- Fontaine, source, résurgence, émergence
- Abri, grotte
- Gouffre, perte
- Indices kasrtiques (doline, effondrement de cavit
- Anciens puits et mines
- Ouvrage anthropique ou naturel
- Chutes de pierres et de blocs
- Secteurs à risque d'affaissement / effondreme
- Aléa faible
- Aléa fort

Description :

Informations sur les zones de risques naturels issues :
- de l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain de 2000, mis à jour fin 2012,
- de l'atlas des zones submersibles du département du Doubs de 1995, mis à jour en été 2012,
- des données du PPRi du Doubs central, du Doubs Allan, de la Loue (révision d'Arc et Senans), de la Savoureuse, du Doubs amont et du Gland,
- les niveaux des crues de référence (en m NGF69),
- des données du PPR mouvement de terrain de Saint Hippolyte,
- les informations relatives à la nouvelle réglementation sismique,
- des données de l'atlas retrait-gonflement d'argile du BRGM de 2010.

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents réglementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

4.2. Les formations sensibles aux glissements de terrain

Dans les **zones d'aléa faible (pente < 8°)**, pour tout projet, il est recommandé de réaliser une étude géotechnique, visant à définir les caractéristiques du sol, sa vulnérabilité face à l'aléa glissement de terrain et les dispositions constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité et la pérennité des constructions.

À défaut, il conviendra d'intégrer les dispositions constructives suivantes :

- éviter des surcharges importantes en réalisant un remblai sur la partie amont,
- ancrer les fondations dans le sol en respectant les cotes hors gel et hors influence du retrait gonflement des argiles (au minimum à 0,80 m),
- adapter la construction à la pente :
- éviter les travaux de terrassement conduisant à rupture ou accentuation de la pente par réalisation de talus de hauteur importante (supérieur à 2 mètres),
- privilégier les constructions en redans et les sous-sols partiels.
- remblayer les fouilles avec du matériau calcaire propre immédiatement après la réalisation de la partie enterrée de l'ouvrage,
- mettre en place un système de drainage (évacuation des eaux en dehors de la zone de travaux) pour réduire les effets d'infiltration et diminuer les pressions d'eau,
- réaliser des butées en terre ou au moyen de murs de soutènement,
- réaliser les travaux de terrassement de préférence par temps sec.

Dans les **zones d'aléa moyen (pente comprise entre 8 et 14°)** et pour les projets présentant une faible vulnérabilité (terrassements peu importants et inférieurs à 2 mètres de hauteur, absence de sous-sols, construction isolée), une étude géotechnique est recommandée. À défaut, il convient de respecter les dispositions constructives énoncées ci-dessus.

Pour les projets importants (terrassements importants, sous-sols, construction en zone urbaine dense), une étude géotechnique spécifique au projet doit être préalablement réalisée pour vérifier la bonne adaptation de la construction face à la nature des sols présents et aux aléas mouvements terrains identifiés.

Les zones d'aléa fort (pente comprise entre 14° et 21°) doivent faire l'objet d'une étude géotechnique globale du secteur aménagé et d'une étude géotechnique spécifique à la parcelle.

L'étude géologique et géotechnique globale peut conduire à identifier des secteurs constructibles (le cas échéant, sous réserve de prescriptions). L'étude doit appréhender l'ensemble de la zone sensible aux glissements. Il conviendra d'étendre le périmètre de l'étude à l'environnement proche si des enjeux existent (zone urbaine). Il est recommandé de réaliser l'étude suivant la norme AFNOR NF P94-500 précisant les différents types de missions géotechniques à mettre en œuvre, notamment la phase G5 de « diagnostic géotechnique », la phase G12 correspondant à la réalisation d'une « étude géotechnique d'avant-projet » et la phase G2 à l'élaboration d'une « étude géotechnique projet ».

De façon non exhaustive, cela correspond à :

- déterminer la géométrie des masses en mouvements ou susceptibles de l'être, en précisant la répartition des différentes couches géologiques,
- évaluer la vitesse des mouvements actuels en procédant à des levés topographiques et/ou une instrumentation inclinométrique (cas des glissements actifs),
- évaluer les caractéristiques géotechniques des sols en identifiant les paramètres mécaniques des sols (angle de frottement, cohésion),
- étudier la présence de l'eau (localisation, circulation, répartition des pressions interstitielles aux différentes saisons),
- évaluer la stabilité du site,
- le cas échéant, définir les dispositifs de confortement du terrain en prenant en compte les données du projet et évaluer leurs coûts,
- réaliser une étude géotechnique précisant le type de fondation à mettre en place.

Préalablement à tout projet d'aménagement, les ouvrages de confortement et de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) devront être réalisés par un maître d'ouvrage pérenne qui en assurera la réalisation, le suivi et l'entretien.

Les autres projets à vulnérabilité plus importante sont interdits.

Dans les zones d'aléa très fort (pente supérieure à 21°)
Aucun projet de construction ne pourra être autorisé.

Dans de rares exceptions, une étude géotechnique et géologique peut conduire à identifier des secteurs constructibles. Le contenu non exhaustif de cette étude figure dans les paragraphes précédents.

La gestion des eaux pluviales

Dans les zones de marnes en pente et d'éboulis sur versant marneux, et quel que soit le niveau d'aléa, les dispositifs d'infiltration d'eau dans le sous-sol sont interdits. Ces installations peuvent à terme engendrer des phénomènes de glissement de terrain, en créant de nouvelles venues d'eau qui augmentent la pression dans les marnes et provoquent une perte de cohésion de ces matériaux.

Dans les zones de moraines, dépôts superficiels et d'éboulis sur versant non marneux, lorsque le niveau d'aléa est faible ou moyen, les dispositifs d'infiltration sont fortement déconseillés. Dans les zones où l'aléa est fort/très fort, ces dispositifs sont interdits.

4.3. Les zones de glissement ancien et récent

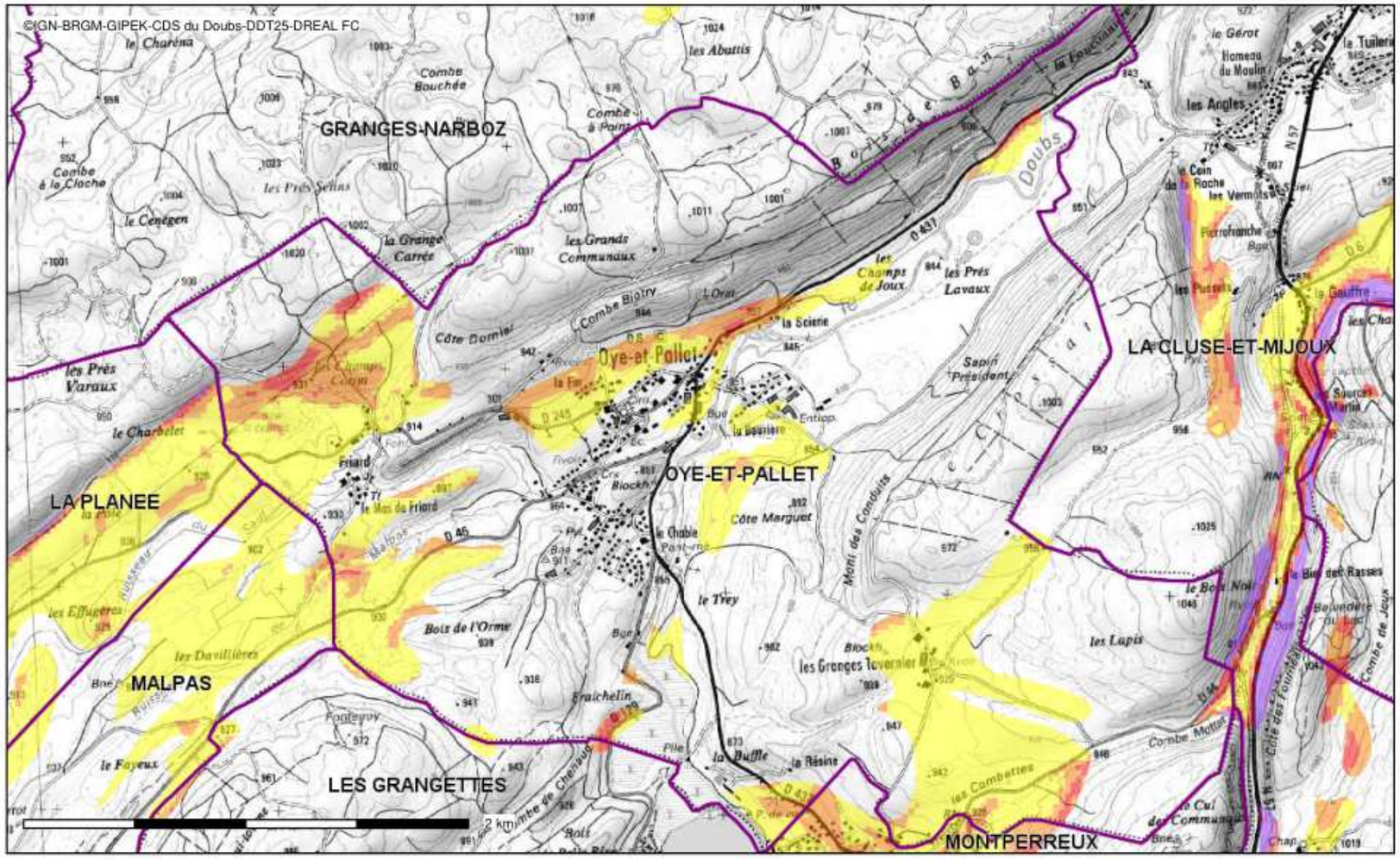
Les **zones de glissements avérés** sont par principe des zones inconstructibles, car il existe une forte probabilité de réactiver l'instabilité, qui peut avoir des conséquences de grande ampleur.

Dans de rares exceptions, des projets peuvent être autorisés, aux conditions édictées dans le paragraphe traitant des zones sensibles au glissement d'aléa fort (pente comprise entre 14° et 21°).

Des informations supplémentaires sur les glissements recensés pour chaque commune peuvent être trouvées dans le site internet http://www.bdmvt.net/.

La carte localisant l'ensemble de ces phénomènes est présentée ci-dessous.

Les risques naturels et technologiques dans le département du Doubs



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-01-2015

Limites communales
Limite départementale

Secteurs à risque de glissement
Aléa fort
Aléa faible
Glissement ancien (aléa fort)
Glissement récent (aléa fort)
Aléa moyen
Aléa très fort

Description :

Informations sur les zones de risques naturels issues :
- de l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain de 2000, mis à jour fin 2012,
- de l'atlas des zones submersibles du département du Doubs de 1995, mis à jour en été 2012,
- des données du PPRi du Doubs central, du Doubs Allan, de la Loue (révision d'Arc et Senans), de la Savoureuse, du Doubs amont et du Gland,
- les niveaux des crues de référence (en m NGF69),
- des données du PPR mouvement de terrain de Saint Hippolyte,
- les informations relatives à la nouvelle réglementation sismique,
- des données de l'atlas retrait-gonflement d'argile du BRGM de 2010.

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents réglementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

4.4. Les zones soumis à l'aléa éboulement (falaises et zones potentielles de chutes de pierres et de blocs)

Les **zones potentielles de chutes de pierres et de blocs** affectent les biens mais aussi les personnes. Ces zones doivent en principe être strictement protégées de toute urbanisation nouvelle.

Pour les constructions existantes, les extensions et changements de destination peuvent parfois être autorisés. Dans tous les cas :

- ils ne doivent pas conduire à créer de logement supplémentaire (pour ne pas augmenter la population soumise au risque),
- des prescriptions particulières visant à réduire la vulnérabilité (par exemple, pas de création d'ouverture face à l'amont de la pente) peuvent être imposées.

La constructibilité de la zone ne peut être envisagée qu'exceptionnellement sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- réaliser une étude des aléas,
- effectuer l'étude et la définition des ouvrages de protection à mettre en œuvre pour limiter la survenance d'un événement,
- mettre en place des ouvrages de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) préalablement à la réalisation de l'opération d'aménagement,
- identifier un maître d'ouvrage pérenne pour assurer la réalisation, le suivi et l'entretien régulier des dispositifs de protection.

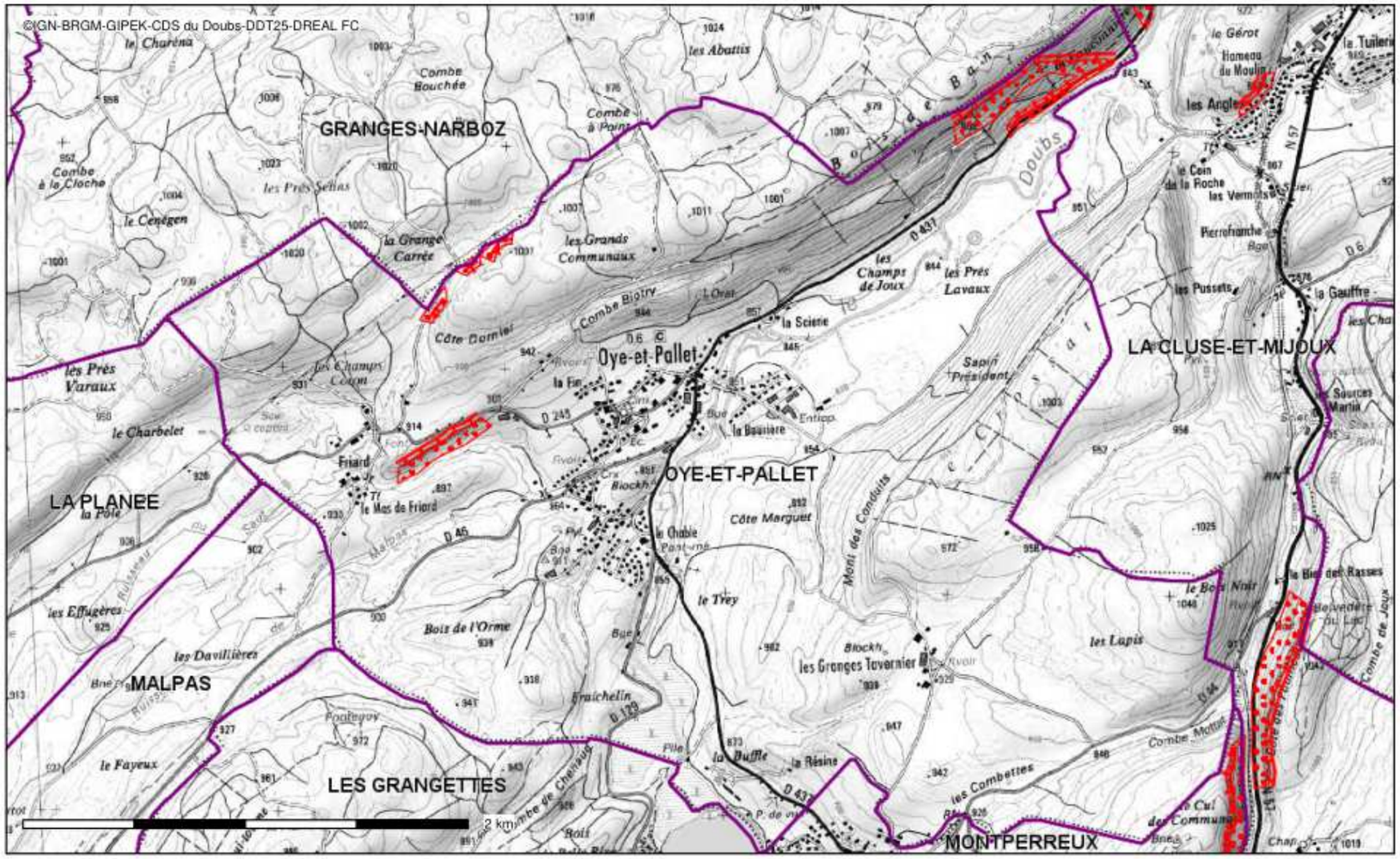
L'étude des aléas doit être réalisée préalablement à toute opération et doit comprendre :

- un diagnostic de la falaise relevant les indices d'instabilité, les crevasses, les fracturations ouvertes, leurs orientations ainsi que leurs densités,
- les données caractéristiques de l'environnement : topographie, présence d'eau éventuelle, pente, présence de zone d'éboulis ou de pierriés,
- une étude trajectographique selon l'importance des volumes susceptibles de s'ébouler et de la pente de la zone en pied de falaise,
- des préconisations en matière de dispositifs adaptés à la réduction de la vulnérabilité :
- adapter l'affectation des espaces intérieurs du logement (salon et chambre du côté de la face non exposée),
- adapter l'utilisation de l'espace extérieur du logement (terrasse contre la paroi extérieure à l'abri des chutes de pierres ou de blocs),
- éviter les ouvertures du côté de face exposée.

Des informations supplémentaires sur les glissements recensés pour chaque commune peuvent être trouvées dans le site internet http://www.bdmvt.net/.

La carte localisant l'ensemble de ces phénomènes est présentée ci-dessous.

Les risques naturels et technologiques dans le département du Doubs



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-01-2015

Limites communales
Limite départementale
Falaises
Aléa fort
Secteurs à risque d'éboulement
Aléa fort

Description :

Informations sur les zones de risques naturels issues :
- de l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain de 2000, mis à jour fin 2012,
- de l'atlas des zones submersibles du département du Doubs de 1995, mis à jour en été 2012,
- des données du PPRi du Doubs central, du Doubs Allan, de la Loue (révision d'Arc et Senans), de la Savoureuse, du Doubs amont et du Gland,
- les niveaux des crues de référence (en m NGF69),
- des données du PPR mouvement de terrain de Saint Hippolyte,
- les informations relatives à la nouvelle réglementation sismique,
- des données de l'atlas retrait-gonflement d'argile du BRGM de 2010.

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents réglementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

5. L'ALEA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

Afin de qualifier ces phénomènes dans le département du Doubs, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a réalisé une carte s'appuyant sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses de sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres (site internet : http://www.argiles.fr).

Une cartographie qualifiant l'aléa a été élaborée à l'échelle du 1/50 000ème sur le département du Doubs.

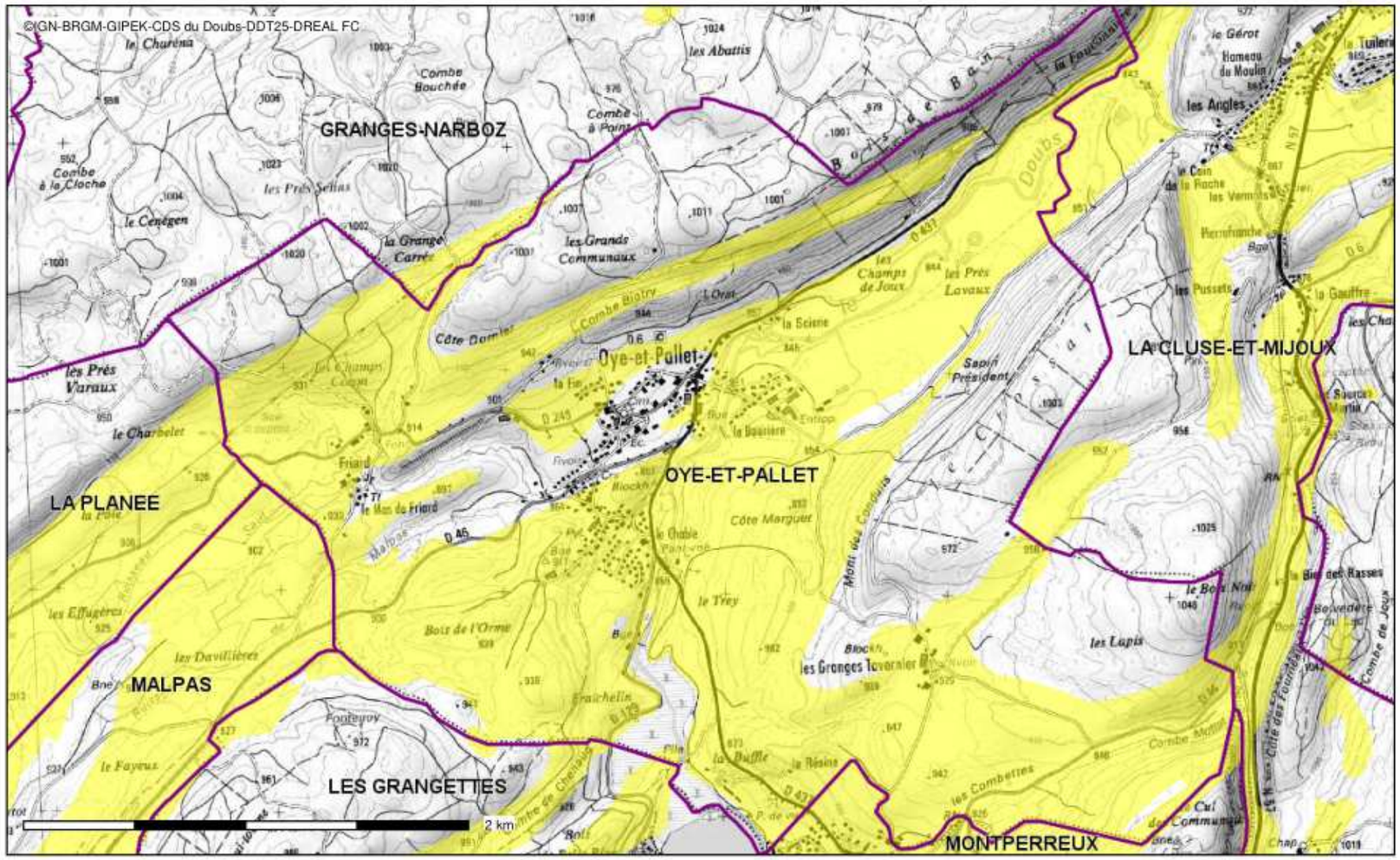
*La commune est concernée par un **aléa faible** du phénomène **(voir carte ci-dessous).***

Ainsi, avant de construire dans les zones identifiées sur la carte d'aléa, il est vivement conseillé de faire procéder, par un bureau d'études spécialisé, à une reconnaissance de sol afin de vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes au droit de la parcelle.

Pour des constructions à destination d'habitat, il est recommandé d'appliquer des mesures spécifiques préconisées par une étude de sol complémentaire. A défaut, il conviendra d'appliquer des mesures qui visent d'une part à limiter les mouvements auxquels est soumis le bâti et, d'autre part, à améliorer sa résistance à ces mouvements.

Ces mesures sont présentées sur la fiche intitulée « le retrait-gonflement des argiles » jointe en annexe 1.

Les risques naturels et technologiques dans le département du Doubs



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-01-2015

Limites communales
Limite départementale
Aléa retrait-gonflement des argiles
Faible
Moyen

Description :

Informations sur les zones de risques naturels issues :
- de l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain de 2000, mis à jour fin 2012,
- de l'atlas des zones submersibles du département du Doubs de 1995, mis à jour en été 2012,
- des données du PPRi du Doubs central, du Doubs Allan, de la Loue (révision d'Arc et Senans), de la Savoureuse, du Doubs amont et du Gland,
- les niveaux des crues de référence (en m NGF69),
- des données du PPR mouvement de terrain de Saint Hippolyte,
- les informations relatives à la nouvelle réglementation sismique,
- des données de l'atlas retrait-gonflement d'argile du BRGM de 2010.

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents réglementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

6. LE RISQUE TECHNOLOGIQUE

6.1. Les sites susceptibles d'être pollués

La construction ou l'aménagement d'habitations, d'écoles, de parcs publics, de terrains de jeux ou de sports doit prendre en compte l'existence éventuelle de sites ou sols pollués, dont l'état peut être incompatible avec l'usage futur envisagé si les mesures de gestion adaptée ne sont pas mises en œuvre.

Enfin, les sites recensés dans Basias (http://basias.brgm.fr, cf. extraction ci-dessous et fiches en annexe 1) sur la commune ont hébergé des **activités susceptibles d'avoir pollué les sols**, sans qu'une information concrète sur la présence ou l'absence de pollution ne soit disponible. Des informations plus détaillées à destination des maires des communes concernées sont mises à disposition sur ce site à l'aide de code d'accès qui leur ont été transmis.
Dans ces conditions, un rappel dans le PLU devrait permettre d'attirer l'attention des porteurs de projet en cas de changement d'usage de ces terrains, sur l'historique de ces sites et la possibilité de se trouver en présence d'une pollution du sous-sol.
A noter que conformément aux dispositions de l'article L. 125-6 IV du code de l'environnement instaurées par la loi ALUR, les certificats d'urbanisme élaborés pour ces terrains doivent préciser ces informations.

N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
1	FRC2501862	ROYET Pierre		A Pré Dessus	"A Pré Dessus"	OYE-ET-PALLET (25442)	g45.20	Ne sait pas	Inventorié
2	FRC2501863	VIEILLE		Sur la Rouille et Crêt du Pont le long du Doubs	"Sur la Rouille et Crêt du Pont" le long du Doubs	OYE-ET-PALLET (25442)	c16.10	Ne sait pas	Inventorié

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE

1. LES PAYSAGES

Selon la Convention Européenne du paysage, la définition du paysage, entrée en vigueur en France le 1er juillet 2006, « *désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interactions* ».

Ainsi, « *le paysage est partout un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien, il constitue un élément essentiel du bien-être individuel et social...* ». Le paysage est en lien avec toutes politiques sectorielles : l'agriculture, l'environnement, le social, l'économie...

La Convention Européenne structure la politique du paysage selon quatre axes :

- l'identification et la qualification des paysages,
- la définition des objectifs de qualité paysagère,
- l'intégration du paysage dans les politiques sectorielles,
- l'information et la sensibilisation du public.

Cette politique poursuit des objectifs de :

→ **protection des paysages** qui comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d'un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ou de l'intervention humaine ;

→ **gestion des paysages** qui comprend les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales ;

→ **l'aménagement des paysages** qui comprend les actions présentant un caractère prospectif particulièrement affirmé visant la mise en valeur, la restauration ou la création de paysages.

Ainsi, le PLU doit s'attacher à préserver et à développer la qualité paysagère du territoire communal :

La préservation du paysage	Le développement de la qualité paysagère
▪ les paysages identitaires de l'unité paysagère dans laquelle se situe la commune : paysage naturel et paysage urbain (bâtiments de belle qualité architecturale, éléments architecturaux, patrimoine rural...) ▪ les coupures vertes assurant une transition entre chaque village lorsque leur dimension permet encore leur lecture. ▪ les ripisylves qui structurent le paysage	▪ une recherche des paysages « écrins » qui participent à la mise en valeur d'édifices d'architecture de qualité ou identitaires de la région, notamment les fermes ▪ une transition douce entre espace naturel et urbanisation est souhaitable ainsi qu'une mise en valeur des entrées de l'agglomération ▪ une attention particulière à porter aux dynamiques et aux tendances d'évolution des paysages qui déstructurent les paysages ou présentent un risque important de banalisation ou de consommation excessive des espaces. *Ces situations sont souvent liées à l'étalement urbain, à la création d'infrastructures de transport ou de production et de distribution d'énergie, notamment les lignes électriques et les éoliennes, ou encore à la simplification ou à la mutation des paysages ruraux*
L'Atlas des paysages de Franche-Comté peut utilement constituer une base de réflexion. Il définit les unités paysagères du Doubs. La commune d'Oye et Pallet se situe dans la sous-unité paysagère de la montagne plissée.	

Le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en compte la préservation de la qualité des paysages de la commune, et la maîtrise de leur évolution. L'article L 123-1-5 alinéa III 2° du code l'urbanisme est un outil réglementaire qui peut permettre de traiter cet objectif.

La loi du 2 mai 1930 intégrée depuis dans les articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'Environnement permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire.

Des éléments concernant les paysages sont décrits dans les atlas de paysage départementaux : « Atlas des paysages de Franche-Comté ».

1.1. Protection des entrées de villes

Le décret 2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret 2010- 578 du 31 mai 2010, classe ***route à grand circulation (RGC) la RN 57 qui borde le territoire communal (cf annexe 4)****.*

La loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995 a introduit l'article L.111.1.4 dans le code de l'urbanisme visant à inciter les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes et garantir la qualité des entrées de villes.
Pour limiter et contrôler les constructions le long des voies principales d'entrées d'agglomérations, l'article L 111.1.4 dispose *« qu'en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».*

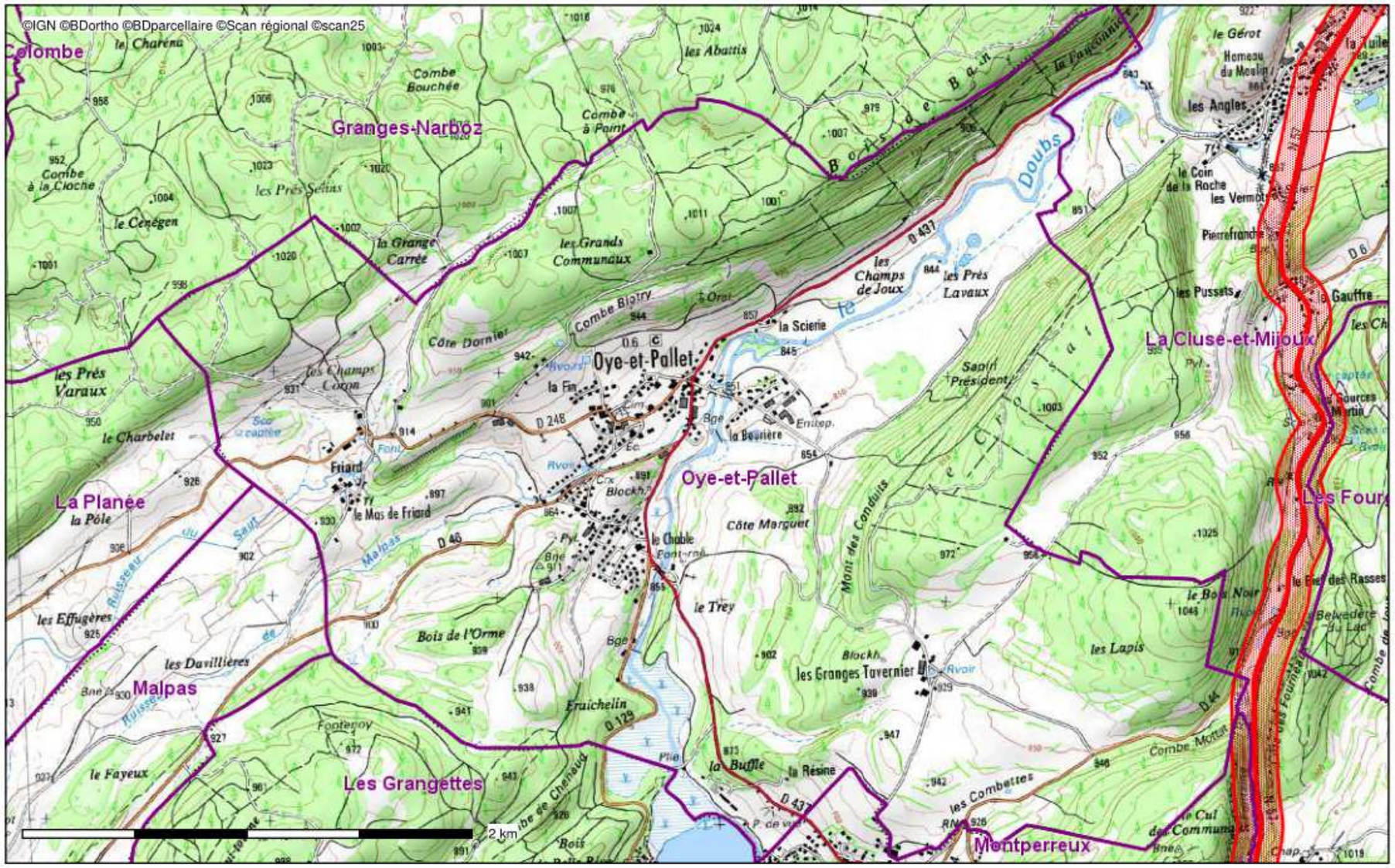
Cette interdiction ne s'applique pas :

3. aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
4. aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
5. aux bâtiments d'exploitation agricole,
6. aux réseaux d'intérêt public,

Elle ne s'applique pas non plus à « *l' adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes* »

Toutefois, le plan local d'urbanisme peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

SERVITUDES AC1-AC2-AC3-AC4-AS1-I1-I3-I4-PM1-PM2-PM3-T1-T5 sur le département du DOUBS



Conception : DDT 25
Date d'impression : 05-05-2015

- Limite départementale
- Limites communales
- RGC RN 2010
- RGC RN 2010 TAMPON

Description :

Carte sur laquelle figurent les servitudes AC1-AC2-AC3-AC4-AS1-I1-I3-I4-PM1-PM2-PM3-T1-T5 ainsi que les routes à grande circulation, les zones naturelles: ZNIEFF; zones humides;zones NATURA 2000; Arrêté préfectoral de Protection de Biotope des écrevisses à pattes blanches et forêts soumises au régime forestier.

Document d'information sans portée juridique et non opposable aux tiers. En cas de doute, seules les informations directement fournies par le STAP du Doubs et du Territoire de Belfort, la DREAL et le Conseil Régional de Franche-Comté (AC1-AC2-AC3-AC4), l'ARS Franche-Comté (AS1), le Gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité (I4) et la Société du Pipeline Sud Européen (I1) ont une portée juridique ainsi que la DREAL Franche-Comté pour les données environnementales.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

1.2. Site inscrit ou classé

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
▪ *Le code de l'environnement* (art L341-1 à L 341-15-1 et R341-1)

L'inscription soit concerne des monuments naturels ou des sites méritant d'être protégés mais ne présentant pas un intérêt remarquable suffisant pour justifier leur classement, soit constitue une mesure conservatoire avant un classement.
Elle peut également constituer un outil adapté à la préservation du petit patrimoine rural dans des secteurs peu soumis à une pression foncière.
Le classement offre une protection forte en interdisant, sauf autorisation spéciale, la réalisation de tous travaux tendant à modifier ou détruire l'aspect du site.

1.2.1. Site inscrit

*La commune comporte un **site inscrit**. Il s'agit du site **« Lac Saint-Point aux Grangettes » (cf annexe 2)**.*

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois à l'avance, l'administration de leur intention.
L'architecte des bâtiments de France (ABF) est consulté sur tout projet de travaux en site inscrit. Cet avis simple est réputé donné faute de réponse dans le délai de deux mois, à l'exception des permis de démolir où l'avis de l'ABF est un avis conforme.

Les effets du **site inscrit** sont décrits au chapitre « servitudes d'utilité publique et autres contraintes ».

1.2.2. Site classé

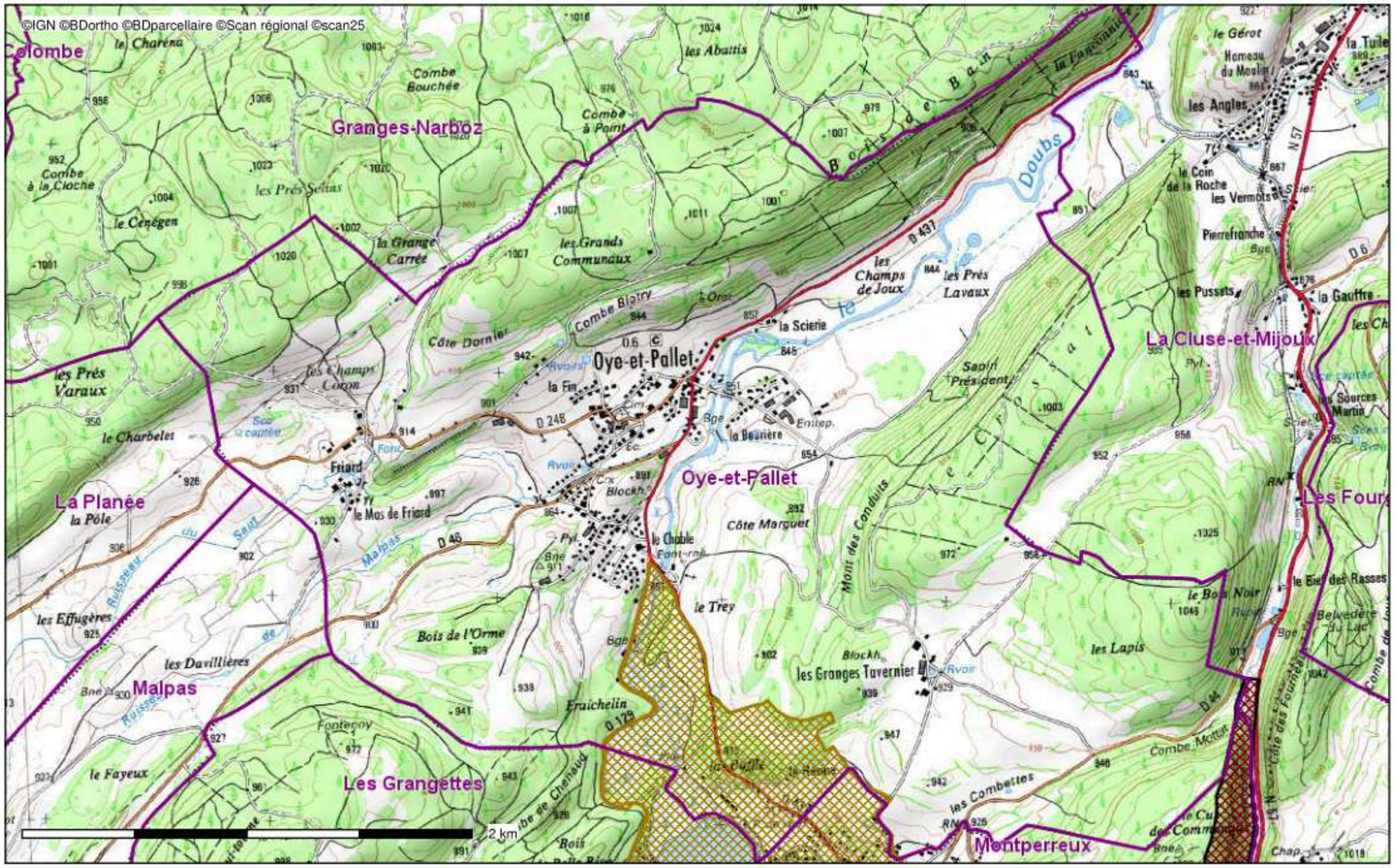
*Le site classé **« Ruisseau et vallée de la Fontaine Ronde aux Hopitaux-Vieux »** génère un périmètre de protection impactant légèrement le territoire communal **(cf annexe 2)**.*

Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale délivrée en fonction de l'importance des travaux :
- par le ministre chargé des sites après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- par le préfet de département après avis de l'architecte des bâtiments de France.

En outre, toute aliénation suppose l'information de l'acquéreur et la notification au ministre chargé des Sites dans un délai de 15 jours.

Les effets du **site classé** sont décrits au chapitre « servitudes d'utilité publique et autres contraintes ».

SERVITUDES AC1-AC2-AC3-AC4-AS1-I1-I3-I4-PM1-PM2-PM3-T1-T5 sur le département du DOUBS



Conception : DDT 25
Date d'impression : 05-05-2015

Limite départementale
Limites communales
AC2 Sites naturels Classés ou Inscrits (03/2015
Classé
Inscrit

Description :

Carte sur laquelle figurent les servitudes AC1-AC2-AC3-AC4-AS1-I1-I3-I4-PM1-PM2-PM3-T1-T5 ainsi que les routes à grande circulation, les zones naturelles: ZNIEFF; zones humides;zones NATURA 2000; Arrêté préfectoral de Protection de Biotope des écrevisses à pattes blanches et forêts soumises au régime forestier.

Document d'information sans portée juridique et non opposable aux tiers. En cas de doute, seules les informations directement fournies par le STAP du Doubs et du Territoire de Belfort, la DREAL et le Conseil Régional de Franche-Comté (AC1-AC2-AC3-AC4), l'ARS Franche-Comté (AS1), le Gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité (I4) et la Société du Pipeline Sud Européen (I1) ont une portée juridique ainsi que la DREAL Franche-Comté pour les données environnementales.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

2. LES MILIEUX NATURELS

2.1. Etat initial de l'environnement

En vertu de l'article R123-2-1 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation doit notamment **analyser l'état initial de l'environnement et évaluer les incidences** des choix du PLU sur l'environnement. Il doit également exposer la manière dont le PLU prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

L'état initial de l'environnement doit aboutir à la meilleure connaissance possible des valeurs environnementales en présence. Il doit permettre de localiser les espaces naturels, d'en apprécier leurs fonctions et leurs fragilités. Ce travail est à mener sur l'ensemble du territoire communal sans omettre l'analyse du tissu déjà urbanisé et en prenant en compte les données supra-communales notamment pour l'approche par continuités écologiques.
La méthodologie utilisée pour réaliser les inventaires de terrain devra être détaillée dans le rapport.

Bien qu'aucune liste exhaustive ne soit établie par la réglementation pour définir le champ d'analyse de l'état initial de l'environnement, on peut retenir les thèmes environnementaux suivants :

a) L'environnement physique

- La géologie (ou le sous-sol)
- le relief local
- le climat local et les gaz à effet de serre
- l'hydrologie, l'hydrographie

b) L'environnement biologique

- les zones Natura 2000 situées sur le territoire couvert par le PLU ou sur un territoire proche (voir partie consacrée à l'étude des incidences Natura 2000) ;
- les zones bénéficiant d'une protection régionale, nationale ou internationale : arrêté préfectoral de protection biotope, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), ...
- les espaces et sites naturels à protéger au titre de la végétation et de la faune présentes ou de leur rôle pour le maintien de la biodiversité ;
- les corridors écologiques et les sous-trames : présentation à une échelle supra- communale, caractéristiques de ces ensembles, obstacles ou menaces au maintien des continuités ;
- les milieux aquatiques et les zones humides ;
- l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers : analyse de l'impact des prélèvements fonciers, description de la méthode utilisée, nature et localisation des espaces artificialisés, destination de ces espaces (habitats, activités, infrastructures...) ;
- l'établissement d'une carte des sensibilités écologiques (classification libre, par exemple faible, moyenne, forte, très forte...)

c) Les ressources naturelles

- les richesses du sous-sol (substances exploitables, eaux souterraines, ...) ;
- les richesses liées au sol (agriculture et forêt) : surfaces exploitées, types de production, espaces agricoles et forestiers à protéger notamment au titre de leur qualité agronomique, de leur fonction de maintien de la biodiversité ou autre, pressions subies ;
- l'eau potable : qualité, capacité de la ressource à répondre aux besoins futurs, les périmètres de protection des captages d'AEP ;
- l'assainissement : capacité des stations, efficacité des dispositifs, couverture du territoire en assainissement autonome ...
- les énergies : le potentiel de développement des énergies renouvelables (chaufferie bois, valorisation des déchets, …), les potentiels d'économies d'énergies fossiles par l'analyse des déplacements, l'identification de secteurs dans lesquels l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à l'obligation pour les constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées.

d) les paysages, le patrimoine et le cadre bâti

- Les entités paysagères et les caractéristiques de ces ensembles ;
- les paysages et points de vue remarquables ;
- le patrimoine architectural ;
- les vestiges archéologiques ;
- les entrées de villes.

e) Les pollutions et nuisances : air, bruit, déchets, ...

- les sites et sols pollués ;
- les sources de pollutions ou de nuisances ;
- la nature et l'importance des émissions polluantes ou des nuisances ainsi que leurs incidences sur l'environnement et la santé de la population ;
- les déchets : production, traitement, valorisation, les décharges …

f) Les risques

- les risques naturels : inondation, sismique, l'aléa retrait-gonflement des sols argileux ;
- les risques technologiques : les ICPE existantes, les canalisations de transport de matières dangereuses ainsi que leurs périmètres de dangers.

g) Vie quotidienne et environnement

- la santé : facteurs environnementaux favorables ou défavorables, air, bruit, pollutions ;
- l'accès à la nature et le tourisme lié aux espaces naturels ;
- les déplacements : modes de déplacement dits "doux", dans un souci de moindre impact environnemental, de santé publique et d'économie.

h) La participation du public

- information, formation, éducation... concertation organisée sur les choix et projets d'aménagement, d'urbanisme, …
- rôle dévolu aux associations ;
- possibilité pour le public d'intervenir directement dans la gestion de l'environnement local (étude, gestion, mise en valeur de sites, d'itinéraires de promenade, d'éléments de patrimoine...) ou de réaliser des actions concrètes en faveur du développement durable.

Dans tous les cas, ce travail d'évaluation initié dès l'élaboration du projet sera repris dans le rapport de présentation.

2.2. Diagnostic écologique

La réalisation d'un diagnostic écologique et d'une carte de hiérarchisation des valeurs écologiques (elle sera de préférence produite sur un fond orthophotoplan à une échelle 1/2000 ème et intégrant les zones humides) est indispensable car elle permet d'estimer l'intérêt écologique des milieux et d'éclairer la commune sur les choix qu'elle peut faire en matière de développement de l'urbanisation.

Le rapport d'étude présentera dans un tableau de synthèse :

- le statut des espèces faunistiques et floristiques observées (nom vernaculaire et scientifique, type de protection : régionale, française, liste rouge...) ;
- les habitats naturels (appellation scientifique, code Corine Land-Cover, code nomenclature « directive habitats-faune-flore » de 1992 et dénomination : communautaire, prioritaire, superficie concernée, état de conservation, intérêt écologique, caractère humide de l'habitat).

L'appréciation des valeurs écologiques repose sur les critères suivants :

- diversité des espèces,
- diversité écologique qui intègre les structures verticales (nombre de strates) et horizontales (complexité de la mosaïque),
- identification des continuités écologiques,
- rareté des espèces,
- rôle écologique exercé sur le milieu physique (maintien des sols, régulation hydrique...) et sur le fonctionnement de l'écosystème,
- originalité du milieu dans son contexte régional et local,
- degré d'artificialisation,
- sensibilité écologique (fragilité par rapport à des facteurs extérieurs : action de l'homme par exemple).

Dans le même temps, une recherche des espèces végétales protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement sera conduite sur les secteurs où les constructions sont autorisées.

Enfin, le diagnostic écologique présentera la trame verte et bleue locale au titre des corridors écologiques.

Le profil environnemental régional : s'appuyant sur les données existantes, le profil environnemental présente un diagnostic synthétique de la situation à l'échelle régionale. A partir de ce diagnostic, il met en évidence les principaux enjeux du territoire et identifie des indicateurs de suivi correspondants. Sans prétendre à l'exhaustivité, le profil environnemental restitue ainsi de façon nuancée les forces et faiblesses de l'environnement franc-comtois. Cet outil est actuellement en révision et peut être consulté à l'adresse internet suivante : http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr, rubrique « développement – aménagement durables.

Le portail SIGOGNE : ce site, à usage libre, recense des données naturalistes et se veut être le portail de la description de la biodiversité en Franche-Comté. Un outil de recherche et de cartographie est mis à disposition, en cliquant sur la carte « Visualiseur de la biodiversité » : http://www.sigogne.org/

<u>Les continuités écologiques</u> :

En vertu de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, le PLU *« détermine les conditions permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques »*. L'enjeu de la constitution de ces continuités s'inscrit dans la préservation de la biodiversité, au travers des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Elles contribuent également à la qualité du cadre de vie tant urbain que rural et améliore ainsi l'attractivité du territoire.

L'état initial de l'environnement devra analyser et identifier les continuités présentes sur la commune et à ses abords.

Les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue doivent apparaître sur les documents graphiques du règlement, en vertu des dispositions de l'article R.123-11 du code de l'urbanisme. Ils devront prendre en compte les dispositions issues du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) en cours d'élaboration.

A toutes fins utiles, une fiche pratique relative à la traduction de la trame verte et bleue dans les PLU est consultable sur le site Internet de la DREAL Franche-Comté : www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr, rubrique « développement aménagement durables », « planification et aménagement durables ».

2.3. Mesures de protection - zonages

2.3.1. NATURA 2000 et évaluation environnementale

▪ *Directive européenne « Oiseaux » n°79-409 du 2 avril 1979 (devenue 2009/147 du 30 novembre 2009) pour la conservation des oiseaux sauvages*
▪ *Directive européenne « Habitats » n°92-43 du 21 mai 1992 pour la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages*
▪ *Décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement*
▪ *Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme*

Cette politique européenne s'est traduite par la mise en place d'un réseau de sites, dans chaque pays européen, qui abritent une part significative de la biodiversité spécifique à l'Europe et doivent faire l'objet de mesures de conservation. C'est le réseau écologique européen intitulé NATURA 2000 ***(voir cartographie « réseau NATURA 2000 en Franche-Comté » en annexe 2).***

En ce qui concerne l'élaboration ou la révision d'un plan local d'urbanisme (PLU) :

► une évaluation environnementale du document doit être réalisée si le territoire communal comprend en tout ou partie un site NATURA 2000. Le rapport de présentation du PLU doit alors respecter les dispositions de l'article R 123-2-1 du code de l'urbanisme.

► dans le cas contraire, si le PLU est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II de la directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001, celui-ci peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, après un examen dit « au cas par cas » (défini à l'article R.121-14

du code de l'urbanisme) réalisé par l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, en l'occurrence le Préfet du département, sur la base d'une saisine par le maire après que le débat relatif aux orientations du PADD ait eu lieu.

► dans tous les cas, le rapport de présentation du PLU doit comporter, a minima, une évaluation des incidences NATURA 2000.

Le territoire de la commune étant concerné par des sites Natura 2000, le projet de PLU est concerné par la procédure d'évaluation environnementale systématique.

Concrètement, la démarche d'évaluation environnementale implique de compléter le dossier de PLU et notamment le rapport de présentation conformément aux dispositions de l'article R 123-2-1 du code de l'urbanisme (annexe 2).

Conformément à l'article R 121-15 du code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale du PLU est soumise à l'avis de l'autorité environnementale, en l'occurrence le préfet de département. Il appartient donc à la collectivité de transmettre votre dossier de PLU arrêté au préfet du département du Doubs pour avis de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale dispose d'un délai de trois mois pour rendre son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le document. Cet avis simple doit être joint au dossier mis à l'enquête publique. Il sera par ailleurs également publié sur le site internet de l'autorité environnementale. En l'absence de réponse dans ce délai de trois mois, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

Le schéma synoptique ci-après décrit cette procédure :

Transmission du dossier de **PLU arrêté** par la commune à l'autorité environnementale (le préfet de département)

Délai : **3 mois**

Avis simple Il doit être joint au dossier mis à l'enquête publique. Il est publié sur le site internet de la DREAL Franche-Comté	En l'absence de réponse dans les 3 mois, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler

Concrètement l'avis de l'autorité environnementale pourra être sollicité dans les même formes et délais que l'avis de l'État prévu à l'article L 123-9 du code de l'urbanisme.

En application de la directive européenne 2001/42 du 27 juin 2001, il appartient à la commune d'informer le public sur la façon dont les recommandations et observations de l'autorité environnementale ont été prises en compte.

Le territoire de la commune de Oye et Pallet est concerné directement par le site Natura 2000 « Complexe de la Cluse et Mijoux» et dans une moindre mesure par celui des « Lacs et Tourbières de Malpas, des prés Partot et du bief Belin ».
Le territoire communal est traversé par le Doubs et le premier de ces sites. Il se trouve en aval hydraulique immédiat du second.
L'évolution de l'aménagement et des activités humaines sur le territoire de cette commune est donc susceptible d'influencer non seulement le site de la Cluse et Mijoux, mais aussi les autres sites Natura 2000 qui se trouvent en aval hydraulique - voire hydrogéologique. Cet aspect ne devra pas être négligé.

Le syndicat mixte des Milieux Aquatiques du Haut Doubs est l'animateur de ces deux sites Natura 2000.
Il doit être sollicité pour la mise à disposition à titre gracieux des informations déjà disponibles sur les enjeux naturels (dont la cartographie des habitats naturels, en partie réutilisable pour l'identification des zones humides entre autres). Le document d'objectif a été validé courant 2014.

La commune et ses principales zones potentiellement urbanisables se trouvent de part et d'autres du site Natura 2000 « Complexe de la Cluse et Mijoux ». Certaines logiques de développement en continuité de l'urbanisation pourraient donc susciter des confrontations directes avec les enjeux naturels. Toutefois, compte-tenu de la délimitation du site et de l'existence probable de zones humides dans les marges du site Natura 2000 – ce que le document d'urbanisme devra mettre en évidence pour déterminer la constructibilité potentielle – ce type d'incidence directe devrait être très limité.

De ce fait, et par la logique d'évitement que demande l'évaluation des incidences au sein de la procédure de révision du document d'urbanisme, des contradictions fortes directes (empiétement, destruction directe d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire) sont faiblement probables.
Aussi l'évaluation des incidences Natura 2000 pour le document d'urbanisme de cette commune devra s'intéresser particulièrement aux effets indirects que le document peut avoir sur les différents sites Natura 2000 dans la zone d'influence et notamment :

- **L'effet du PLU sur le maintien de la qualité des eaux sur les milieux aquatiques en rapport avec les capacités d'assainissement et les modalités de gestion des eaux pluviales liées aux espaces artificialisés.**

Outre les liens hydrauliques assez directs avec le site Natura 2000 principal intéressant le territoire communal, le contexte départemental karstique doit inciter à une analyse plus complète des relations du territoire communal avec les aquifères et les sites Natura 2000. Il conviendra à cet effet de bien caractériser le fonctionnement hydrologique et hydrogéologique du territoire communal. Cette caractérisation viendra en complément d'un descriptif des capacités d'assainissement de la commune.
Compte tenu des enjeux concernant la qualité de l'eau, intéressant Natura 2000 autant que la qualité du Doubs dans son cours supérieur, la dimension de gestion des eaux pluviales devra être traitée avec attention et exigence.
Il est hautement souhaitable que le document d'urbanisme mobilise les possibilités ouvertes par le code de l'urbanisme pour réglementer les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel et intégrer des dispositifs passifs d'abattement de charge portant sur les eaux ayant ruisselé sur les surfaces autres que les toitures (dont la qualité peut, du fait de l'usage des surfaces, être très relative).

- **L'effet du document d'urbanisme sur les éléments contribuant à la connectivité écologique du territoire et entre les sites Natura 2000, au travers du devenir des espaces non urbanisés :**

1) en matière de protection des petits éléments boisés isolés qui maillent l'ensemble du territoire communal (haies, bosquets inférieurs à 4 ha non protégés par le code forestier, dont la ripisylve du Doubs et des autres cours d'eau).

2) en matière de protection passive de la ressource en eau (entre autres celle des sites Natura 2000 en situation hydraulique d'aval) au travers de la préservation des particularités du karst

(dolines et gouffres notamment) et des espaces alluviaux (lit majeur, ripisylve).

- **L'effet du PLU sur l'évolution des besoins en eau sur le territoire communal :** l'analyse comparée des besoins et des ressources disponibles. Il conviendra en particulier de mettre en évidence les relations éventuelles entre les milieux aquatiques objets des prélèvements pour l'eau potable au bénéfice de la commune et le compartiment aquatique de sites Natura 2000 voisins ou en liaison avec les aquifères sollicités.

2.3.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique ou Faunistique (ZNIEFF)

*Le territoire communal est concerné par cinq **ZNIEFF de type 1** dénommées « Lac de Saint-Point et zones humides environnantes », « Lac, tourbière et zones humides de Malpas », « Bief Belin, ruisseau du Saut et zones humides associées », « Plaine du Doubs entre Saint-Point et Pontarlier », « La Fauconnière » et une **ZNIEFF de type 2** dénommée « Montagne du Laveron » **(cf fiches détaillées de ces zonages en annexe 2)**.*

Les ZNIEFF de type I sont des secteurs géographiques généralement limités qui présentent des espèces ou des milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à toute transformation (même limitée) pouvant intervenir dans leur périmètre ou à proximité immédiate de ce dernier.
Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés par l'homme ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et dans lesquels il importe de respecter les grands équilibres écologiques et notamment les domaines vitaux de la faune sédentaire ou migratrice.

2.3.3. Les arrêtés de protection de biotope

Un arrêté de biotope est instauré en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement et R.211-12 et suivants du code rural.

Il constitue une mesure de protection du patrimoine biologique en tendant à favoriser la conservation d'habitats peu exploités par l'homme et nécessaires à l'alimentation, la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces végétales ou animales protégées.

Ce dispositif permet de protéger les milieux naturels et non les espèces qui y vivent.

Afin de rendre cette protection effective, l'arrêté peut interdire ou limiter toute action pouvant porter atteinte d'une manière indistincte à l'équilibre biologique des milieux comme le brûlage des chaumes, le brûlage ou le broyage des végétaux sur pied. La circulation de véhicules à moteur, les constructions, l'ouverture ou l'exploitation d'une carrière ou certaines activités agricoles ou touristiques peuvent également être proscrits

L'arrêté n'est édicté que pour une durée temporaire et il a comme limite spatiale les limites du département. Il est affiché et publié et est donc opposable aussi bien aux propriétaires des terrains concernés qu'aux tiers.

La commune est concernée par ***un arrêté préfectoral de protection de biotope*** *: « Lac de Saint-Point »* ***(cf arrêté en annexe 2)***.

2.4. Les rivières et zones humides

2.4.1. Les rivières

Les cours d'eau identifiés par un trait continu ou discontinu sur la carte IGN 1/25 000ème devront apparaître dans le rapport de présentation et ses documents graphiques. Ces informations étant non exhaustives, elles pourront être complétées par tout autre document qui apporte une connaissance plus précise de ces milieux.

Le projet de PLU devra s'attacher à :

- préciser le tracé des cours d'eau et l'espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques et établir des règles d'occupation du sol pour préserver ou reconquérir ces milieux ;

- prendre en compte la nécessité de préservation des zones d'expansion de crues, afin d'éviter tout projet qui aurait un impact sur l'écoulement des crues en termes de ligne d'eau et en termes de débit, et de préserver la capacité de stockage des crues ;

- limiter les ruissellements à la source, y compris dans les secteurs hors risques, afin de ne pas aggraver le risque en amont et en aval ;

- garantir le maintien en l'état des secteurs non urbanisés situés en zone inondable;

- expliquer les choix retenus pour la délimitation des zones du PLU, au regard de l'objectif de compatibilité avec le SDAGE et le SAGE et notamment de la préservation des cours d'eau et de l'espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques, ainsi que de la gestion du risque inondation.

- évaluer l'incidence de ces choix et la manière dont le PLU prend en compte cet objectif.

2.4.2. Les zones humides

Selon les dispositions de l'article L.211-1 du code de l'environnement, une zone humide est constituée de terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

Cela correspond à plusieurs types de milieux naturels : mares et étangs et leurs bordures, zones humides artificielles (gravières, sablières, carrières), prairies inondables, ripisylves, tourbières et étangs tourbeux, prairies humides de bas fonds.

Il convient de rappeler que le SDAGE du bassin Rhône-Méditerrannée met notamment l'accent sur la nécessité de protéger les zones humides :

- les projets doivent être menés en ayant le souci de sauvegarder et de mettre en valeur les espaces humides d'intérêt local,

- pour limiter les dommages liés aux inondations, il convient en outre d'éviter tous remblais en zones inondables et de limiter l'aggravation du ruissellement en zone aménagée.

En conséquence, le rapport de présentation du PLU doit s'attacher à :

▪ prendre en compte l'**inventaire non exhaustif de la DREAL Franche-Comté** qui recense les zones humides d'une surface supérieure à un hectare, ainsi que tout document (étude, inventaire) mentionnant l'existence de zones humides sur le territoire communal,

▪ **au moins pour l'ensemble des zones susceptibles d'être rendues constructibles dans le projet de PLU**, **identifier les autres zones humides.**

Des zones humides de plus d'un hectare sont recensées sur le territoire communal. Les informations géologiques et topographiques indiquent que des zones humides **sont fortement susceptibles d'exister, ou de se prolonger au-delà des périmètres inventoriés par la DREAL,** et plus particulièrement sur **les couches géologiques FzT, Fz, Jp, Gx, Nx, C1, C2 et n3 de la carte BRGM de PONTARLIER n°557**.

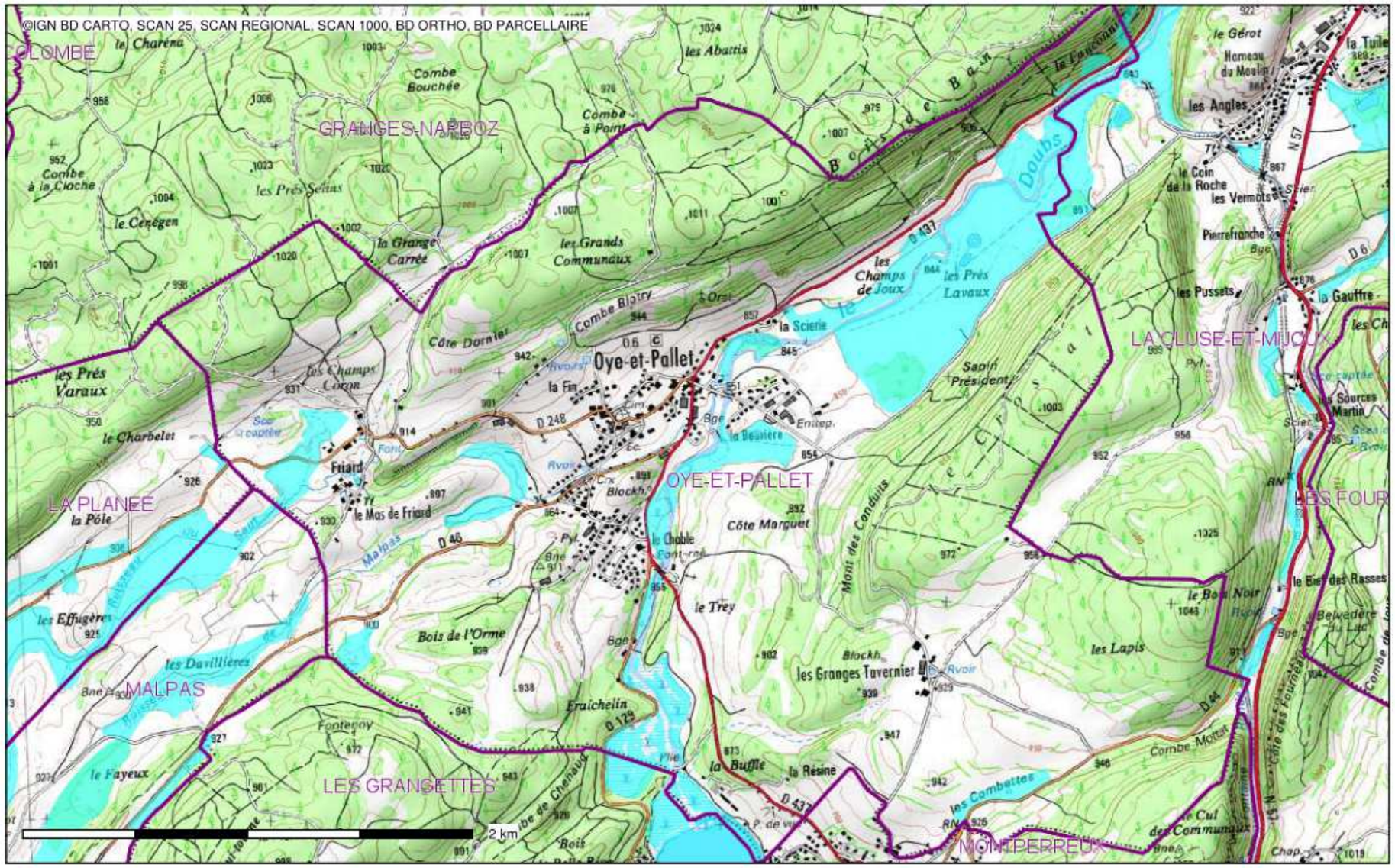
Ce diagnostic devra être réalisé selon les principes et critères définis par l'arrêté ministériel du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 relatif aux critères de définition et de délimitation des zones humides en application de l'article R.211-108 du code de l'environnement.

▪ expliquer les choix retenus pour la délimitation des différentes zones du PLU, au regard de l'objectif de compatibilité avec le SDAGE et le SAGE Haut-Doubs Haute-Loue, et notamment la préservation des zones humides.

▪ évaluer l'incidence de ces choix et la manière dont le PLU prend en compte cet objectif.

▪ identifier et localiser les zones humides comme secteurs à protéger, et définir des prescriptions de nature à assurer l'objectif de leur préservation. A ce titre, les affouillements et exhaussements du sol peuvent y être interdits.

Données environnementales pour l'instruction ADS



Conception : DDT 25
Date d'impression : 05-05-2015

Limite départementale
Limites communales
Zones Humides >1ha

Description :

Données environnementales de la DREAL pour l'instruction ADS

Les représentations cartographiques interactives sont fournies à titre informatif. Elles ne dispensent pas des consultations obligatoires auprès des autorités publiques, des gestionnaires de données et de servitudes ou des services instructeurs.

M. à J. des zones Natura 2000 le 9.02.2015

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

2.5. La ressource en eau

▪ *Le code de la santé publique (périmètre de protection des eaux potables : L 1321-2, L1321-2-1 et R1321-6 et suivants / périmètre de protection des eaux minérales : L 1322-3 à L1322-13 et R1322-17 et suivants)*
Pour les eaux potables
▪ *Le code de l'environnement (art L215-13)*
▪ *Circulaire du 24/07/1990 relative à la mise en place des périmètres de protection*
▪ Guide technique - Protection des captages d'eau, publié en mai 2008 et consultable sur le site Internet du Ministère
de la santé.
Pour les eaux minérales
▪ *Arrêté du 26 février 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande de déclaration d'intérêt public d'une* source d'eau minérale naturelle, d'assignation d'un périmètre de protection et de travaux dans le périmètre de protection,
▪ Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008 relative à la sécurité sanitaire des eaux minérales naturelles et son annexe III,
▪ Circulaire DGS n° 2001/305 du 02 juillet 2001 relative à l'opération de mise à jour par le BRGM des coordonnées
Lambert II étendues et des codes de la banque de données du sous-sol (BSS) des captages d'eau. Données essentielles
de SISE-EAUX

Les périmètres de protection institués en vertu des articles L. 1321-2 et R. 1321-13 du Code de la Santé publique autour de points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines , en vue d'assurer la protection de la qualité de cette eau, qu'il s'agisse de captage d'eaux de source, d'eaux souterraines ou d'eaux superficielles (cours d'eau, lacs, retenues,…).

Le **périmètre de protection immédiate** a pour fonction d'empêcher la détérioration des ouvrages de prélèvement et d'éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes se produisent à l'intérieur ou à proximité du captage.

Les terrains du périmètre de protection immédiate sont à acquérir en pleine propriété par le bénéficiaire de la DUP. A l'intérieur, toute activité est interdite en dehors de celles expressément autorisées par l'acte déclaratif d'utilité publique. Le périmètre est obligatoirement clos sauf impossibilité matérielle ou obstacle topographique naturel assurant une protection équivalente.

Les **périmètres de protection rapprochée et éloignée** doivent protéger efficacement le captage vis-à-vis de la migration souterraine des substances polluantes.

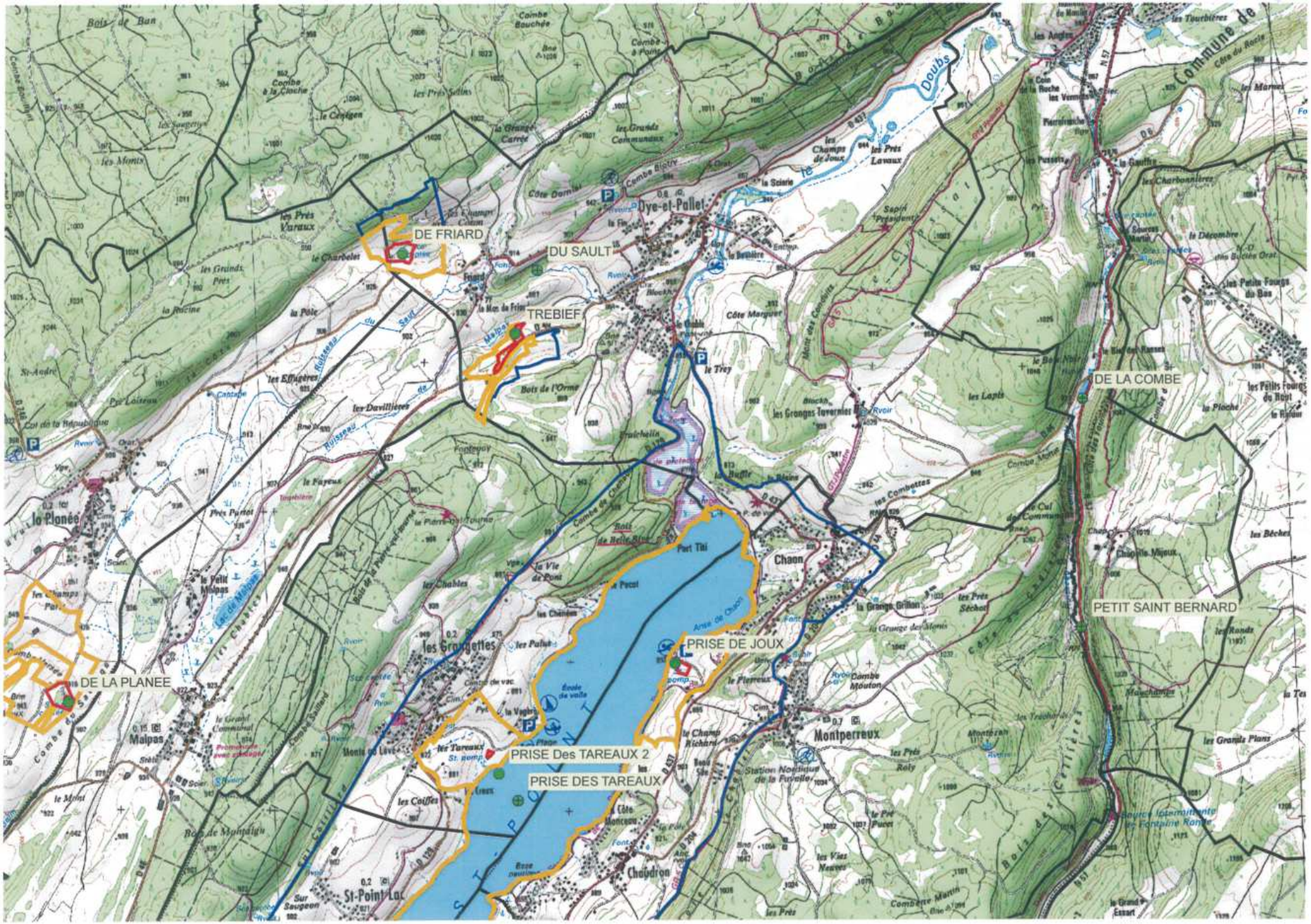
A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux,

Le cas échéant, il peut être défini un périmètre de protection éloignée à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols et dépôts ci-dessus mentionnés.

*Le territoire communal est concerné par des périmètres de protection de captage**.** Ils ont été instaurés par la DUP n°3773 du 25 avril 2002 (voir annexe 4).* ***Ces périmètres constituent une servitude d'utilité publique AS1.***

Il est important de préciser qu'en matière d'eau potable, la plupart des communes des secteurs Lac et Mont d'Or sont tributaires de la ressource constituée par le lac Saint-Point. Or, compte tenu de la vocation touristique de ces secteurs, les volumes à fournir peuvent être très importants alors que la préservation du lac et des milieux associés impose de limiter les prélèvements sur cette ressource comme mentionné dans le SAGE Haut-Doubs Haute-Loue révisé.
La mobilisation d'une nouvelle ressource dans le Haut-Doubs constitue un enjeu majeur pour y assurer l'avenir de l'alimentation en eau potable. Chaque commune du secteur doit s'approprier cet enjeu collectif et être consciente que son développement est étroitement lié aux réponses qui seront apportées pour disposer de nouvelles ressources.

Le territoire de la commune est concerné par la ressource majeure d'intérêt actuel pour l'eau potable n°29 « Synclinal val de Saint-Point » (voir annexe 2).


DE FRIARD
DU SAULT
TREBIEF
DE LA COMBE
PETIT SAINT BERNARD
PRISE DE JOUX
DE LA PLANEE
PRISE Des TAREAUX 2
PRISE DES TAREAUX
Oye-et-Pallet
Chaon
Montperreux
les Grangettes
Malpas
la Planée
Chapdron
St-Point Lac
Commune de
Doubs

2.6. La forêt, les haies, les bosquets

La préservation des espaces forestiers est justifiée par leurs rôles sylvicole et social ainsi que par la contribution passive des forêts à la protection des ressources naturelles, et tout particulièrement la ressource en eau.

Ainsi, la consommation des surfaces boisées par l'urbanisation doit y être examinée au même titre que celle des espaces agricoles et des espaces naturels non boisés. Il convient d'ajouter qu'au cours des cinquante dernières années, l'extension des boisements a progressivement conduit, pour prévenir la fermeture des paysages, à la définition de réglementations communales des boisements. A cet égard, une réglementation peut exister sur la commune (à vérifier auprès du Conseil Général, compétent sur le sujet depuis 2006).

*La commune présente un **taux de boisement de 39%**. La **forêt publique** compte **252 hectares**. La **forêt privée** est constituée de **136 hectares** et n'est pas gérée par un plan simple de gestion.*
La commune compte sur son territoire des forêts bénéficiant du régime forestier. Ainsi, il devra être réalisé une mise en annexe, à titre informatif, des bois et forêts relevant du régime forestier.
Par ailleurs, la totalité de la forêt bénéficiant du régime forestier devra être maintenue en zone de protection. Il conviendra de délimiter un périmètre non constructible de 30 m de la limite de la forêt communale.
La commune bénéficie d'un aménagement forestier pour la période 2003-2022.

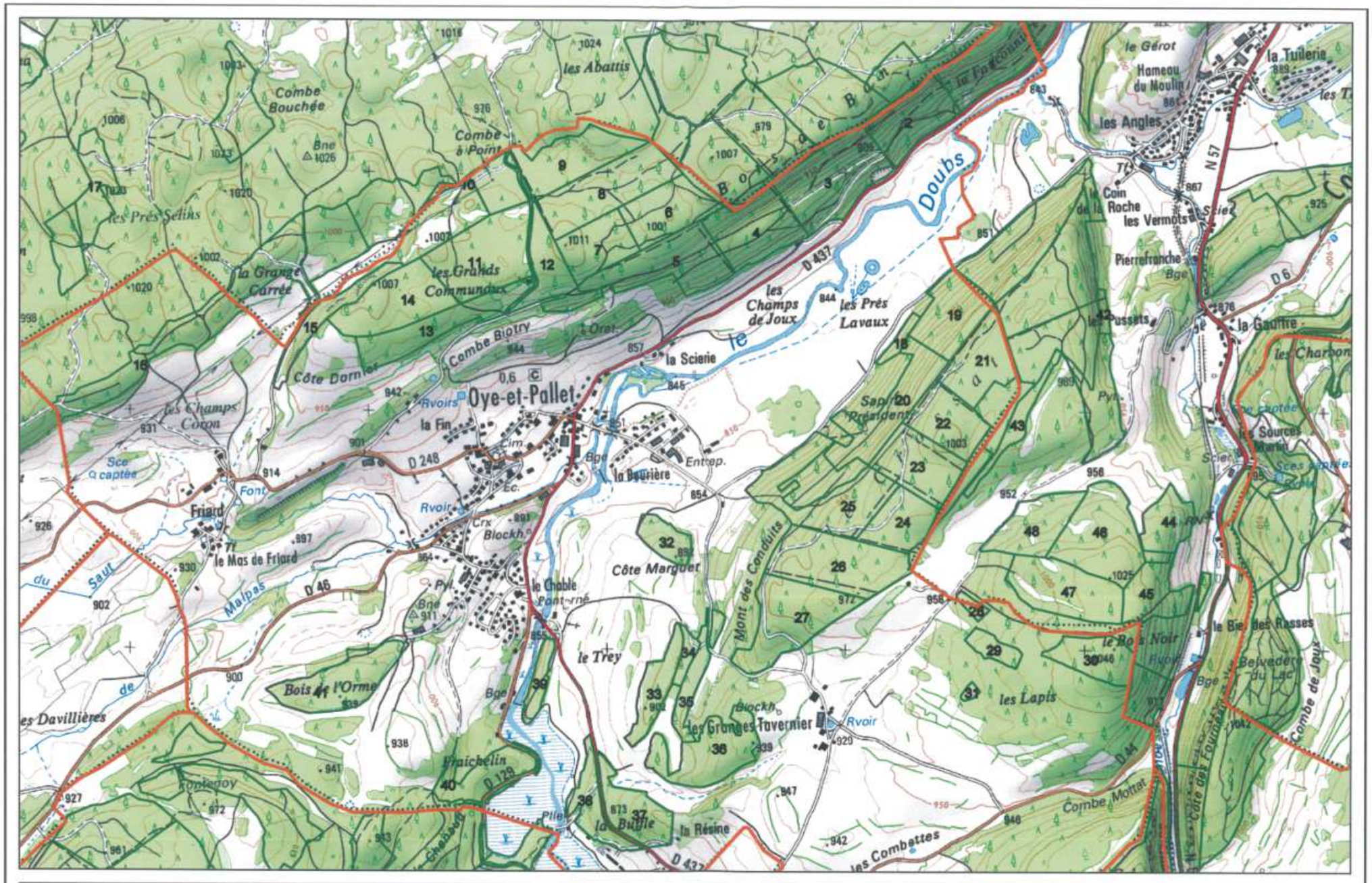
Les principaux massifs, classés en espaces boisés classés, sont dotés d'un document de gestion forestière durable au titre au titre du régime forestier. Par conséquent, il n'est pas utile de classer systématiquement ces massifs en « **espaces boisés classés** » au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

Le classement en « espace boisé classé » peut permettre de contrôler les suppressions d'espaces boisés affectant des massifs de superficie moyenne. La mise en place de ce classement devra donc s'intéresser plus particulièrement aux formations boisées marginales (haies, bosquets) structurantes pour le paysage.

Néanmoins, il est possible de préserver ces haies et formations boisées marginales en utilisant les dispositions de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme qui permet une démarche graduée et concertée de prise en compte d'éléments bâtis et naturels à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique.

Ceci permet par exemple, pour les haies, d'effectuer un recensement de l'existant, d'établir en concertation avec la profession agricole et la population, aussi bien les évolutions nécessaires que les objectifs de préservation et, le cas échéant, de définir des prescriptions de nature à protéger ces éléments.

Enfin, lorsque l'urbanisation s'approche de ces massifs boisés, il est nécessaire de créer une zone tampon d'une largeur suffisante, d'au minimum 30 mètres. Cette prescription liée à la sécurité écarte le risque d'accidents générés par d'éventuelles chutes d'arbres pouvant être provoquées par des phénomènes météorologiques.



Commentaires :
forêt communale de OYE-ET-PALLET
plan de situation

© IGN / ONF Toute reproduction interdite

Echelle : 1 : 15000

0 200 400 600 800 m

3. LE PATRIMOINE

3.1. Les Monuments Historiques

▪ *le décret 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager*
▪ *le code du patrimoine (mesures de classement : L621-1 à L621-22 / mesures d'inscription : L621-25 à L621-29 / périmètre de protection de 500m : L621-30-1 1er alinéa et L621-31 / périmètre de protection étendu : L621-30-1 2ème alinéa et L621-31 / périmètre de protection modifié : L621-30-1 3ème alinéa et L621-31)*

La commune n'est concernée par aucune protection au titre des monuments historiques.
Le village est le deuxième avant le lac Saint-Point depuis Pontarlier. Une attention particulière doit être portée sur les zones bordant la rue traversant le village, très fréquentée et qui permet d'accéder au lac.
Par ailleurs, il convient de noter la proximité des forts de Joux et du Larmont, sites à haute fréquentation touristique et dont l'intérêt patrimonial est reconnu par leur protection au titre des monuments historiques.

Il apparaît par ailleurs opportun de signaler la présence de certains édifices non protégés qui présentent un intérêt patrimonial certain :

- la mairie,
- l'église.

Ce patrimoine rural peut être identifié et protégé au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme afin de préserver les caractéristiques originelles de certains bâtiments et leurs détails architecturaux ainsi que pour mettre en valeur des espaces remarquables.

ASSAINISSEMENT ET EAUX PLUVIALES

La législation française crée une obligation générale d'assainissement des eaux résiduaires urbaines sur tout le territoire, assortie d'échéances pour sa mise en œuvre.

Les dispositions réglementaires en vigueur (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales) confient aux collectivités locales la responsabilité et les dépenses relatives à l'assainissement collectif et le contrôle de l'assainissement non collectif. A ce titre, elles sont chargées de la définition, de la réalisation et de l'exploitation des réseaux de collecte et des ouvrages de traitement collectif.

Les agglomérations doivent posséder un schéma ou programme d'assainissement, qui décrit les moyens affectés au respect de ces objectifs, fondé sur l'étude diagnostic du système d'assainissement qui doit fournir les éléments de connaissance indispensables pour connaître les améliorations à apporter au système d'assainissement.

Les choix de développement urbain de la commune vont en partie dépendre des possibilités d'équipement de la commune, notamment en matière d'assainissement.

Le document d'urbanisme, en définissant le droit du sol, doit également intégrer la perspective des équipements à réaliser afin de permettre leur réalisation future.

Afin d'opérer des choix en matière d'assainissement, la commune ou le groupement de commune qui en a pris la compétence, doit engager une démarche d'élaboration d'un zonage d'assainissement qui comporte des éléments concernant le mode d'assainissement des eaux usées (secteurs relevant de l'assainissement collectif ou non collectif) et l'évacuation des eaux pluviales (secteurs où il convient de prévoir des mesures pour la régulation des débits ou le traitement des eaux pluviales).

Le projet de zonage d'assainissement a été approuvé pour mise à l'enquête par délibération du 20/01/2010. L'approbation du zonage si elle a eu lieu n'a pas été portée à la connaissance de l'Unité Eau Assainissement de la DDT.
Si le zonage a été validé, sa cohérence avec le PLU sera examinée. En cas de modification du zonage d'assainissement, celle-ci sera réalisée parallèlement au PLU pour une finalisation par enquête publique conjointe.
Si le zonage n'a pas été validé, il devra être établi conjointement au PLU et faire l'objet d'une enquête conjointe.
En application du 2° du IV de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, le zonage d'assainissement sera annexé au PLU.

Pour information, Oye et Pallet fait partie de l'agglomération d'assainissement de Pontarlier dont les effluents sont traités par la STEP de Doubs (capacité nominale 3 185 kg DBO5 = 53 083 EH) :
• La compétence collecte des effluents de Oye et Pallet est assurée par la Communauté de Communes du Mont d'Or et des 2 Lacs (CCMO2L),
• La compétence transport des effluents est assurée pour partie par la Communauté de Communes du Mont d'Or et des 2 Lacs et pour partie par la Communauté de Communes du Grand Pontarlier (CCGP),
• La compétence traitement des effluents est assurée par la Communauté de Communes du Grand Pontarlier.
Il sera donc nécessaire d'associer la CCMO2L et la CCGP à la révision du PLU, pour ce qui concerne les eaux usées et les eaux pluviales.

Le document d'urbanisme, sur la base du schéma directeur d'assainissement, doit vérifier que les équipements, réseaux de collecte et station de traitement des eaux usées, ont des capacités et des performances suffisantes pour respecter les prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, il conviendra de s'assurer que le projet de développement de l'urbanisation de la commune est cohérent avec le zonage d'assainissement, qui devra être révisé si nécessaire.

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence

sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R 122-17 II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R 122-17 II du code de l'environnement que les zonages d'assainissement relèvent de l'examen au cas par cas.

Les annexes sanitaires du PLU comprendront une note décrivant les caractéristiques essentielles du système d'assainissement, son évolution future ainsi qu'une justification des capacités des ouvrages de collecte et de traitement.

Conformément à l'article L.123-1-5 IV 2° du code de l'urbanisme, le règlement peut, en matière d'équipements des zones, délimiter les zones mentionnées à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, c'est-à-dire le zonage d'assainissement approuvé.

L'AGRICULTURE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Loi d'orientation agricole n°99-574 du 9 juillet 1999 (codifiée à l'article L.111-3 du code rural)
• Loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000
• Arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement
• Loi 05-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux
• Article 79 de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (DTR)
• Décret n°2006-821 du 7 juillet 2006 relatif à la protection et à la mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains modifiant le code de l'urbanisme et le code rural
• Arrêté du 8 décembre 2006 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations renfermant des chiens soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement
▪ Loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche
▪ Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

1. LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF)

La **loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche** et la **loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 dite loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** instituent de nouvelles dispositions dans le code de l'urbanisme. Il s'agit des dispositions suivantes :

→ conformément aux dispositions de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, chaque département crée une **commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers**, au plus tard six mois après la publication de la loi.

Cette commission, présidée par le préfet, associe les représentants des collectivités territoriales, de l'Etat, de la profession agricole, des propriétaires fonciers, des notaires et des associations agréées de protection de l'environnement. Elle peut être consultée sur toute question relative à la régression des surfaces agricoles et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation de l'espace agricole.

→ conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, cette commission est consultée, **à sa demande**, lorsque le conseil municipal arrête le projet de PLU. Cette commission donne un avis au plus tard, trois mois après transmission du projet de PLU; à défaut, son avis est réputé favorable.

→ conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, toute élaboration d'un PLU d'une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et ayant pour conséquence une réduction des surfaces des zones agricoles est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

2. LE PLAN REGIONAL DE L'AGRICULTURE DURABLE DE FRANCHE-COMTE (PRAD)

L'agriculture française et ses industries agroalimentaires connaissent des évolutions de contexte rapides et profondes. Dans les prochaines années, elles devront répondre à trois enjeux majeurs :

- le **défi alimentaire** : l'agriculture française doit contribuer aux équilibres alimentaires européens et mondiaux dans une perspective de croissance démographique qui conduirait la population mondiale à atteindre 9 milliards d'habitants en 2050 ;
- le **défi environnemental** : l'agriculture doit poursuivre son évolution pour intégrer les enjeux environnementaux mis en avant lors du Grenelle de l'Environnement et mieux y répondre;
- le **défi territorial** : l'agriculture occupe plus de la moitié du territoire national mais perd chaque année environ 90.000 ha de SAU. Afin de freiner cette évolution, une gestion économe et durable du foncier agricole est à mettre en place.

Afin de répondre à ces trois enjeux, une réflexion partagée sur l'agriculture durable, conciliant efficacité économique et performance écologique a été conduite à l'échelle régionale. Cette réflexion s'articule avec les autres schémas stratégiques régionaux mais est centrée sur l'agriculture et les industries agro-alimentaires, qui, par la nature de leurs activités, sont au cœur des enjeux du développement durable des territoires.

Ainsi, la nécessité de préparer un **plan régional de l'agriculture durable a été introduite par la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010** de modernisation de l'agriculture et de la pêche (art. 51) et le décret n°2011-531 du 16 mai 2011.
Ce plan vise à définir les grandes orientations stratégiques de l'Etat en région dans les domaines agricole, agroalimentaire et agro-industriel, en tenant compte des

spécificités des territoires (zones de montagne notamment) ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Ces orientations doivent prendre en compte celles du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, pour le secteur agricole, ayant pour objet la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation des territoires et des activités aux changements climatiques et la réduction ou la prévention de la pollution atmosphérique ainsi que les objectifs quantitatifs de développement de la production d'énergie renouvelable de ce schéma.

Il est établi pour une durée de 7 ans.

L'arrêté préfectoral relatif au plan régional de l'agriculture durable de Franche-Comté a été publié le 31 juillet 2012.

Le diagnostic, les enjeux régionaux et le plan d'actions de ce plan sont consultables sur le site internet de la DDT avec le lien suivant :
http://www.doubs.equipement.gouv.fr/plan-regional-de-l-agriculture-r519.html

3. LA CHARTE DEPARTEMENTALE POUR UNE GESTION ECONOME DE L'ESPACE

La « Charte départementale pour une gestion économe de l'espace dans le Doubs» a été signée le 25 octobre 2013 par le préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs, le président du Conseil général du Doubs, le président de la chambre interdépartementale d'agriculture Doubs – Territoire de Belfort, la présidente de l'association des maires du Doubs, le président de l'association des maires ruraux du Doubs.

Cette charte a vocation à rassembler, autour de ses signataires, tous les partenaires qui sont prêts à participer à la mise en œuvre effective de ses orientations et, en particulier, tous ceux qui ont contribué à son élaboration. Parmi les actions concrètes programmées figurent la mise en place d'un observatoire départemental de la consommation d'espace et la tenue de « journées territoriales pour une gestion économe de l'espace » destinées à la sensibilisation des différents acteurs à cette problématique et au partage des expériences d'aménagement du territoire limitant les impacts sur les espaces agricoles, naturels et forestiers.

La charte est accessible sur le site des services de l'Etat dans le Doubs (préfecture) : http://www.doubs.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-Construction-Logement-et-Transports/Planification/Les-autres-documents-strategiques-d-amenagement-du-territoire-documents-reglementaires-et-initiatives-partenariales/Charte-pour-une-gestion-economе-de-l-espace/%28language%29/fre-FR

4. LE PRINCIPE DE RECIPROCITE

Au titre des réglementations sanitaires, certains bâtiments agricoles sont soumis à des conditions de distance pour leur implantation par rapport aux habitations ou immeubles habituellement occupés par des tiers. Les distances à respecter sont celles définies dans le Règlement Sanitaire Départemental du Doubs approuvé le 15 septembre 1982 ou par la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le règlement sanitaire départemental (RSD)	
Situations	Distances à respecter
Etables en milieu urbain	25 m / habitation
Etables hors du milieu urbain	100 m / habitation
Aire à fumier	10 m / voie publique - 25 m / habitation
Fosse à purin et à lisier	Débordement et écoulement interdits
Elevage porcin de moins de 10 porcs	25 m / habitation
Elevage porcin de 10 à 50 porcs	50 m / habitation

Le principe de réciprocité impose le respect des mêmes distances pour les tiers vis-à-vis des constructions agricoles.

Néanmoins, une dérogation à cette règle peut être prise par l'autorité compétente en matière de permis de construire, après consultation pour avis de la Chambre d'Agriculture.

L'implantation des bâtiments d'élevage (locaux d'élevage mais aussi aires d'exercice, de repos, d'attente...) et de leurs annexes (stockage de fourrages et aliments, silos et aires d'ensilage, ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, salle de traite, fromagerie) est interdite à moins de

- 100 mètres de toute habitation, stade, camping agréé et des zones destinées à l'habitation dans un document d'urbanisme opposable aux tiers
- 35 mètres des berges de cours d'eau, des puits, forages et sources destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage de cultures maraîchères
- 200 mètres des lieux de baignade

Les distances d'implantation prévues s'appliquent pour la construction de nouveaux bâtiments d'élevage et la réaffectation d'un bâtiment agricole déjà construit, non utilisé pour l'élevage ou hébergeant une catégorie d'animaux différente. Elles s'appliquent également dans le cas d'une augmentation de cheptel de la catégorie présente dans le bâtiment, voire à l'aménagement du bâtiment pour un autre type d'élevage.

Ces distances ne s'appliquent pas pour les travaux rendus nécessaires pour la mise en conformité avec les dispositions réglementaires des élevages existants en fonctionnement régulier et sans augmentation d'effectif.

Le préfet a la possibilité d'accorder des dérogations au respect de ces règles de distances dans un certain nombre de cas et sous certaines réserves.

Pour les établissements canins :
L'arrêté ministériel du 8 décembre 2006, applicable à ce type d'établissements, précise que les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage doivent être implantés à au moins 100 m des habitations des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

Pour les autres établissements (vaches, volailles, porcs...) :
L'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, applicable à ce type d'établissements, précise que les bâtiments d'élevage et leurs annexes doivent être implantés à au moins 100 m des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

5. LES PRODUITS D'APPELLATION D'ORIGINE

La commune est concernée par des signes d'identification de la qualité et de l'origine de certains produits :

- Indication Géographique Protégée (IGP) :
  - Emmenthal français Est-central
  - Franche-Comté blanc, rosé, rouge
  - Porc Franche-Comté
  - Saucisse de Montbéliard
  - Saucisse de Morteau ou Jésus de Morteau
  - Gruyère
  - Franche-Comté mousseux rosé, blanc, rouge
  - Franche-Comté primeur ou nouveau rosé, blanc, rouge
- AOC – AOP (Appellation d'Origine Protégée) : Comté, Morbier et Mont d'Or ou vacherin du Haut-Doubs

La consultation de l'INOQ est donc obligatoire avant l'approbation du plan local d'urbanisme. Le dossier sera donc transmis pour avis à l'adresse suivante :

INOQ – Délégation territoriale Centre-Est
Parc du Golf – Bâtiment Bogey
16, rue du Golf
21800 QUETIGNY

6. LES DONNEES COMMUNALES

Les données, présentées dans ***l'annexe 3*** jointe au présent document, ne concernent que les exploitants du Doubs qui déclarent annuellement leurs terrains à la PAC (Politique Agricole Commune), qui sont généralement attributaires de subventions à la surface et qui ont leur siège d'exploitation dans le Doubs.

*A ce jour, **neuf exploitations** interviennent sur le territoire communal, dont sept d'entre elles (dont un syndicat pastoral) ont leur siège dans la commune. Les exploitations ayant leur siège dans la commune exploitent 96 % de la SAU (surface agricole utile) dans un système d'élevage.*
Les prairies permanentes représentent 99 % de la SAU.

Ainsi, les principaux enjeux sont de :

- **protéger les terrains et les bâtiments agricoles nécessaires à l'activité des exploitations ayant leur siège sur la commune**
- **maintenir les terres agricoles de bonne qualité agronomique : privilégier une urbanisation, en cas de consommation de terre agricole, sur des parcelles de faible intérêt agricole et/ou qui ne sont pas déclarées à la PAC.**

L'HABITAT

1. LA MIXITE SOCIALE ET LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION EN MATIERE D'HABITAT

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement (loi Besson)
• Loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville (LOV)
• Loi n°95-74 du 21 janvier 1995 relative à la diversité de l'habitat
• Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions
• Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à solidarité et au renouvellement urbains
• Loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale (loi Borloo)
• Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 dite loi ENL
• Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation. Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2012-2016 signé le 22 mars 2012 fixe quatre objectifs :

- articuler l'action et le positionnement du plan avec les autres politiques publiques en direction des publics en difficulté, en matière d'emploi ou de santé par exemple,
- agir sur l'offre pour répondre aux besoins et aux capacités des ménages,
- lutter contre l'habitat indigne,

- agir sur l'accès et le maintien dans le logement : l'accompagnement soit des personnes vers le logement ou dans le logement sera une priorité.

Le Plan Départemental de l'Habitat (PDH), approuvé le 19 août 2014 par un arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil Général, doit faciliter la cohérence départementale des politiques locales de l'habitat. Il a pour objectifs :

- d'établir des orientations par territoire sur la base d'un diagnostic partagé sur le fonctionnement des marchés du logement et la situation de l'hébergement,
- d'assurer une cohérence territoriale entre politique de l'habitat et politique sociale,
- de faciliter la prise en compte des besoins en logement dans les documents d'urbanisme,
- de définir les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation.

Il définit 5 secteurs géographiques :
1 - secteur du Grand Besançon
2 - secteur de la partie Doubs de l'aire urbaine de Montbéliard
3 - secteur du Doubs central
4 - secteur de la zone Loue-Lison et des portes du Haut Doubs
5 - secteur frontalier

Le Plan Départemental de l'habitat est consultable sur le site internet de la DDT avec le lien suivant : http://www.doubs.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-Construction-Logement-et-Transports/Politique-du-logement/Observation-de-l-Habitat/Plan-departemental-de-l-habitat

Le plan local d'urbanisme doit être compatible avec le programme local de l'habitat (PLH) lorsqu'il est requis. L'article L 302-1 du code de la construction et de l'habitation fixe les seuils à partir desquels l'élaboration d'un PLH est obligatoire. Les EPCI de plus de 30 000 habitants comportant une commune d'au moins 10 000 habitants, les communes de plus de 10 000 habitants, les communautés d'agglomération et urbaines, les métropoles ont l'obligation de réaliser un PLH.

Document stratégique de programmation et de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat qui concerne tous les segments du parc de logements et toutes les catégories de population, le PLH doit comporter un diagnostic, un document d'orientations stratégiques et un programme d'actions.

Le programme local de l'habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Il doit définir des objectifs par commune (volet territorial), identifier les.opérations, le foncier disponible ou à mobiliser, les conditions de réalisation de ces programmes de logement ainsi que leur échéancier prévisionnel (volet opérationnel).

Le caractère frontalier de la commune et la tension immobilière qui en découle, nécessite de se doter d'une politique foncière afin de développer un parc de logements abordables et notamment des logements locatifs accessibles public et privé. La commune ne possède aucun logement social. En ce sens, le PDH prévoit un certain nombre de dispositions, y compris financières pour soutenir les collectivités dans leur démarche. Conjointement, il conviendrait, sur le secteur frontalier, que les EPCI concernés se mobilisent afin de développer les politiques locales de l'habitat intercommunales (PLUi/PLH).

Par ailleurs, dans tous les domaines de l'urbanisme, des préoccupations relatives à l'habitat doivent être nécessairement prises en compte dans le respect des principes d'équilibre, de diversité et de mixité, avec pour objectif général d'assurer, sans discrimination, aux populations résidentes et futures, des conditions d'habitat, d'emploi, de service et de transport répondant à leurs besoins et à leurs ressources.

Ainsi, dans le code de l'urbanisme :

- l'article L.123-1-5 II 3° dispose que le règlement du PLU peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe ;
- l'article L.123-1-5 II 4° dispose que le règlement du PLU peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale ;
- l'article L.123-2 b) dispose que dans les zones urbaines ou à urbaniser, le PLU peut instituer des servitudes consistant à réserver des emplacements en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programme de logements qu'il définit.

D'autres dispositions législatives fixent l'objectif d'augmenter la production de terrains constructibles, d'encourager les maires à construire, de développer l'accession de terrains constructibles et l'offre de logements en location à loyer maîtrisé et décents, de lutter contre l'habitat indigne et de faciliter le logement des personnes défavorisées.
D'autres mesures concernent des dispositions visant à faciliter la réalisation de logements sur des terrains de l'État, l'obligation d'élaborer un Plan Local de l'Habitat (PLH) dans les communautés de communes à partir d'un certain seuil, la fusion du droit de propriété et du droit de préemption urbain des communes et établissements publics de coopération intercommunale, en cas d'aliénation d'immeubles situés sur leur territoire et appartenant à l'État.
Ce volet urbanisme s'accompagne de mesures fiscales pour inciter les communes à construire ou à libérer des terrains constructibles : faculté pour les communes de majorer la taxe foncière sur des propriétés non bâties, majoration de la taxe locale d'équipement, faculté pour les communes d'instituer une taxe forfaitaire lors de la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles du fait de leur classement par le plan local d'urbanisme ou la carte communale, sauf s'il s'agit d'une cession portant sur des terrains constructibles depuis plus de 18 ans. La taxe est égale à 10% des deux tiers du prix de cession du terrain.

Les dernières dispositions législatives modifient l'article L. 127-1 du code de l'urbanisme en ce que le conseil municipal peut, par délibération motivée, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable du plan local d'urbanisme, délimiter des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte du coefficient d'occupation des sols ou des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. La délibération fixe, pour chaque secteur, cette majoration, qui ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération. Le projet de délibération comprenant l'exposé des motifs est porté à la connaissance du public en vue de lui permettre de formuler des observations pendant un délai d'un mois préalablement à la convocation de l'assemblée délibérante.

La partie de la construction en dépassement n'est pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité.

2. L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

L’objectif général de la loi est d’établir un équilibre des droits et devoirs en matière de stationnement. La loi entend en priorité répondre à l’aspiration légitime des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions satisfaisantes sur des aires d’accueil aménagées et se réunir sur des aires de grand passage. En contrepartie, elle offre aux élus locaux des moyens accrus à l’encontre des stationnements illicites.

En application de cette loi, le schéma relatif à l’accueil et à l’habitat des gens du voyage du département du Doubs a été signé conjointement par le Préfet du Département et le Président du Conseil Général du Doubs le 18 mars 2013. L'accueil des gens du voyage doit être autorisé en fonction des besoins exprimés dans le schéma départemental.

En application du schéma départemental, la commune n'a pas d'obligation en la matière.

3. LA PRISE EN COMPTE DE L'ACCESSIBILITE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

• Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap »

• Ordonnance du 26 septembre 2014 relative aux Agendas d'Accessibilité Programmée

• Décret n°2006-755 du 17 mai 2006 modifié le 30/11/2007 et le 30/04/2009

• Décrets n°2006-1657 et 1658 du 21 décembre 2006

Diverses mesures législatives ont permis de favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées aux locaux d'habitation, aux lieux de travail et aux installations recevant du public mais également l'accessibilité de la voirie en mettant en place les dispositions et conditions d'application des mesures réglementaires d'aménagement de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique, des espaces publics en milieu urbain.

Les transports collectifs doivent également être rendus accessibles aux personnes handicapées.

Par ailleurs, un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics devra être établi, à l'initiative du maire, dans chaque commune. Ce plan fixera notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situées sur le territoire communal.

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES CONTRAINTES

1 - LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols sont établies dans l'intérêt général, indépendamment de toute relation de voisinage. Elles entraînent des limitations à l'exercice du droit de propriété en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques.

L'ensemble des servitudes d'utilité publique, impactant le territoire de la commune**,** sont répertoriées dans le tableau ci-dessous. Il est nécessaire que, lors de son élaboration, le PLU prenne en compte ces servitudes de nature à influer sur le choix des grandes orientations d'aménagement et de développement. Elles feront l'objet d'un **plan qui doit être annexé au PLU.**

Code	Catégorie des servitudes	Texte de référence	Service gestionnaire
AC2	Zone de protection des sites classés ou inscrits	L 341-1 à L341-15-1 et R341-1 et suivants du code de l'environnement	**Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine** 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON CEDEX
AS1	Servitude attachée à la protection des eaux potables	Code de l'environnement (L 215-13) Code de la Santé Publique (art. L.1321-2, L1321-2-1, R1321-6 et suivants)	**Agence Régionale de Santé Franche-Comté** La City 3 rue Louise Michel 25044 BESANCON cedex
EL7	Servitude d'alignement des voies publiques	Articles L112-1 à L112-8, L123-6, L123-7, L 131-4, L131-6, L141-3, R112-1 et suivants, R123-3 et suivants, R131-3 et suivants, R141-4 et suivants du code de la voirie routière	**Conseil Départemental**
PM1	Servitude relative au plan de prévention des risques d'inondation du Doubs Central	Code de l'environnement (art L562-1 à L 562-9 et R562-1 à R 562-10) Décret 2011-765 du 28 juin 2011	**DDT / Service prévention des Risques et Sécurité**
I4	Servitude relative au transport d'énergie électrique	Loi du 15 juin 1906 modifiée (art 12 et 12bis) Loi de finances du 13 juillet 1925 (art 298) Loi 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art 35) Décret 67-886 du 6 octobre 1967 (art 1 à 4) Décret 70-492 du 1er juin 1970 modifié	**Lignes haute tension** **RTE/TEE/GIMR/PSC** 8 rue de versigny TSA 3007 54608 Villers les Nancy cedex **Lignes 2ème catégorie** **ERDF** 57 rue Bersot 25000 Besançon

AC2 – Protection de sites inscrits ou classés

(voir chapitre – Protection de l'environnement et du patrimoine)

L'inscription soit concerne des monuments naturels ou des sites méritant d'être protégés mais ne présentant pas un intérêt remarquable suffisant pour justifier leur classement, soit constitue une mesure conservatoire avant un classement.
Elle peut également constituer un outil adapté à la préservation du petit patrimoine rural dans des secteurs peu soumis à une pression foncière.
Le classement offre une protection forte en interdisant, sauf autorisation spéciale, la réalisation de tous travaux tendant à modifier ou détruire l'aspect du site.

Sites inscrits

L'inscription a également pour conséquence :
- de soumettre à déclaration préalable l'édification d'une clôture (art. R. 421-12 du code de l'urbanisme) ;
de rendre obligatoire le permis de démolir pour toute démolition de construction (art. R 421-28 du code de l'urbanisme);
- d'interdire la publicité sauf dérogation prévue par un règlement local de publicité (art. L. 581-8 du code de l'environnement);
- d'interdire le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping, sauf dérogation accordée, après avis de l'architecte des bâtiments de France et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, par l'autorité compétente (art. R. 111-42 du code de l'urbanisme);
- d'interdire l'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée (art. R. 111-38 du code de l'urbanisme).

Sites classés

Le classement a également pour conséquence :
- de rendre obligatoire, lors de la création de lignes électriques nouvelles ou de réseaux téléphoniques nouveaux, l'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques ou, pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 19
000 volts, l'utilisation de techniques de réseaux torsadés en façade d'habitation (article L. 341-11 du code de l'environnement);
- d'appeler le ministre chargé des sites à présenter ses observations préalablement à l'ouverture de toute enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique;
- d'interdire l'acquisition par prescription de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux;
- de conditionner l'établissement d'une servitude conventionnelle à l'agrément du ministre chargé des sites;
- d'interdire la publicité;
- d'interdire le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping, sauf dérogation accordée par l'autorité administrative après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (art. R.111-42 du code de l'urbanisme);
- d'interdire l'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée (art. R. 111-38 du code de l'urbanisme).

AS1 – Périmètre de protection d'un captage d'eau potable

(voir chapitre – Protection de l'environnement et du patrimoine – 2.3 : la ressource en eau)

EL7 – Servitude d'alignement des voies publiques

Le territoire de la commune est traversé par la RD 437 et la RD46.
Ces infrastructures génèrent une servitude EL7** relative **à l'alignement des voies publiques.

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement soit par un arrêté d'alignement individuel. Il constitue pour l'autorité en charge de la voirie concernée, un moyen de protection contre les empiétements des propriétés riveraines.
Les servitudes d'utilité publique sont issues du plan d'alignement. Celui-ci permet de modifier l'assiette des voies publiques par déplacement des limites préexistantes et constitue de ce fait un moyen juridique d'élargissement et de modernisation des voies publiques.
L'alignement individuel ne peut, quant à lui, que reconnaître la limite du domaine routier public par rapport aux propriétés riveraines. Les arrêtés d'alignement, qui sont des actes purement déclaratifs et non créateurs de droits, sont délivrés conformément au plan d'alignement s'il existe ou, dans le cas contraire, à la limite de fait de la voie.
Le plan d'alignement entraîne des conséquences différentes selon que les propriétés sont bâties ou non.
Pour les terrains non bâtis, le plan attribue, dès sa publication,, la propriété à la collectivité propriétaire de la voie. Les parcelles des terrains non bâtis sont ainsi immédiatement classées dans la domaine public de la collectivité propriétaire de la voie. L'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.
Pour les terrains bâtis, le sol des propriétés bâties sera attribué dès la destruction du bâtiment. Elles sont en outre frappées d'une servitude de reculement qui suppose pour le propriétaire :
- l'interdiction d'édifier une construction nouvelle sur la partie frappée d'alignement (sauf réserves),
- l'interdiction de travaux confortatifs sur les bâtiments frappés d'alignement (sous conditions).
Les propriétés riveraines des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de la propriété et déclassées par suite d'un changement de tracé de ces voies, de l'ouverture d'une voie nouvelle ou d'une modification de l'alignement.

PM1 – Plan de prévention des risques d'inondation (voir chapitre – Prise en compte des risques)

I4 – Servitude au voisinage d'une ligne électrique souterraine ou aérienne

Le territoire communal est traversé par :
- Ligne 63kV n°1 Granges-Ste-Marie-Granges-Narboz.

Les lignes haute tension sont des ouvrages techniques spécifiques. En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres notamment à des distances de sécurité (arrêté interministériel du 17 mai 2001). Les abords doivent faire l'objet d'un entretien spécifique afin de garantir la sécurité des biens et des personnes (élagage, abattage) et leurs accès doivent être garantis à tout moment.

Dans le règlement, le chapitre des dispositions générales pourra préciser que les règles de prospect, d'implantation et de hauteur ne s'appliquent pas aux lignes de transport d'électricité et que des travaux d'aménagement (construction bâtiment, équipements, clôtures) sont autorisés.
Enfin, cette servitude d'utilité publique de passage d'ouvrage est difficilement compatible avec un espace boisé classé qui pourrait faire l'objet d'un déclassement.

Concrètement dans le projet de PLU, il conviendra donc :

- d'inclure, dans le rapport de présentation, le nom des ouvrages de transport d'énergie électrique existants.
- d'indiquer dans le règlement que :
  - ▫ les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV),
  - ▫ les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- de retrancher des espaces boisés classés, des bandes suivantes :
  - ▫ de 30 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV,
  - ▫ de 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 150 kV et 225 kV,
  - ▫ de 50 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV,
  - ▫ de 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 kV,
  - ▫ de 80 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 225 kV,
  - ▫ de 100 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 400 kV.
- d'inclure dans les descriptions des servitudes d'utilité publique de type I4, les indications suivantes :
  - ▫ le nom des lignes existantes susvisées,
  - ▫ les coordonnées du service d'exploitation du réseau de ces ouvrages : RTE – GET Bourgogne – Pont Jeanne Rose – 71210 ECUISSES.

GMR BOURGOGNE
Pont Jeanne Rose - 71210 ECUISSES

Plan de zonage du réseau de transport électrique de tension ≥ 45 kV

(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 - arrêté du 16 novembre 1994)

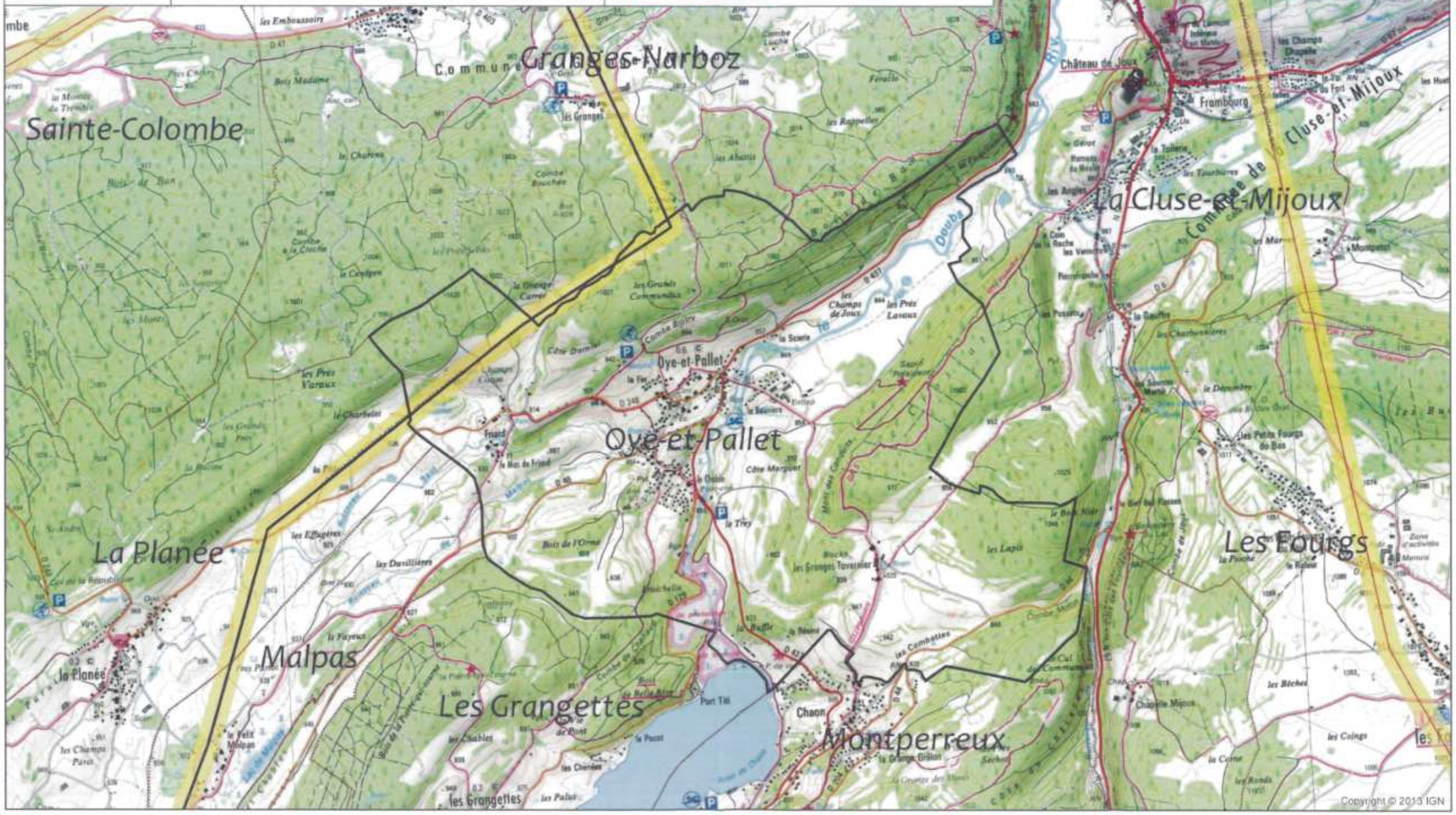
Commune de Oye-et-Pallet
Département de DOUBS

Limite de la commune

Zonage du réseau électrique de transport (aérien et souterrain)

autorisation IGN (2220) Référence : CZ25442-20101025 Date d'édition : 29/07/2014
Code Insee : 25442

0 250 500 1 000 m



2 - LES AUTRES CONTRAINTES

2.1 Le classement sonore des infrastructures

Le territoire de la commune est concerné par le classement sonore de la RD 437 et de la RN 57, entériné par l'arrêté préfectoral n° 2011.159-0010 du 8 juin 2011.

A ce titre, les constructions concernées sont soumises à des conditions d'isolation acoustique particulières.

L'arrêté et la cartographie sont joints en annexe 4.

AUTRES ELEMENTS DE REGLEMENTATION

1. LA MAITRISE DES BESOINS DE DEPLACEMENT ET DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Loi n°82-1153 du 22 décembre 1982 d'organisation sur les transports intérieurs (dite LOTI)
• Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains
• Loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

Les documents d'urbanisme doivent déterminer les conditions permettant d'assurer la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et rural en tenant compte en particulier des moyens de transport, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, la réduction des nuisances sonores.

A l'échelle du territoire, les enjeux en termes de déplacements sont les suivants :

- répartition en modes de déplacements (réseaux de transports en commun et modes doux)
- l'organisation du réseau de déplacements (desserte, maillage, accessibilité, hiérarchisation des voies...)
- la sécurité des déplacements
- l'articulation déplacements / environnement (bruit, qualité de l'air, coupure et mise en valeur des trames vertes).

Le PLU doit organiser le développement urbain en lien avec le système de déplacements en prenant en compte les principes suivants :

- favoriser le renouvellement urbain et affirmer les centralités,
- organiser les extensions urbaines et les greffer au tissu existant,
- favoriser la diversité des fonctions dans tous les quartiers,
- assurer un maillage avec les communes limitrophes,
- favoriser le renforcement des transports en commun, les rendre performants en prenant en compte des besoins de toutes les catégories de la population (personnes à mobilité réduite, actifs/non actifs, jeunes et personnes âgées...)
- développer le réseau des circulations douces

- se servir des déplacements comme vecteur de qualité urbaine (aménagement de coulées vertes, traitement des interfaces entre infrastructures et tissu urbain...).

Des outils fonciers, institués dans le cadre du PLU, sont disponibles pour permettre la réalisation de ces objectifs :

- la création d'emplacements réservés,
- l'institution de servitudes au titre des articles L.123-2a et L.123-2c du code de l'urbanisme, c'est à dire la possibilité de délimiter un périmètre où la constructibilité est limitée dans l'attente d'un projet global d'aménagement ou d'indiquer la localisation prévue pour des voies et ouvrages publics dont le tracé n'est pas finement défini, en délimitant les terrains pouvant être concernés par ces équipements.

2. LES DECHETS

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux
• Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement

2.1. Les déchets ménagers

Les déchets peuvent constituer un risque pour la santé de l'homme et l'environnement ainsi qu'une source de nuisances pour les populations.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a pour objet de coordonner l'ensemble des actions à mener tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés en vue d'assurer les objectifs visés ci-dessus et notamment l'élimination des déchets ménagers ainsi que tous déchets qui, de par leur nature, peuvent être traités dans les mêmes installations que les déchets ménagers.

Le Plan départemental, approuvé par arrêté du 12 juin 1997, a fait l'objet d'une révision par arrêté préfectoral n° 6469 du 26 juillet 2002.

Il convient de rappeler que les collectivités sont tenues d'assurer l'élimination, c'est à dire la collecte et le traitement, des déchets ménagers produits sur leur territoire dans le respect des textes réglementaires et des documents de planification.

A ce titre, la réhabilitation ou la résorption des anciennes décharges doit être décrite dans le PLU, notamment les garanties quant à l'absence d'impacts résiduels sur le milieu. La reconversion des sites doit être compatible avec la présence de déchets. Il pourra être opportun dans certains cas de conditionner cette reconversion à la réalisation des études ou travaux nécessaires.

D'une façon générale, ces terrains devront être laissés en zone naturelle et doivent faire l'objet d'un zonage spécifique afin d'assurer la mémoire du site.

2.2. Les déchets inertes du BTP

La commune ne comporte pas de site de stockage de déchets inertes autorisé mais est limitrophe d'une commune comportant un tel site :
- Pontarlier : ISDI, exploitant DE GIORGI.

Un plan de gestion départemental des déchets du BTP a été approuvé en 2003. L'objectif est de valoriser, trier, réduire la production de déchets du BTP, et d'organiser au mieux l'élimination des déchets ultimes (non valorisables).

Le secteur du BTP produit de grande quantités de déchets. Afin de minimiser les flux de déchets et éviter les dépôts sauvages, il est important d'offrir des solutions de proximité aux producteurs de déchets :

- sites de stockage temporaire, pour réutilisation future,
- sites de tri (déchetteries publiques ou professionnelles),
- sites de recyclage (ex : installations de concassage-criblage)
- sites d'élimination (incinération, stockage définitif).

D'une manière générale, il est de la responsabilité des collectivités de s'assurer que les déchets produits sur son territoire sont traités et le cas échéant éliminés, de manière satisfaisante et dans le respect de la réglementation. L'élaboration d'un document d'urbanisme est l'occasion pour une collectivité d'analyser la typologie des déchets produits, les quantités, les pratiques et les exutoires.

Le cas particulier du stockage de déchets inertes :

Les déchets du BTP sont en grande majorité inertes. Par ailleurs, le recours au stockage des déchets inertes est à ce jour le mode de traitement le plus répandu. Ce stockage peut être effectué en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ou en carrière habilitée à stocker des déchets inertes en cours d'exploitation.

Il faut rappeler que l'exploitation de « décharges d'inertes » sous l'autorité du maire est illicite depuis la mise en application de la réglementation ISDI en 2007.

A ce jour, les douze ISDI et la vingtaine de carrières habilitées du département permettent difficilement de satisfaire au principe de proximité évoqué ci-dessus. **La création d'ISDI publiques, à l'échelle de l'intercommunalité par exemple, est vivement encouragée.**

Dans les documents d'urbanisme, les collectivités doivent veiller à identifier les besoins en installations de stockage de déchets inertes. Le cas échéant, des implantations potentielles d'ISDI doivent être étudiées, en lien avec le service instructeur des ISDI, c'est à dire la DDT du Doubs. Ces implantations potentielles pourront utilement être matérialisées sur un plan de zonage réglementaire, avec une réglementation adaptée.

3. L'AIR ET L'ENERGIE

3.1. Les émissions de gaz à effet de serre

L'article L.110 du code de l'urbanisme demande aux collectivités publiques d'harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles. De même, l'article L.121-1 du code de l'urbanisme indique que les PLU déterminent les conditions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de maîtriser l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Dans ce cadre, le PLU doit pouvoir aborder les thématiques suivantes :

▪ les déplacements de personnes :

- émissions des déplacements pour les populations nouvelles : localisation résidentielle et qualité de la desserte de ces territoires
- émissions des déplacements de la population actuelle et touristique : évolution de la mobilité de la population actuelle, rapprochement des zones d'emplois et commerciales des zones de logement, amélioration de la desserte des transports en commun, mesures favorisant le report modal vers les modes doux, contraintes sur le stationnement dans certaines zones centrales limitant l'usage de la voiture, rationalisation des déplacements touristiques dans les zones attractives et souvent congestionnées du centre-bourg.

▪ l'usage du bâti :

- émissions dues à l'usage de l'habitat et du parc tertiaire neufs : localisation, typologie, utilisation d'énergies renouvelables,
- gains sur l'usage de l'habitat et du tertiaire réhabilités : gains énergétiques attendus par l'isolation thermique, introduction d'énergies renouvelables, taux de réhabilitation...

▪ le changement d'occupation des sols :

- urbanisation en extension avec déstockage du carbone séquestré dans les sols et la végétation...

▪ la production locale d'énergie et le développement des énergies renouvelables :

- production locale de chaleur urbaine, nombre de logements et emplois raccordés au réseau de chaleur, mix énergétique, utilisation des énergies renouvelables : solaire photovoltaïque, biomasse...

▪ le transport de marchandises :

- mesures visant à rationaliser la logistique urbaine...

Ces différentes thématiques sont alimentées par les informations issues du diagnostic de la commune dont la richesse et la précision permettent d'apprécier l'impact des choix d'aménagement sur les émissions de gaz à effet de serre.

*Afin d'aider les collectivités à s'inscrire dans cette démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre, **l'outil GES PLU** (http://www.certu.fr) a été élaboré par le CERTU et l'ADEME. Il permet d'évaluer les émissions de GES des différents scenarii d'aménagement du territoire étudiés au moment de la réflexion sur les orientations générales du PADD et porte sur les thématiques pour lesquelles le PLU peut avoir un impact ou disposer de leviers d'actions pour réduire ces émissions.*

3.2. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) et le Schéma Régional Eolien (SRE)

Le Schéma Régional Climat Air Énergie de Franche-Comté a été approuvé par arrêté n°2012327-0003 du 22 novembre 2012. Ce document définit les orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

Le Schéma Régional Éolien a été approuvé par arrêté 2012 282-0002 du 8 octobre 2012. Ce document a pour objectif de définir les zones favorables au développement de l'éolien, c'est-à-dire qui concilient les objectifs énergétiques avec les enjeux environnementaux. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables.

La commune fait partie des communes favorables avec secteur(s) d'exclusion.

3.3. Les Plans Climat-Énergie Territoriaux

La loi Grenelle II (loi ENE) fait obligation aux régions (si elles ne l'intègrent pas dans leur SRCAE), aux départements, aux communautés urbaines, aux communautés d'agglomération, aux communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants, d'adopter un Plan Climat-Energie Territorial (PCET).

Le PCET du département du Doubs est en cours de réalisation (bilan carbone réalisé).

Concrètement, un PCET apparaît comme un projet de territoire axé sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la dépendance énergétique et la limitation de la vulnérabilité climatique en permettant d'adapter les territoires sur les court, moyen et long termes.

Dans le Doubs, l'ensemble des Pays se sont engagés volontairement dans une démarche de PCET.

Le PLU doit prendre en compte les PCET qui englobent leur territoire et lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un PLU, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de 3 ans, en application des dispositions de l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme.

Aucun PCET ne couvre le territoire communal.

3.4. Les dispositions réglementaires prévues dans le code de l'urbanisme

L'article L-123-1-14 du code de l'urbanisme apporte la précision suivante:
«*Les plans locaux d'urbanisme comportent un règlement qui fixe les règles concernant l'implantation des constructions.*
Ils peuvent à ce titre imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit ».

Les articles L.128-1 à L.128-4 du même code contiennent des dispositions favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat. A ce titre, le dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols peut être autorisé dans les zones U et AU, par décision du conseil municipal dans la limite de 30% et dans le respect des autres règles établies par le document d'urbanisme pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération.

Le règlement du PLU peut, au travers de l'article 15 de son règlement, imposer des obligations aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales.

4. LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE
• Code du Patrimoine et notamment son livre V
▪ Loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 janvier 2002
▪ Loi modificative n°2003-707 du 1er août 2003 et son décret d'application n°2004-490 du 3 juin 2004
• Loi n°2004-804 du 9 août 2004 pour le soutien à la consommation et à l'investissement (article 17)

Le Préfet de Région - Service régional de l'archéologie - doit être saisi systématiquement pour les créations de Z.A.C. et les opérations de lotissements affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares, les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 442-3-1 du Code de l'urbanisme, les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, ainsi que les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques soumis à autorisation en application des articles L. 621-9, 621-10 et 621-28 du Code du patrimoine.

S'ils ne peuvent être évités, tous les projets ayant une incidence sur le sous-sol, à l'emplacement ou aux abords des sites signalés, devront être présentés à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (service régional de l'archéologie). Lors de la saisine et après instruction des projets d'aménagements ou de construction, le service régional de l'archéologie proposera, si besoin est, des prescriptions au titre de l'archéologie préventive. Ces prescriptions feront alors l'objet de l'émission d'un arrêté préfectoral transmis à la personne projetant les travaux et à l'autorité

administrative chargée de l'instruction du dossier afin par exemple de mettre en place un diagnostic archéologique.

Une redevance d'archéologie préventive a été instituée pour abonder le fonds national d'archéologie préventive dans le but de financer les diagnostics et une partie des fouilles. Cette redevance est due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter, sur un terrain d'une superficie égale ou supérieure à 3000 mètres carrés, des travaux affectant le sous-sol, qui sont soumis à une autorisation ou une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ou qui donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement et, dans les cas des autres types d'affouillement, ceux qui sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État.

Enfin, en application des articles L531-14 à 16 et R531-8 à 10 du code du patrimoine réglementant les découvertes fortuites, toute découverte archéologique de quelque nature qu'elle soit, doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie (DRAC, service régional de l'archéologie, tél. : 03.81.25.72.00), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un archéologue habilité. Tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles L5444-1 à 13 du code du patrimoine, Livre V, chapitre 4 relatif aux dispositions pénale.
Tous les projets situés à l'emplacement et aux abords des sites signalés devront être présentés à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (service régional de l'archéologie). Lors de la saisine et après instruction des projets d'aménagement ou de construction, le service régional de l'archéologie proposera, si besoin est, des prescriptions au titre de l'archéologie préventive. Ces prescriptions feront alors l'objet d'un arrêté préfectoral transmis à la personne projetant les travaux et à l'autorité administrative chargée de l'instruction du dossier afin, par exemple, de mettre en place un diagnostic archéologique.

La commune ne fait l'objet d'aucun arrêté de zone de présomption de prescriptions archéologiques. La liste des sites ou indices archéologiques, actuellement connus du service régional de l'archéologie, sur le territoire communal comprend les sites numérotés 1 à 3 reportés sur la carte ci-après.

PRÉFET
DE LA RÉGION
FRANCHE-COMTÉ

Commune de OYE-ET-PALLET (25 442)

LISTE D'ENTITÉS ARCHÉOLOGIQUES

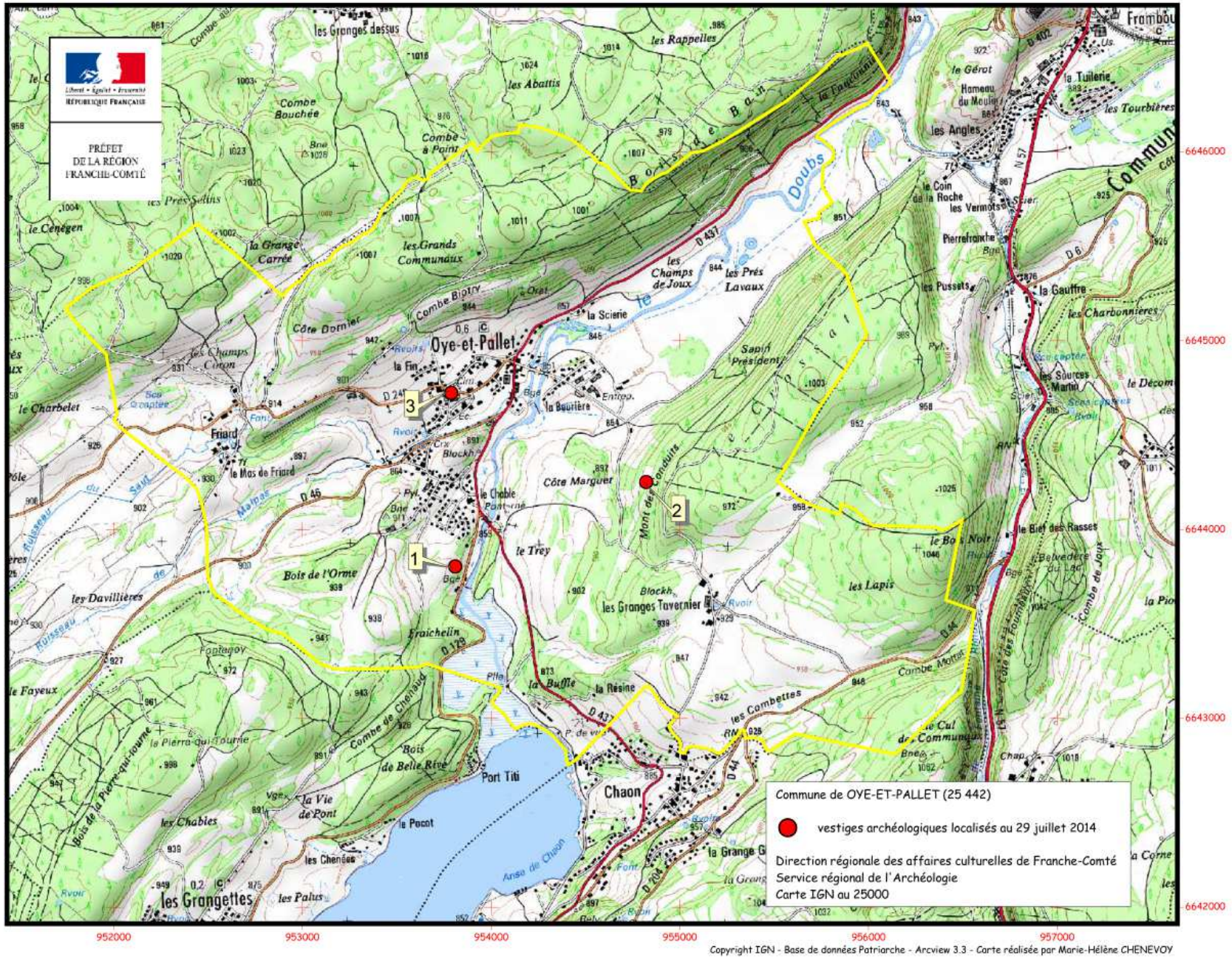
8624 / 25 442 0001 / OYE-ET-PALLET / Mines de Fer / mine / Epoque moderne

16580 / 25 442 0002 / OYE-ET-PALLET / Mont des Conduits / mine / Epoque moderne - Epoque contemporaine

18526 / 25 442 0003 / OYE-ET-PALLET / Eglise Saint-Nicolas / Au village / église / Epoque moderne

Direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté – Service régional de l'Archéologie – Base de données Patriarche

Besançon, le 29 juillet 2014


PRÉFET
DE LA RÉGION
FRANCHE-COMTÉ
Oye-et-Pallet
Chaon
Port Titi
les Grangettes
Commune de OYE-ET-PALLET (25 442)
vestiges archéologiques localisés au 29 juillet 2014
Direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté
Service régional de l'Archéologie
Carte IGN au 25000
6646000
6645000
6644000
6643000
6642000
952000
953000
954000
955000
956000
957000
Copyright IGN - Base de données Patriarche - Arcview 3.3 - Carte réalisée par Marie-Hélène CHENEVOY

5. LES ECOQUARTIERS

Afin de mettre en œuvre les ambitions de l'aménagement durable du territoire, le Ministère de l'égalité des territoires et du logement encourage les opérations d'aménagement de type écoquartier.

Construire un projet de territoire et mettre en œuvre les grands principes du développement durable lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme peut en effet être l'occasion d'initier un projet d'écoquartier pour concrétiser, sur tout ou partie du territoire de la commune, les ambitions d'un aménagement durable.

5.1 Qu'est-ce qu'un écoquartier ?

C'est un projet d'aménagement qui promeut et met en œuvre la sobriété énergétique, les mobilités douces, une grande qualité de vie, la préservation de l'environnement, la gestion raisonnée des déchets, les énergies renouvelables... Un tel projet constitue une réponse pertinente aux problématiques et enjeux d'un territoire donné et peut correspondre à :

- Un projet d'aménagement durable articulé avec son environnement.
- Un espace mixte, accessible, ouvert et construit de manière concertée.
- Une initiative locale et concertée qui répond à des exigences globales.
- Une opération qui va d'un quartier d'une grande ville à un petit îlot d'un bourg rural.
- Etc.

5.2 Qu'est que le Label EcoQuartier ?

La réalisation d'un écoquartier peut déboucher sur le label EcoQuartier.
Le label EcoQuartier délivré par le Ministère de l'égalité des territoires et du logement a pour but de soutenir et de reconnaître les démarches d'aménagement durable.
L'objectif est de garantir la qualité des projets sur un socle d'exigences fondamentales, tant sur la technique que la gouvernance ou la dynamique économique insufflée, et ce, quel que soit le territoire sur lequel il est implanté, car tous les territoires contribuent aux enjeux nationaux. La démarche s'adapte à tout type de territoire (urbain, rural) et à tous les stades d'avancement du projet.

Le label n'est pas une norme et ne propose en aucun cas un modèle unique d'EcoQuartier.

Le Label EcoQuartier s'appuie sur une charte des EcoQuartiers, clé d'entrée vers le label, qui encourage les collectivités signataires à inscrire leurs projets d'une part, dans les lois fondatrices de l'urbanisme durable, et d'autre part, dans une dynamique de progrès :

- faire du projet autrement ;
- améliorer le quotidien ;
- dynamiser le territoire ;
- répondre à l'urgence climatique et environnementale.

Pour plus de détails, la charte EcoQuartier est consultable sur le site www.territoires.gouv.fr/les-ecoquartiers ; vous pouvez aussi contacter à la DDT du

Doubs, Frédéric Monnet (correspondant Ville Durable - EcoQuartiers) : 03 81 65 61 22, frederic.monnet@doubs.gouv.fr

5.3 La démarche de labellisation EcoQuartier

L'engagement dans la démarche permet à la collectivité de bénéficier notamment de conseils de l'Etat, d'échanges avec les membres du réseau EcoQuartiers, d'un accès à des ressources documentaires...
L'obtention du label EcoQuartier certifie que le projet de la collectivité répond aux exigences requises et peut notamment faciliter sa commercialisation ou attirer des promoteurs.

Cette démarche se décompose en trois étapes majeures :

- **la signature de la charte EcoQuartier** : la collectivité s'engage dans une politique d'aménagement durable et une dynamique de progrès à travers ses 20 engagements. La charte est signée par le représentant du porteur de projet et fait l'objet d'une délibération de l'autorité compétente en matière d'urbanisme. Elle peut être également signée par l'aménageur et les bailleurs sociaux. La signature donne accès au réseau des signataires, aux événements organisés par le ministère, à l'ensemble des ressources documentaires et outils du site EcoQuartier. Les signataires peuvent alors partager leurs expériences et reçoivent régulièrement la lettre du réseau EcoQuartier ;
- **L'admission à la démarche nationale :** à partir du moment où les objectifs de l'opération d'aménagement sont stabilisés et que le chantier débute, celle-ci peut candidater et être expertisée au regard des engagements de la charte pour être reconnue « Engagé dans la Labellisation EcoQuartier » et être estampillée du logo officiel. Ce travail se fait en lien avec DREAL et DDT. Cette admission récompense l'engagement de la collectivité dans une démarche très qualitative. Cette reconnaissance peut fonctionner comme un élément déclencheur d'investissement.
  Un suivi annuel est alors fait par le référent local EcoQuartier de l'Etat.
- **Le Label National EcoQuartier :** une fois le projet en grande partie livré, l'expertise mise en place par le ministère peut attribuer le label à l'opération candidate ; ce qui vient certifier que l'opération répond aux 20 engagements et que le niveau d'ambition et les résultats attendus sont à la hauteur des enjeux du territoire. Cela récompense l'ensemble du travail conduit et autorise le porteur de projet à afficher le Label National EcoQuartier sur l'opération.

6. L'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

6.1. Préambule

L'aménagement numérique, ou aménagements des réseaux de communication numérique, consiste à assurer l'accessibilité aux réseaux haut débit et très-haut débit de manière simple, sécurisée et abordable ainsi que la disponibilité d'une offre de services appropriés.

C'est un domaine technique complexe, qui fait désormais partie intégrante de l'aménagement du territoire.

En quelques années, l'internet et ses usages se sont imposés tant auprès du grand public que des professionnels. Avec l'apparition de services nouveaux nécessitant des débits toujours plus élevés, les besoins augmentent constamment et l'accès au très haut débit est devenu indispensable pour l'attractivité des territoires.

Par l'aménagement numérique, les acteurs publics, en partenariat avec les acteurs privés, améliorent les conditions d'accès aux ressources de la société de l'information pour la population de ce territoire (particuliers et entreprises). Cela répond à une double ambition de compétitivité et de solidarité territoriale. Au-delà du déploiement d'infrastructures, l'A.N.T. recouvre donc indirectement la question essentielle des usages du numérique. Depuis plusieurs années, la France a fait de l'accès au haut débit et très haut débit une priorité.

Par ailleurs, l'A.N.T. comprend une composante législative et réglementaire. La loi du 4 août 2008 applicable à la modernisation de l'économie impose d'équiper en fibre optique les immeubles neufs (applicable au 1er janvier 2010 pour les immeubles de plus de 25 logements ou locaux et au 1er janvier 2011 pour les autres).

De plus, la même loi impose aux gestionnaires d'infrastructures de communications électroniques et aux opérateurs de communications électroniques de communiquer gratuitement aux collectivités publiques à leur demande, les informations relatives à l'implantation et au déploiement de leurs infrastructures et de leurs réseaux sur leur territoire. Ces dispositions ont été précisées dans le décret n°2009-167 du 12 février 2009.

6.2. Les outils de planification

La Loi Pintat de 2009 instaure 2 outils de planification en matière d'aménagement numérique : la SCoRAN, déclinée au niveau départemental dans les SDTAN.

 La stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCORAN)

La SCoRAN fixe des objectifs minimums et organise la concertation entre les acteurs au niveau régional. En juin 2011, les partenaires régionaux ont validé la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCoRAN) de Franche-Comté. Ce document distingue 3 niveaux d'intervention : l'établissement d'une dorsale régionale, les réseaux de collectes et les réseaux de desserte.

La SCORAN Franche-Comté a été actualisée le 10 février 2014 au cours d'une commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire (CCRANT) co-présidée par le préfet de région et la présidente du conseil régional.

Ce document est accessible sur le site internet du Conseil Régional de Franche-Comté : www.franche-comte.fr/ et de la préfecture de Franche-Comté, rubrique « Développement numérique du territoire » : http://www.franche-comte.gouv.fr/Politiques-publiques/Developpement-numerique-du-territoire

□ Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)

La loi de 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, dite loi « Pintat », a généralisé l'élaboration par les régions, sur l'ensemble du territoire national, de **s**chémas **d**irecteurs **t**erritoriaux d'**a**ménagement **n**umérique (**SDTAN**) qui conditionnera le soutien financier de l'État aux projets des collectivités à travers le fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT).

Le SDTAN a pour objectif de construire un projet d'aménagement numérique cohérent (initiatives publiques et privées) et partagé par tous les acteurs du territoire, et de déterminer les modalités de sa réalisation sur le long terme.

La mise en œuvre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (S.D.T.A.N.) du Doubs

Le Conseil Général du Doubs a élaboré son schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN). Le schéma directeur départemental d'aménagement numérique (SDDAN) du Doubs a été adopté par l'assemblée départementale le 13 février 2012.

La stratégie retenue repose sur le déploiement progressif d'un réseau complet et continu de fibres optiques qui desservira à terme tous les foyers et entreprises du département.

Il convient de souligner que l'une des actions retenues dans les objectifs du département est l'intégration de l'aménagement numérique dans les documents d'urbanisme des collectivités (SCOT, PLU).

Voir ci-dessous, la carte de programmation du très haut débit dans le Doubs, issue du SDDAN.

Conformément aux dispositions réglementaires rappelées ci-dessous, il conviendra que le PLU prenne en compte cette thématique.

Le S.D.T.A.N. du Doubs est accessible sur le site internet du conseil général du Doubs : http://www2.doubs.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=219:developpement-des-technologies-de-linformation-et-de-la-communication&catid=18:routes-et-infrastructures&Itemid=32

6.3. Cadre réglementaire

Les dispositions de la loi Grenelle II introduisent un volet « aménagement numérique » dans les documents d'urbanisme et conduisent à y intégrer les orientations des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) :

> SCOT, PLU et Cartes Communales (code de l'urbanisme, art. L.121-1) :

« *Déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (…) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination des besoins présents et futurs en matière (…) de développement des communications électroniques* »

> PLU (code de l'urbanisme, art. L.123-1-3 et L.123-1-5) :

« *Le PADD arrête les orientations générales concernant (…) le développement des communications numériques (…) retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune* »

« (…) IV.-Le règlement peut, en matière d'équipement des zones : ...3° Imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit. »

La question de l'aménagement numérique du territoire peut aussi alimenter d'autres volets thématiques d'un PLU : c'est le cas, par exemple, des volets « paysage » (ex : déploiement aérien de fibre optique), « développement économique » (ex : zones d'activités), « logement », « déplacements » etc.

Suite à la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), les collectivités doivent inscrire des dispositions relatives aux communications électroniques dans leur document d'urbanisme. À partir des premières expériences recensées, le document « Aménagement numérique et documents d'urbanisme » présente quelques repères, des éléments de méthodologie et propose des pistes de travail : http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr/brochureamenagement-numerique-et-a668.html

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr

Site internet de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) : http://www.arcep.fr/

Observatoire France Très Haut Débit : outil cartographique permettant de connaitre les débits et réseaux filaires disponibles dans son département, sa commune, son quartier.
Lien internet : http://www.francethd.fr/lobservatoire-des-developpements/

ANNEXES

ANNEXE 1 – PRISE EN COMPTE DES RISQUES

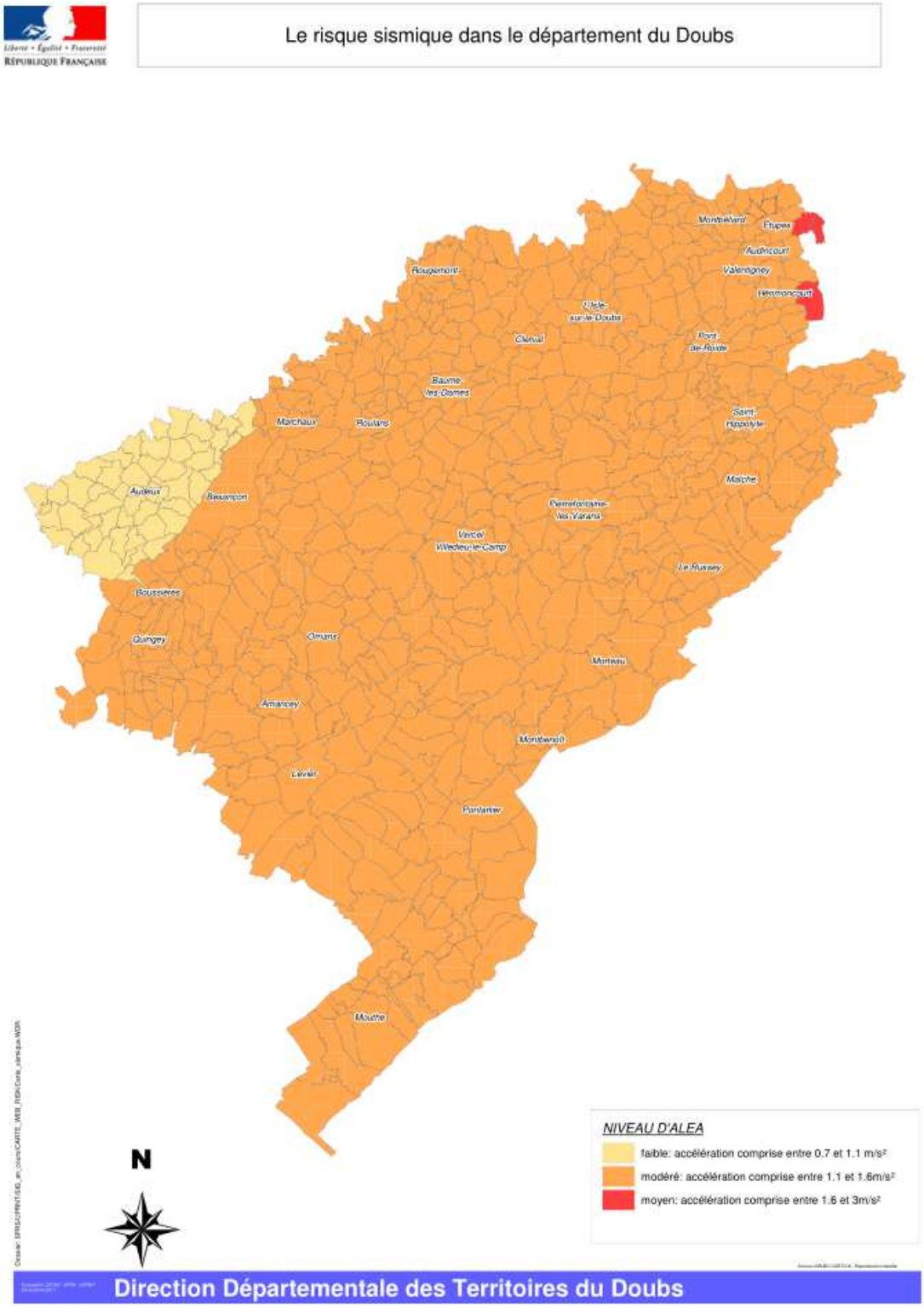
ANNEXE 2 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE

ANNEXE 3 – DONNEES AGRICOLES

ANNEXE 4 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES CONTRAINTES

ANNEXE 1 – PRISE EN COMPTE DES RISQUES

Carte de représentation des différentes zones d'aléa sismique du département



LE RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

DANS LE DÉPARTEMENT DU DOUBS





Un phénomène naturel

BIEN CONNU DES GÉOTECHNICIENS

Un sol argileux change de volume selon son degré d'humidité comme le fait une éponge : il gonfle avec l'humidité et se rétracte avec la sécheresse.
En période de sécheresse, ces variations de volume se manifestent par des fentes de retrait, mais surtout induisent des tassements du sol plus ou moins importants suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Ces tassements sont souvent hétérogènes à l'échelle des constructions, du fait des variations géologiques et de la présence du bâti.

Impact sur les constructions :

DES DÉSORDRES IMPORTANTS ET COÛTEUX

Ils touchent principalement les constructions légères (habitations individuelles) de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

- ✓FISSURATION DES STRUCTURES
- ✓DISTORSION DE PORTES ET FENÊTRES
- ✓DISLOCATION DES DALLAGES ET DES CLOISONS
- ✓RUPTURE DE CANALISATIONS ENTERRÉES
- ✓DÉCOLLEMENT DES BÂTIMENTS ANNEXES





Identification des zones sensibles

CARTE DÉPARTEMENTALE DE L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT

La réalisation de cette carte départementale s'appuie sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses des sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres.

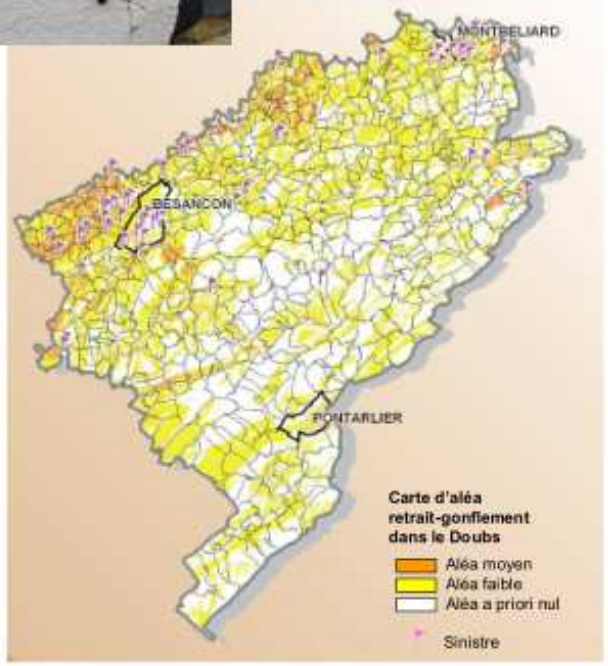
Son échelle de validité est le 1/50 000 : pour une identification du sol à l'échelle de la parcelle, une étude de sol s'impose.

De plus, dans les zones identifiées comme non argileuses (aléa nul), il n'est pas exclu de rencontrer localement des lentilles argileuses non cartographiées susceptibles de provoquer des sinistres.

Quelques chiffres clés (Rapport BRGM/RP-57338-Fr, septembre 2009) :
- ✓ **103 sinistres localisés dans le département du Doubs ;**
- ✓ **Aléa moyen : 375 km² soit 7 % du département ;**
- ✓ **Aléa faible : 2 081 km² soit 40 % du département ;**
- ✓ **Aléa *a priori* nul : 2 792 km² soit 53 % du département.**

En juin 2010, 10 communes ont déjà été reconnues en état de catastrophe naturelle au titre de l'été 2003.





Site internet dédié : **www.argiles.fr**

COMMENT CONSTRUIRE SUR SOLS ARGILEUX ?



Nature du sol et mesures constructives à mettre en œuvre

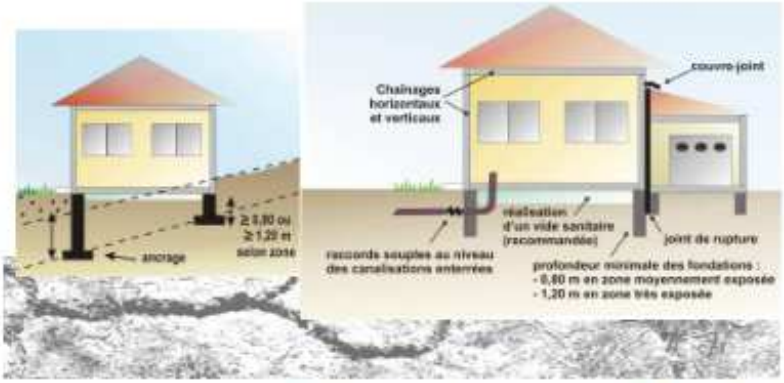
Avant de construire dans les zones identifiées sur la carte d'aléa comme sensibles aux phénomènes de retrait-gonflement (consultable sur www.argiles.fr), il est vivement conseillé de faire procéder, par un bureau d'étude spécialisé, à une reconnaissance de sol qui doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes au droit de la parcelle (G11*). Le coût d'une telle étude est classiquement compris entre 2000 et 3500 €.

Pour un projet de maison individuelle, il est recommandé :
- d'appliquer des mesures spécifiques préconisées par une étude de sol complémentaire (G12, G2 et G3*) ;
- à défaut, d'appliquer des mesures forfaitaires (illustrées ci-dessous) qui visent d'une part à limiter les mouvements auxquels est soumis le bâti, et d'autre part à améliorer sa résistance à ces mouvements (le coût de ces mesures est estimé à 10 % du coût total de la construction).

*** Normes AFNOR NF P 94-500 sur la classification des mission géotechniques.**

Adapter les fondations, rigidifier la structure et désolidariser les bâtiments accolés

VEILLEZ AU RESPECT DES RÈGLES DE L'ART (D.T.U.*) !!!



- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage minimale de 0,8 m à 1,2 m selon la sensibilité du sol ;

- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;

- Eviter les sous-sols partiels, préférer les sous-sols complets, les radiers ou les planchers portés sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein ;

- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux pour les murs porteurs ;

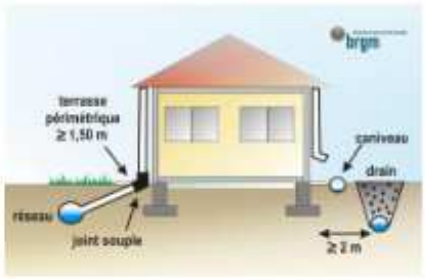
- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.

***D.T.U. : Documents Techniques Unifiés (Règles de l'Art normalisées)**

Eviter les variations localisées d'humidité et éloigner les arbres

- Eviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, terrasses, descentes de garage…) à proximité des fondations ;

- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples) ;



- Eviter les pompages à usage domestique ;

- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (trottoir périphérique anti-évaporation, géomembrane…) ;

- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs ;

- Eviter de planter des arbres avides d'eau à proximité de l'habitation ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;

- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;

- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.





Pour en savoir plus :

- Retrouvez les cartes d'aléa et des précisions sur les recommandations techniques sur le site dédié du BRGM : www.argiles.fr
- Téléchargez le guide « Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ? » sur le site du ministère en charge de l'écologie : www.prim.net
- Demandez conseil à votre architecte ou maître d'œuvre ou renseignez-vous auprès de votre mairie, DDT, Préfecture ou du BRGM
- Trouvez les coordonnées d'un bureau d'étude géotechnique auprès de l'USG (www.u-s-g.org), de Syntec-Ingenierie (www.syntec-ingenierie.fr), …

Direction Départementale des Territoires du Doubs
6, rue Roussillon
25000 - Besançon
www.doubs.equipement-agriculture.gouv.fr

Préfecture de région Franche-Comté
Préfecture du Doubs
8 bis, rue Charles Nodier
25035 - Besançon Cedex
www.franche-comte.pref.gouv.fr

BRGM - Service Géologique Régional
Bourgogne – Franche Comté
Parc Technologique
27, rue Louis de Broglie
21000 - Dijon
www.brgm.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale des Territoires
du Doubs

Autres liens utiles :

Portail de la prévention des risques majeurs du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
www.ecologie.gouv.fr - www.prim.net

Agence Qualité Construction
www.qualiteconstruction.com

Caisse Centrale de Réassurance
www.ccr.fr

Géosciences pour une Terre durable
brgm

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU DOUBS

PLU et Cartes Communales

Porter-à-connaissance

ANNEXE : La prévention des risques naturels dans le Doubs

Identification des phénomènes et principes de prévention des risques naturels

Sommaire

1.LE RISQUE INONDATION....1
1.1.Description du phénomène....1
1.2.Principes de prévention du risque d'inondation....2
2.LE RISQUE MOUVEMENTS DE TERRAIN....2
2.1.Description des phénomènes....2
2.2.Principes de prévention des risques de mouvement de terrain :....5
3.L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX....8
4.LE RISQUE SISMIQUE....8
5.LA GESTION DES DECHETS INERTES DU BTP....9

1. LE RISQUE INONDATION

1.1. Description du phénomène

L'inondation est une **submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau**. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.

En zone inondable, le **développement urbain et économique** constitue l'un des principaux facteurs aggravants, par augmentation de la vulnérabilité. De plus, les aménagements (activités, réseaux d'infrastructures) modifient les conditions d'écoulement (imperméabilisation et ruissellement), tout en diminuant les champs d'expansion des crues. Sur les cours d'eau les aménagements (pont, enrochements) et le défaut chronique d'entretien de la part des riverains, aggravent l'aléa.

Enfin, l'occupation des zones inondables par des bâtiments et matériaux sensibles à l'eau peut générer, en cas de crue, un transport et un dépôt de produits indésirables, susceptibles de former des embâcles. Leur rupture peut engendrer une inondation brutale des zones situées en aval.

6, rue du Roussillon - BP 1169 - 25003 BESANÇON Cedex - téléphone 03.81.65.62.62 - télécopie 03.81.65.62.01
www.doubs.gouv.fr

1.2. Principes de prévention du risque d'inondation

La circulaire du 24 janvier 1994 édicte les trois principes à mettre en œuvre dans le cadre de la protection et de la prévision contre les inondations.

Le premier principe est :

- d'interdire dans les zones d'aléa les plus forts, toutes nouvelles constructions,
- de limiter dans les autres zones l'implantation de nouvelles activité humaines et en imposant pour les constructions autorisées des mesures de réduction de la vulnérabilité.

Le second principe est de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues. Ces zones sont des secteurs peu ou pas urbanisés et peu aménagés où la crue peut donc stocker un volume d'eau important.

Le troisième principe est d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

Dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme, le zonage doit être mis à jour en tenant compte des informations transmises dans le porter à connaissance où en s'appuyant sur les connaissances locales. Ainsi, l'étude d'environnement doit comprendre une analyse fine des données fournies pour identifier et localiser :

- les zones exposées aux aléas les plus forts : forte hauteur d'eau potentielle et/ou fréquemment inondées,
- les zones naturelles ou agricoles exposées aux inondations, secteurs qui contribuent à l'expansion des crues, qu'il est impératif de préserver même en cas d'aléa faible.

À partir de cette analyse, le zonage du document d'urbanisme doit être élaboré en tenant compte des principes de prévention du risque d'inondation. Cette démarche peut impliquer le cas échéant de :

- classer inconstructible les zones exposées aux aléas les plus forts et les zones d'expansion des crues,
- définir les prescriptions à mettre en ouvre dans les éventuelles zones constructibles : transparence hydraulique, niveau habitable au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues, pas de remblais, matériaux insensibles à l'eau, sous-sol et cave interdits, etc).

2. LE RISQUE MOUVEMENTS DE TERRAIN

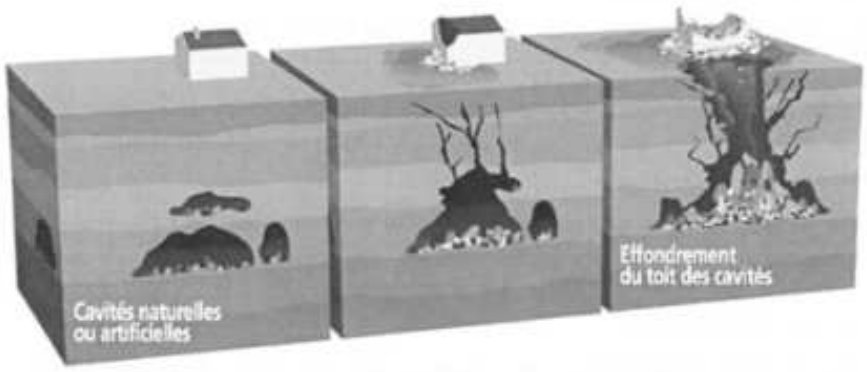
2.1. Description des phénomènes

2.1.1 Les affaissements et les effondrements

Un **affaissement** est une déformation souple, sans rupture et progressive de la surface du sol. Elle se traduit par une dépression topographique en forme de cuvette généralement à fond plat et bords fléchis.

Un **effondrement** est un abaissement à la fois violent et spontané de la surface sur parfois plusieurs hectares et plusieurs mètres de profondeur, tout le terrain au-dessus de la cavité s'effondrant d'un coup. La zone effondrée est limitée par des fractures sub-verticales. Les effondrements localisés donnent naissance à des fontis présentant une géométrie pseudo-circulaire dont le diamètre et la profondeur du cône peuvent aller de quelques mètres à quelques dizaines de mètres.

Les affaissements et les effondrements surviennent au niveau de cavités souterraines, qu'elles soient d'origines anthropique (carrières, mines) ou naturelle (phénomènes de karstification ou suffosion). Ces cavités, souvent invisibles en surface, sont de tailles variables (du mètre à la dizaine de mètres) et peuvent être interconnectées ou isolées.



Création d'une cavité et effondrement (sources : Graphique MEDDE)

2.1.2 Les glissements de terrain

Les glissements de terrains sont des déplacements à vitesse variable (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour) d'une masse de terrain le long d'une surface de rupture pouvant être circulaire ou plane. L'évolution des glissements de terrains peut aboutir à la formation de coulées boueuses dans la partie aval. Ces mouvements rapides d'une masse de matériaux remaniés peuvent être amplifiés lors d'épisodes pluvieux.

L'extension des glissements de terrain est variable, allant du simple glissement de talus très localisé au mouvement de grande ampleur pouvant concerner l'ensemble d'un versant. Les profondeurs des surfaces de glissement varient ainsi de quelques mètres à plusieurs dizaines de mètres de profondeur.

On parle de glissements superficiels dont les signes visibles en surface sont souvent spectaculaires (fissures dans les murs des habitations, bourrelets dans les champs, poteaux penchés…) et de glissements profonds qui présentent moins d'indices observables et qui sont donc plus difficilement détectables.

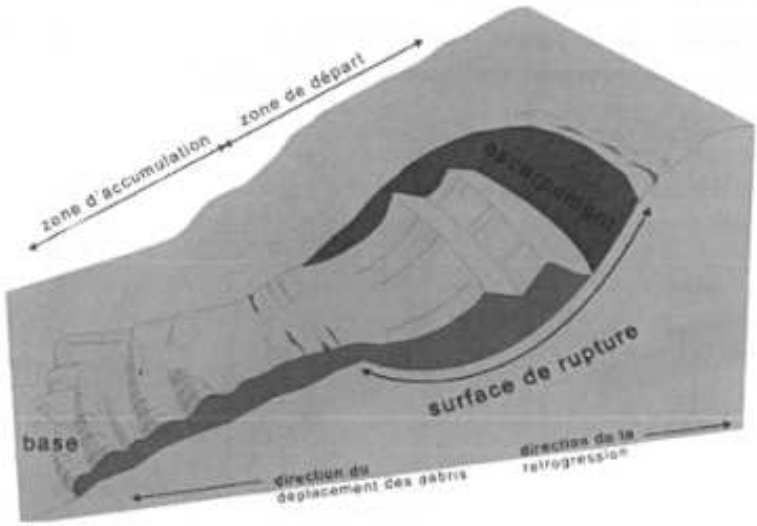


Schéma synthétique de glissement de terrains (sources : DDT 71)

En dehors des zones de glissements anciens ou récents déjà identifiés, trois types de terrains sont directement concernés dans le Doubs :

- les marnes en pentes,
- les éboulis sur versant marneux,
- les moraines, dépôts superficiels et éboulis sur versant non marneux.

Les **marnes** sont des roches sédimentaires contenant du calcaire et de l'argile (de 35 à 65 % d'argile) et se situant entre les calcaires-argileux (de 5 à 35 % d'argile) et les argiles-calcareuses (de 65 à 95 % d'argile).

Les **éboulis sur versant marneux** sont rencontrés au pied des falaises calcaires du Jurassique supérieur. Ils reposent, au moins en partie, sur un substratum marneux. Ils sont constitués d'éléments anguleux de taille variable. Ils sont généralement fixés par la végétation et, parfois, plus ou moins consolidés.

Les **moraines, dépôts superficiels et éboulis sur versant non marneux** sont des empilements de gravats et de cailloux, de tailles très variables, véhiculés par un glacier et qui se retrouvent déplacés à ses abords.

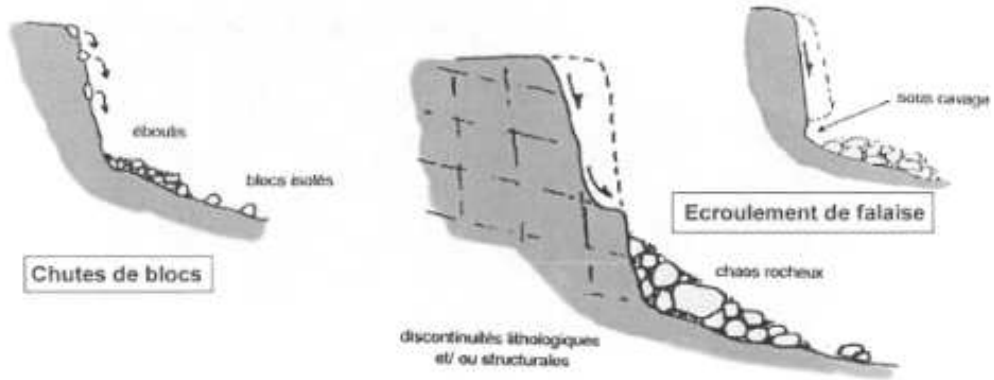
2.1.3 Les éboulements et les chutes de blocs

Les chutes de masses rocheuses sont des mouvements rapides, discontinus et brutaux résultant de l'action de la pesanteur et affectant des matériaux rigides et fracturés tels que calcaires, grès, roches cristallines ou autre.

Ces chutes se produisent par basculement, rupture de pied, glissement banc sur banc, à partir de falaises, escarpements rocheux, formations meubles à blocs (moraines par exemple), blocs provisoirement immobilisés sur une pente.

Les blocs peuvent rouler et rebondir, puis se stabiliser dans une zone dite d'épandage. La trajectoire la plus fréquente suit la ligne de plus grande pente, mais on peut observer des trajectoires très obliques résultant du changement de direction lors des rebonds. Les distances parcourues ainsi que la trajectoire sont fonction de la forme, du volume des blocs éboulés, de la pente du versant, de la nature du sol (réflexion ou absorption d'énergie), de la densité de végétation et du type d'espèces végétales.

Le terme « écroulement de falaise » est utilisé lorsque une falaise est fortement sujette au chutes de pierres et de blocs induisant ainsi la mise en place de chaos rocheux



mécanisme des éboulements (sources : BRGM)

2.2. Principes de prévention des risques de mouvement de terrain :

2.2.1 Les zones soumises à l'aléa affaissement/effondrement

Les indices avérés d'affaissement et d'effondrement doivent être protégés de toute nouvelle urbanisation, construction, comblement ou remblaiement, y compris en zone naturelle et agricole.

Dans les zones à forte densité d'indices, le principe reste l'interdiction de toute nouvelle construction.

Pourront toutefois, être autorisés, hors indice, les projets de constructions, sous réserve des conclusions favorables d'une étude géotechnique.

Dans les zones à forte et moyenne densité d'indices, les projets d'aménagement d'ensemble (zones d'activités, lotissements, zone d'urbanisation future, etc) peuvent être autorisés sous réserve de la production d'une étude d'aléa qui permettra de définir les zones constructibles et les conditions de leur aménagement.

Cette étude devra examiner la structure géologique, hydrologique et géotechnique du sous-sol au regard des potentialités d'aménagement en construction et rechercher les anomalies structurales éventuelles.

Un cahier des charges précisant le contenu de ce type d'études figure en annexe 1 du présent rapport.

Il est important de rappeler que l'utilisation des dolines ou des cavités karstiques à des fins d'infiltration des eaux pluviales de toitures et de voiries est fortement déconseillée. Cependant, s'il est démontré l'absence de solutions alternatives à l'infiltration, des essais spécifiques devront être menés afin de vérifier la capacité d'infiltration du point considéré et l'absence de risque de soutirage des matériaux et de pollution du milieu souterrain.

2.2.2 Les formations sensibles aux glissements de terrain

Dans les **zones d'aléa faible (pente < 8°)**, pour tout projet, il est recommandé de réaliser une étude géotechnique, visant à définir les caractéristiques du sol, sa vulnérabilité face à l'aléa glissement de terrain et les dispositions constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité et la pérennité des constructions.

À défaut, il est recommandé d'intégrer les dispositions constructives suivantes :

- éviter des surcharges importantes en réalisant un remblai sur la partie amont,
- ancrer les fondations dans le sol en respectant les cotes hors gel et hors influence du retrait gonflement des argiles (au minimum à 0,80 m),
- adapter la construction à la pente :
- éviter les travaux de terrassement conduisant à rupture ou accentuation de la pente par réalisation de talus de hauteur importante (supérieur à 2 mètres),
- privilégier les constructions en redans et les sous-sols partiels.
- remblayer les fouilles avec du matériau calcaire propre immédiatement après la réalisation de la partie enterrée de l'ouvrage,
- mettre en place un système de drainage (évacuation des eaux en dehors de la zone de travaux) pour réduire les effets d'infiltration et diminuer les pressions d'eau,

- réaliser des butées en terre ou au moyen de murs de soutènement,
- réaliser les travaux de terrassement de préférence par temps sec.

Dans les **zones d'aléa moyen (pente comprise entre 8 et 14°)** et pour les projets présentant une faible vulnérabilité (terrassements peu importants et inférieurs à 2 mètres de hauteur, absence de sous-sols, construction isolée), une étude géotechnique est recommandée. À défaut, il convient de respecter les dispositions constructives énoncées ci-dessus.

Pour les projets importants (terrassements importants, sous-sols, construction en zone urbaine dense), une étude géotechnique spécifique au projet doit être préalablement réalisée pour vérifier la bonne adaptation de la construction face à la nature des sols présents et aux aléas mouvements terrains identifiés.

Les zones d'aléa fort (pente comprise entre 14° et 21°) doivent faire l'objet d'une étude géotechnique globale du secteur aménagé et d'une étude géotechnique spécifique à la parcelle.

L'étude géologique et géotechnique globale peut conduire à identifier des secteurs constructibles (le cas échéant, sous réserve de prescriptions). L'étude doit appréhender l'ensemble de la zone sensible aux glissements. Il conviendra d'étendre le périmètre de l'étude à l'environnement proche si des enjeux existent (zone urbaine). Il est recommandé de réaliser l'étude suivant la norme AFNOR NF P94-500 précisant les différents types de missions géotechniques à mettre en œuvre, notamment la phase G5 de « diagnostic géotechnique », la phase G12 correspondant à la réalisation d'une « étude géotechnique d'avant-projet » et la phase G2 à l'élaboration d'une « étude géotechnique projet ».

De façon non exhaustive, cela correspond à :

- déterminer la géométrie des masses en mouvements ou susceptibles de l'être, en précisant la répartition des différentes couches géologiques,
- évaluer la vitesse des mouvements actuels en procédant à des levés topographiques et/ou une instrumentation inclinométrique (cas des glissements actifs),
- évaluer les caractéristiques géotechniques des sols en identifiant les paramètres mécaniques des sols (angle de frottement, cohésion),
- étudier la présence de l'eau (localisation, circulation, répartition des pressions interstitielles aux différentes saisons),
- évaluer la stabilité du site,
- le cas échéant, définir les dispositifs de confortement du terrain en prenant en compte les données du projet et évaluer leurs coûts,
- réaliser une étude géotechnique précisant le type de fondation à mettre en place.

Préalablement à tout projet d'aménagement, les ouvrages de confortement et de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) devront être réalisés par un maître d'ouvrage pérenne qui en assurera la réalisation, le suivi et l'entretien.

Les autres projets à vulnérabilité plus importante sont interdits.

Dans les zones d'aléa très fort (pente supérieure à 21°) : aucun projet de construction ne doit être autorisé.

La gestion des eaux pluviales

Dans les zones de marnes en pente et d'éboulis sur versant marneux, et quel que soit le niveau d'aléa, les dispositifs d'infiltration d'eau dans le sous-sol sont interdits. Ces installations peuvent à terme engendrer des phénomènes de glissement de terrain, en créant de nouvelles venues d'eau qui augmentent la pression dans les marnes et provoquent une perte de cohésion de ces matériaux.

Dans les zones de moraines, dépôts superficiels et d'éboulis sur versant non marneux, lorsque le niveau d'aléa est faible ou moyen, les dispositifs d'infiltration sont fortement déconseillés. Dans les zones où l'aléa est fort/très fort, ces dispositifs sont interdits.

2.2.3 Les zones de glissements anciens et récents

Les **zones de glissements avérés** sont par principe des zones inconstructibles, car il existe une forte probabilité de réactiver l'instabilité, qui peut avoir des conséquences de grande ampleur.

Dans de rares exceptions, des projets peuvent être autorisés, aux conditions édictées dans le paragraphe traitant des zones sensibles au glissement d'aléa fort (pente comprise entre 14 et 21°).

Des informations supplémentaires sur les glissements recensés pour chaque commune sont disponibles sur le site internet http://www.bdmvt.net/.

2.2.4 Les zones soumises à l'aléa éboulement (falaises et les zones potentielles de chutes de pierres et de blocs)

Les **zones potentielles de chutes de pierres et de blocs** affectent les biens mais aussi les personnes. Ces zones doivent en principe être strictement protégées de toute urbanisation nouvelle.

Pour les constructions existantes, les extensions et changements de destination peuvent parfois être autorisés. Dans tous les cas :

- ils ne doivent pas conduire à créer de logement supplémentaire (pour ne pas augmenter la population soumise au risque),
- des prescriptions particulières visant à réduire la vulnérabilité (par exemple, pas de création d'ouverture face à l'amont de la pente) peuvent être imposées.

La constructibilité de la zone ne peut être envisagée qu'exceptionnellement sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- réaliser une étude des aléas,
- effectuer l'étude et la définition des ouvrages de protection à mettre en œuvre pour limiter la survenance d'un événement,
- mettre en place des ouvrages de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) préalablement à la réalisation de l'opération d'aménagement,
- identifier un maître d'ouvrage pérenne pour assurer la réalisation, le suivi et l'entretien régulier des dispositifs de protection.

L'étude des aléas doit être réalisée préalablement à toute opération et doit comprendre :

- un diagnostic de la falaise relevant les indices d'instabilité, les crevasses, les fracturations ouvertes, leurs orientations ainsi que leurs densités,
- les données caractéristiques de l'environnement : topographie, présence d'eau éventuelle, pente, présence de zone d'éboulis ou de pierriers,
- une étude trajectographique selon l'importance des volumes susceptibles de s'ébouler et de la pente de la zone en pied de falaise,
- des préconisations en matière de dispositifs adaptés à la réduction de la vulnérabilité :
- adapter l'affectation des espaces intérieurs du logement (salon et chambre du côté de la face non exposée),
- adapter l'utilisation de l'espace extérieur du logement (terrasse contre la paroi extérieure à l'abri des chutes de pierres ou de blocs),
- éviter les ouvertures du côté de face exposée.

3. L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

Afin de qualifier ces phénomènes dans le département du Doubs, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a réalisé une carte s'appuyant sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses de sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres.

Avant de construire dans les zones identifiées sur la carte d'aléa comme sensibles aux phénomènes de retrait-gonflement, il est vivement conseillé de faire procéder, par un bureau d'étude spécialisé, à une reconnaissance de sol qui doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes au droit de la parcelle.

Pour un projet de maison individuelle, il est recommandé :

- d'appliquer des mesures spécifiques préconisées par une étude de sol complémentaire,
- à défaut, d'appliquer des mesures qui visent d'une part à limiter les mouvements auxquels est soumis le bâti, et d'autre part à améliorer sa résistance à ces mouvements.

Ces mesures sont présentées sur la fiche " le retrait-gonflement des argiles " ci-jointe.

4. LE RISQUE SISMIQUE

Le nouveau zonage sismique de la France a été approuvé par les décrets n° 2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique, n° 2010-1255 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et par l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

L'arrêté du 22 octobre 2010 relatif aux bâtiments « à risque normal » spécifie les règles de construction parasismique applicables à compter du 1er mai 2011 :

- pour les bâtiments neufs, issues directement de l'Eurocode 8 ou de règles forfaitaires pour les maisons individuelles,
- pour les bâtiments existants, qui, s'ils font l'objet de certaines typologies de travaux sont soumis à ces mêmes règles modulées.

5. LA GESTION DES DECHETS INERTES DU BTP

Un plan de gestion départemental des déchets du BTP a été approuvé en 2003. L'objectif est de valoriser, trier, réduire la production de déchets du BTP, et d'organiser au mieux l'élimination des déchets ultimes (non valorisables).

Le secteur du BTP produit de grande quantités de déchets. Afin de minimiser les flux de déchets et éviter les dépôts sauvages, il est important d'offrir des solutions de proximité aux producteurs de déchets :

- sites de stockage temporaire, pour réutilisation future,
- sites de tri (déchetteries publiques ou professionnelles),
- sites de recyclage (ex : installations de concassage-criblage),
- sites d'élimination (incinération, stockage définitif).

D'une manière générale, il est de la responsabilité des collectivités de s'assurer que les déchets produits sur son territoire sont traités et le cas échéant éliminés, de manière satisfaisante et dans le respect de la réglementation. L'élaboration d'un document d'urbanisme est l'occasion pour une collectivité d'analyser la typologie des déchets produits, les quantités, les pratiques et les exutoires.

Le cas particulier du stockage de déchets inertes :

Les déchets du BTP sont en grande majorité inertes. Par ailleurs, le recours au au stockage des déchets inertes est à ce jour le mode de traitement le plus répandu. Ce stockage peut être effectué en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ou en carrière habilitée à stocker des déchets inertes en cours d'exploitation. Il faut rappeler que l'exploitation de « décharges d'inertes » sous l'autorité du maire est illicite depuis la mise en application de la réglementation ISDI en 2007.

A ce jour, les douze ISDI et la vingtaine de carrières habilitées du département permettent difficilement de satisfaire au principe de proximité évoqué ci-dessus. **La création d'ISDI publiques, à l'échelle de l'intercommunalité par exemple, est vivement encouragée.**

Dans les documents d'urbanisme, les collectivités doivent veiller à identifier les besoins en installations de stockage de déchets inertes. Le cas échéant, des implantations potentielles d'ISDI doivent être étudiées, en lien avec le service instructeur des ISDI, la DDT. Ces implantations potentielles pourront utilement être matérialisées sur un plan de zonage réglementaire, avec une réglementation adaptée.

Étude géologique et géotechnique préliminaire de site en milieu karstique

L'étude a pour objet d'examiner la structure géologique, hydrologique et géotechnique du sous-sol au regard des potentialités d'aménagement en construction.

Au regard du caractère karstique de la zone notamment les aménagements incluant des secteurs de dolines, l'étude doit intégrer la recherche d'anomalies structurales éventuelles en localisation d'aléas géologiques.

Pour rappel, la doctrine adoptée dans le département du Doubs interdit la construction, le comblement ou le remblaiement des dolines : à ce titre, les dolines doivent être conservées en l'état et être considérées comme élément fondateur du parti d'aménagement.

Objet de l'étude

L'étude géotechnique a pour objectif un devoir de résultat.

Le bureau d'études devra évaluer la position des phénomènes karstiques (doline, empoue, poche argileuse, vide, cavité, etc) et les positionner sur une carte de la zone étudiée. Le bureau d'études devra retranscrire l'ensemble des résultats sous la forme d'une carte des aléas, en identifiant les zones les plus sensibles aux phénomènes de mouvement de terrain (tassement différentiel, effondrement par soutirage, etc). Le résultat attendu est une carte des risques sur la zone étudiée permettant de définir les zones constructibles, inconstructibles et les dispositions constructives qui s'imposeront aux constructions futures.

Si des aménagements ont pour objectif d'utiliser les dolines ou cavités karstiques pour l'infiltration des eaux pluviales de toiture ou de voirie, des essais spécifiques devront être menés afin de vérifier leurs capacités d'infiltration et s'il n'y a pas de risque de soutirage des matériaux et de pollution du milieu souterrain.

Méthodologie

Le bureau d'études devra mettre en œuvre toutes les méthodes qu'il juge nécessaires et adaptées pour répondre à la problématique de constructibilité de ce secteur.

Aussi, le bureau d'études devra mener une analyse qui s'appuiera sur les étapes suivantes :

- l'examen des données bibliographiques et topographiques disponibles et une analyse morphologique du site, en vue de reconnaître les indices caractéristiques des phénomènes karstiques,
- une recherche préliminaire de la position de ces anomalies par une méthode de reconnaissances géophysiques adaptée (électromagnétique, résistivité du sol, etc). Ces mesures devront permettre de définir les zones d'anomalies, secteurs les plus sensibles (poche argileuse, vide éventuel, fissure ou faille présente) et pour lesquelles des dispositions constructives spécifiques s'avéreront indispensables. Il est important, pour les reconnaissances géophysiques, de compléter ces investigations par la réalisation d'un ou plusieurs sondages destructifs (pelle, tracto-pelle, sondeuse, etc.) ; ce(s) sondage(s) permettra(ont) de déterminer la nature des terrains et de caler la cote des interfaces,
- des sondages pour affiner la connaissance du site et de la géologie du sous-sol, par des méthodes classiques (pelle, tracto-pelle, sondeuse, etc).

Dans un premier temps, le bureau d'études devra établir une première carte des zones sensibles aux mouvements de terrain et préciser les secteurs pour lesquels des essais et/ou sondages complémentaires sont indispensables. Ainsi, le bureau d'études devra hiérarchiser des secteurs sous la forme d'une carte des aléas, en retenant le principe d'inconstructibilité des zones soumises aux aléas les plus forts.

Dans les autres secteurs sensibles définis comme constructibles (zone d'aléa moyen notamment), le bureau d'études concentrera les essais et sondages pénétrométriques et/ou pressiométriques afin de reconnaître le toit du substratum rocheux, évaluer la portance, les caractéristiques de résistance des sols utiles à la définition des dispositions constructives à mettre en œuvre.

En l'absence de réseaux publics d'évacuation des eaux pluviales (voirie, toiture) et si l'on envisage d'utiliser une doline ou une cavité karstique pour leur infiltration et/ou évacuation, le bureau d'études devra effectuer des mesures complémentaires destinées à :

- connaître le cheminement des eaux par une analyse hydrogéologique spécifique et si besoin, par des colorations complémentaires, notamment si le rejet peut avoir une incidence sur la ressource en eau (source, captage AEP),
- évaluer les capacités d'infiltration et éventuellement adapter le dispositif s'il y a insuffisance,
- évaluer les possibilités de soutirage des matériaux et son impact sur les enjeux avoisinants (risque d'effondrement, etc.),
- évaluer les risques de pollution du milieu souterrain.

À partir de ces éléments, le bureau d'études effectuera une analyse afin :

- d'établir une carte géotechnique avec localisation des anomalies structurelles éventuelles,
- d'examiner les problèmes et contraintes géotechniques du site au regard de l'aménagement envisagé,
- de définir les possibilités de constructibilité en adaptation des ouvrages (fondations, niveau bas),
- d'examiner les problèmes généraux de terrassement et de drainage,
- d'évaluer en cas de besoin les risques liés à l'infiltration des eaux pluviales dans le sous-sol (pollutions).

Documents à fournir

À l'issue des investigations, le bureau d'études devra remettre un rapport comprenant :

- une présentation de la localisation et la situation du site,
- une présentation de la méthodologie mise en œuvre,
- une présentation de la morphologie générale du site (état des lieux, topographie, hydrographie, etc),
- une analyse de la structure du sous-sol (contexte géologique et structural du sous-sol),
- une analyse hydrogéologique de la zone,
- une analyse des mesures effectuées, leur interprétation et leur transcription sous forme de cartographie des aléas,
- une analyse de ces aléas pour établir une carte des risques,
- une présentation des dispositions constructives à prévoir en fonction des zonages de risques établies (principe de fondation, drainage, mode de terrassements, précautions particulières, etc.)

La carte des risques devra faire apparaître les zones techniquement constructibles et inconstructibles le cas échéant. Les zones techniquement constructibles devront être distinguées en fonction des analyses menées et de l'importance des contraintes qui s'imposeront aux futures constructions.

En annexe devront figurer l'ensemble des résultats des mesures et des sondages (photographies, tableaux de mesures, sondage géologique, diagramme pénétrométrique et/ou pressiométrique, cartes, etc.).

Bordereau de prix

Prestation	Coût unitaire	Quantité	Coût total
• Prise de connaissance du site			
• Mise en évidence des anomalies karstiques • Méthodologie retenue • Nombre de mesures ***-- Un forfait n'est pas accepté --***			
• Sondages destructifs (pelle, sondeuse, etc.) • Méthode retenue ***-- Un forfait n'est pas accepté --***			
• Sondages pénétrométriques ***-- Un forfait n'est pas accepté --***			
• Sondages pressiométriques ***-- Un forfait n'est pas accepté --***			
• Analyse et interprétation des résultats			
• Analyse hydrogéologique			
• Essais de traçages, colorations			
• Essais d'infiltration ***-- Un forfait n'est pas accepté --***			
• Cartographie des aléas et des risques			
• Rédaction du rapport d'étude			
• Fourniture du rapport et annexes (y compris sous format numérique)			
		Total	

brgm Géosciences pour une Terre durable

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Basias

Inventaire historique de sites industriels et activités de service

Fiche détaillée : FRC2501862

Vous pouvez télécharger cette fiche au format ASCII.
Pour connaitre le cadre réglementaire de l'inventaire historique régional, consultez le préambule départemental.

Page précédente Fiche synthétique Aide pour l'export Exporter la fiche Préambule départemental

1 - IDENTIFICATION DU SITE

Indice départemental :	FRC2501862
Unité gestionnaire :	FRC
Créateur(s) de la fiche :	Service Franche-Comté
Date de création de la fiche :	07/07/1998
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) :	ROYET Pierre
Etat de connaissance :	Inventorié
Commentaire(s) :	N° dossier région FRC : 252254;

2 - CONSULTATION À PROPOS DU SITE

3 - LOCALISATION DU SITE

Première adresse :	"A Pré Dessus"
Dernière adresse :	"A Pré Dessus"
Code INSEE :	25442
Commune principale :	OYE-ET-PALLET (25442)

Projection :	**L.Zone (centroïde)**	**L2e (centroïde)**	**L93 (centroïde)**	**L2e (adresse)**
X (m) :				
Y (m) :				
Précision X,Y (m) :				
Altitude :				
Précision Z (m) :				

Carte géologique : PONTARLIER **Numéro :** 0557 **Huitième :** 7

Commentaire(s) : N° carte géol. : 557/7;

4 - PROPRIÉTÉ DU SITE

Propriétaires actuel(s) et ancien(s) :

Date de référence	Nom ou raison sociale	Type	Exploitant
	M ROYET Pierre		

Nombre de propriétaires actuels : ?

5 - ACTIVITÉ(S)

Etat d'occupation du site : Ne sait pas

Historique de(s) (l')activité(s) sur le site

N° ordre	Date début	Date fin	Code activité	Libellé de l'activité	Importance de l'activité	Groupe selon SEI	Origine de la date début	Référence du dossier	Autres informations
1	01/01/1111		G45.20	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)		3ième groupe		Cf Sources d'information; CODE ACTIVITE (selon classement FRC) : 3; CLASSE (selon dossier I.C.) : 3;	Année de l'Installation Classée (ICPE) : 1956; Surface (m2) notée dans dossier : 150;

Commentaire(s) : ACTIVITE DE L'ENTREPRISE : Garage; ACTIVITE LIEE A L'INSTALLATION CLASSEE : Garage; POLLUTION CONNUE : non;

6 - UTILISATION ET PROJET(S)

7 - ENVIRONNEMENT

9 - ETUDES ET ACTIONS

Sélection des sites	Test de sélection des sites	Date de première étude connue	Nature de la décision

10 - DOCUMENTS ASSOCIÉS

11 - BIBLIOGRAPHIE

Source(s) d'information : Cote d'archives = 171W24; SOURCE : Archives Départementales 25;

12 - Synthèse historique

brgm — Géosciences pour une Terre durable

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Basias

Inventaire historique de sites industriels et activités de service

Fiche détaillée : FRC2501863

Vous pouvez télécharger cette fiche au format ASCII.
Pour connaitre le cadre réglementaire de l'inventaire historique régional, consultez le préambule départemental.

Page précédente | Fiche synthétique | Aide pour l'export | Exporter la fiche | Préambule départemental

1 - IDENTIFICATION DU SITE

Indice départemental :	FRC2501863
Unité gestionnaire :	FRC
Créateur(s) de la fiche :	Service Franche-Comté
Date de création de la fiche :	07/07/1998
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) :	VIEILLE
Etat de connaissance :	Inventorié
Commentaire(s) :	N° dossier région FRC : 252255;

2 - CONSULTATION À PROPOS DU SITE

3 - LOCALISATION DU SITE

Première adresse :	"Sur la Rouille et Crêt du Pont" le long du Doubs
Dernière adresse :	"Sur la Rouille et Crêt du Pont" le long du Doubs
Code INSEE :	25442
Commune principale :	OYE-ET-PALLET (25442)

Projection :	**L.Zone (centroïde)**	**L2e (centroïde)**	**L93 (centroïde)**	**L2e (adresse)**
X (m) :				
Y (m) :				
Précision X,Y (m) :				
Altitude :				
Précision Z (m) :				

Carte géologique : PONTARLIER **Numéro :** 0557 **Huitième :** 7

Commentaire(s) : N° carte géol. : 557/7;

4 - PROPRIÉTÉ DU SITE

5 - ACTIVITÉ(S)

Etat d'occupation du site : Ne sait pas

Historique de(s) (l')activité(s) sur le site

N° ordre	Date début	Date fin	Code activité	Libellé de l'activité	Importance de l'activité	Groupe selon SEI	Origine de la date début	Référence du dossier	Autres informations
1	01/01/1111		C16.10	Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...		3ième groupe		Cf Sources d'information; CODE ACTIVITE (selon classement FRC) : 3; CLASSE (selon dossier I.C.) : 3;	Année de l'Installation Classée (ICPE) : 1952; Surface (m2) notée dans dossier : 200;

Commentaire(s) : ACTIVITE DE L'ENTREPRISE : Scierie; ACTIVITE LIEE A L'INSTALLATION CLASSEE : Atelier menuiserie; POLLUTION CONNUE : non;

6 - UTILISATION ET PROJET(S)

7 - ENVIRONNEMENT

9 - ETUDES ET ACTIONS

Sélection des sites	Test de sélection des sites	Date de première étude connue	Nature de la décision

10 - DOCUMENTS ASSOCIÉS

11 - BIBLIOGRAPHIE

Source(s) d'information : Cote d'archives = 171W24; SOURCE : Archives Départementales 25;

12 - Synthèse historique

ANNEXE 2 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE

SITE INSCRIT

Franche-Comté

ESPACE PROTEGE

LAC SAINT-POINT AUX GRANGETTES

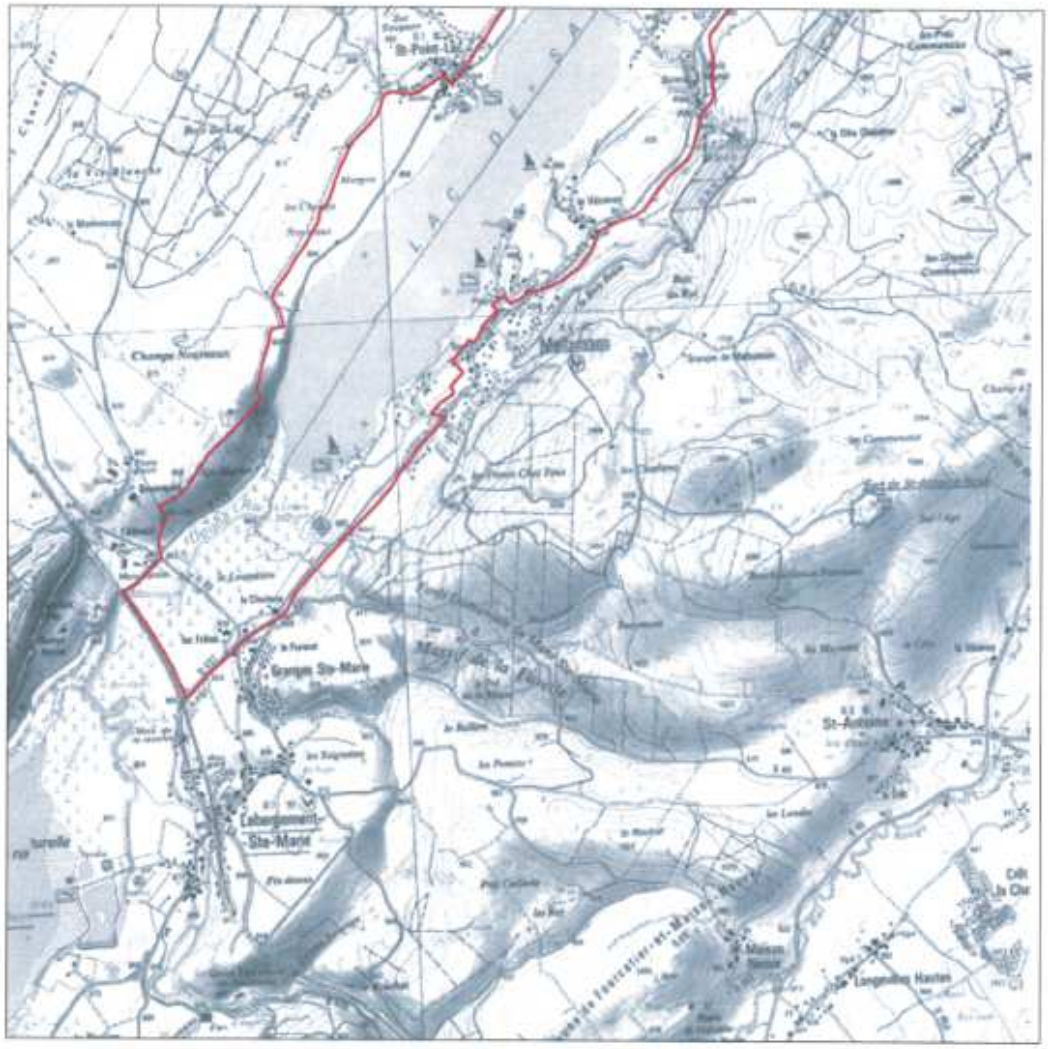


Date d'arrêté ou de décret : 28/10/1977

Surface : 1018.97 ha

Fiche éditée le : 20 novembre 2004

Commune : Labergement-Sainte-Marie, Les Grangettes, Malbuisson, Montperreux, Oye-et-Pallet, Saint-Point-Lac



© IGN - PARIS 1998 - SCAN25 ®

Pour une définition cadastrale du périmètre du site, il convient de se référer au texte réglementaire classant ou inscrivant le site. Le périmètre figurant sur cette carte n'est pas opposable aux tiers.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
FRANCHE-COMTÉ

Périmètre du site

SITE INSCRIT

DIREN de Franche-Comté - 5, rue du Général Sarrail - BP 137- 25014 Besançon CEDEX - Tél. 03.81.61.53.33 - diren@franche-comte.ecologie.gouv.fr

Franche-Comté

ESPACE PROTEGE

LAC SAINT-POINT AUX GRANGETTES



Date d'arrêté ou de décret : 28/10/1977

Surface : 1018.97 ha

Fiche éditée le : 20 novembre 2004

Commune : Labergement-Sainte-Marie, Les Grangettes, Malbuisson, Montperreux, Oye-et-Pallet, Saint-Point-Lac



© IGN - PARIS 1998 - SCAN25 ®

Pour une définition cadastrale du périmètre du site, il convient de se référer au texte réglementaire classant ou inscrivant le site. Le périmètre figurant sur cette carte n'est pas opposable aux tiers.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Périmètre du site

SITE INSCRIT

DIREN de Franche-Comté - 5, rue du Général Sarrail - BP 137- 25014 Besançon CEDEX - Tél. 03.81.61.53.33 - diren@franche-comte.ecologie.gouv.fr

SITE CLASSE

SITE CLASSÉ : RUISSEAU ET VALLÉE DE LA FONTAINE RONDE AUX HÔPITAUX-VIEUX

Date de classement : 23/05/1912

Typologie principale : VALLÉE ET SON COURS D'EAU

Surface calculée : 150,60 ha



DOUBS

TOUILLON-ET-LOUTELET
HOPITAUX-VIEUX
MONTPERREUX

Critère de classement : ARTISTIQUE

Site classé inclu : SOURCE DE LA FONTAINE RONDE A TOUILLON ET LOUTELET

Les travaux de percement du tunnel du Mont d'Or ont très certainement contribué à l'initiative de classement de ce site.

Extrait Rapport de la DIREN (1997)
« Il s'agit d'un site constitué par une vallée dont l'une des particularités est d'être fortement encaissée. Sur ces trois communes, le site comporte bien l'ensemble typologique et géographique (lit du ruisseau, les berges et l'ensemble des falaises) constituant la notion de pittoresque utilisée alors. »

1.Vallée à proximité de la Fontaine Ronde



FRANCHE COMTE

Préfecture de la Région de Franche Comté

Site classé : Ruisseau et Vallée de la Fontaine Ronde aux Hôpitaux-Vieux

LECTURE DU PAYSAGE

A une dizaine de kilomètres de Pontarlier, entre les Hôpitaux-Vieux et la Cluse et Mijoux, une vallée encaissée orientée Nord/Sud entaille le relief calcaire.

2. Fond de vallée et versants boisés



A mi-chemin, le ruisseau de la Fontaine Ronde emprunte ce corridor étroit, pour rejoindre directement en aval la vallée du Doubs, à hauteur de l'éperon de Joux.
Les autres sources et ruisseaux des Touillons, Saint Antoine et Hôpitaux Vieux sont détournés sur la vallée du Doubs bien plus en amont, à hauteur du lac de Saint-Point.
Le caractère rocheux des falaises n'est pas perceptible, la forêt enveloppant les flancs abrupts.

Le ruisseau issu de la source intermittente de Fontaine Ronde partage le faible espace du fond de vallée entre la route et une ancienne voie ferrée (en impasse)
La voie ferrée traverse la vallée en balcon, réduisant d'autant le fond de vallée.

3. Thalweg



Les perspectives sur le thalweg sont rares, la voie étant davantage caractérisée par un tunnel forestier.
La route nationale traverse également la séquence de la vallée sur l'autre versant, sans attention particulière pour ce site.

Seul, le promeneur curieux et persévérant pourra dénicher les lieux et ambiances choisies, là où la végétation permet au soleil d'atteindre le cœur du vallon.
La lumière est l'élément fondamental de ce paysage, très variable selon les saisons, multipliant ainsi les ambiances :

4. Ambiance forestière



En intersaison, les ombres portées sont allongées à l'extrême, mais la végétation lumineuse des arbres à feuilles caduques de l'automne et de début de printemps diffuse une clarté remarquable.
L'été, la vallée est un puit de lumière ciblé sur le thalweg, et gorgeant le lit du ruisseau, les tourbières et les berges d'une lumière élémentaire.

LISIBILITE
La lisibilité de l'entité géographique est bonne : la vallée encaissée du ruisseau de Fontaine Ronde se distingue des vallées voisines plus amples (lac de Saint Point, vallée du Bief rouge à Saint Antoine et Métabief). Elle emprunte un synclinal étroit, aux flancs boisés.
La lisibilité paysagère en revanche est moins évidente : les travaux de restructuration de la route nationale, les confortements de la voie ferrée, ont isolé le fond de vallée de son cadre pittoresque. Les perspectives sont peu nombreuses.

DYNAMIQUE

Absence de *plan de gestion*

Facteurs de changement :
- Les infrastructures routières concourent à l'EVITEMENT DU SITE
- Reconstruction de l'axe ferroviaire et de son usage (à vocation touristique toutefois) ont permis une APPROPRIATION DU SITE.

- Le promeneur est l'usager oublié.

Les travaux routiers de la RN 57 ont considérablement modifié la perception de la vallée et son « rythme » de découverte.
Depuis l'itinéraire routier, la Fontaine Ronde est peu accessible, la vallée traversée à grande vitesse ne montre plus son caractère pittoresque. La végétation des versants, la fermeture des perspectives font disparaître progressivement les caractères attachants de la vallée.

GESTION

Simplification des superpositions de protection : Redéfinir un périmètre pertinent pour davantage d'efficacité et de légitimité.
Plan de gestion à mener : Fédérer les actions de valorisation
Mesures de mise en valeur : Revaloriser la notion d'accueil touristique.
Gestion de la fréquentation : Ouvrir le site plus largement aux promeneurs, voire aux visiteurs « de passage » sur la RN 57.

5 à 7. Voie ferrée



6.



7.

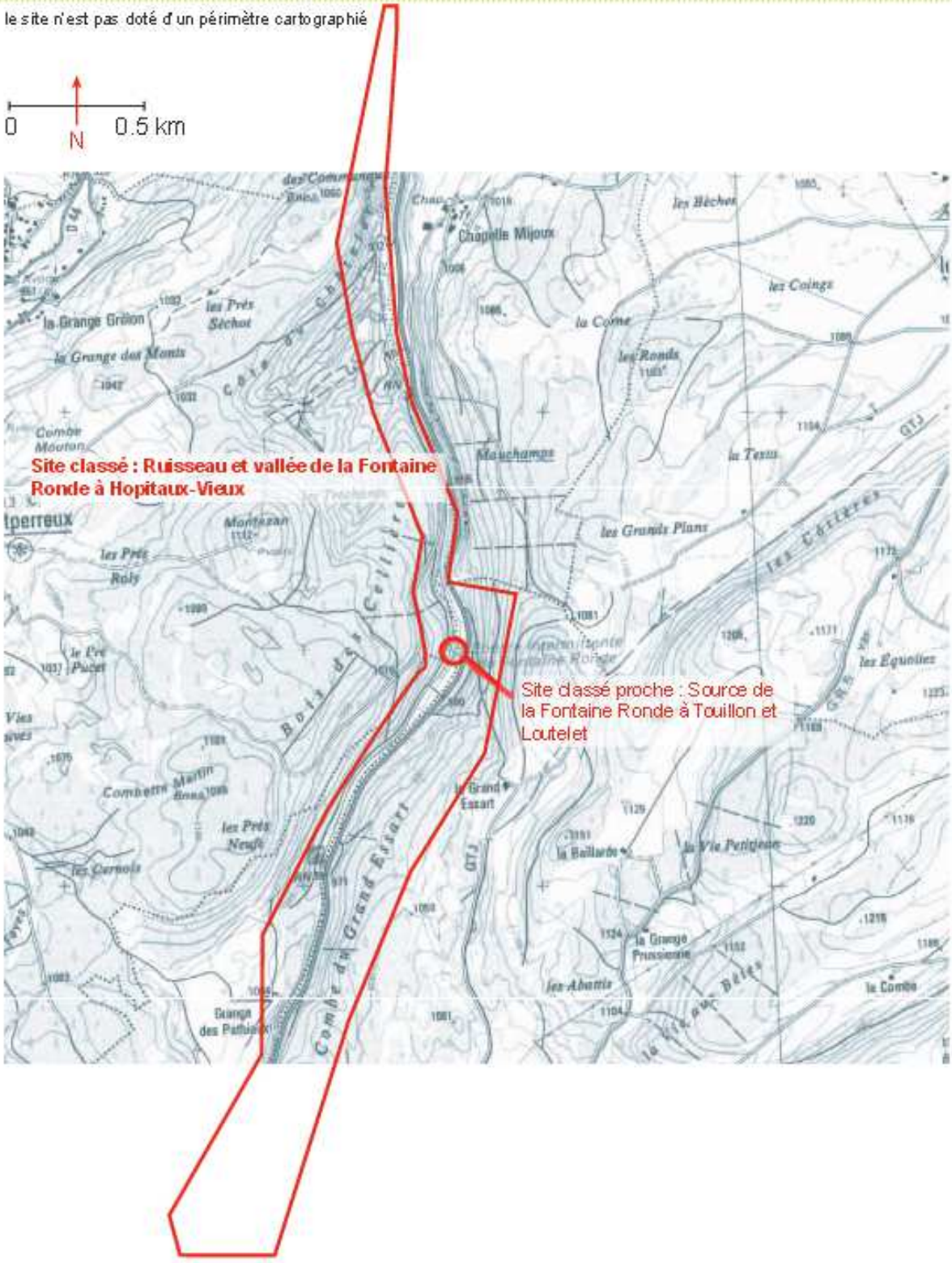


8. Route nationale



- Echelle métrique
- Légende : délimitation du site classé
- Sources : © SCAN25 - IGN - Paris 2010 ®
  Protocole MEDDTL- MAP- IGN 2010
  © DREAL FC/SEDAD/DIG/Besançon 2010

le site n'est pas doté d'un périmètre cartographié



SITE CLASSÉ : RUISSEAU ET VALLÉE DE LA FONTAINE RONDE AUX HÔPITAUX-VIEUX

DÉVELOPPEMENT LOCAL / Événement particulier

Tourisme et forte fréquentation du site en période estivale.
Chemin de fer touristique Pontarlier - Vallorbe

Un projet privé porté par l'association « Chemin de fer touristique Pontarlier Vallorbe », consiste à rétablir une voie ferrée supprimée dans les années 70 entre Pontarlier et Vallorbe. Le site est progressivement aménagé pour l'accueil des voyageurs du Train Touristique : buvette, gradins, lieu de démonstration de l'activité charbonnière... Les aménagements et animations associées sont typiquement opportunistes.

Ils permettent cependant de sortir de la confidentialité la Fontaine Ronde (accès peu aisé, circuit pédestre peu valeureux sur cette séquence..).

BILAN
L'enjeu principal de préservation au TITRE DES PAYSAGES repose bien sur la Fontaine Ronde, son contexte paysager (fond de vallée) et la mise en valeur des perspectives et de la découverte du lieu.

Bilan de la gestion et des actions proposées :
Une étude devrait pouvoir apporter des réponses opérationnelles et fonctionnelles aux dysfonctionnements constatés.
Programme :
- Redéfinition d'un périmètre de protection pertinent
- Elaborer un Plan de gestion pour fédérer les actions de valorisations. Mener des actions contre l'enfrichement, pour la préservation des caractéristiques hydrauliques du fond de vallée, et le maintien des perspectives.
- Nuancer la notion d'accueil touristique, avec davantage de sobriété et de qualité et ouvrir le site plus largement aux promeneurs, voire aux visiteurs « de passage » sur la RN 57.

9. Gare touristique, les quais



10. Gare touristique, accès à la Source



10. Gare touristique, accueil de groupes



11. Fond de Vallée



CREDIT PHOTOS
- photos n° 1 à 11 Yolande GUYOTON HESSOU

- Mise à jour 12/2010

FRANCHE COMTE

Préfecture de la Région de Franche Comté

DREAL FRANCHE COMTE - 17 e Alain Savary 25000 BESANCON - http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

NATURA 2000

COMPLEXE DE LA CLUSE-ET-MIJOUX

Département du Doubs
Altitudes : 839 – 1199 m
Surface indicative : 817 ha
Référence : FR4301299 - SIC

Communes concernées
La Cluse-et-Mijoux
Les Fourgs
Les Grangettes
Oye-et-Pallet

NATURE DU SITE

Tourbières hautes et basses – Forêts – Formations herbacées naturelles et semi-naturelles – Habitats d'eau douce – Habitats rocheux.

DESCRIPTION DU SITE - INTERET

Le village de la Cluse et Mijoux est situé au sein d'une cluse complexe. Ainsi, les voies de communication utilisent à la fois un val (d'Oye-et-Pallet au pont des Rosiers), l'accident de Pontarlier (au niveau du pont des Rosiers) et une demi cluse (un ruz) entre le Château de Joux et le fort du Larmont.

Au-delà de ce relief spectaculaire et caractéristique de la géologie jurassienne, le site regroupe plusieurs milieux naturels intéressants liés à la géomorphologie locale : la vallée du Doubs présente des tourbières et des prés humides s'observant de part et d'autre du château de Joux alors que les falaises et versants environnants sont colonisés par des groupements végétaux caractéristiques (forêts et pelouses).

Les tourbières et les marais attenants abritent des groupements végétaux rares en France, accompagnés d'espèces adaptées à l'engorgement des sols. Ce sont l'andromède, le rossolis à feuilles rondes, la valériane grecque et la laîche à long rhizome (toutes protégées). Ces milieux humides se situent dans la vallée du Doubs à partir de l'aval du lac Saint-Point, au Frambourg et au pied de la Roche Sarrasine.

Une tourbière est un biotope spécialisé qui engendre un écosystème particulier. Son microclimat a permis le développement d'espèces boréo-arctiques (espèces des régions nordiques de l'Europe). Les tourbières et les marais qui les enserrent sont d'importants réservoirs hydriques et jouent avec les marais qui les accompagnent un rôle régulateur dans la circulation complexe des eaux superficielles et souterraines de la région.

Dans le Massif du Jura, en altitude, les facteurs climatiques sont propices à l'installation de tourbières (forte pluviométrie, basses températures et absence de périodes sèches de longue durée). La genèse d'une tourbière y est datée de plus de 10 000 ans. A l'origine, les glaciers se sont retirés de la région et ont laissé place à des cuvettes imperméabilisées remplies d'eau. Progressivement ces plans d'eau se sont comblés et ont favorisé la formation de **bas-marais alcalins**. Le développement d'un réseau karstique et la présence de dolines permettant l'évacuation des eaux de ruissellement, induisent la création, au sein du bas-marais alcalin, d'îlots soustraits à l'influence des eaux carbonatées. Ces îlots, sous l'influence d'un climat froid, sont alors alimentés uniquement par les précipitations abondantes. Un milieu acide s'établit progressivement. La végétation se spécialise alors avec installation de sphaignes qui

Avril 2004- DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

constituent de vastes coussins bombés. Leur croissance en dôme et en cercles concentriques crée un ensemble qui s'épaissit et s'élargit progressivement en **tourbière bombée ou haut-marais acide** qui finit par évoluer jusqu'au stade climacique* : assèchement, installation des éricacées et quelques fois du pin à crochets. Il est rare que cette tourbière colonise tout le bas-marais alcalin, on parle alors de **tourbière mixte**. Un **marais de transition** très humide et riche en espèces se développe fréquemment au contact du bas marais alcalin et du haut-marais.

Les falaises et corniches de la Cluse, regroupent les conditions nécessaires à la mise en place de **pelouses sèches** submontagnardes à montagnardes. Il s'agit d'un type de végétation herbacée installée sur des milieux à degré nutritionnel plutôt faible et sur des sols généralement superficiels ; on parle également de prairies maigres. En Franche-Comté, de nombreux types de pelouses ont pu être mis en évidence. Les facteurs principaux de différenciation sont, d'une part, lié au climat (par exemple baisse des températures et pluviométrie accrue en altitude), d'autre part lié aux propriétés du sol déterminant la quantité d'eau et d'éléments nutritifs disponibles pour la croissance des plantes.

Les pelouses sèches peuvent être considérées comme de véritables "points chauds" de biodiversité car servant de refuge pour une flore et une faune adaptées aux conditions particulières qui définissent ces milieux (sécheresse chronique, exposition, toxicité du calcium, instabilité du substrat,...). La structure en mosaïque de certaines pelouses constitue également une originalité paysagère ; cette structure permet à de nombreuses espèces animales (insectes, reptiles, mammifères, oiseaux) d'y trouver "gîte et couvert".

Ces pelouses, assez peu fréquentes dans la région, localisées sur les vires et les corniches de calcaire compact où à altitude moindre, assurent la transition avec des milieux plus répandus de la chaîne jurassienne. Les anfractuosités des rochers humides accueillent des espèces discrètes et typiquement montagnardes : la sélaginelle et le botryche lunaire.

Ces différents milieux présentent aussi une faune d'une grande richesse :



Damier de la Succise *(photo de Bruno Tissot)*

- les pelouses thermophiles, submontagnardes et/ou montagnardes abritent de nombreux insectes d'affinité méditerranéenne. Un bel exemple en est fournis par les pelouses installées sur la côte dominant la route départementale 67 qui abritent de fortes populations d'un splendide papillon : l'apollon ;
- la diversité des peuplements de reptiles est élevée (lézard des murailles, lézard des souches, lézard vivipare et coronelle lisse), de nombreuses espèces protégés atteignant ici leur limite altitudinale ;
- enfin, rappelons que les falaises sont de bons sites de nidification pour de nombreuses espèces d'oiseaux protégés (faucon pèlerin, hibou grand duc...).

Les prairies montagnardes pâturées ou fauchées sont assez largement réparties : Montpetot, pied du Larmont, bordure de la RD437... Leur valeur écologique fluctue avec le niveau de fertilisation (la diversité floristique s'appauvrit avec l'augmentation de la fumure) et la présence de bosquets épars ou de haies, ces derniers accompagnant généralement les secteurs de pente. Ainsi au pied du Larmont (en allant aux Verrières), le hêtre se mêle à d'autres espèces de feuillus pour former de larges cordons boisés entre les pâturages ; ces cordons sont riches en espèces et jouent un rôle essentiel de corridor écologique.

Les forêts sont de 3 types : érablaies* et tiliaies* de ravins, hêtraies à dentaire et hêtraies sapinières.

Les forêts de ravins, caractérisées par l'érable, le tilleul et le frêne, occupent les pieds de falaise, les éboulis et les ravins à climat local frais. Ce type de forêt, peu fréquent dans le Haut-Doubs, est bien représenté dans le complexe de la Cluse. Les groupements les plus remarquables se situent au pied des corniches de la Fauconnière ainsi qu'en contrebas du Château de Joux et de façon clairsemée le long des escarpements rocheux surplombant la D67. Outre leur intérêt biologique (il s'agit d'un habitat naturel prioritaire au niveau européen), ces forêts jouent un rôle fondamental pour la protection des sols et des paysages. Il en est de même pour la

hêtraie à dentaire, situé au dessus du Fort du Larmont. Ce peuplement est quasi pur et occupe un sol frais et squelettique.

De moindre intérêt écologique, les autres peuplements forestiers sont pour la plupart des hêtraies-sapinières. Elles sont caractéristiques de l'étage montagnard. et les plus beaux exemples, traités en futaie type jardinée, sont observés en contrebas du Château de Joux et viennent en contact avec l'érablaie* de ravin. Hormis leur fonction de production, ces hêtraies-sapinières présentent avant tout un intérêt paysager. De façon indirecte, elles participent également au fonctionnement écologique du site.

En dépit de l'altération générale des eaux de la haute vallée du Doubs, **la qualité du Doubs et de ses petits affluents** demeure une des plus élevées du secteur. Cette remarque s'applique notamment à la diversité biologique et au représentant des groupes les plus sensibles à la pollution. Le peuplement de poissons est toujours en concordance avec le type écologique et présente une riche population de truite locale à robe barrée se reproduisant sur le tronçon.

Malgré quelques extractions anciennes de tourbe, quelques drainages et l'artificialisation d'un tronçon de la Morte (affluent du Doubs) l'état de conservation de l'ensemble de ce secteur reste exceptionnel et les atteintes demeurent faibles. Il est à noter enfin que quelques secteurs bénéficient d'une protection réglementaire du type arrêté de protection de biotope. Il s 'agit des falaises du Larmont et du Fort de Joux, des falaises de la Fauconnière, de la Roche Sarrasine et de l'anse de Fraichelin.

OBJECTIFS DE PRESERVATION A ATTEINDRE SUR LE SITE

- préserver les tourbières et plus généralement les zones humides
- maintenir ou rétablir de la qualité des eaux des ruisseaux et rivières
- préserver les corniches et les pelouses
- préserver les érablaies* et tiliaies* de ravin et les hêtraies à dentaire
- maintenir les autres peuplements forestiers
- conserver des ensembles de structure complexe intégrant des pelouses, des formations à genévriers et des forêts.



Lynx (photo de Bruno Tissot)

Avril 2004- DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

DONNÉES SUR LA RICHESSE DU SITE

Habitats naturels d'intérêt communautaire, inscrits à l'annexe I de la directive habitats:

Code	Habitat annexe I	* : prioritaire
3150	Lacs eutrophes* naturels avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition	
3260	Rivières des étages planitiaire* à montagnard avec végétation à renoncule	
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires	* sites d'orchidées remarquables
6430	Mégaphorbiaies* eutrophes*	
6520	Prairies de fauche de montagne	
7110	Tourbières hautes actives	*
7140	Tourbières de transition et tremblantes	
7230	Tourbières basses alcalines	
8130	Éboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles	
8160	Éboulis médio-européens calcaires	*
8210	Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique*	
9130	Hêtraies neutrophiles	
9180	Forêts de ravins à tilleul et érable	*
91D0	Tourbières boisées	*

Espèces animales inscrites à l'annexe II de la directive habitats :

Groupe	Nom français
Mammifères	Lynx boréal
Invertébrés	Damier de la succise

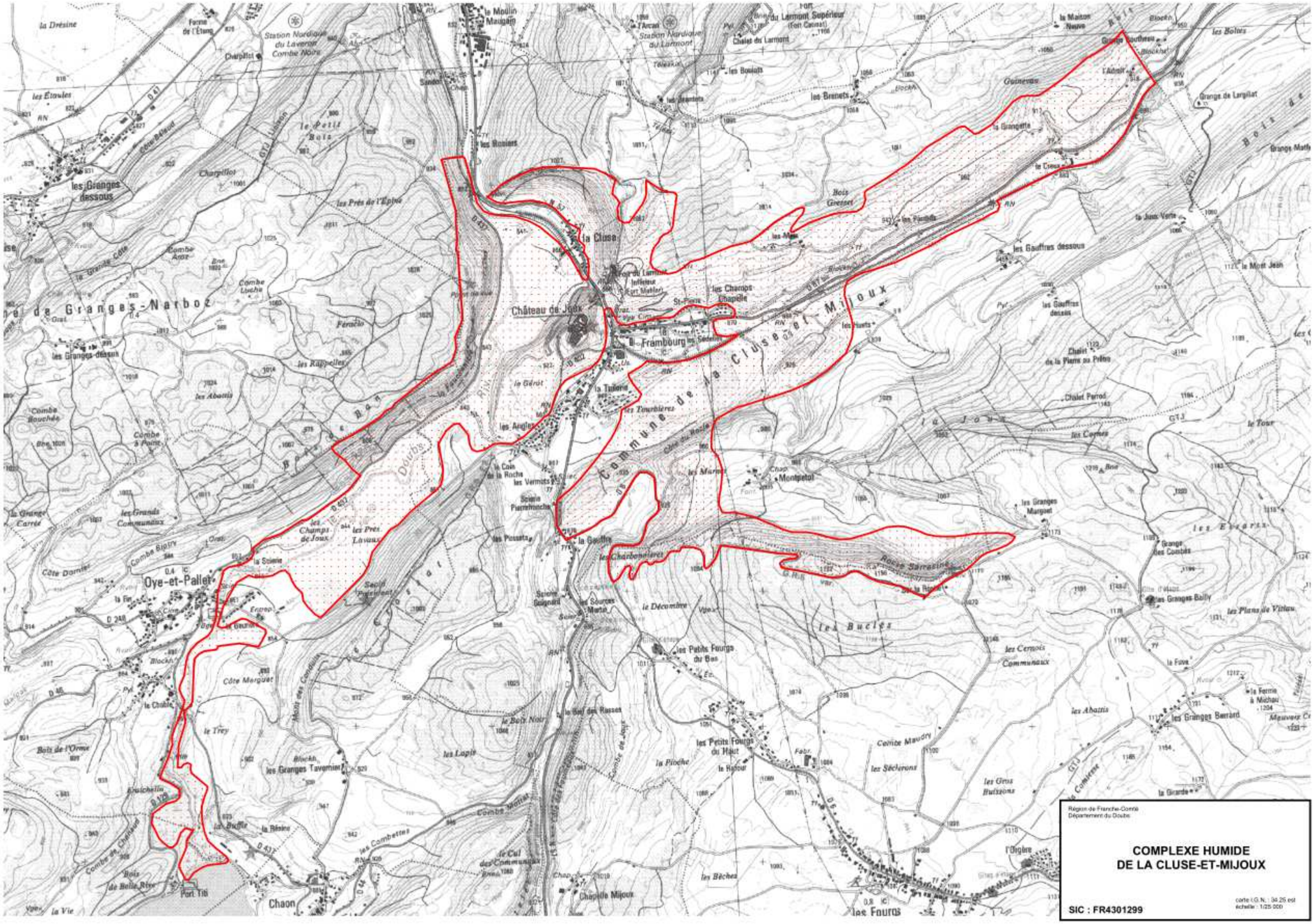
Pour mémoire, récapitulatif des espèces protégées remarquables sur le site

	Végétaux	Invertébrés	Oiseaux	Autres vertébrés
Niveau européen	/	1		
Niveau national	7	/		12
Niveau régional	2	/	/	/

GLOSSAIRE

Chasmophytique : *espèce végétale se développant dans les anfractuosités des parois rocheuses et des rochers*
Climacique *: stade d'équilibre d'un écosystème, relativement stable (du moins à l'échelle humaine), conditionné par les seuls facteurs climatiques et/ou édaphiques.*
Erablaie *: formation boisée des ravins constituée essentiellement d'érables*
Eutrophe *: riche en éléments nutritifs et à forte activité biologique.*
Mégaphorbiaie *: formation végétale de hautes herbes installée sur des sols humides et riches*
Thermophile *: se dit d'une plante qui croit de préférence dans des sites ensoleillés et chauds..*
Tiliaie *: formation boisée des ravins constituée essentiellement de tilleuls.*
Planitiaire *: de la plaine.*

Avril 2004- DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX


Région de Franche-Comté
Département du Doubs
COMPLEXE HUMIDE
DE LA CLUSE-ET-MIJOUX
SIC : FR4301299
carte I.G.N. : 34.25 est
échelle : 1/25 000
Oye-et-Pallet
Chaon
Château de Joux
Frambourg
la Cluse
les Granges dessous
les Granges-dessus
les Granges Tavornier
les Granges Margot
les Granges Berrard
les Granges-Bailly
les Fourgs
Montpetol
Chapelle Mijoux
Port Tib
la Scierie
les Rosiers
les Champs Chapelle
les Gauffres dessous
les Petits Fourgs du Bas
les Petits Fourgs du Haut
les Bucles
les Abattis
les Sécherons
les Gros Buissons
les Cernois Communaux
les Etangs
Roche Sarrasine
Commune de la Cluse et Mijoux

LAC ET TOURBIERES DE MALPAS, LES PRES PARTOT ET LE BIEF BELIN

Département du Doubs

Altitudes : 871 – 940 m

Surface indicative : 154 ha

Référence : FR4301284

4 communes concernées :

Malpas
Oye et Pallet
La Planée
Vaux-et-Chantegrue

NATURE DU SITE

Tourbières hautes et basses – Formations herbacées naturelles et semi-naturelles – Forêts – Habitats d'eaux douces.

DESCRIPTION DU SITE - INTERET

Ce secteur est riche du lac de Malpas, de sa tourbière, de celle des Prés-Partot des Bief Belin et Malpas. Situé à l'ouest du lac de Saint-Point, il appartient à un synclinal qui s'étend entre La Planée et Malpas. Celui-ci est limité, à l'ouest par la Montagne du Laveron et, à l'est, par un petit anticlinal où s'est installé le bois du Chablay. Le synclinal, dont le sous sol est calcaire, est encombré par des alluvions d'origine glaciaire et fluvioglaciaire où se sont installés des milieux humides (lac, tourbières...). Le réseau de surface se dirige vers le nord-est par le Bief de Malpas et vers le sud-ouest par le Bief Belin.

Une tourbière est un biotope spécialisé qui engendre un écosystème particulier. Son microclimat a permis le développement d'espèces boréo-arctiques (espèces des régions nordiques de l'Europe). Les tourbières sont d'importants réservoirs hydriques et jouent avec les marais qui les accompagnent un rôle régulateur dans la circulation complexe des eaux superficielles et souterraines de la région.

Dans le Massif du Jura, en altitude, les facteurs climatiques sont propices à l'installation de tourbières (forte pluviométrie, basses températures et absence de périodes sèches de longue durée). La genèse d'une tourbière y est datée de plus de 10 000 ans. A l'origine, les glaciers se sont retirés de la région et ont laissé place à des cuvettes imperméabilisées remplies d'eau. Progressivement ces plans d'eau se sont comblés et ont favorisé la formation de **bas-marais alcalins** il y a 6000 ans. Le développement d'un réseau karstique et la proximité de dolines permettant l'évacuation des eaux de ruissellement, induisent la création, au sein du bas-marais alcalin, d'îlots soustraits à

Septembre 2003 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

l'influence des eaux carbonatées. Ces îlots, sous l'influence d'un climat froid, sont alors alimentés uniquement par les précipitations abondantes. Un milieu acide s'établit progressivement. La végétation se spécialise alors avec installation de sphaignes qui constituent de vastes coussins bombés. Leur croissance en dôme et en cercles concentriques crée un ensemble qui s'épaissit et s'élargit progressivement en **tourbière bombée ou haut-marais acide** qui finit par évoluer jusqu'au stade* climacique : assèchement, installation des éricacées et quelques fois du pin à crochets. Il est rare que cette tourbière colonise tout le bas-marais alcalin, on parle alors de **tourbière mixte**. Un **marais de transition** très humide et riche en espèces se développe fréquemment au contact du bas marais alcalin et du haut-marais.

Les "Près Partot" illustrent ce type de formation et présentent une flore particulièrement intéressante et riche formée de nombreuses espèces remarquables, adaptées à ce milieu original. Ce sont par exemple, la laîche des bourbiers, les rossolis ou encore la primevère farineuse. Plusieurs drains et fossés ont été creusés au sud-ouest et l'exploitation de la tourbe aux Prés Partot a entraîné la disparition des bombements typiques du haut-marais.

Comme pour la tourbière des Trouillots aux Pontets, **la tourbière de Malpas** offre un bel exemple de genèse d'une tourbière acide (haut-marais) à partir d'un bas-marais alcalin et d'un radeau flottant qui colonise le plan d'eau. Actuellement, la roselière progresse rapidement vers le centre du lac de Malpas. La régression de la surface d'eau libre est accompagnée par celle de la faune piscicole de même que la nature des eaux est fortement influencée par le contexte tourbeux et acide dans lequel se situe le lac. Dans ce cas particulier, les radeaux flottants envahissent petit à petit le plan d'eau et convergent vers le centre. Ils sont colonisés à leur tour par les sphaignes qui forment d'abord des îlots puis un véritable tapis. Hormis le développement de groupements végétaux rares, voire disparus en France, on y trouve une flore exceptionnelle : 8 espèces protégées au niveau national (dont la très rare laîche à long rhizome) et 1 bénéficiant d'une protection régionale.

Le Bief Belin, le bief de Malpas et leur vallée sont également un élément essentiel du site. Ainsi, le Bief Belin constitue le réservoir faunistique et pépinière du Drugeon. Il présente une qualité optimale des eaux, une grande diversité d'invertébrés polluo-sensibles (c'est à dire sensibles à la pollution) et des frayères à truite. Le Bief de Malpas montre des potentialités analogues. Tous deux s'écoulent dans des prairies humides et des prairies de fauche montagnardes présentant une flore abondamment colorée restée originale.

OBJECTIFS DE PRESERVATION A ATTEINDRE SUR LE SITE

- préserver les tourbières et plus généralement les zones humides
- préserver la qualité des eaux des ruisseaux.

Septembre 2003 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

DONNÉES SUR LA RICHESSE DU SITE

Habitats naturels d'intérêt communautaire, inscrits à l'annexe I de la directive habitats:

Code	Habitat annexe I	* : prioritaire
3160	Lacs dystrophes*	
3260	Rivières des étages planitiaire* à montagnard avec végétation à renoncule	
6430	Mégaphorbiaies* eutrophes*	
6520	Prairies de fauche de montagne	
7110	Tourbières hautes actives	*
7140	Tourbières de transition et tremblantes	
7230	Tourbières basses alcalines	
91D0	Tourbières boisées	*

Espèces animales ou végétales inscrites à l'annexe II de la directive habitats : néant.

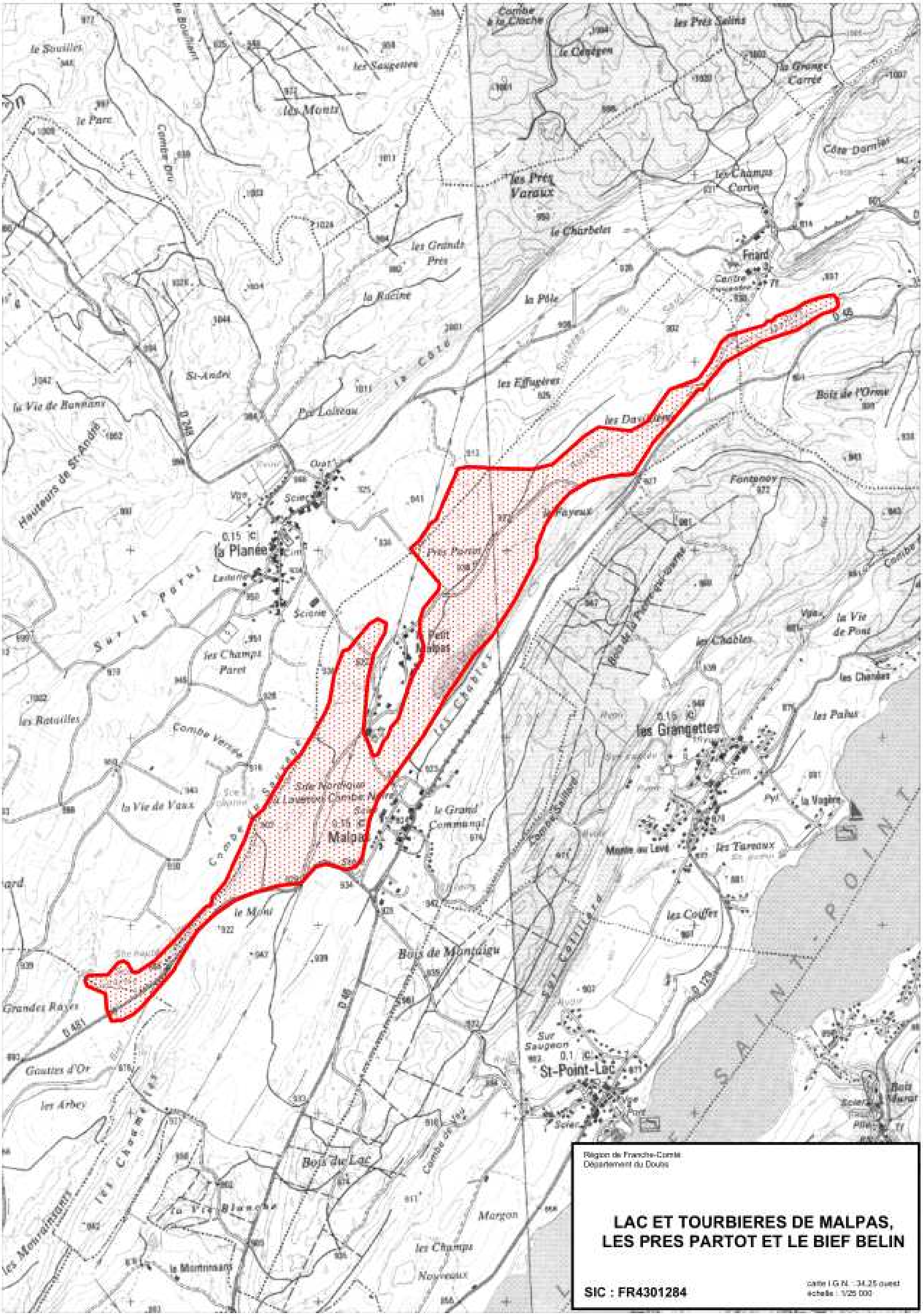
Pour mémoire, récapitulatif des espèces protégées remarquables sur le site

	Végétaux	Invertébrés	Oiseaux	Autres vertébrés
Niveau européen	/	/		
Niveau national	7	1		2
Niveau régional	5	/	/	/

GLOSSAIRE

Dystrophe : *présentant un certain déséquilibre dans les transferts d'éléments nutritifs.*
Eutrophe : *riche en éléments nutritifs et à forte activité biologique.*
Mégaphorbiaie : *formation végétale à hautes herbes sur sols humides et riches.*
Planitiaire : *de la plaine.*
Stade climacique : *stade d'équilibre d'un écosystème, stable à l'échelle humaine.*

Septembre 2003 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX


Région de Franche-Comté
Département du Doubs
LAC ET TOURBIERES DE MALPAS,
LES PRES PARTOT ET LE BIEF BELIN
SIC : FR4301284

Dispositions de l'article R 123-2-1 du code de l'urbanisme relatives à la démarche de l'évaluation environnementale

Article R*123-2-1

Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en oeuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R. 123-23-1, R. 123-23-2, R. 123-23-3 et R. 123-23-4, du plan local d'urbanisme, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

ZNIEFF

ZNIEFF n° : 00000131 « Lac de Saint-Point et zones humides environnantes » (21 pages)

ZNIEFF n° : 00000107 « Lac, tourbière et zones humides de Malpas » (44 pages)

ZNIEFF n° : 00000108 « Bief Belin, ruisseau du Saut et zones humides associées » (11 pages)

ZNIEFF n° : 00000126 « Plaine du Doubs entre Saint-Point et Pontarlier » (15 pages)

ZNIEFF n° : 00230002 « La Fauconnière » (7 pages)

ZNIEFF n° : 00230000 « Montagne du Laveron » (16 pages)

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

LAC DE SAINT-POINT ET ZONES HUMIDES ENVIRONNANTES



ZNIEFF n° : 00000131
Numéro SPN : 430002307
Surface : 535,12 ha
Altitude : 846 - 870 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 09/09/2009

Validation CSRPN : 15/10/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : Les Grangettes, Labergement-Sainte-Marie, Malbuisson, Montperreux, Oye-et-Pallet, Saint-Point-Lac



Contour de la ZNIEFF

N

0 0,5 1 km
kilomètres

© IGN SCAN25 2012

ZNIEFF DE TYPE I

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
FRANCHE-COMTÉ

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 29/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE
Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE
Code régional : 00000131 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL
430002307

3-NOM DE LA ZONE

LAC SAINT-POINT ET ZONES HUMIDES ENVIRONNANTES

4-ANNÉE DE DESCRIPTION
01/01/1984
ANNÉE DE MISE A JOUR
09/09/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Montperreux (25405)
- Oye-et-Pallet (25442)
- Saint-Point-Lac (25525)
- Grangettes (25295)
- Labergement-Sainte-Marie (25320)
- Malbuisson (25361)

b) Altitude(s): 846 m à 870 m.

c) Superficie: 536 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002307	22.4	Végétations aquatiques			
430002307	22.421	Groupements de grands potamots	CBN-FC		2006
430002307	22.43	Végétations enracinées flottantes	Adriaens A.		1999
430002307	22.431	Tapis flottant de végétaux à grandes feuilles	CBN-FC		2006
430002307	22.44	Tapis immergés de characées			
430002307	22.441	Tapis de chara	CBN-FC		2006
430002307	24.44	Végétation des rivières eutrophes	CBN-FC		1999 à 2005
430002307	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées	CBN-FC		2006
430002307	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002307	37.212	Prairies humides à trolle et cirse des ruisseaux	CBN-FC		2005
430002307	37.311	Prairies à molinie sur calcaires	CBN-FC		2005
430002307	37.714	Communautés riveraines à pétasites	CBN-FC		2006
430002307	44.2	Galeries d'aulnes blancs	CBN-FC		2006
430002307	54.23	Tourbières basses à carex davalliana	CBN-FC		1999 à 2005

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002307	22.12	Eaux mésotrophes			
430002307	22.13	Eaux eutrophes	CBN-FC		2006
430002307	22.14	Eaux dystrophes	CBN-FC		2006
430002307	22.42	Végétations enracinées immergées	CBN-FC		2006
430002307	22.422	Groupements de petits potamots	CBN-FC		2006
430002307	24.12	Zone à truites			
430002307	37.7	Lisières humides à grandes herbes	Adriaens A.		1999
430002307	37.71	Voiles des cours d'eau	CBN-FC		2006
430002307	38	Prairies mésophiles	Adriaens A.		1999
430002307	38.11	Pâturages continus	Adriaens A.		1999

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

430002307	44.1	Formations riveraines de saules	Adriaens A.		1999
430002307	44.9	Bois marécageux d'aulne, de saule et de myrte des marais			
430002307	44.923	Saussaies marécageuses à saule laurier	CBN-FC		2006
430002307	53.1	Roselières	CBN-FC		2006
430002307	53.11	Phragmitaies	Adriaens A.		1999
430002307	53.111	Phragmitaies inondées	CBN-FC		2006
430002307	53.12	Scirpaies lacustres	CBN-FC		2006
430002307	53.13	Typhaies	CBN-FC		2006
430002307	53.147	Communautés de prêles d'eau	CBN-FC		2006
430002307	53.15	Végétation à glyceria maxima	CBN-FC		2006
430002307	53.2	Communautés à grandes laîches			
430002307	53.2121	Cariçaies à laîche aiguë	CBN-FC		2006
430002307	53.2141	Cariçaies à carex rostrata	CBN-FC		2006
430002307	53.2151	Cariçaies à carex elata	CBN-FC		2006
430002307	54	Bas-marais, tourbières de transition et sources			
430002307	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			
430002307	54.4	Bas-marais acides			
430002307	54.59	Radeaux à menyanthes trifoliata et potentilla palustris	CBN-FC		2006
430002307	84	Alignements d'arbres, haies, petits bois, bocage, parcs	CBN-FC		2006

c) Milieux périphériques

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE)*	*Surface : Surface indicative en %*		*Observation : Période d'observation*		
430002307	38.1	Pâtures mésophiles			
430002307	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002307	4	Forets			
430002307	81	Prairies améliorées			
430002307	86.2	Villages			

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 23 Rivière, fleuve - 32 Lac - 66 Montagne

b) Activités humaines

- 04 Pêche - 07 Tourisme et loisirs - 09 Urbanisation discontinue, agglomération

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique) - 20 Collectivité territoriale - 60 Domaine de l'état

d) Mesures de protection

- 31 Site inscrit selon la loi de 1930 - 38 Arrêté Préfectoral de Biotope

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)
- ZPS (Directive Oiseaux)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 110 Habitat humain, zones urbanisées - 131 Route - 160 Equipements sportifs et de loisirs - 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 610 Sports et loisirs de plein-air - 620 Chasse - 630 Pêche

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 23 Poissons - 30 Floristique - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 44 Auto-épuration des eaux - 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 62 Etapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

- 81 Paysager

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Faible	Faible	Faible	Moyen	Bon	Moyen	Bon	Bon	Bon	Faible	Moyen	Nulle	Nulle	Faible

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 04 Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

Au sud de Pontarlier, le lac Saint-Point, traversé par le Doubs, s'étire sur une longueur de près de 7 kilomètres à 849 mètres d'altitude. Il occupe une vaste dépression longitudinale au sein d'un synclinal crétacé. Le fond de cette cuvette est tapissé de dépôts glaciaires et fluvio-glaciaires jusqu'à la base des collines, alors que les deux extrémités du lac comportent des alluvions récentes du Doubs.

Le vaste complexe du lac Saint-Point rassemble différents types de milieux humides, offrant une grande qualité paysagère : marais, prairies, roselières, saulaies... Cette diversité est à l'origine de la grande richesse biologique de cette zone.

La végétation aquatique est constituée de tapis de characées, de groupements de potamots (potamots pectiné et à feuilles mucronées) et de nénuphars (nénuphar jaune). La végétation du littoral s'organise en ceintures selon la topographie (gradient hydrique) et la granulométrie. De l'intérieur vers l'extérieur, s'étagent des roselières à scirpe lacustre ou à phragmite (roseau), des cariçaies à grandes laîches, puis des mégaphorbiaies montagnardes, formations de hautes herbes à aconit napel, polémoine bleue et renouée bistorte. Leur extension est maximale à l'amont et à l'aval (anse de Fraichelin), ainsi que le long de la rive ouest du lac. L'extension des prairies humides, oligotrophes ou eutrophes, est limitée par la topographie. Des groupements ligneux (saulaie ou aulnaie-frênaie), sous forme de haies ou de bosquets, apportent une diversification de structure intéressante sur le plan écologique. En aval du lac se développent des groupements de bas-marais alcalin à trèfle d'eau et laîche paniculée. Parmi les plantes les plus remarquables, on peut noter la grande douve et la polémoine bleue, protégées à l'échelon national, ainsi que les potamots à feuilles mucronées et à feuilles de graminées, la fritillaire pintade, le séneçon à feuilles spatulées et le rubanier nain. Ces quatre dernières espèces bénéficient d'une protection au plan régional.

La faune contribue également à la valeur biologique du site, lequel offre un intérêt régional pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau en relation avec le lac de Remoray et le Bassin du Drugeon. Il abrite, en outre, divers amphibiens (grenouille rousse, tritons alpestre et palmé) et le lézard vivipare.

Sur le plan piscicole, plusieurs espèces sont remarquables comme le corégone, la truite fario ou le brochet pour lequel les ceintures de grands hélophytes constituent des biotopes favorables à la reproduction. Enfin, les communautés riches en plantes à fleurs sont favorables à l'alimentation des insectes floricoles : le fadet des tourbières, espèce de papillon en forte régression, fréquente le bas-marais au nord du lac.

STATUT DE PROTECTION

Le lac Saint-Point bénéficie de plusieurs mesures de protection réglementaires : en raison de son intérêt écologique et paysager, ce site est classé selon la loi de 1930. L'objectif principal du classement est de maintenir le site en l'état, en garantissant son intégrité vis-à-vis d'opérations d'urbanisme, d'aménagement ou de certaines activités susceptibles de lui porter atteinte. Afin d'assurer la préservation des espèces protégées, le site bénéficie en outre d'une protection par arrêté préfectoral de biotope.

OBJECTIFS DE PRESERVATION

Autrefois voué exclusivement à la pêche, le lac Saint-Point a été peu à peu très convoité pour le développement touristique. D'où une extension anarchique d'aménagements qui ont déjà considérablement morcelé les ceintures végétales du plan d'eau. Aussi est-il particulièrement recommandé de sauvegarder les étendues continues qui bordent encore le lac en différents endroits.
Il convient d'autre part d'éviter toute opération de drainage et de limiter les épandages d'engrais dans les prairies voisines : un enrichissement du milieu pourrait amener la disparition des espèces caractéristiques et nuire à la qualité des eaux du lac. De même, les eaux du Doubs étant source d'apports organiques et minéraux, il convient de maîtriser les effluents domestiques en amont.

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- 22.13 = Utricularietum neglectae
Herbier immergé à Schoenoplectus lacustris f. submersa = 22.42
Herbier immergé à Hippuris vulgaris f. submersa = 22.42
22.421 = Potamogetonetum lucentis µ+ Gpmt à Potamogeton x zizii (d)
22.422 = Groupement à Potamogeton friesii et P. pectinatus, variante à E. nuttalii + Formation à Ranunculus circinnatus et E. nuttalii + Peuplement de Potamogeton pectinatus
22.43 = Nymphaeion albae
22.4311 = Myriophyllo-Nupharetum, forme basale et variantes
22.4314 = Potamogetum natantis
22.441 = Groupement à Chara contraria et C. jurensis + Charetum strigosae + Charetum hispidae + Gpmt à Chara delicatula
24.44 = Batrachion fluitantis
37.1 (d) = Aconito napelli - Filipenduletum ulmariae (différents facies)
37.212 = Trollio europaei - Cirsietum rivularis + Trollio europaei - Cirsietum rivularis colchicetosum
37.311 = Trollio europaei - Mollinietum caeruleae
37.71 = peuplement de Fallopia japonica
37.714 = Petasition officinalis
38 = Alchemillo monticolae - Brometum horderacei
38.11 = Cynosurion cristati
44.2 (d) = Alnion incanae
44.921 = Salicetum pentandro-cinereae
44.923 = Salicetum pentandro - cinereae
53.1 = Scirpo-Phragmitetum
53.111 = Phragmitetum australis
53.12 = Scirpetum lacustris + Peuplements diffus de Schoenoplectus + Phragmitetum australis + Phragmitetum communis
53.13 = Typhetum latifoliae
53.147 = Equisetum fluviatilis
53.15 = Glycerietum maximae
53.2121 = Caricetum gracilis + à facies a Phalaris arundinacea + à facies à Phragmites australis
53.2141 = Caricetum rostratae
53.2151 = Caricetum elatae + faciès à Phragmites australis
54.23 = Caricetum davallianae
54.59 = Radeau à Menyanthes
trifoliata
84 = haies et bois mésophiles

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	CBNFC	0	

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.
Bibliographie	COLLECTIF	1979	Etude écologique des lac Sanit-Point et Remoray. Rapport Labo Hydrobio Beasançon
Bibliographie	Adriaens A.	1999	Etude des habitats naturels du complexe de la Cluse-et-Mijoux, zone ouest. Rapport d'étude. Espace Nature, bureau d'Ecologie. 48p. + annexes.
Bibliographie	Ferrez Y. et Guyonneau J.	2005	Connaissance de la flore rare ou menacée de Franche-Comté, Carex cespitosa L. . Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 16p.
Inventeur	Cosson E.		
Inventeur	Morcrette P.		
Inventeur	Cosson E. et Morcrette P	1999	
Inventeur	Bailly G. et Houde C.		
Inventeur	Verneaux J.		
Bibliographie	Verneaux J.	1972	Faune dulçaquicole de Franche-Comté. Le bassin du Doubs (Massif du Jura). Cinquième partie : les Odonates. Annales scientifiques de l'Université de Besançon. 3° série - Zoologie, Physiologie et Biologie animale, fasc. 8, p. 15-20.
Inventeur	Adriaens A.		
Bibliographie	Bailly G., Ferrez Y., Guyonneau J. et Schäfer O.	2007	Etude et cartographie de la flore et de la végétation de dix lacs du massif jurassien. Petit et Grands lacs de Clairvaux (Jura), lac du Vernois (Jura), lac du Fioget (Jura), lac de Malpas (Doubs), lac de Remoray (Doubs), lac de Saint-Point (Doubs), lacs de Bellefontaine et des Mortes (Jura et Doubs) et lac des Rousses (Jura). Conservatoire Botanique de Franche-Comté. 132 p + annexes
Inventeur	CBN-FC		
Inventeur	Guyonneau J.		
Inventeur	Bailly G. et Maraux C.		

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000131 / Zone de type 1**	**LAC SAINT-POINT ET ZONES HUMIDES ENVIRONNANTES**	**430002307**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002307	65425	Aeshna juncea (Linnaeus, 1758)							1912
430002307	88420	Carex cespitosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Morcrette P.		7		1999
430002307	89316	Catabrosa aquatica (L.) P.Beauv., 1812		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)		• Reproduction certaine ou probable	Adriaens A.				1999
430002307	67862	Coregonus lavaretus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	94833	Dianthus superbus L., 1755		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2006
430002307	67606	Esox lucius Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	98977	Fritillaria meleagris L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	104532	Knautia godetii Reut., 1857			Guyonneau J.				2006
430002307	105441	Lemna trisulca L., 1753			Bailly G. et Maraux C.				2006
430002307	65214	Lestes dryas Kirby, 1890			Verneaux J.				1972
430002307	219753	Lycaena hippothoe (Linnaeus, 1761)			Adriaens A.				1999
430002307	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	109744	Nuphar x spenneriana Gaudin, 1828			Bailly G. et Houde C.				2006
430002307	114480	Polemonium caeruleum L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1997 à 2006
430002307	115256	Potamogeton friesii Rupr., 1845			Bailly G. et Maraux C.				2006

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2a

430002307	115258	Potamogeton gramineus L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	115286	Potamogeton obtusifolius Mert. & W.D.J.Koch, 1823		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	115363	Potamogeton x nitens Weber, 1787		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	115384	Potamogeton x zizii W.D.J.Koch ex Roth, 1827		• Reproduction certaine ou probable	Bailly G. et Maraux C.				à 2006
430002307	117096	Ranunculus lingua L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				à 2006
430002307	120135	Salix myrsinifolia Salisb., 1796			Guyonneau J.				2006
430002307	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	122722	Senecio spathulifolius (C.C.Gmel.) Griess.		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840		• Reproduction certaine ou probable	Bailly G. et Houde C.				à 2006
430002307	128315	Utricularia minor L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	CBNFC				2006

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002307	20010	Ablabesmyia longistyla							
430002307	20011	Ablabesmyia monilis (Linnaeus, 1758)							
430002307	20012	Ablabesmyia phatta (Egger, 1863)							
430002307	2891	Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	80037	Aconitum napellus L., 1753							
430002307	80055	Aconitum pyramidale sensu P.Fourn., 1936							
430002307	80057	Aconitum pyrenaicum L.							
430002307	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	4195	Acrocephalus scirpaceus (Hermann, 1804)		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	309395	Aeshna viridis Eversmann, 1836							
430002307	53754	Aglais urticae (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002307	78861	Agraylea multipunctata Curtis, 1834							
430002307	79024	Agrypnia pagetana Curtis, 1835							
430002307		Alisma plantago							
430002307	81569	Alnus glutinosa (L.) Gaertn., 1790							
430002307	79072	Anabolia nervosa (Curtis, 1834)							
430002307	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
430002307	64456	Anodonta cygnea (Linnaeus, 1758)							
430002307		Aphanizomenon flos-aquae							
430002307	219799	Aphantopus hyperantus (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002307	64111	Armiger crista (Linnaeus, 1758)							
430002307	84203	Arundo phragmites L., 1753							
430002307	74710	Asterionella formosa Hassall							
430002307	79075	Athripsodes alboguttatus							
430002307	79077	Athripsodes aterrimus (Stephens, 1836)							
430002307	79078	Athripsodes bilineatus (Linnaeus, 1758)							
430002307	79079	Athripsodes cinereus (Curtis, 1834)							
430002307	79081	Athripsodes dissimilis							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

430002307	741	Aulodrilus pluriseta (Piguet, 1906)							
430002307	28950	Baetis rhodani (Pictet, 1843)							
430002307	53915	Brenthis ino (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002307		Brillia modesta							
430002307	259	Bufo bufo (Linnaeus, 1758)							
430002307	64088	Bulinus contortus Mich. (Michaud, 1829)							
430002307	28960	Caenis horaria (Linnaeus, 1758)							
430002307	65088	Calopteryx splendens (Harris, 1782)							
430002307	87540	Caltha palustris L., 1753							
430002307	20672	Camptochironomus tentans Fabricius, 1805							
430002307	434378	Campyliadelphus elodes (Lindb.) Kanda		• Passage, migration					
					Bailly G. et Houde C.				2006
430002307	88178	Carduus personata (L.) Jacq., 1776							
430002307	88342	Carex ampullacea Gooden., 1794							
430002307	88491	Carex elata All., 1785							
430002307	88545	Carex gracilis Curtis, 1786							
430002307	88942	Carex vesicaria L., 1753							
430002307	28971	Centroptilum luteolum (Müller, 1776)							
430002307		Ceratium hirundinella							
430002307	65169	Ceriagrion tenellum (de Villers, 1789)							1912
430002307	79089	Chaetopteryx villosa (Fabricius, 1798)							
430002307	235441	Chaoborus flavicans (Meigen, 1830)							
430002307	73533	Chara aspera Deth. ex Wild							
430002307	73558	Chara globularis Thuillier							
430002307	73560	Chara hispida L.							
430002307		Chara jurensis							
430002307	20692	Chironomus anthracinus							
430002307	20704	Chironomus plumosus (Linnaeus, 1758)							
430002307		Chironomus thummi							
430002307		Chleon dipterum							
430002307		Chleon simile							
430002307	91382	Cirsium palustre (L.) Scop., 1772							
430002307	190878	Cladotanytarsus							
430002307	340306	Cladotanytarsus difficilis Brundin, 1947							
430002307	190931	Clinotanypus							
430002307	53623	Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999

430002307	245012	Cricotopus bicinctus (Meigen, 1818)							
430002307	245019	Cricotopus fuscus (Kieffer, 1909)							
430002307	245032	Cricotopus intersectus (Stæger, 1839)							
430002307	245034	Cricotopus ornatus (Meigen, 1818)							
430002307	245038	Cricotopus sylvestris (Fabricius, 1794)							
430002307	245026	Cricotopus tibialis (Meigen, 1804)							
430002307	245027	Cricotopus tremulus (Linnaeus, 1758)							
430002307	245040	Cricotopus trifasciatus (Meigen, 1810)							
430002307	245030	Cricotopus vierriensis Goetghebuer, 1935							
430002307	20804	Cryptochironomus albofasciatus (Staeger, 1839)							
430002307		Cryptocladopelma lateralis							
430002307	219761	Cyaniris semiargus (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002307	2706	Cygnus olor (Gmelin, 1803)		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	78961	Cyrnus flavidus McLachlan, 1864							
430002307	78963	Cyrnus trimaculatus (Curtis, 1834)							
430002307		Dasystegia obsoleta							
430002307	20820	Demicryptochironomus vulneratus (Zetterstedt, 1838)							
430002307	725	Dero digitata (Müller, 1774)							
430002307		Dinobryon divergens							
430002307		Dinobryon sociale							
430002307		Einfeldia insolita							
430002307	95980	Elodea canadensis Michx., 1803							
430002307	95983	Elodea nuttalii (Planch.) H.St.John, 1920							
430002307	65155	Enallagma cyathigerum (Charpentier, 1840)							
430002307		Endochironomus endotendipes							
430002307		Endochironomus intextus							
430002307		Endochironomus signaticornis							
430002307	20863	Endochironomus tendens (Fabricius, 1775)							
430002307	29015	Ephemera vulgata Linnaeus, 1758							
430002307	29017	Ephemerella ignita							
430002307	96136	Epilobium angustifolium L., 1753							
430002307	96180	Epilobium hirsutum L., 1753							
430002307	96226	Epilobium palustre L., 1753							
430002307	65387	Epitheca bimaculata (Charpentier, 1825)			Verneaux J.				1972

430002307	96526	Equisetum limosum L., 1753							
430002307		Eukiefferiella bavarica							
430002307	20868	Eukiefferiella pseudomontana							
430002307	2679	Falco subbuteo Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
430002307	340165	Fleuria lacustris Kieffer, 1924							
430002307	75600	Fragilaria crotonensis Kitton							
430002307	64046	Galba palustris							
430002307	64043	Galba truncatula (O.F. Müller, 1774)							
430002307	99494	Galium palustre L., 1753							
430002307	100387	Glyceria fluitans (L.) R.Br., 1810							
430002307	193034	Halesus							
430002307	102870	Hippuris vulgaris L., 1753							
430002307	78966	Holocentropus dubius (Rambur, 1842)							
430002307	78967	Holocentropus picicornis (Stephens, 1836)							
430002307	193457	Hygrotus							
430002307	750	Ilyodrilus templetoni (Southern, 1909)							
430002307	103772	Iris pseudacorus L., 1753							
430002307	65109	Ischnura elegans (Vander Linden, 1820)							
430002307	104228	Juncus lampocarpus Ehrh. ex Hoffm., 1791							
430002307	77692	Lacerta vivipara Jacquin, 1787							
430002307		Lasia sp.							
430002307	105431	Lemna minor L., 1753							
430002307	29046	Leptophlebia marginata (Linnaeus, 1767)							
430002307	65208	Lestes sponsa (Hansemann, 1823)							
430002307	67307	Leuciscus cephalus (Linnaeus, 1758)							
430002307	67295	Leuciscus leuciscus (Linnaeus, 1758)							
430002307	65271	Libellula quadrimaculata Linnaeus, 1758							
430002307	194140	Limnephilus							
430002307	79124	Limnephilus centralis Curtis, 1834							
430002307	79130	Limnephilus flavicornis (Fabricius, 1787)							
430002307	79117	Limnephilus lunatus Curtis, 1834							
430002307	79119	Limnephilus rhombicus (Linnaeus, 1758)							

430002307	79121	Limnephilus xanthodes McLachlan, 1873							
430002307		Limnochironomus lobiger							
430002307		Limnochironomus nervosus							
430002307	744	Limnodrilus hoffmeisteri Claparède, 1862							
430002307	745	Limnodrilus undekemianus Claparede							
430002307	20933	Limnophyes prolongatus Freeman, 1959							
430002307	20931	Limnophyes pusillus Eaton, 1875							
430002307	20937	Limnophyes truncorum Goetghebuer, 1921							
430002307	64063	Lymnaea stagnalis (Linnaeus, 1758)							
430002307	107090	Lysimachia vulgaris L., 1753							
430002307	107117	Lythrum salicaria L., 1753							
430002307	20943	Macropelopia nebulosa (Meigen, 1804)							
430002307		Mallomonas caudata							
430002307	53668	Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002307	53821	Melitaea diamina (Lang, 1789)			Adriaens A.				1999
430002307	108029	Mentha arvensis L., 1753							
430002307	108103	Mentha longifolia (L.) Huds., 1762							
430002307	108345	Menyanthes trifoliata L., 1753							
430002307	20955	Metriocnemus hygropetricus Kieffer, 1912							
430002307	194749	Micropsectra							
430002307	20969	Micropsectra contracta							
430002307	20981	Microtendipes chloris (Meigen, 1818)							
430002307	20985	Microtendipes pedellus (De Geer, 1776)							
430002307	79038	Molanna angustata Curtis, 1834							
430002307	60686	Mustela erminea Linnaeus, 1758							
430002307	60731	Mustela putorius Linnaeus, 1758							
430002307	79044	Mystacides azurea L.							
430002307	79045	Mystacides longicornis (Linnaeus, 1758)							
430002307	79046	Mystacides nigra Pictet, 1834							
430002307	721	Nais pardalis Piguet, 1906							
430002307	65573	Nemura cinerea							
430002307		Nemura sp.							
430002307		Neureclepsis bimaculata							
430002307	74349	Nitella syncarpa (J.L.Thuillier) F.T.Kützing, 1845							

430002307		Nitellopsis obtusa							
430002307	109732	Nuphar lutea (L.) Sm., 1809							
430002307	109750	Nymphaea alba L., 1753							
430002307	79051	Oecetis ochracea (Curtis, 1825)							
430002307	79029	Oligotricha striata							
430002307	65249	Onychogomphus forcipatus (Linnaeus, 1758)							
430002307	65290	Orthetrum brunneum (Fonscolombe, 1837)							
430002307	78940	Oxyethira costalis Eaton, 1873							
430002307	78942	Oxyethira simplex Ris, 1897							
430002307	195750	Parachironomus							
430002307	20039	Paracladopelma laminata							
430002307		Paratanytarsus atrolineatus							
430002307	21050	Paratanytarsus boiemicus							
430002307		Paratanytarsus brevicalcar							
430002307	21059	Paratanytarsus lauterborni							
430002307	69350	Perca fluviatilis Linnaeus, 1758							
430002307	112873	Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794							
430002307	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
430002307	79032	Phryganea bipunctata							
430002307	79031	Phryganea grandis Linnaeus, 1758							
430002307		Physa carinatus							
430002307	64071	Physa fontinalis (Linnaeus, 1758)							
430002307	219831	Pieris rapae (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002307	113708	Pinus uncinata Ramond ex DC., 1805							
430002307	64656	Pisidium casertanum (Poli, 1791)							
430002307	64657	Pisidium conventus Clessin, 1877							
430002307	64658	Pisidium henslowanum (Sheppard, 1823)							
430002307	64659	Pisidium hibernicum Westerlund, 1894							
430002307	64660	Pisidium lilljeborgii Clessin, 1886							
430002307	64661	Pisidium milium Held, 1836							
430002307	64664	Pisidium nitidum Jenyns, 1832							
430002307	64665	Pisidium obtusale (Lamarck, 1818)							
430002307	64666	Pisidium personatum Malm, 1855							
430002307	64669	Pisidium subtruncatum Malm, 1855							
430002307		Plactycnemis sp.							
430002307	78978	Polycentropus flavomaculatus (Pictet, 1834)							

430002307	114641	Polygonum amphibium L., 1753							
430002307	114664	Polygonum bistorta L.							
430002307	114784	Polygonum minus Huds., 1762							
430002307	244733	Polypedilum convictum (Walker, 1856)							
430002307	244721	Polypedilum laetum (Meigen, 1818)							
430002307	244722	Polypedilum nubeculosum (Meigen, 1804)							
430002307	115245	Potamogeton crispus L., 1753							
430002307	115249	Potamogeton densus L., 1753							
430002307	115270	Potamogeton lucens L., 1753							
430002307	115280	Potamogeton natans L., 1753							
430002307	115296	Potamogeton perfoliatus L., 1753							
430002307	532	Potamothrix hammoniensis (Michaelsen, 1901)							
430002307	21114	Potthastia longimana (Kieffer, 1922)							
430002307	245111	Procladius choreus (Meigen, 1804)							
430002307	21131	Prodiamesa olivacea (Meigen, 1818)							
430002307	542	Psammoryctides barbatus (Grube, 1861)							
430002307	21141	Psectrocladius barbimanus							
430002307		Psectrocladius dilatatus							
430002307	340387	Psectrocladius simulans (Johannsen, 1937)							
430002307	21139	Psectrotanypus varius (Fabricius, 1787)							
430002307	65101	Pyrrhosoma nymphula (Sulzer, 1776)							1912
430002307	64056	Radix peregra (O.F. Müller, 1774)							
430002307	318	Rana kl. esculenta Linnaeus, 1758							
430002307	351	Rana temporaria Linnaeus, 1758							
430002307	116979	Ranunculus circinatus Sibth., 1794							
430002307	117255	Ranunculus trichophyllus Chaix, 1785							
430002307	61585	Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)							
430002307	117503	Reynoutria japonica Houtt., 1777							
430002307	117533	Rhamnus frangula L., 1753							
430002307	60330	Rhinolophus euryale Blasius, 1853							
430002307	117933	Rorippa amphibia (L.) Besser, 1821							
430002307	117940	Rorippa islandica (Oeder ex Gunnerus) Borbás, 1900							
430002307	67422	Rutilus rutilus (Linnaeus, 1758)							
430002307	119977	Salix caprea L., 1753							
430002307	120040	Salix fragilis L., 1753							
430002307	120069	Salix incana Schrank, 1789							

430002307	120189	Salix purpurea L., 1753							
430002307	120758	Sanguisorba officinalis L., 1753							
430002307	67466	Scardinius erythrophthalmus (Linnaeus, 1758)							
430002307	121735	Scirpus lacustris L., 1753							
430002307	61153	Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758							
430002307	159825	Scrophularia alata sensu 2							
430002307	122028	Scrophularia nodosa L., 1753							
430002307	122058	Scrophularia umbrosa Dumort., 1829			Guyonneau J.				à 2006
430002307	122069	Scutellaria galericulata L., 1753							
430002307	122678	Senecio paludosus L., 1753							
430002307	340119	Sergentia coracina (Zetterstedt, 1850)							
430002307	52138	Sialis lutaria (Linnaeus, 1758)							
430002307	29109	Siphlonurus aestivalis (Eaton, 1903)							
430002307	29110	Siphlonurus lacustris (Eaton, 1870)							
430002307		Smittia aquatica							
430002307	124034	Solanum dulcamara L., 1753							
430002307	124168	Solidago gigantea Aiton, 1789							
430002307	65393	Somatochlora metallica (Vander Linden, 1825)							
430002307	124412	Sparganium natans L.			Bailly G. et Houde C.				à 2006
430002307	64646	Sphaerium corneum (Linnaeus, 1758)							
430002307	528528	Sphaerium lacustre (O.F. Müller, 1774)							
430002307	124798	Stachys palustris L., 1753							
430002307	69369	Stizostedion lucioperca (Linnaeus, 1758)							
430002307	65335	Sympetrum fonscolombii (Selys, 1840)							
430002307	65339	Sympetrum meridionale (Selys, 1841)							1912
430002307		Symphoricarpos alba							
430002307	76724	Tabellaria fenestrata (Lynbg.) Kutzing							
430002307	21226	Tanytarsus batophilus							
430002307	21227	Tanytarsus chinyensis Goetghebuer, 1934							
430002307	21238	Tanytarsus gregarius Kieffer, 1909							
430002307	21242	Tanytarsus holochlorus Edwards, 1929							
430002307		Tanytarsus longiradius							
430002307	126124	Thalictrum flavum L., 1753							
430002307	219741	Thymelicus lineola (Ochsenheimer, 1808)			Adriaens A.				1999
430002307	126615	Thysselinum palustre (L.) Hoffm., 1814			Guyonneau J.				2006

2c

430002307	67478	Tinca tinca (Linnaeus, 1758)							
430002307	78998	Tinodes waeneri (Linnaeus, 1758)							
430002307	121	Triturus alpestris (Laurenti, 1768)							
430002307	155	Triturus helveticus (Razoumowsky, 1789)							
430002307	127872	Trollius europaeus L., 1753							
430002307	240245	Tubifex tubifex (Müller, 1774)							
430002307	4127	Turdus pilaris Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002307	128394	Valeriana dioica L., 1753							
430002307	128419	Valeriana officinalis L., 1753							
430002307	128520	Veratrum album L., 1753							
430002307		Veronica anagallis							
430002307	129000	Veronica scutellata L., 1753							
430002307	199065	Xenopelopia							

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000131 / Zone de type 1**	**LAC SAINT-POINT ET ZONES HUMIDES ENVIRONNANTES**	**430002307**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002307	2891	Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3 • Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 6				
430002307	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	4195	Acrocephalus scirpaceus (Hermann, 1804)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	259	Bufo bufo (Linnaeus, 1758)	A	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	67862	Coregonus lavaretus (Linnaeus, 1758)	D					oui
430002307	2706	Cygnus olor (Gmelin, 1803)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	94833	Dianthus superbus L., 1755	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2				

CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) *TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

				• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002307	67606	Esox lucius Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				
430002307	2679	Falco subbuteo Linnaeus, 1758	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002307	102870	Hippuris vulgaris L., 1753	A			oui	oui	
430002307	67295	Leuciscus leuciscus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				
430002307	60686	Mustela erminea Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier				
430002307	60731	Mustela putorius Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier				oui
430002307	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002307	351	Rana temporaria Linnaeus, 1758	A	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 5 • Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 6				oui
430002307	117096	Ranunculus lingua L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002307	61585	Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)	A	• Interdiction d'introduction de certaines espèces d'animaux vertébrés dans le milieu naturel sur le territoire français métropolitain | Article 2 • Interdiction d'introduction de certaines espèces d'animaux vertébrés dans le milieu naturel sur le territoire français métropolitain | Article 3				

Annexes

430002307	60330	Rhinolophus euryale Blasius, 1853	A	• Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection | Article 2		oui	oui	
430002307	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				
430002307	61153	Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758	A	• Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection | Article 2				
430002307	4127	Turdus pilaris Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				

LISTE D'ESPÈCES A STATUT DE PROTECTION (SUITE)

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale
CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)		*TYPE ESP : Statut D : déterminant ou A : autre*		
430002307	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002307	109744	Nuphar x spenneriana Gaudin, 1828	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002307	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002307	88420	Carex cespitosa L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002307	98977	Fritillaria meleagris L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002307	115258	Potamogeton gramineus L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

LAC, TOURBIÈRE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS



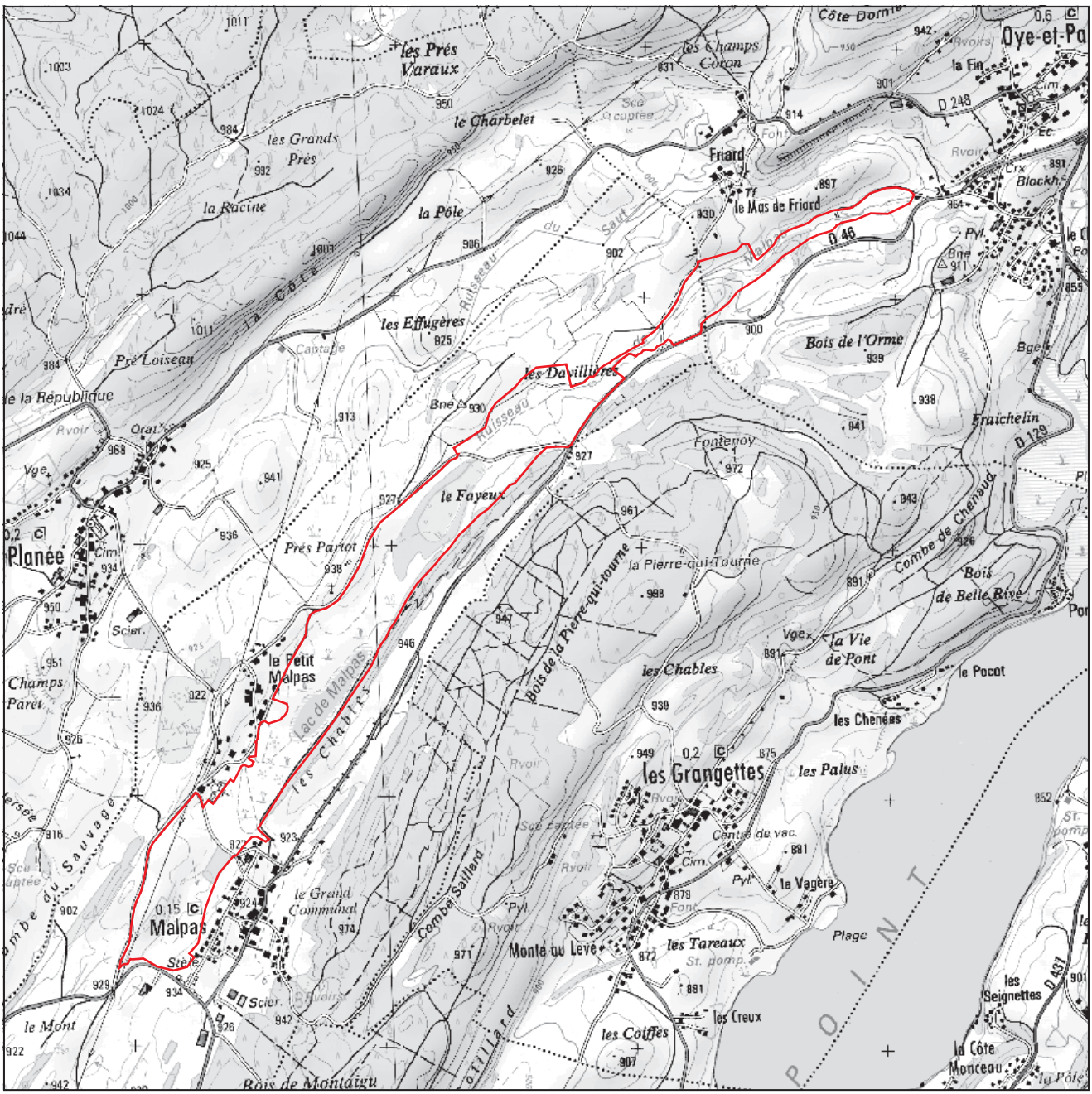
ZNIEFF n° : 00000107
Numéro SPN : 430002283
Surface : 88,21 ha
Altitude : 865 - 939 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 01/01/2009

Validation CSRPN : 15/10/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : Malpas, Oye-et-Pallet



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

0 0,5 km
kilomètres

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

ZNIEFF DE TYPE I

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE
Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE
Code régional : 00000107 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL
430002283

3-NOM DE LA ZONE

LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS

4-ANNÉE DE DESCRIPTION
01/01/1984
ANNÉE DE MISE A JOUR
01/01/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Malpas (25362)

b) Altitude(s): 865 m à 939 m.

c) Superficie: 88 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	22.14	Eaux dystrophes			
430002283	22.4	Végétations aquatiques			
430002283	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées			
430002283	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002283	37.31	Prairies à molinie et communautés associées			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	24.12	Zone à truites			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	44.A	Forêts marécageuses de bouleaux et de conifères			
430002283	44.1	Formations riveraines de saules			
430002283	51.1	Tourbières hautes à peu près naturelles			
430002283	51.2	Tourbières à molinie bleue			
430002283	53.1	Roselières			
430002283	54	Bas-marais, tourbières de transition et sources			
430002283	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			
430002283	54.6	Communautés à rhynchospora alba			
430002283	83.31	Plantations de conifères			

c) Milieux périphériques

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	37	Prairies humides et mégaphorbiaies			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	42	Forêts de conifères			

1

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 21 Ruisseau, torrent - 32 Lac - 66 Montagne - 85 Cuvette

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 02 Sylviculture - 04 Pêche - 05 Chasse

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique)

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 400 Pratiques agricoles et pastorales - 500 Pratiques et travaux forestiers - 820 Atterrissements, envasement, assèchement - 913 Acidification - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 25 Reptiles - 26 Oiseaux - 30 Floristique - 34 Bryophytes - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 43 Soutien naturel d'étiage - 44 Auto-épuration des eaux - 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 63 Zone particulière d'alimentation - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Faible	Nulle	Nulle	Moyen	Nulle	Bon	Bon	Moyen	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 07 Formations végétales, étages de végétation

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

A l'ouest du lac Saint-Point, dans la haute chaîne du Jura plissé, le synclinal de Malpas s'étend entre la Montagne du Laveron à l'ouest et un petit anticlinal où s'est installé le bois du Chablay à l'est. Le réseau hydrographique de surface se dirige vers le nord-est par le Bief de Malpas.

Des dépôts d'origine glaciaire et des alluvions fluvio-glaciaires imperméables recouvrent les calcaires crétacés du synclinal. Dans un contexte de prairies humides ou mésophiles et de forêts de conifères, le fond de la dépression est occupé par un ensemble de zones humides particulièrement intéressantes autour du lac de Malpas : ruisseau au nord, bas-marais neutrocline (chimiquement neutre) couvrant la moitié de la superficie du site, tourbière haute acide active ou boisée (la pinède à pins à crochets couvre environ 15% de la surface du site), mégaphorbiaies et saulaies.

Le site offre un bel exemple de succession des différents stades aboutissant à la genèse d'une tourbière acide puis d'une tourbière boisée, selon l'évolution observée dans le massif du Jura. En altitude, les facteurs climatiques y sont propices à l'installation de tourbières. La roselière progresse actuellement vers le centre, à partir des bords du lac : les radeaux flottants (tremblants) envahissent petit à petit le plan d'eau et sont colonisés à leur tour par les sphaignes, sous forme d'îlots d'abord, puis d'un véritable tapis. La nature des eaux se modifie fortement, les sphaignes ayant la propriété d'acidifier leur milieu. L'ensemble s'exhausse progressivement, évoluant d'un bas-marais acide

vers une tourbière bombée (haut-marais acide). Enfin, l'assèchement et l'installation des ligneux marquent le stade ultime.

Dans ce biotope spécialisé, un écosystème particulier se développe, comprenant des végétaux rares, voire quasiment disparus en France. Avec 18 espèces protégées ou rares au plan national ou régional, le site présente une grande diversité floristique. Les laîches des bourbiers et à long rhizome, les rossolis, plantes carnivores, la scheuchzérie des marais, l'andromède à feuilles de polium sont strictement inféodées aux tourbières. La végétation aquatique est particulièrement intéressante, avec la présence du rubanier nain et du nénuphar nain.

Une faune remarquable est associée à ces milieux : cinq espèces de papillons protégées, inféodées à la flore des tourbières, sont recensées. La vipère péliade fait partie des rares reptiles adaptés au climat des tourbières. La discrète marouette ponctuée trouve dans les marais à laîches un site de nidification approprié. Naissant de la tourbière, le bief de Malpas est également un élément essentiel du site : il offre une grande diversité d'invertébrés polluo-sensibles et constitue une zone de frayère à truites.

STATUT DE PROTECTION

Cette ZNIEFF est intégrée le réseau européen Natura 2000. En outre, la présence de plantes, insectes et reptile protégés confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent (arrêtés des 20/01/82, 22/06/92, 06/05/07 et 19/11/07).

OBJECTIFS DE PRESERVATION

L'ensemble de la zone humide, peu artificialisé, bénéficie d'un bon état de conservation. Seule une petite plantation de résineux est notée. Il est capital de préserver les biotopes en régression que sont les tourbières. Ce sont des réservoirs de biodiversité qui assurent également des fonctions de régulation hydrique (" rôle d'éponge ") et d'épuration des eaux de surface.
Les objectifs de gestion sont liés au maintien du fonctionnement hydrique et du caractère oligotrophe du site : absence d'opération de drainage, de mise en eau ou de boisement des tourbières, maintien des pratiques agricoles extensives sur le site et dans les prairies environnantes.
Le Bief de Malpas a été en partie rectifié dans le passé : la qualité de ses eaux et sa richesse biologique sont à surveiller.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- Scorpidio scorpidioidis - Utricularietum minoris = 2214 (d)
Myriophylletum spicati = 22422 (d)
Myriophyllo - Nupharetum, variante à Nymphea alba = 224311 (d)
Alchemillo monticolae - Cynosuretum cristati = 371 (d)
Trollio europaei - Cirsietum rivularis = 37212 (d
Trollio europaei - Molinietum caeruleae swertiosum perennis = 37311 (d)
Gentiano luteae - Cynusoretum cristati = 381 (d)
Alchemillo - Brometum mollis = 383 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante à Betula = 44A1 (d)
Sphagno - Pinetum uncinatae = 44A3 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante type = 44A42 (d)
Salicetum pentandro - cinereae = 44921
Sphagnetum magellanici trichophoretosum cespitosi = 51111 (d)
Scirpetum lacustris, variante à Equisetum fluviatile = 5312
Equisetum fluviatilis = 53144

1

Caricetum appropinquatae = 53217
Caricetum davallianae = 5423 (d)
Scorpidio - Caricetum limosae = 5454 (d)
Sphagno warnstorfii - Caricetum dioicae = 545 (d)
Drepanoclado revolventis - Caricetum chordorrhizae = 5455 (d)

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	CBNFC	0	
Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.
Bibliographie	OPIE Franche-Comté - F Mora	1999	Les insectes protégés de Franche-Comté. Atlas commenté
Bibliographie	C.R.E.N. Franche-Comté	1998	Etude des tourbières de Franche-Comté (programme Life), vol. 2 : Doubs et Jura
Bibliographie	Gillet F., Royer J.-M. et Vadam J.-C.	1980	Rapport concernant une étude monographique des tourbières du département du Doubs et du nord du département du Jura. in Etude pluridisciplinaire des zones humides formant le complexe étangs, marais et tourbières de Frasne (Doubs). Univ. Franche-Comté. p.125-273.
Inventeur	Magnin A.		
Bibliographie	Ferrez Y.	2004	Connaissance de la flore rare et menacée de Franche-Comté, Carex chordorrhiza L. fil. Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 18p.
Bibliographie	Magnin A. et Hétier F.	1894	Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.
Bibliographie	Mikolajczak A. et Ferrez Y.	2005	Connaissance de la flore rare ou menacée de Franche-Comté, Nuphar pumila (Timm) DC., Conservatoire Botanique de Franche-Comté. Dire de Franche-Comté et Conseil régional de Franche-Comté.14 p
Inventeur	André M.		
Inventeur	Prost J.-F.		
Inventeur	Cosson E.		
Inventeur	Morcrette P.		
Bibliographie	Gaden J.-L.	2007	Etude phytosociologique et cartographique des habitats ouverts du site Natura 2000 FR 4301284 « Lac et tourbière de Malpas, les prés Partot et le Bief Belin ». Ecotope Flore Faune, DIREN Franche-Comté, Réserve Naturelle de Remoray et Union Européenne. 67 p + cartes et annexes
Inventeur	CREN-FC		
Inventeur	Ferrez Y., André M., Guyonneau J.		
Bibliographie	Bailly G., Ferrez Y., Guyonneau J. et Schäfer O.	2007	Etude et cartographie de la flore et de la végétation de dix lacs du massif jurassien. Petit et Grands lacs de Clairvaux (Jura), lac du Vernois (Jura), lac du Fioget (Jura), lac de Malpas (Doubs), lac de Remoray (Doubs), lac de Saint-Point (Doubs), lacs de Bellefontaine et des Mortes (Jura et Doubs) et lac des Rousses (Jura). Conservatoire Botanique de Franche-Comté. 132 p + annexes
Inventeur	Guyonneau J.		
Inventeur	Nardin C.		
Inventeur	Lambert J.-L.		

2a

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	65446	Aeshna grandis (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	5755	Bryum neodamense Itzigs.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	159574	Calamagrostis neglecta sensu 1		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	87290	Calamagrostis stricta (Timm) Koeler, 1802			Ferrez Y., André M., Guyonneau J.				1995 à 2006
430002283	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				à 2006
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1904 à 2006
430002283	88472	Carex dioica L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782			Guyonneau J.				2006
430002283	88614	Carex lasiocarpa Ehrh., 1784		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430002283	88632	Carex limosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	4913	Cinclidium stygium Sw.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2a

430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	94287	Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2000 à 2006
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	95439	Drosera longifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95445	Drosera x obovata Mert. & W.D.J.Koch, 1826		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95927	Eleocharis quinqueflora (Hartmann) O.Schwarz, 1949		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998
430002283	65352	Leucorrhinia dubia (Vander Linden, 1825)			Lambert J.-L.				2002
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	115256	Potamogeton friesii Rupr., 1845		• Reproduction certaine ou probable					1984
430002283	115258	Potamogeton gramineus L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	CBNFC				2003
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	122722	Senecio spathulifolius (C.C.Gmel.) Griess.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	125894	Tephroseris helenitis (L.) B.Nord., 1978		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1997 à 2006
430002283	127191	Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2a

430002283	127547	Triglochin palustre L., 1753			André M.				2005
430002283	128311	Utricularia intermedia Hayne, 1800		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	128315	Utricularia minor L., 1753			Guyonneau J.				2006
430002283	128347	Vaccinium oxycoccos L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)							
430002283		Alisma plantago							
430002283	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)							
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	85904	Betula pubescens Ehrh., 1791							
430002283	5469	Calliergon stramineum (Dicks. ex Brid.) Kindb.							
430002283	87501	Calluna vulgaris (L.) Hull, 1808							
430002283	87540	Caltha palustris L., 1753							
430002283	5490	Campylium polygamum (Schimp.) Lange & C.E.O.Jensen							
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	88318	Carex acutiformis Ehrh., 1789							
430002283	88342	Carex ampullacea Gooden., 1794							
430002283	88459	Carex davalliana Sm., 1800							
430002283	88468	Carex diandra Schrank, 1781							
430002283	88491	Carex elata All., 1785							
430002283	88511	Carex flava L., 1753							
430002283	159979	Carex fulva Schkuhr.							
430002283		Carex goodenoughi							
430002283	88545	Carex gracilis Curtis, 1786							
430002283	88578	Carex hostiana DC., 1813			Guyonneau J.				2006
430002283	88752	Carex panicea L., 1753							
430002283	88753	Carex paniculata L., 1755							
430002283	88755	Carex paradoxa Willd., 1794							
430002283	88762	Carex pauciflora Lightf., 1777							
430002283	88889	Carex stellulata Gooden., 1794							
430002283	88913	Carex teretiuscula Gooden., 1794							
430002283	88942	Carex vesicaria L., 1753							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2c

430002283	73533	Chara aspera Deth. ex Wild							
430002283	73556	Chara fragilis Desv.							
430002283	73560	Chara hispida L.							
430002283		Chara jurensis							
430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	91382	Cirsium palustre (L.) Scop., 1772							
430002283	91398	Cirsium rivulare (Jacq.) All., 1789							
430002283	92217	Comarum palustre L., 1753							
430002283	93101	Crepis paludosa (L.) Moench, 1794							
430002283	94259	Dactylorhiza incarnata (L.) Soó, 1962			Guyonneau J.				2006
430002283	95980	Elodea canadensis Michx., 1803							
430002283	96136	Epilobium angustifolium L., 1753							
430002283	96180	Epilobium hirsutum L., 1753							
430002283	96226	Epilobium palustre L., 1753							
430002283	96465	Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96526	Equisetum limosum L., 1753							
430002283	96534	Equisetum palustre L., 1753							
430002283	96844	Eriophorum angustifolium Honck., 1782							
430002283	96852	Eriophorum latifolium Hoppe, 1800			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96861	Eriophorum vaginatum L., 1753							
430002283	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99494	Galium palustre L., 1753							
430002283	99570	Galium uliginosum L., 1753							
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99983	Gentianella ciliata (L.) Borkh., 1796			André M.				2005
430002283	100215	Geum rivale L., 1753							
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753							
430002283	103772	Iris pseudacorus L., 1753							
430002283	104160	Juncus conglomeratus L., 1753							
430002283	65208	Lestes sponsa (Hansemann, 1823)			Nardin C.				1980
430002283	106367	Listera cordata (L.) R.Br., 1813							
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	106918	Lychnis flos-cuculi L., 1753							
430002283	107090	Lysimachia vulgaris L., 1753							
430002283	4965	Meesia triquetra (L. ex Jolycl.) Ångstr.							

2c

430002283	108029	Mentha arvensis L., 1753							
430002283	108345	Menyanthes trifoliata L., 1753							
430002283	108718	Molinia caerulea (L.) Moench, 1794							
430002283	109091	Myosotis scorpioides L., 1753							
430002283	109150	Myriophyllum spicatum L., 1753							
430002283	109732	Nuphar lutea (L.) Sm., 1809							
430002283	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821		• Reproduction certaine ou probable	Magnin A. et Hétier F. - 1894 : Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.				1894 à 1999
430002283	109750	Nymphaea alba L., 1753							
430002283	109892	Oenanthe phellandrium Lam., 1779							
430002283	110885	Orchis incarnata L., 1755							
430002283	112426	Parnassia palustris L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	112590	Pedicularis palustris L., 1753							
430002283	112873	Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794							
430002283	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
430002283	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753			Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	161959	Pinus montana sensu Coste							
430002283	113708	Pinus uncinata Ramond ex DC., 1805							
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)							
430002283	114641	Polygonum amphibium L., 1753							
430002283		Polygonum amphibium var. terrestre							
430002283	114664	Polygonum bistorta L.							
430002283	115245	Potamogeton crispus L., 1753							
430002283	115262	Potamogeton heterophyllus Schreb., 1771							
430002283	115270	Potamogeton lucens L., 1753							
430002283	115280	Potamogeton natans L., 1753							
430002283	115296	Potamogeton perfoliatus L., 1753							
430002283	115384	Potamogeton x zizii W.D.J.Koch ex Roth, 1827							
430002283	115680	Potentilla tormentilla Neck., 1770							
430002283	115868	Primula farinosa L., 1753							
430002283	116109	Prunus padus L., 1753							
430002283	116547	Pyrola rotundifolia L., 1753							
430002283	117255	Ranunculus trichophyllus Chaix, 1785							
430002283	117530	Rhamnus cathartica L., 1753							
430002283	117533	Rhamnus frangula L., 1753							
430002283	117731	Rhynchospora alba (L.) Vahl, 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2c

430002283	119812	Sagina nodosa (L.) Fenzl, 1833			Guyonneau J.				2006
430002283	119952	Salix aurita L., 1753							
430002283	120049	Salix grandifolia Ser., 1815							
430002283	120163	Salix pentandra L., 1753							
430002283	120189	Salix purpurea L., 1753							
430002283	120192	Salix repens L., 1753							
430002283	120758	Sanguisorba officinalis L., 1753							
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	121699	Scirpus cespitosus L., 1753							
430002283	121735	Scirpus lacustris L., 1753							
430002283	121759	Scirpus palustris L., 1753							
430002283	122058	Scrophularia umbrosa Dumort., 1829			Guyonneau J.				2006
430002283	122069	Scutellaria galericulata L., 1753							
430002283	122678	Senecio paludosus L., 1753							
430002283	65397	Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)			Lambert J.-L.				2002
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz							
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.							
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow							
430002283	125294	Succisa praemorsa Asch., 1866							
430002283	125319	Swertia perennis L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	65327	Sympetrum flaveolum (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	126615	Thysselinum palustre (L.) Hoffm., 1814			Guyonneau J.				2006
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	127872	Trollius europaeus L., 1753							
430002283	128077	Typha latifolia L., 1753							
430002283	128314	Utricularia major sensu P.Fourn., 1937							
430002283	128322	Utricularia vulgaris L., 1753							
430002283	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753							
430002283	128354	Vaccinium uliginosum L., 1753							
430002283	128355	Vaccinium vitis-idaea L., 1753							
430002283	128394	Valeriana dioica L., 1753							
430002283	128419	Valeriana officinalis L., 1753							
430002283		Veronica anagallis							
430002283	129147	Vicia cracca L., 1753							
430002283	129639	Viola palustris L., 1753							

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88632	Carex limosa L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3		oui		
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753	A			oui	oui	
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection		*oui*	*oui*	

				| Article 2				
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)	D	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 4				

1

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE

Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE

Code régional : 00000107 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL

430002283

3-NOM DE LA ZONE

LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS

4-ANNÉE DE DESCRIPTION

01/01/1984

ANNÉE DE MISE A JOUR

01/01/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Malpas (25362)

b) Altitude(s): 865 m à 939 m.

c) Superficie: 88 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	22.14	Eaux dystrophes			
430002283	22.4	Végétations aquatiques			
430002283	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées			
430002283	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002283	37.31	Prairies à molinie et communautés associées			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	24.12	Zone à truites			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	44.A	Forêts marécageuses de bouleaux et de conifères			
430002283	44.1	Formations riveraines de saules			
430002283	51.1	Tourbières hautes à peu près naturelles			
430002283	51.2	Tourbières à molinie bleue			
430002283	53.1	Roselières			
430002283	54	Bas-marais, tourbières de transition et sources			
430002283	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			
430002283	54.6	Communautés à rhynchospora alba			
430002283	83.31	Plantations de conifères			

c) Milieux périphériques

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	37	Prairies humides et mégaphorbiaies			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	42	Forêts de conifères			

1

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 21 Ruisseau, torrent - 32 Lac - 66 Montagne - 85 Cuvette

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 02 Sylviculture - 04 Pêche - 05 Chasse

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique)

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 400 Pratiques agricoles et pastorales - 500 Pratiques et travaux forestiers - 820 Atterrissements, envasement, assèchement - 913 Acidification - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 25 Reptiles - 26 Oiseaux - 30 Floristique - 34 Bryophytes - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 43 Soutien naturel d'étiage - 44 Auto-épuration des eaux - 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 63 Zone particulière d'alimentation - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Faible	Nulle	Nulle	Moyen	Nulle	Bon	Bon	Moyen	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 07 Formations végétales, étages de végétation

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

A l'ouest du lac Saint-Point, dans la haute chaîne du Jura plissé, le synclinal de Malpas s'étend entre la Montagne du Laveron à l'ouest et un petit anticlinal où s'est installé le bois du Chablay à l'est. Le réseau hydrographique de surface se dirige vers le nord-est par le Bief de Malpas.

Des dépôts d'origine glaciaire et des alluvions fluvio-glaciaires imperméables recouvrent les calcaires crétacés du synclinal. Dans un contexte de prairies humides ou mésophiles et de forêts de conifères, le fond de la dépression est occupé par un ensemble de zones humides particulièrement intéressantes autour du lac de Malpas : ruisseau au nord, bas-marais neutrocline (chimiquement neutre) couvrant la moitié de la superficie du site, tourbière haute acide active ou boisée (la pinède à pins à crochets couvre environ 15% de la surface du site), mégaphorbiaies et saulaies.

Le site offre un bel exemple de succession des différents stades aboutissant à la genèse d'une tourbière acide puis d'une tourbière boisée, selon l'évolution observée dans le massif du Jura. En altitude, les facteurs climatiques y sont propices à l'installation de tourbières. La roselière progresse actuellement vers le centre, à partir des bords du lac : les radeaux flottants (tremblants) envahissent petit à petit le plan d'eau et sont colonisés à leur tour par les sphaignes, sous forme d'îlots d'abord, puis d'un véritable tapis. La nature des eaux se modifie fortement, les sphaignes ayant la propriété d'acidifier leur milieu. L'ensemble s'exhausse progressivement, évoluant d'un bas-marais acide

vers une tourbière bombée (haut-marais acide). Enfin, l'assèchement et l'installation des ligneux marquent le stade ultime.

Dans ce biotope spécialisé, un écosystème particulier se développe, comprenant des végétaux rares, voire quasiment disparus en France. Avec 18 espèces protégées ou rares au plan national ou régional, le site présente une grande diversité floristique. Les laîches des bourbiers et à long rhizome, les rossolis, plantes carnivores, la scheuchzérie des marais, l'andromède à feuilles de polium sont strictement inféodées aux tourbières. La végétation aquatique est particulièrement intéressante, avec la présence du rubanier nain et du nénuphar nain.

Une faune remarquable est associée à ces milieux : cinq espèces de papillons protégées, inféodées à la flore des tourbières, sont recensées. La vipère péliade fait partie des rares reptiles adaptés au climat des tourbières. La discrète marouette ponctuée trouve dans les marais à laîches un site de nidification approprié. Naissant de la tourbière, le bief de Malpas est également un élément essentiel du site : il offre une grande diversité d'invertébrés polluo-sensibles et constitue une zone de frayère à truites.

STATUT DE PROTECTION

Cette ZNIEFF est intégrée le réseau européen Natura 2000. En outre, la présence de plantes, insectes et reptile protégés confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent (arrêtés des 20/01/82, 22/06/92, 06/05/07 et 19/11/07).

OBJECTIFS DE PRESERVATION

L'ensemble de la zone humide, peu artificialisé, bénéficie d'un bon état de conservation. Seule une petite plantation de résineux est notée. Il est capital de préserver les biotopes en régression que sont les tourbières. Ce sont des réservoirs de biodiversité qui assurent également des fonctions de régulation hydrique (" rôle d'éponge ") et d'épuration des eaux de surface.
Les objectifs de gestion sont liés au maintien du fonctionnement hydrique et du caractère oligotrophe du site : absence d'opération de drainage, de mise en eau ou de boisement des tourbières, maintien des pratiques agricoles extensives sur le site et dans les prairies environnantes.
Le Bief de Malpas a été en partie rectifié dans le passé : la qualité de ses eaux et sa richesse biologique sont à surveiller.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- Scorpidio scorpidioidis - Utricularietum minoris = 2214 (d)
Myriophylletum spicati = 22422 (d)
Myriophyllo - Nupharetum, variante à Nymphea alba = 224311 (d)
Alchemillo monticolae - Cynosuretum cristati = 371 (d)
Trollio europaei - Cirsietum rivularis = 37212 (d
Trollio europaei - Molinietum caeruleae swertiosum perennis = 37311 (d)
Gentiano luteae - Cynusoretum cristati = 381 (d)
Alchemillo - Brometum mollis = 383 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante à Betula = 44A1 (d)
Sphagno - Pinetum uncinatae = 44A3 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante type = 44A42 (d)
Salicetum pentandro - cinereae = 44921
Sphagnetum magellanici trichophoretosum cespitosi = 51111 (d)
Scirpetum lacustris, variante à Equisetum fluviatile = 5312
Equisetum fluviatilis = 53144

1

Caricetum appropinquatae = 53217
Caricetum davallianae = 5423 (d)
Scorpidio - Caricetum limosae = 5454 (d)
Sphagno warnstorfii - Caricetum dioicae = 545 (d)
Drepanoclado revolventis - Caricetum chordorrhizae = 5455 (d)

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	CBNFC	0	
Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.
Bibliographie	OPIE Franche-Comté - F Mora	1999	Les insectes protégés de Franche-Comté. Atlas commenté
Bibliographie	C.R.E.N. Franche-Comté	1998	Etude des tourbières de Franche-Comté (programme Life), vol. 2 : Doubs et Jura
Bibliographie	Gillet F., Royer J.-M. et Vadam J.-C.	1980	Rapport concernant une étude monographique des tourbières du département du Doubs et du nord du département du Jura. in Etude pluridisciplinaire des zones humides formant le complexe étangs, marais et tourbières de Frasne (Doubs). Univ. Franche-Comté. p.125-273.
Inventeur	Magnin A.		
Bibliographie	Ferrez Y.	2004	Connaissance de la flore rare et menacée de Franche-Comté, Carex chordorrhiza L. fil. Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 18p.
Bibliographie	Magnin A. et Hétier F.	1894	Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.
Bibliographie	Mikolajczak A. et Ferrez Y.	2005	Connaissance de la flore rare ou menacée de Franche-Comté, Nuphar pumila (Timm) DC., Conservatoire Botanique de Franche-Comté. Dire de Franche-Comté et Conseil régional de Franche-Comté.14 p
Inventeur	André M.		
Inventeur	Prost J.-F.		
Inventeur	Cosson E.		
Inventeur	Morcrette P.		
Bibliographie	Gaden J.-L.	2007	Etude phytosociologique et cartographique des habitats ouverts du site Natura 2000 FR 4301284 « Lac et tourbière de Malpas, les prés Partot et le Bief Belin ». Ecotope Flore Faune, DIREN Franche-Comté, Réserve Naturelle de Remoray et Union Européenne. 67 p + cartes et annexes
Inventeur	CREN-FC		
Inventeur	Ferrez Y., André M., Guyonneau J.		
Bibliographie	Bailly G., Ferrez Y., Guyonneau J. et Schäfer O.	2007	Etude et cartographie de la flore et de la végétation de dix lacs du massif jurassien. Petit et Grands lacs de Clairvaux (Jura), lac du Vernois (Jura), lac du Fioget (Jura), lac de Malpas (Doubs), lac de Remoray (Doubs), lac de Saint-Point (Doubs), lacs de Bellefontaine et des Mortes (Jura et Doubs) et lac des Rousses (Jura). Conservatoire Botanique de Franche-Comté. 132 p + annexes
Inventeur	Guyonneau J.		
Inventeur	Nardin C.		
Inventeur	Lambert J.-L.		

2a

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	65446	Aeshna grandis (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	5755	Bryum neodamense Itzigs.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	159574	Calamagrostis neglecta sensu 1		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	87290	Calamagrostis stricta (Timm) Koeler, 1802			Ferrez Y., André M., Guyonneau J.				1995 à 2006
430002283	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				à 2006
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1904 à 2006
430002283	88472	Carex dioica L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782			Guyonneau J.				2006
430002283	88614	Carex lasiocarpa Ehrh., 1784		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430002283	88632	Carex limosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	4913	Cinclidium stygium Sw.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2a

430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	94287	Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2000 à 2006
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	95439	Drosera longifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95445	Drosera x obovata Mert. & W.D.J.Koch, 1826		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95927	Eleocharis quinqueflora (Hartmann) O.Schwarz, 1949		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998
430002283	65352	Leucorrhinia dubia (Vander Linden, 1825)			Lambert J.-L.				2002
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	115256	Potamogeton friesii Rupr., 1845		• Reproduction certaine ou probable					1984
430002283	115258	Potamogeton gramineus L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	CBNFC				2003
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	122722	Senecio spathulifolius (C.C.Gmel.) Griess.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	125894	Tephroseris helenitis (L.) B.Nord., 1978		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1997 à 2006
430002283	127191	Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2a

430002283	127547	Triglochin palustre L., 1753			André M.				2005
430002283	128311	Utricularia intermedia Hayne, 1800		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	128315	Utricularia minor L., 1753			Guyonneau J.				2006
430002283	128347	Vaccinium oxycoccos L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)							
430002283		Alisma plantago							
430002283	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)							
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	85904	Betula pubescens Ehrh., 1791							
430002283	5469	Calliergon stramineum (Dicks. ex Brid.) Kindb.							
430002283	87501	Calluna vulgaris (L.) Hull, 1808							
430002283	87540	Caltha palustris L., 1753							
430002283	5490	Campylium polygamum (Schimp.) Lange & C.E.O.Jensen							
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	88318	Carex acutiformis Ehrh., 1789							
430002283	88342	Carex ampullacea Gooden., 1794							
430002283	88459	Carex davalliana Sm., 1800							
430002283	88468	Carex diandra Schrank, 1781							
430002283	88491	Carex elata All., 1785							
430002283	88511	Carex flava L., 1753							
430002283	159979	Carex fulva Schkuhr.							
430002283		Carex goodenoughi							
430002283	88545	Carex gracilis Curtis, 1786							
430002283	88578	Carex hostiana DC., 1813			Guyonneau J.				2006
430002283	88752	Carex panicea L., 1753							
430002283	88753	Carex paniculata L., 1755							
430002283	88755	Carex paradoxa Willd., 1794							
430002283	88762	Carex pauciflora Lightf., 1777							
430002283	88889	Carex stellulata Gooden., 1794							
430002283	88913	Carex teretiuscula Gooden., 1794							
430002283	88942	Carex vesicaria L., 1753							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2c

430002283	73533	Chara aspera Deth. ex Wild							
430002283	73556	Chara fragilis Desv.							
430002283	73560	Chara hispida L.							
430002283		Chara jurensis							
430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	91382	Cirsium palustre (L.) Scop., 1772							
430002283	91398	Cirsium rivulare (Jacq.) All., 1789							
430002283	92217	Comarum palustre L., 1753							
430002283	93101	Crepis paludosa (L.) Moench, 1794							
430002283	94259	Dactylorhiza incarnata (L.) Soó, 1962			Guyonneau J.				2006
430002283	95980	Elodea canadensis Michx., 1803							
430002283	96136	Epilobium angustifolium L., 1753							
430002283	96180	Epilobium hirsutum L., 1753							
430002283	96226	Epilobium palustre L., 1753							
430002283	96465	Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96526	Equisetum limosum L., 1753							
430002283	96534	Equisetum palustre L., 1753							
430002283	96844	Eriophorum angustifolium Honck., 1782							
430002283	96852	Eriophorum latifolium Hoppe, 1800			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96861	Eriophorum vaginatum L., 1753							
430002283	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99494	Galium palustre L., 1753							
430002283	99570	Galium uliginosum L., 1753							
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99983	Gentianella ciliata (L.) Borkh., 1796			André M.				2005
430002283	100215	Geum rivale L., 1753							
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753							
430002283	103772	Iris pseudacorus L., 1753							
430002283	104160	Juncus conglomeratus L., 1753							
430002283	65208	Lestes sponsa (Hansemann, 1823)			Nardin C.				1980
430002283	106367	Listera cordata (L.) R.Br., 1813							
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	106918	Lychnis flos-cuculi L., 1753							
430002283	107090	Lysimachia vulgaris L., 1753							
430002283	4965	Meesia triquetra (L. ex Jolycl.) Ångstr.							

2c

430002283	108029	Mentha arvensis L., 1753							
430002283	108345	Menyanthes trifoliata L., 1753							
430002283	108718	Molinia caerulea (L.) Moench, 1794							
430002283	109091	Myosotis scorpioides L., 1753							
430002283	109150	Myriophyllum spicatum L., 1753							
430002283	109732	Nuphar lutea (L.) Sm., 1809							
430002283	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821		• Reproduction certaine ou probable	Magnin A. et Hétier F. - 1894 : Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.				1894 à 1999
430002283	109750	Nymphaea alba L., 1753							
430002283	109892	Oenanthe phellandrium Lam., 1779							
430002283	110885	Orchis incarnata L., 1755							
430002283	112426	Parnassia palustris L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	112590	Pedicularis palustris L., 1753							
430002283	112873	Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794							
430002283	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
430002283	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753			Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	161959	Pinus montana sensu Coste							
430002283	113708	Pinus uncinata Ramond ex DC., 1805							
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)							
430002283	114641	Polygonum amphibium L., 1753							
430002283		Polygonum amphibium var. terrestre							
430002283	114664	Polygonum bistorta L.							
430002283	115245	Potamogeton crispus L., 1753							
430002283	115262	Potamogeton heterophyllus Schreb., 1771							
430002283	115270	Potamogeton lucens L., 1753							
430002283	115280	Potamogeton natans L., 1753							
430002283	115296	Potamogeton perfoliatus L., 1753							
430002283	115384	Potamogeton x zizii W.D.J.Koch ex Roth, 1827							
430002283	115680	Potentilla tormentilla Neck., 1770							
430002283	115868	Primula farinosa L., 1753							
430002283	116109	Prunus padus L., 1753							
430002283	116547	Pyrola rotundifolia L., 1753							
430002283	117255	Ranunculus trichophyllus Chaix, 1785							
430002283	117530	Rhamnus cathartica L., 1753							
430002283	117533	Rhamnus frangula L., 1753							
430002283	117731	Rhynchospora alba (L.) Vahl, 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2c

430002283	119812	Sagina nodosa (L.) Fenzl, 1833			Guyonneau J.				2006
430002283	119952	Salix aurita L., 1753							
430002283	120049	Salix grandifolia Ser., 1815							
430002283	120163	Salix pentandra L., 1753							
430002283	120189	Salix purpurea L., 1753							
430002283	120192	Salix repens L., 1753							
430002283	120758	Sanguisorba officinalis L., 1753							
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	121699	Scirpus cespitosus L., 1753							
430002283	121735	Scirpus lacustris L., 1753							
430002283	121759	Scirpus palustris L., 1753							
430002283	122058	Scrophularia umbrosa Dumort., 1829			Guyonneau J.				2006
430002283	122069	Scutellaria galericulata L., 1753							
430002283	122678	Senecio paludosus L., 1753							
430002283	65397	Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)			Lambert J.-L.				2002
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz							
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.							
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow							
430002283	125294	Succisa praemorsa Asch., 1866							
430002283	125319	Swertia perennis L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	65327	Sympetrum flaveolum (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	126615	Thysselinum palustre (L.) Hoffm., 1814			Guyonneau J.				2006
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	127872	Trollius europaeus L., 1753							
430002283	128077	Typha latifolia L., 1753							
430002283	128314	Utricularia major sensu P.Fourn., 1937							
430002283	128322	Utricularia vulgaris L., 1753							
430002283	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753							
430002283	128354	Vaccinium uliginosum L., 1753							
430002283	128355	Vaccinium vitis-idaea L., 1753							
430002283	128394	Valeriana dioica L., 1753							
430002283	128419	Valeriana officinalis L., 1753							
430002283		Veronica anagallis							
430002283	129147	Vicia cracca L., 1753							
430002283	129639	Viola palustris L., 1753							

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88632	Carex limosa L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3		oui		
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753	A			oui	oui	
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection		*oui*	*oui*	

				| Article 2				
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)	D	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 4				

1

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE

Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE

Code régional : 00000107 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL

430002283

3-NOM DE LA ZONE

LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS

4-ANNÉE DE DESCRIPTION

01/01/1984

ANNÉE DE MISE A JOUR

01/01/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Malpas (25362)

b) Altitude(s): 865 m à 939 m.

c) Superficie: 88 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

ATTENTION : cette ZNIEFF contient des espèces confidentielles dont la liste pourra vous être communiquée sous conditions.
Contact : dcbn.sbep.dreal-frcomte@developpement-durable.gouv.fr

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	22.14	Eaux dystrophes			
430002283	22.4	Végétations aquatiques			
430002283	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées			
430002283	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002283	37.31	Prairies à molinie et communautés associées			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	24.12	Zone à truites			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	44.A	Forêts marécageuses de bouleaux et de conifères			
430002283	44.1	Formations riveraines de saules			
430002283	51.1	Tourbières hautes à peu près naturelles			
430002283	51.2	Tourbières à molinie bleue			
430002283	53.1	Roselières			
430002283	54	Bas-marais, tourbières de transition et sources			
430002283	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			
430002283	54.6	Communautés à rhynchospora alba			
430002283	83.31	Plantations de conifères			

c) Milieux périphériques

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002283	37	Prairies humides et mégaphorbiaies			
430002283	38.1	Pâtures mésophiles			
430002283	38.3	Prairies de fauche de montagne			
430002283	42	Forêts de conifères			

1

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 21 Ruisseau, torrent - 32 Lac - 66 Montagne - 85 Cuvette

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 02 Sylviculture - 04 Pêche - 05 Chasse

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique)

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 400 Pratiques agricoles et pastorales - 500 Pratiques et travaux forestiers - 820 Atterrissements, envasement, assèchement - 913 Acidification - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 25 Reptiles - 26 Oiseaux - 30 Floristique - 34 Bryophytes - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 43 Soutien naturel d'étiage - 44 Auto-épuration des eaux - 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 63 Zone particulière d'alimentation - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Faible	Nulle	Nulle	Moyen	Nulle	Bon	Bon	Moyen	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 07 Formations végétales, étages de végétation

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

A l'ouest du lac Saint-Point, dans la haute chaîne du Jura plissé, le synclinal de Malpas s'étend entre la Montagne du Laveron à l'ouest et un petit anticlinal où s'est installé le bois du Chablay à l'est. Le réseau hydrographique de surface se dirige vers le nord-est par le Bief de Malpas.

Des dépôts d'origine glaciaire et des alluvions fluvio-glaciaires imperméables recouvrent les calcaires crétacés du synclinal. Dans un contexte de prairies humides ou mésophiles et de forêts de conifères, le fond de la dépression est occupé par un ensemble de zones humides particulièrement intéressantes autour du lac de Malpas : ruisseau au nord, bas-marais neutrocline (chimiquement neutre) couvrant la moitié de la superficie du site, tourbière haute acide active ou boisée (la pinède à pins à crochets couvre environ 15% de la surface du site), mégaphorbiaies et saulaies.

Le site offre un bel exemple de succession des différents stades aboutissant à la genèse d'une tourbière acide puis d'une tourbière boisée, selon l'évolution observée dans le massif du Jura. En altitude, les facteurs climatiques y sont propices à l'installation de tourbières. La roselière progresse actuellement vers le centre, à partir des bords du lac : les radeaux flottants (tremblants) envahissent petit à petit le plan d'eau et sont colonisés à leur tour par les sphaignes, sous forme d'îlots d'abord, puis d'un véritable tapis. La nature des eaux se modifie fortement, les sphaignes ayant la propriété d'acidifier leur milieu. L'ensemble s'exhausse progressivement, évoluant d'un bas-marais acide

vers une tourbière bombée (haut-marais acide). Enfin, l'assèchement et l'installation des ligneux marquent le stade ultime.

Dans ce biotope spécialisé, un écosystème particulier se développe, comprenant des végétaux rares, voire quasiment disparus en France. Avec 18 espèces protégées ou rares au plan national ou régional, le site présente une grande diversité floristique. Les laîches des bourbiers et à long rhizome, les rossolis, plantes carnivores, la scheuchzérie des marais, l'andromède à feuilles de polium sont strictement inféodées aux tourbières. La végétation aquatique est particulièrement intéressante, avec la présence du rubanier nain et du nénuphar nain.

Une faune remarquable est associée à ces milieux : cinq espèces de papillons protégées, inféodées à la flore des tourbières, sont recensées. La vipère péliade fait partie des rares reptiles adaptés au climat des tourbières. La discrète marouette ponctuée trouve dans les marais à laîches un site de nidification approprié. Naissant de la tourbière, le bief de Malpas est également un élément essentiel du site : il offre une grande diversité d'invertébrés polluo-sensibles et constitue une zone de frayère à truites.

STATUT DE PROTECTION

Cette ZNIEFF est intégrée le réseau européen Natura 2000. En outre, la présence de plantes, insectes et reptile protégés confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent (arrêtés des 20/01/82, 22/06/92, 06/05/07 et 19/11/07).

OBJECTIFS DE PRESERVATION

L'ensemble de la zone humide, peu artificialisé, bénéficie d'un bon état de conservation. Seule une petite plantation de résineux est notée. Il est capital de préserver les biotopes en régression que sont les tourbières. Ce sont des réservoirs de biodiversité qui assurent également des fonctions de régulation hydrique (" rôle d'éponge ") et d'épuration des eaux de surface.
Les objectifs de gestion sont liés au maintien du fonctionnement hydrique et du caractère oligotrophe du site : absence d'opération de drainage, de mise en eau ou de boisement des tourbières, maintien des pratiques agricoles extensives sur le site et dans les prairies environnantes.
Le Bief de Malpas a été en partie rectifié dans le passé : la qualité de ses eaux et sa richesse biologique sont à surveiller.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- Scorpidio scorpidioidis - Utricularietum minoris = 2214 (d)
Myriophylletum spicati = 22422 (d)
Myriophyllo - Nupharetum, variante à Nymphea alba = 224311 (d)
Alchemillo monticolae - Cynosuretum cristati = 371 (d)
Trollio europaei - Cirsietum rivularis = 37212 (d
Trollio europaei - Molinietum caeruleae swertiosum perennis = 37311 (d)
Gentiano luteae - Cynusoretum cristati = 381 (d)
Alchemillo - Brometum mollis = 383 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante à Betula = 44A1 (d)
Sphagno - Pinetum uncinatae = 44A3 (d)
Sphagno - Piceetum abietis variante type = 44A42 (d)
Salicetum pentandro - cinereae = 44921
Sphagnetum magellanici trichophoretosum cespitosi = 51111 (d)
Scirpetum lacustris, variante à Equisetum fluviatile = 5312
Equisetum fluviatilis = 53144

1

Caricetum appropinquatae = 53217
Caricetum davallianae = 5423 (d)
Scorpidio - Caricetum limosae = 5454 (d)
Sphagno warnstorfii - Caricetum dioicae = 545 (d)
Drepanoclado revolventis - Caricetum chordorrhizae = 5455 (d)

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	CBNFC	0	
Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.
Bibliographie	OPIE Franche-Comté - F Mora	1999	Les insectes protégés de Franche-Comté. Atlas commenté
Bibliographie	C.R.E.N. Franche-Comté	1998	Etude des tourbières de Franche-Comté (programme Life), vol. 2 : Doubs et Jura
Bibliographie	Gillet F., Royer J.-M. et Vadam J.-C.	1980	Rapport concernant une étude monographique des tourbières du département du Doubs et du nord du département du Jura. in Etude pluridisciplinaire des zones humides formant le complexe étangs, marais et tourbières de Frasne (Doubs). Univ. Franche-Comté. p.125-273.
Inventeur	Magnin A.		
Bibliographie	Ferrez Y.	2004	Connaissance de la flore rare et menacée de Franche-Comté, Carex chordorrhiza L. fil. Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 18p.
Bibliographie	Magnin A. et Hétier F.	1894	Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.
Bibliographie	Mikolajczak A. et Ferrez Y.	2005	Connaissance de la flore rare ou menacée de Franche-Comté, Nuphar pumila (Timm) DC., Conservatoire Botanique de Franche-Comté. Dire de Franche-Comté et Conseil régional de Franche-Comté.14 p
Inventeur	André M.		
Inventeur	Prost J.-F.		
Inventeur	Cosson E.		
Inventeur	Morcrette P.		
Bibliographie	Gaden J.-L.	2007	Etude phytosociologique et cartographique des habitats ouverts du site Natura 2000 FR 4301284 « Lac et tourbière de Malpas, les prés Partot et le Bief Belin ». Ecotope Flore Faune, DIREN Franche-Comté, Réserve Naturelle de Remoray et Union Européenne. 67 p + cartes et annexes
Inventeur	CREN-FC		
Inventeur	Ferrez Y., André M., Guyonneau J.		
Bibliographie	Bailly G., Ferrez Y., Guyonneau J. et Schäfer O.	2007	Etude et cartographie de la flore et de la végétation de dix lacs du massif jurassien. Petit et Grands lacs de Clairvaux (Jura), lac du Vernois (Jura), lac du Fioget (Jura), lac de Malpas (Doubs), lac de Remoray (Doubs), lac de Saint-Point (Doubs), lacs de Bellefontaine et des Mortes (Jura et Doubs) et lac des Rousses (Jura). Conservatoire Botanique de Franche-Comté. 132 p + annexes
Inventeur	Guyonneau J.		
Inventeur	Nardin C.		
Inventeur	Lambert J.-L.		

2a

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	65446	Aeshna grandis (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	5755	Bryum neodamense Itzigs.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	159574	Calamagrostis neglecta sensu 1		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	87290	Calamagrostis stricta (Timm) Koeler, 1802			Ferrez Y., André M., Guyonneau J.				1995 à 2006
430002283	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				à 2006
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1904 à 2006
430002283	88472	Carex dioica L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782			Guyonneau J.				2006
430002283	88614	Carex lasiocarpa Ehrh., 1784		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430002283	88632	Carex limosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	4913	Cinclidium stygium Sw.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2a

430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	94287	Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2000 à 2006
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	95439	Drosera longifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95445	Drosera x obovata Mert. & W.D.J.Koch, 1826		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	95927	Eleocharis quinqueflora (Hartmann) O.Schwarz, 1949		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1998
430002283	65352	Leucorrhinia dubia (Vander Linden, 1825)			Lambert J.-L.				2002
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	CREN-FC				1997 à 1998
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				2003 à 2006
430002283	115256	Potamogeton friesii Rupr., 1845		• Reproduction certaine ou probable					1984
430002283	115258	Potamogeton gramineus L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	CBNFC				2003
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	122722	Senecio spathulifolius (C.C.Gmel.) Griess.		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	125894	Tephroseris helenitis (L.) B.Nord., 1978		• Reproduction certaine ou probable	Guyonneau J.				1997 à 2006
430002283	127191	Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2a

430002283	127547	Triglochin palustre L., 1753			André M.				2005
430002283	128311	Utricularia intermedia Hayne, 1800		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	128315	Utricularia minor L., 1753			Guyonneau J.				2006
430002283	128347	Vaccinium oxycoccos L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)							
430002283		Alisma plantago							
430002283	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)							
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	85904	Betula pubescens Ehrh., 1791							
430002283	5469	Calliergon stramineum (Dicks. ex Brid.) Kindb.							
430002283	87501	Calluna vulgaris (L.) Hull, 1808							
430002283	87540	Caltha palustris L., 1753							
430002283	5490	Campylium polygamum (Schimp.) Lange & C.E.O.Jensen							
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	88318	Carex acutiformis Ehrh., 1789							
430002283	88342	Carex ampullacea Gooden., 1794							
430002283	88459	Carex davalliana Sm., 1800							
430002283	88468	Carex diandra Schrank, 1781							
430002283	88491	Carex elata All., 1785							
430002283	88511	Carex flava L., 1753							
430002283	159979	Carex fulva Schkuhr.							
430002283		Carex goodenoughi							
430002283	88545	Carex gracilis Curtis, 1786							
430002283	88578	Carex hostiana DC., 1813			Guyonneau J.				2006
430002283	88752	Carex panicea L., 1753							
430002283	88753	Carex paniculata L., 1755							
430002283	88755	Carex paradoxa Willd., 1794							
430002283	88762	Carex pauciflora Lightf., 1777							
430002283	88889	Carex stellulata Gooden., 1794							
430002283	88913	Carex teretiuscula Gooden., 1794							
430002283	88942	Carex vesicaria L., 1753							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2c

430002283	73533	Chara aspera Deth. ex Wild							
430002283	73556	Chara fragilis Desv.							
430002283	73560	Chara hispida L.							
430002283		Chara jurensis							
430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	91382	Cirsium palustre (L.) Scop., 1772							
430002283	91398	Cirsium rivulare (Jacq.) All., 1789							
430002283	92217	Comarum palustre L., 1753							
430002283	93101	Crepis paludosa (L.) Moench, 1794							
430002283	94259	Dactylorhiza incarnata (L.) Soó, 1962			Guyonneau J.				2006
430002283	95980	Elodea canadensis Michx., 1803							
430002283	96136	Epilobium angustifolium L., 1753							
430002283	96180	Epilobium hirsutum L., 1753							
430002283	96226	Epilobium palustre L., 1753							
430002283	96465	Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96526	Equisetum limosum L., 1753							
430002283	96534	Equisetum palustre L., 1753							
430002283	96844	Eriophorum angustifolium Honck., 1782							
430002283	96852	Eriophorum latifolium Hoppe, 1800			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	96861	Eriophorum vaginatum L., 1753							
430002283	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99494	Galium palustre L., 1753							
430002283	99570	Galium uliginosum L., 1753							
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	99983	Gentianella ciliata (L.) Borkh., 1796			André M.				2005
430002283	100215	Geum rivale L., 1753							
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753							
430002283	103772	Iris pseudacorus L., 1753							
430002283	104160	Juncus conglomeratus L., 1753							
430002283	65208	Lestes sponsa (Hansemann, 1823)			Nardin C.				1980
430002283	106367	Listera cordata (L.) R.Br., 1813							
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	106918	Lychnis flos-cuculi L., 1753							
430002283	107090	Lysimachia vulgaris L., 1753							
430002283	4965	Meesia triquetra (L. ex Jolycl.) Ångstr.							

2c

430002283	108029	Mentha arvensis L., 1753							
430002283	108345	Menyanthes trifoliata L., 1753							
430002283	108718	Molinia caerulea (L.) Moench, 1794							
430002283	109091	Myosotis scorpioides L., 1753							
430002283	109150	Myriophyllum spicatum L., 1753							
430002283	109732	Nuphar lutea (L.) Sm., 1809							
430002283	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821		• Reproduction certaine ou probable	Magnin A. et Hétier F. - 1894 : Observations sur la flore du Jura et du Lyonnais. Imp. Dodivers. 159 p.				1894 à 1999
430002283	109750	Nymphaea alba L., 1753							
430002283	109892	Oenanthe phellandrium Lam., 1779							
430002283	110885	Orchis incarnata L., 1755							
430002283	112426	Parnassia palustris L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	112590	Pedicularis palustris L., 1753							
430002283	112873	Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794							
430002283	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
430002283	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753			Guyonneau J.				2005 à 2006
430002283	161959	Pinus montana sensu Coste							
430002283	113708	Pinus uncinata Ramond ex DC., 1805							
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)							
430002283	114641	Polygonum amphibium L., 1753							
430002283		Polygonum amphibium var. terrestre							
430002283	114664	Polygonum bistorta L.							
430002283	115245	Potamogeton crispus L., 1753							
430002283	115262	Potamogeton heterophyllus Schreb., 1771							
430002283	115270	Potamogeton lucens L., 1753							
430002283	115280	Potamogeton natans L., 1753							
430002283	115296	Potamogeton perfoliatus L., 1753							
430002283	115384	Potamogeton x zizii W.D.J.Koch ex Roth, 1827							
430002283	115680	Potentilla tormentilla Neck., 1770							
430002283	115868	Primula farinosa L., 1753							
430002283	116109	Prunus padus L., 1753							
430002283	116547	Pyrola rotundifolia L., 1753							
430002283	117255	Ranunculus trichophyllus Chaix, 1785							
430002283	117530	Rhamnus cathartica L., 1753							
430002283	117533	Rhamnus frangula L., 1753							
430002283	117731	Rhynchospora alba (L.) Vahl, 1805			Guyonneau J.				1984 à 2006

2c

430002283	119812	Sagina nodosa (L.) Fenzl, 1833			Guyonneau J.				2006
430002283	119952	Salix aurita L., 1753							
430002283	120049	Salix grandifolia Ser., 1815							
430002283	120163	Salix pentandra L., 1753							
430002283	120189	Salix purpurea L., 1753							
430002283	120192	Salix repens L., 1753							
430002283	120758	Sanguisorba officinalis L., 1753							
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002283	121699	Scirpus cespitosus L., 1753							
430002283	121735	Scirpus lacustris L., 1753							
430002283	121759	Scirpus palustris L., 1753							
430002283	122058	Scrophularia umbrosa Dumort., 1829			Guyonneau J.				2006
430002283	122069	Scutellaria galericulata L., 1753							
430002283	122678	Senecio paludosus L., 1753							
430002283	65397	Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)			Lambert J.-L.				2002
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz							
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.							
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow							
430002283	125294	Succisa praemorsa Asch., 1866							
430002283	125319	Swertia perennis L., 1753			Guyonneau J.				1984 à 2006
430002283	65327	Sympetrum flaveolum (Linnaeus, 1758)			Nardin C.				1980
430002283	126615	Thysselinum palustre (L.) Hoffm., 1814			Guyonneau J.				2006
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002283	127872	Trollius europaeus L., 1753							
430002283	128077	Typha latifolia L., 1753							
430002283	128314	Utricularia major sensu P.Fourn., 1937							
430002283	128322	Utricularia vulgaris L., 1753							
430002283	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753							
430002283	128354	Vaccinium uliginosum L., 1753							
430002283	128355	Vaccinium vitis-idaea L., 1753							
430002283	128394	Valeriana dioica L., 1753							
430002283	128419	Valeriana officinalis L., 1753							
430002283		Veronica anagallis							
430002283	129147	Vicia cracca L., 1753							
430002283	129639	Viola palustris L., 1753							

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000107 / Zone de type 1**	**LAC, TOURBIERE ET ZONES HUMIDES DE MALPAS**	**430002283**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002283	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	82420	Andromeda polifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	3726	Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	3723	Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	4588	Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88562	Carex heleonastes Ehrh. ex L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	88632	Carex limosa L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

430002283	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002283	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	94833	Dianthus superbus L., 1755	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	95442	Drosera rotundifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3		oui		
430002283	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	102870	Hippuris vulgaris L., 1753	A			oui	oui	
430002283	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection		*oui*	*oui*	

				| Article 2				
430002283	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002283	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	121500	Scheuchzeria palustris L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002283	6736	Sphagnum contortum Schultz	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6750	Sphagnum fuscum (Schimp.) H.Klinggr.	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	6802	Sphagnum warnstorfii Russow	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002283	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002283	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002283	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)	D	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 4				

LISTE D'ESPÈCES A STATUT DE PROTECTION (SUITE)

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)* *TYPE ESP : Statut D : déterminant ou A : autre*

430002283	109735	Nuphar pumila (Timm) DC., 1821	A	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753	A	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	124410	Sparganium minimum Wallr., 1840	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	125894	Tephroseris helenitis (L.) B.Nord., 1978	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	127547	Triglochin palustre L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	128311	Utricularia intermedia Hayne, 1800	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	4913	Cinclidium stygium Sw.	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	87290	Calamagrostis stricta (Timm) Koeler, 1802	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	94287	Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002283	115258	Potamogeton gramineus L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

BIEF BELIN, RUISSEAU DU SAUT ET ZONES HUMIDES ASSOCIEES



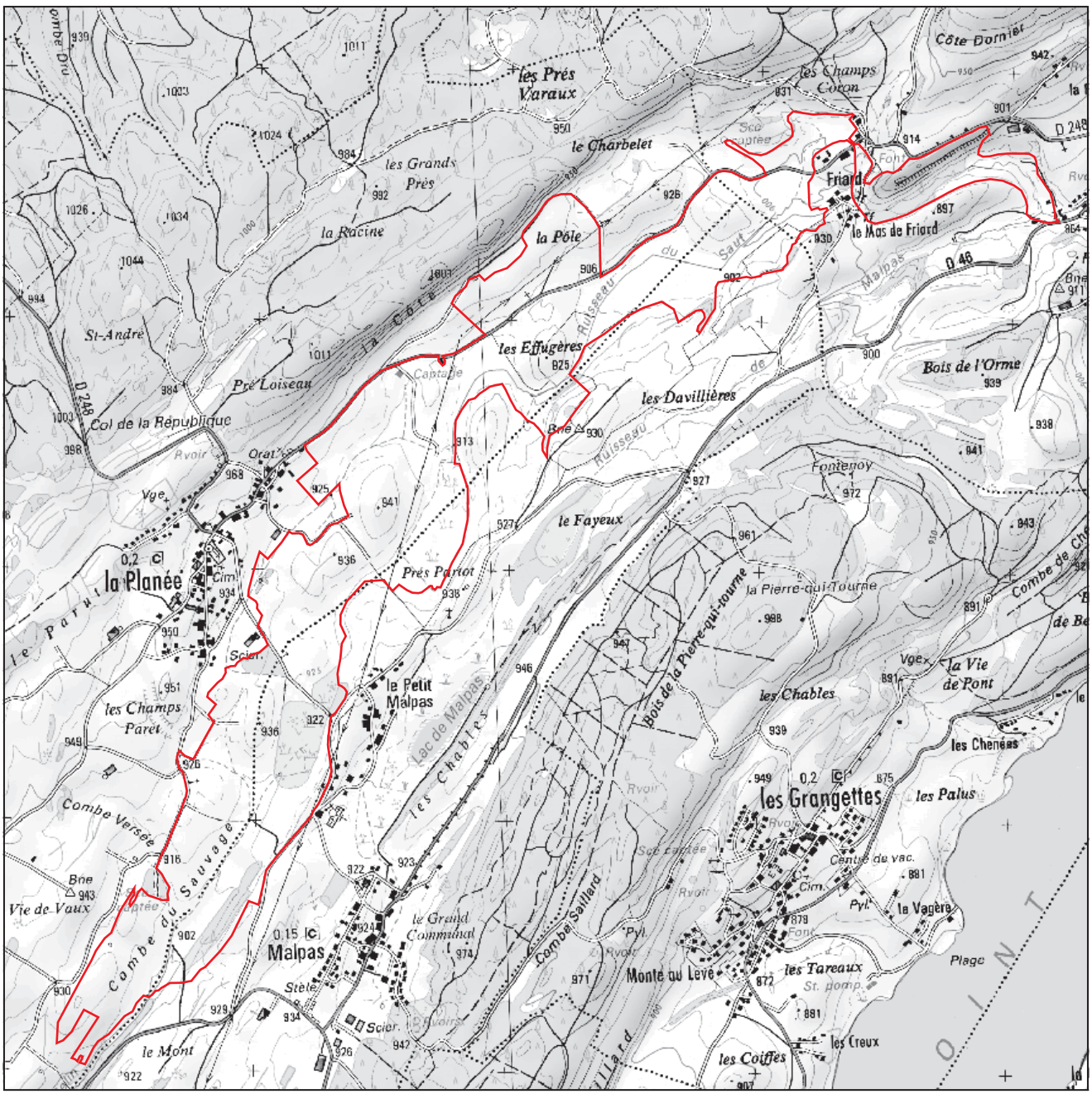
ZNIEFF n° : 00000108
Numéro SPN : 430002284
Surface : 216,28 ha
Altitude : 863- 940 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 01/01/2009

Validation CSRPN : 15/10/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : Malpas, Oye-et-Pallet, La Planée



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

0 0,5 km
kilomètres

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

ZNIEFF DE TYPE I

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 28/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE
Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE
Code régional : 00000108 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL
430002284

3-NOM DE LA ZONE

BIEF BELIN, RUISSEAU DU SAUT ET ZONES HUMIDES ASSOCIÉES

4-ANNÉE DE DESCRIPTION
01/01/1984
ANNÉE DE MISE A JOUR
18/09/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Planée (25459)
- Malpas (25362)

b) Altitude(s): 863 m à 940 m.

c) Superficie: 216 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002284	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées			
430002284	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002284	37.3	Prairies humides oligotrophes			
430002284	38.1	Pâtures mésophiles			
430002284	38.3	Prairies de fauche de montagne			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002284	44.9	Bois marécageux d'aulne, de saule et de myrte des marais			
430002284	53.1	Roselières			
430002284	53.2	Communautés à grandes laîches			
430002284	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 21 Ruisseau, torrent - 66 Montagne - 75 Combe - 85 Cuvette

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 03 Elevage - 05 Chasse - 08 Habitat dispersé

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique) - 20 Collectivité territoriale

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection - 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

1

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 110 Habitat humain, zones urbanisées - 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 450 Pâturage - 470 Abandons de systèmes culturaux et pastoraux, apparition de friches

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 23 Poissons - 30 Floristique - 34 Bryophytes - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 44 Auto-épuration des eaux - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

- 81 Paysager

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Faible	Moyen	Nulle	Moyen	Nulle	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 04 Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

A l'ouest du lac Saint-Point, dans la haute chaîne du Jura plissé, le synclinal de Malpas s'étend entre la Montagne du Laveron à l'ouest et un petit anticlinal où s'est installé le bois du Chablay à l'est. Le réseau hydrographique de surface se dirige d'une part vers le nord-est par le ruisseau du Saut et d'autre part vers le sud par le Bief Belin.

Dans le massif du Jura, en altitude, les facteurs climatiques sont propices à l'installation de tourbières. A partir de cuvettes remplies d'eau, elles se forment et évoluent lentement depuis environ 12 000 ans : colonisation de l'eau libre par un radeau de végétation flottante (" tremblants "), formation d'un bas-marais alcalin, puis d'une tourbière bombée (haut-marais acide). Enfin, l'assèchement et l'installation des ligneux marquent le stade ultime.

Des dépôts d'origine glaciaire et des alluvions fluvio-glaciaires imperméables recouvrent les calcaires crétacés du synclinal. Dans un contexte de pâturages mésophiles et de forêts, le fond de la dépression est occupé par une mosaïque de milieux humides d'un grand intérêt écologique et paysager : bas-marais neutroclines (chimiquement neutres) occupant près de 60 % de la superficie du site, tourbières hautes actives et boisées, roselières, cariçaies hautes, mégaphorbiaies et saulaies. Le site offre donc un bel exemple de succession des différents stades aboutissant à la genèse d'une tourbière acide puis boisée.

Dans ce biotope spécialisé, se développe un écosystème particulier. La flore des Prés Partot présente de nombreuses espèces remarquables telles que la laîche des bourbiers, les rossolis à feuilles rondes et à feuilles longues, l'andromède à feuilles de polium, protégées sur le territoire national et deux mousses protégées en Franche-Comté. La régression à l'échelon national des zones de tourbières induit la raréfaction des espèces inféodées strictement à ces milieux. En outre, comme l'ensemble des zones humides, elles assurent des fonctions de régulation hydrique (" rôle d'éponge ") et d'épuration des eaux de surface. Comme pour le site de Malpas, l'intérêt des secteurs humides pour les insectes est primordial. Ainsi quatre espèces de papillons sont protégés sur ce secteur.

Pour les cours d'eau, le Bief du Saut s'écoule dans un contexte de bas marais et présente une grande diversité d'invertébrés sensibles à la pollution et des frayères à truite. C'est également le cas du Bief Belin : cet élément essentiel du site, dont la qualité des eaux est optimale, constitue le réservoir faunistique et pépinière du Drugeon, cours d'eau traversant une zone humide d'importance internationale toute proche.

STATUT DE PROTECTION

Cette ZNIEFF est incluse dans le périmètre de la Zone Spéciale de Conservation " Lac et tourbières de Malpas, les Prés Partot et le Bief Belin " proposée pour intégrer le réseau européen Natura 2000. En outre, la présence d'espèces végétales, d'insectes et de poissons protégées confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit tout acte de destruction vis-à-vis des espèces et de leur milieu

1

(arrêtés ministériels des 20/01/82, 22/06/92, 08/12/88 et 06/05/07).

OBJECTIFS DE PRESERVATION
Plusieurs drains et fossés creusés au sud-ouest de la zone accélèrent les écoulements et l'exploitation de la tourbe aux Prés Partot a entraîné la disparition des bombements typiques du haut-marais. La majeure partie des prairies et marais fait l'objet d'un pâturage par des chevaux. Les objectifs de gestion sont liés au maintien du fonctionnement hydrique et du caractère oligotrophe du site : absence d'opérations de drainage, de mise en eau ou de boisement des tourbières, limitation des apports d'engrais qui provoqueraient un déséquilibre trophique, maintien des pratiques agricoles extensives sur le site et dans les prairies environnantes. La conservation d'un équilibre entre les différents éléments de la mosaïque des habitats et la maîtrise de la fréquentation humaine sont également deux points à aborder dans une concertation au niveau local.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- Aconito napelli - Filipenduletum ulmariae = 371 (d)
Trollio europaei - Cirsietum rivularis = 37212 (d)
Junco inflexi - Menthetum longifoliae = 3724
Trollio europaei - Molinietum caeruleae a Phragmites australis = 37311
Gentiano luteae - Cynosuretum cristati = 381 (d)
Alchemillo monticolae - Cynosuretum cristati = 381
Euphorbio brittingeri - Trisetetum flavescentis brometosum mollis = 383 (d)
Salicetum pentandro - cinereae = 44923
Phragmitetum communis = 53111
Caricetum paniculatae = 5321
Caricetum davallianae = 5423 (d)

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Bibliographie	Moncorgé S et al.	2007	Plan d'action en faveur de l'Azuré de la croisette en Franche-Comté. ENC, OPIE, CBFC, RN Remoray, PNR Haut-Jura, CC Frasne-Drugeon, ADAPEMONT, CPIE Haut-Doubs, DIREN, CR Franche-Comté, CG Doubs et Haute-Saône, Fondation nature et découvertes. 22p. + annexes
Inventeur	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.		
Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.

1

Bibliographie	C.R.E.N. Franche-Comté	1998	Etude des tourbières de Franche-Comté (programme Life), vol. 2 : Doubs et Jura
Bibliographie	Gillet F., Royer J.-M. et Vadam J.-C.	1980	Rapport concernant une étude monographique des tourbières du département du Doubs et du nord du département du Jura. in Etude pluridisciplinaire des zones humides formant le complexe étangs, marais et tourbières de Frasne (Doubs). Univ. Franche-Comté. p.125-273.
Bibliographie	Ferrez Y. et Guyonneau J.	2005	Connaissance de la flore rare ou menacée de Franche-Comté, Carex cespitosa L. . Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 16p.
Inventeur	Adriaens Aïno	1999	
Inventeur	Morcrette P.		
Bibliographie	Gaden J.-L.	2007	Etude phytosociologique et cartographique des habitats ouverts du site Natura 2000 FR 4301284 « Lac et tourbière de Malpas, les prés Partot et le Bief Belin ». Ecotope Flore Faune, DIREN Franche-Comté, Réserve Naturelle de Remoray et Union Européenne. 67 p + cartes et annexes
Inventeur	Ferrez Y., Guyonneau J.		
Inventeur	Gaden J.-L.		

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000108 / Zone de type 1**	**BIEF BELIN, RUISSEAU DU SAUT ET ZONES HUMIDES ASSOCIÉES**	**430002284**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)*		*D.A : Degré d'abondance*		*Ab.I : Abondance inférieure estimée*	*Ab.S : Abondance supérieure estimée*		*Observation : Période d'observation*		
430002284	82420	Andromeda polifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Gaden J.-L.				1984 à 2006
430002284	5755	Bryum neodamense Itzigs.		• Reproduction certaine ou probable					
430002284	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.		• Reproduction certaine ou probable					
430002284	88420	Carex cespitosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Gaden J.-L.				1999 à 2006
430002284	88632	Carex limosa L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Gaden J.-L.				1984 à 2006
430002284	4913	Cinclidium stygium Sw.		• Reproduction certaine ou probable					
430002284	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)		• Reproduction certaine ou probable	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.				2001
430002284	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)		• Reproduction certaine ou probable	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.				2001
430002284	95439	Drosera longifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					1980
430002284	95442	Drosera rotundifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable					
430002284	95927	Eleocharis quinqueflora (Hartmann) O.Schwarz, 1949		• Reproduction certaine ou probable					
430002284	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.				2001
430002284	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)		• Reproduction certaine ou probable	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.				2001

2a

430002284	199775	Maculinea rebeli (Hirschke, 1904)		• Reproduction certaine ou probable	Tissot B., Adriens A. et Lambert J.L.				2001
430002284	114480	Polemonium caeruleum L., 1753			Gaden J.-L.				2006
430002284	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002284	88913	Carex teretiuscula Gooden., 1794							
430002284	96843	Eriophorum alpinum L., 1753							
430002284	4965	Meesia triquetra (L. ex Jolycl.) Ångstr.							
430002284	111954	Oxycoccus quadripetalus Schinz & Thell., 1907							
430002284	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753			Morcrette P.				1997
430002284	115868	Primula farinosa L., 1753							
430002284	119812	Sagina nodosa (L.) Fenzl, 1833							
430002284	6736	Sphagnum contortum Schultz							
430002284	125319	Swertia perennis L., 1753							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000108 / Zone de type 1**	**BIEF BELIN, RUISSEAU DU SAUT ET ZONES HUMIDES ASSOCIÉES**	**430002284**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002284	82420	Andromeda polifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002284	88632	Carex limosa L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002284	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002284	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002284	95442	Drosera rotundifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002284	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3		oui		
430002284	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 2		oui	oui	
430002284	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2				

CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) *TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

				• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002284	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				
430002284	6736	Sphagnum contortum Schultz	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui

Annexes

LISTE D'ESPÈCES A STATUT DE PROTECTION (SUITE)

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale
CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)		*TYPE ESP : Statut D : déterminant ou A : autre*		
430002284	113639	Pinguicula vulgaris L., 1753	A	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002284	5472	Calliergon trifarium (F.Weber & D.Mohr) Kindb.	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002284	4913	Cinclidium stygium Sw.	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002284	88420	Carex cespitosa L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

PLAINE DU DOUBS ENTRE SAINT-POINT ET PONTARLIER



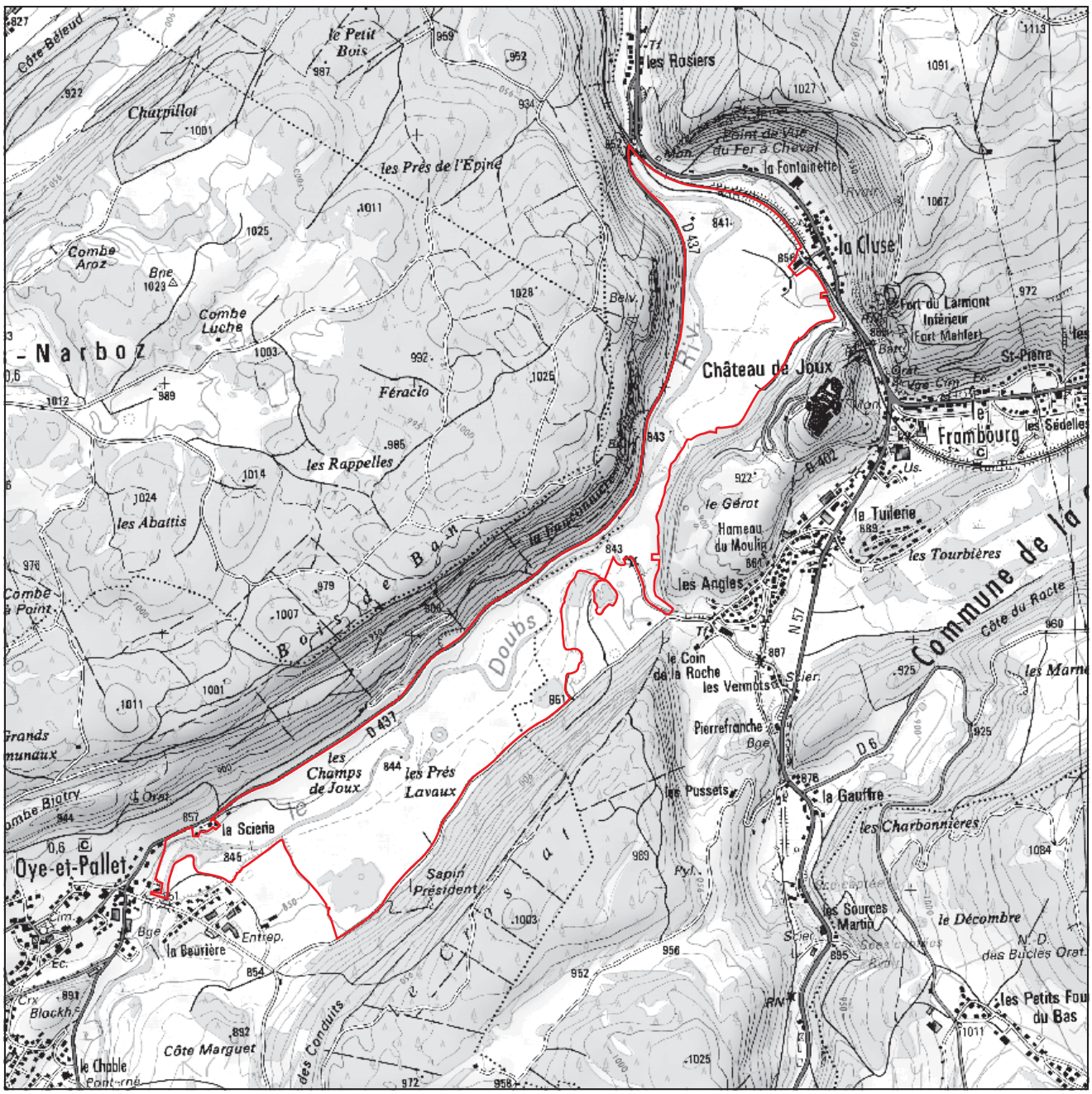
ZNIEFF n° : 00000126
Numéro SPN : 430002302
Surface : 143,10 ha
Altitude : 841 - 858 m

Année de description : 01/01/1979
Année de mise à jour : 31/08/2009

Validation CSRPN : 15/10/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : La Cluse-et-Mijoux, Oye-et-Pallet



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

0 0,5 km
kilomètres

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

ZNIEFF DE TYPE I

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 29/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE
Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE
Code régional : 00000126 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL
430002302

3-NOM DE LA ZONE

PLAINE DU DOUBS ENTRE SAINT-POINT ET PONTARLIER

4-ANNÉE DE DESCRIPTION
01/01/1979
ANNÉE DE MISE A JOUR
31/08/2009

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Cluse-et-Mijoux (25157)

b) Altitude(s): 841 m à 858 m.

c) Superficie: 143 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

f) ZNIEFF liée :

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002302	22.4	Végétations aquatiques			
430002302	24.4	Végétation immergée des rivières			
430002302	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées			
430002302	37.2	Prairies humides eutrophes			
430002302	37.3	Prairies humides oligotrophes			
430002302	54.23	Tourbières basses à carex davalliana	Adriaens A.		1999
430002302	54.512	Pelouses à carex lasiocarpa et sphaignes	Adriaens A.		1999
430002302	54.531	Tourbières tremblantes acidiclines à carex rostrata	Adriaens A.		1999
430002302	54.54	Pelouses à carex limosa	Adriaens A.		1999
430002302	54.55	Pelouses à carex chordorrhiza	Adriaens A.		1999

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002302	38.1	Pâtures mésophiles			
430002302	44.A	Forêts marécageuses de bouleaux et de conifères			
430002302	44.1	Formations riveraines de saules			
430002302	44.3	Forêt de frênes et d'aulnes des fleuves médio-européens			
430002302	51.1	Tourbières hautes à peu près naturelles			
430002302	53.1	Roselières			
430002302	53.2	Communautés à grandes laîches			
430002302	54.2	Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)			
430002302	54.4	Bas-marais acides			
430002302	54.5	Tourbières de transition			
430002302	83.31	Plantations de conifères			
430002302	83.3111	Plantations de sapins, d'epicéas et de mélèzes européens	Adriaens A.		1999
430002302	84.2	Bordures de haies	Adriaens A.		1999

c) Milieux périphériques

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*

** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*

430002302	34.3	Pelouses pérennes denses et steppes médio-européennes			
430002302	38.1	Pâtures mésophiles			
430002302	41.4	Forêts mixtes de pentes et ravins			
430002302	43.1	Hêtraies mixtes			
430002302	61	Eboulis			
430002302	83.3	Plantations			
430002302	84.2	Bordures de haies	Adriaens A.		1999

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 23 Rivière, fleuve - 24 Lit majeur - 26 Méandre, courbe - 52 Plaine, bassin

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 02 Sylviculture - 04 Pêche - 05 Chasse

c) Statuts de propriété

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection - 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 131 Route - 150 Dépots de matériaux, décharges - 310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides - 440 Traitements de fertilisation et pesticides - 450 Pâturage - 463 Fauchage, fenaison - 470 Abandons de systèmes culturaux et pastoraux, apparition de friches - 530 Plantations, semis et travaux connexes - 914 Envahissement d'une espèce ou d'un groupe - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 23 Poissons - 30 Floristique - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 41 Expansion naturelle des crues - 44 Auto-épuration des eaux

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Nulle	Bon	Bon	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle	Moyen

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 03 Fonctionnement et relation d'écosystèmes

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

En aval du lac Saint-Point, le Doubs se faufile dans le défilé de la Cluse-et-Mijoux. Cette cluse complexe, l'une des plus belles du massif Jurassien, ouvre une brèche spectaculaire dans les calcaires du Jurassique supérieur de la voûte anticlinale du Larmont.

Outre un intérêt paysager exceptionnel lié à sa géomorphologie, le site de la Cluse-et-Mijoux est remarquable sur le plan écologique : des

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

zones humides sont réparties dans les vallées de part et d'autre du château de Joux, alors que les falaises et versants environnants sont colonisés par des pelouses sèches et des forêts de ravins.

La zone regroupe une diversité exceptionnelle de groupements humides, répartis dans le lit majeur du Doubs. Tous les stades typiques de la formation des tourbières jurassiennes sont représentés ainsi que des roselières, cariçaies hautes, mégaphorbiaies, prairies hygrophiles à mésophiles. Ces habitats, intriqués en mosaïque complexe, sont ponctués par des fourrés et haies arborés de saules et frênes. L'intérêt floristique est remarquable : douze plantes protégées sont recensées dont les laîches des bourbiers et à long rhizome, l'andromède à feuilles de polium et le rossolis à feuilles rondes. Les cordons boisés abritent une très belle population de gagée jaune. Toutes ces espèces sont protégées en France.

La végétation aquatique des eaux stagnantes et courantes est également remarquable. Le Doubs n'est pas artificialisé sur ce tronçon et conserve sa dynamique propre. Le jonc des tonneliers, le nénuphar jaune, les potamots pectiné et dense prospèrent dans les zones calmes. Quand le courant s'accélère, une diversification géomorphologique du lit s'opère et la renoncule aquatique se développe.

Les formations herbacées recèlent une flore très diversifiée, favorable à l'entomofaune. Six espèces de papillons protégés et inféodés à ces milieux y sont recensés.

En dépit de l'altération générale des peuplements de la haute vallée du Doubs, la qualité et la diversité biologique du site comptent parmi les plus élevées du secteur. Les groupes d'invertébrés aquatiques les plus sensibles à la pollution y sont représentés. Le peuplement de poissons présente une riche population de truite locale à robe barrée qui se reproduit sur ce tronçon.

STATUT DE PROTECTION
Ce secteur correspond aux milieux humides et aquatiques à l'ouest du périmètre de la Zone Spéciale de Conservation " Complexe de la Cluse-et-Mijoux ", proposée pour intégrer le réseau Natura 2000.
En outre, la présence d'espèces végétales protégées confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit tout acte de destruction vis-à-vis des espèces et de leur milieu (arrêtés du 20/01/82, du 22/06/92 et du 19/11/07). De même, la présence de poissons cités dans l'arrêté du 08/12/88 assure une protection au cours d'eau : il est interdit de porter atteinte au biotope et en particulier aux frayères.

OBJECTIFS DE PRESERVATION
Comme pour l'ensemble des zones humides, les fonctions de ce secteur dans le cycle de l'eau sont essentielles. Afin d'assurer un bon fonctionnement hydrique, toute nouvelle opération de drainage, d'assainissement, de remblaiement ou de mise en eau est à proscrire.
La plaine du Doubs, régulièrement inondable, fait l'objet d'un pâturage constant, mais certaines zones sont surpâturées. Tout en étant adapté, ce mode d'exploitation favorable à la conservation doit être poursuivi.
Il convient par ailleurs de prévenir les atteintes liées à un éventuel développement des loisirs sur le Doubs, notamment concernant ses rives.
La qualité de l'eau à l'échelle du bassin versant est également un paramètre primordial. Dans ces milieux oligotrophes, les apports d'engrais, provoquant un enrichissement en éléments nutritifs, sont déconseillés. Dans le cas contraire, il s'ensuivrait un déséquilibre trophique préjudiciable à la flore et à la faune très spécialisées.
Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin du Haut-Doubs et de la Haute-Loue (SAGE), approuvé le 09/01/02, prend en compte ces orientations.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

-

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	André Max	2001	
Bibliographie	Moncorgé S et al.	2007	Plan d'action en faveur de l'Azuré de la croisette en Franche-Comté. ENC, OPIE, CBFC, RN Remoray, PNR Haut-Jura, CC Frasne-Drugeon, ADAPEMONT, CPIE Haut-Doubs, DIREN, CR Franche-Comté, CG Doubs et Haute-Saône, Fondation nature et découvertes. 22p. + annexes
Bibliographie	Conseil Supérieur de la Pêche	1994	Ressources piscicoles en Franche-Comté - Données 1993 - 1994. Région Franche-Comté/ Fédérations de pêche et de protection du milieu aquatique Doubs, Jura, Haute-Saône et Territoire de Belfort. 10 p + 1 carte
Bibliographie	FERREZ Y B.E.	1999	Atlas des zones humides du Doubs. DIREN Franche-Comté
Bibliographie	Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguet A. et Vadam J.-C.	2001	Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p.
Bibliographie	Gillet F., Royer J.-M. et Vadam J.-C.	1980	Rapport concernant une étude monographique des tourbières du département du Doubs et du nord du département du Jura. in Etude pluridisciplinaire des zones humides formant le complexe étangs, marais et tourbières de Frasne (Doubs). Univ. Franche-Comté. p.125-273.
Bibliographie	Adriaens A.	1999	Etude des habitats naturels du complexe de la Cluse-et-Mijoux, zone ouest. Rapport d'étude. Espace Nature, bureau d'Ecologie. 48p. + annexes.
Inventeur	Gillet F.		
Bibliographie	Ferrez Y.	2004	Connaissance de la flore rare et menacée de Franche-Comté, Carex chordorrhiza L. fil. Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté et Conseil Régional de Franche-Comté, 18p.
Inventeur	Adriaens A.		
Inventeur	Ferrez Y., Guyonneau J.		
Inventeur	Ferrez Y.		
Inventeur	Morcrette P.		
Inventeur	Prost J.-F.		
Inventeur	RN de Remoray		
Inventeur	André M.		

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 29/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000126 / Zone de type 1**	**PLAINE DU DOUBS ENTRE SAINT-POINT ET PONTARLIER**	**430002302**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)*		*D.A : Degré d'abondance*		*Ab.I : Abondance inférieure estimée*	*Ab.S : Abondance supérieure estimée*		*Observation : Période d'observation*		
430002302	82420	Andromeda polifolia L., 1753			Adriaens A.				à 1999
430002302	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)			Adriaens A.				1999
430002302	219817	Boloria selene (Denis & Schiffermüller, 1775)			Adriaens A.				1999
430002302	88420	Carex cespitosa L., 1753			Ferrez Y., Guyonneau J.				2005
430002302	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782		• Reproduction certaine ou probable	Ferrez Y.				1980 à 2004
430002302	88472	Carex dioica L., 1753			André M.				2004
430002302	88614	Carex lasiocarpa Ehrh., 1784			Ferrez Y.				2004
430002302	88632	Carex limosa L., 1753			Ferrez Y.				à 2004
430002302	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)			Adriaens A.				1996 à 1999
430002302	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)			Adriaens A.				1997 à 1999
430002302	95442	Drosera rotundifolia L., 1753			Ferrez Y.				1979 à 2004
430002302	67606	Esox lucius Linnaeus, 1758							
430002302	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002302	98977	Fritillaria meleagris L., 1753							
430002302	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809			André M.				1995
430002302	100114	Geranium palustre L., 1756			André M.				2002
430002302	219788	Glaucopsyche arion (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)			RN de Remoray				1997
430002302	219753	Lycaena hippothoe (Linnaeus, 1761)			Adriaens A.				1999
430002302	199775	Maculinea rebeli (Hirschke, 1904)							
430002302	112601	Pedicularis sylvatica L., 1753							
430002302	114480	Polemonium caeruleum L., 1753			Morcrette P.				1979 à 1996

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

2a

430002302	119556	Rumex palustris Sm., 1800							
430002302	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758							
430002302	121065	Saxifraga granulata L., 1753							
430002302	128347	Vaccinium oxycoccos L., 1753			André M.				1979 à 2004

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430002302	79921	Achillea ptarmica L., 1753							
430002302	80055	Aconitum pyramidale sensu P.Fourn., 1936							
430002302	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)							
430002302	53754	Aglais urticae (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
430002302	77490	Anguis fragilis Linnaeus, 1758							
430002302	54451	Anthocharis cardamines (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	219799	Aphantopus hyperantus (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
				• Hivernage					
430002302	54339	Aporia crataegi (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	219820	Argynnis aglaja (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	53878	Argynnis paphia (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	85904	Betula pubescens Ehrh., 1791							
430002302	53915	Brenthis ino (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002302	259	Bufo bufo (Linnaeus, 1758)							
430002302	5469	Calliergon stramineum (Dicks. ex Brid.) Kindb.							
430002302	87501	Calluna vulgaris (L.) Hull, 1808							
430002302	65088	Calopteryx splendens (Harris, 1782)							
430002302	65080	Calopteryx virgo (Linnaeus, 1758)							
430002302	87540	Caltha palustris L., 1753							
430002302	88318	Carex acutiformis Ehrh., 1789							
430002302	88342	Carex ampullacea Gooden., 1794							
430002302	88459	Carex davalliana Sm., 1800							
430002302	88491	Carex elata All., 1785							
430002302	88511	Carex flava L., 1753							
430002302	159979	Carex fulva Schkuhr.							
430002302		Carex goodenoughi							
430002302	88545	Carex gracilis Curtis, 1786							

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

2c

430002302	88752	Carex panicea L., 1753							
430002302	88753	Carex paniculata L., 1755							
430002302	88755	Carex paradoxa Willd., 1794							
430002302	88913	Carex teretiuscula Gooden., 1794							
430002302	91382	Cirsium palustre (L.) Scop., 1772							
430002302	91398	Cirsium rivulare (Jacq.) All., 1789							
430002302	53623	Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	92217	Comarum palustre L., 1753							
430002302	93101	Crepis paludosa (L.) Moench, 1794							
430002302	219761	Cyaniris semiargus (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002302	94259	Dactylorhiza incarnata (L.) Soó, 1962			André M.				2004
430002302	94626	Deschampsia cespitosa (L.) P.Beauv., 1812							
430002302	96180	Epilobium hirsutum L., 1753							
430002302	96226	Epilobium palustre L., 1753							
430002302	96465	Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769							
430002302	96526	Equisetum limosum L., 1753							
430002302	96534	Equisetum palustre L., 1753							
430002302	53483	Erebia aethiops (Esper, 1777)			Adriaens A.				1999
430002302	53449	Erebia ligea (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	96843	Eriophorum alpinum L., 1753							
430002302	96844	Eriophorum angustifolium Honck., 1782							
430002302	96852	Eriophorum latifolium Hoppe, 1800							
430002302	96861	Eriophorum vaginatum L., 1753							
430002302	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
430002302	99390	Galium boreale L., 1753							
430002302	99494	Galium palustre L., 1753							
430002302	99903	Gentiana lutea L., 1753							
430002302	100215	Geum rivale L., 1753							
430002302	53736	Inachis io (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	103772	Iris pseudacorus L., 1753							
430002302	105086	Laserpitium prutenicum L., 1753							
430002302	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)							
430002302	106918	Lychnis flos-cuculi L., 1753							
430002302	107090	Lysimachia vulgaris L., 1753							
430002302	107117	Lythrum salicaria L., 1753							
430002302	53668	Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	53700	Melanargia galathea (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	53821	Melitaea diamina (Lang, 1789)			Adriaens A.				1999

2c

430002302	108029	Mentha arvensis L., 1753							
430002302	108345	Menyanthes trifoliata L., 1753							
430002302	108718	Molinia caerulea (L.) Moench, 1794							
430002302	3755	Motacilla cinerea Tunstall, 1771							
430002302	109091	Myosotis scorpioides L., 1753							
430002302	65253	Onychogomphus forcipatus unguiculatus (Vander Linden, 1823)							
430002302	110885	Orchis incarnata L., 1755							
430002302	110898	Orchis latifolia Haller ex Scop., 1772							
430002302	110910	Orchis maculata L., 1753							
430002302	53595	Pararge aegeria (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	112426	Parnassia palustris L., 1753							
430002302	112873	Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794							
430002302	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
430002302	54342	Pieris brassicae (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	219831	Pieris rapae (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	65184	Platycnemis pennipes (Pallas, 1771)							
430002302	53759	Polygonia c-album (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	114664	Polygonum bistorta L.							
430002302	54279	Polyommatus icarus (Rottemburg, 1775)			Adriaens A.				1999
430002302	159792	Polystichum spinulosum Meisn.							
430002302	115680	Potentilla tormentilla Neck., 1770							
430002302	115868	Primula farinosa L., 1753							
430002302	116109	Prunus padus L., 1753							
430002302	116547	Pyrola rotundifolia L., 1753							
430002302	351	Rana temporaria Linnaeus, 1758							
430002302	116902	Ranunculus aconitifolius L., 1753							
430002302	117025	Ranunculus flammula L., 1753							
430002302	117530	Rhamnus cathartica L., 1753							
430002302	117533	Rhamnus frangula L., 1753							
430002302	119812	Sagina nodosa (L.) Fenzl, 1833							
430002302	119952	Salix aurita L., 1753							
430002302	119977	Salix caprea L., 1753							
430002302	119991	Salix cinerea L., 1753							
430002302	120189	Salix purpurea L., 1753							
430002302	120192	Salix repens L., 1753							
430002302	120758	Sanguisorba officinalis L., 1753							
430002302	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)							

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

2c

430002302	121699	Scirpus cespitosus L., 1753							
430002302	122058	Scrophularia umbrosa Dumort., 1829			Ferrez Y., Guyonneau J.				2005
430002302	122069	Scutellaria galericulata L., 1753							
430002302	122329	Selinum carvifolia (L.) L., 1762							
430002302	122678	Senecio paludosus L., 1753							
430002302	124034	Solanum dulcamara L., 1753							
430002302	124308	Sorbus aucuparia L., 1753							
430002302	6736	Sphagnum contortum Schultz							
430002302	6797	Sphagnum teres (Schimp.) Ångstr.							
430002302	6802	Sphagnum warnstorfii Russow							
430002302	125294	Succisa praemorsa Asch., 1866							
430002302	125319	Swertia perennis L., 1753							
430002302	126124	Thalictrum flavum L., 1753							
430002302	219741	Thymelicus lineola (Ochsenheimer, 1808)			Adriaens A.				1999
430002302	219742	Thymelicus sylvestris (Poda, 1761)			Adriaens A.				1999
430002302	127191	Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805			Ferrez Y.				2004
430002302	121	Triturus alpestris (Laurenti, 1768)							
430002302	155	Triturus helveticus (Razoumowsky, 1789)							
430002302	127872	Trollius europaeus L., 1753							
430002302	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753							
430002302	128354	Vaccinium uliginosum L., 1753							
430002302	128355	Vaccinium vitis-idaea L., 1753							
430002302	128394	Valeriana dioica L., 1753							
430002302	128419	Valeriana officinalis L., 1753							
430002302	53741	Vanessa atalanta (Linnaeus, 1758)			Adriaens A.				1999
430002302	128520	Veratrum album L., 1753							
430002302	129639	Viola palustris L., 1753							

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00000126 / Zone de type 1**	**PLAINE DU DOUBS ENTRE SAINT-POINT ET PONTARLIER**	**430002302**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002302	4192	Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	82420	Andromeda polifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002302	77490	Anguis fragilis Linnaeus, 1758	A	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	53926	Boloria aquilonaris (Stichel, 1908)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	259	Bufo bufo (Linnaeus, 1758)	A	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	88426	Carex chordorrhiza L.f., 1782	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002302	88632	Carex limosa L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002302	53631	Coenonympha tullia (Müller, 1764)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	54400	Colias palaeno (Linnaeus, 1761)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

430002302	95442	Drosera rotundifolia L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002302	67606	Esox lucius Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				
430002302	53865	Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3		oui		
430002302	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002302	99903	Gentiana lutea L., 1753	A					oui
430002302	4167	Locustella naevia (Boddaert, 1783)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)	D	• Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 2		oui	oui	
430002302	3755	Motacilla cinerea Tunstall, 1771	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002302	351	Rana temporaria Linnaeus, 1758	A	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 5 • Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 6				oui
430002302	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national | Article 1				

Annexes

430002302	4049	Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002302	6736	Sphagnum contortum Schultz	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002302	6797	Sphagnum teres (Schimp.) Ångstr.	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui
430002302	6802	Sphagnum warnstorfii Russow	A	• Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire | Article 1er				oui

LISTE D'ESPÈCES A STATUT DE PROTECTION (SUITE)

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale
CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)		*TYPE ESP : Statut D : déterminant ou A : autre*		
430002302	100114	Geranium palustre L., 1756	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002302	112601	Pedicularis sylvatica L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002302	121065	Saxifraga granulata L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002302	88420	Carex cespitosa L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002302	98977	Fritillaria meleagris L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

LA FAUCONNIÈRE



ZNIEFF n° : 00230002
Numéro SPN : 430020468
Surface : 88,52 ha
Altitude : 834 - 1009 m

Année de description : 01/01/2000
Année de mise à jour : 01/11/2010

Validation CSRPN : 15/10/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : La Cluse-et-Mijoux, Granges-Narboz, Oye-et-Pallet, Pontarlier



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

Échelle 0 0,5 km

© IGN SCAN25 2012

ZNIEFF DE TYPE I

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 03/06/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Nouvelle Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE

Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE

Code régional : 00230002 / Zone de type 1

IDENTIFIANT NATIONAL

430020468

3-NOM DE LA ZONE

LA FAUCONNIÈRE

4-ANNÉE DE DESCRIPTION

01/01/2000

ANNÉE DE MISE A JOUR

01/11/2010

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Oye-et-Pallet (25442)
- Pontarlier (25462)
- Cluse-et-Mijoux (25157)
- Granges-Narboz (25293)

b) Altitude(s): 834 m à 1009 m.

c) Superficie: 89 hectares.

d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent :

- MONTAGNE DU LAVERON (N°NAT : 430002194 - N°REG : 00230000)

f) ZNIEFF liée :

- MONTAGNE DU LAVERON (N°NAT : 430002194 - N°REG : 00230000)

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430020468	34.32	Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides			
430020468	34.33	Prairies calcaires subatlantiques très sèches			
430020468	41.4	Forêts mixtes de pentes et ravins			
430020468	61.3	Eboulis ouest-méditerranéens et éboulis thermophiles			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430020468	43.1	Hêtraies mixtes			

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 54 Vallée - 63 Falaise continentale - 64 Eboulis

b) Activités humaines

- 07 Tourisme et loisirs

c) Statuts de propriété

- 00 Indéterminé

d) Mesures de protection

- 38 Arrêté Préfectoral de Biotope - 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 810 Erosions - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 26 Oiseaux - 30 Floristique - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Faible	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats - 04 Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

En aval du lac Saint-Point, le Doubs se faufile dans le défilé de la Cluse-et-Mijoux. Cette cluse complexe, l'une des plus belles du massif Jurassien, ouvre une brèche spectaculaire, liée au décrochement de Pontarlier, dans les calcaires du Jurassique supérieur de la voûte anticlinale du Larmont. Dans ce contexte, en regard de La Cluse, la falaise de la Fauconnière marque le rebord oriental de la montagne du Laveron. Cette longue barre rocheuse exposée de l'est au sud-est domine la vallée du Doubs d'Oye-et-Pallet jusqu'au Moulin Maugain (entrée de Pontarlier), soit un linéaire de plus de trois kilomètres. Au nord, la zone englobe également une petite portion de la vallée du Doubs, fortement resserrée dans ce secteur. Des axes de communication très fréquentés (route et voie ferrée) longent la rivière, qui est elle-même bordée d'une ripisylve, de prairies humides et de haies.

Le faucon pèlerin niche dans les anfractuosités de la falaise, conférant à cette zone un intérêt faunistique majeur. Les parois escarpées constituent en effet le biotope de prédilection de ce rapace emblématique qui a failli disparaître en France.

Sur le plateau, les groupements forestiers sont représentés par la hêtraie-sapinière qui représente le stade climacique de l'étage montagnard supérieur. Le hêtre, le sapin et l'épicéa (le plus souvent) sont les essences dominantes. Sur les fortes pentes, en contrebas de la falaise, les éboulis en contexte de méso-climat mésotherme (assez chaud) sont le domaine des tiliaies sèches, formations très intéressantes dont l'extension spatiale est toujours limitée. Plusieurs associations se répartissent selon la granulométrie des éboulis et la présence ou non de terre fine entre les blocs. Les parois verticales hébergent une végétation très clairsemée dite « chasmophytique » qui s'installe à la faveur des fissures de la roche. Localement, les éboulis grossiers des pentes sont colonisés par un groupement herbacé à oseille ronde, à caractère pionnier. Enfin, quelques lambeaux de pelouses mésoxérophiles à xérophiles montagnardes (assez sèches à très sèches) s'intercalent en bordure des corniches.

Au nord de la zone, plusieurs plantes peu communes sont recensées : la gagée jaune, protégée au plan national, se trouve dans les lisières forestières, les haies en bordure de prairies ou les forêts fraîches. Très rare en plaine, elle est également peu fréquente dans les montagnes de l'Est et les Pyrénées. Le géranium des marais, aux belles fleurs pourpres, est typique des formations humides de hautes herbes (mégaphorbiaies) bordant les cours d'eau. Enfin, la campanule à larges feuilles est caractéristique des clairières montagnardes, en situation fraîche et sur sol riche. Ces deux dernières espèces sont protégées en Franche-Comté.

STATUT DE PROTECTION

Cette zone est incluse dans le site Natura 2000 « Complexe de la Cluse-et-Mijoux » et la falaise de la Fauconnière fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope en vue de la protection réglementaire des habitats du faucon pèlerin En outre, la présence d'espèces protégées confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent (arrêtés ministériels des 20/01/82, 22/06/92 et 29/10/09).

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

1

OBJECTIFS DE PRESERVATION

Du fait de ses caractéristiques morphologiques, la falaise de la Fauconnière présente un bon état de conservation. Les forêts sont peu ou pas exploitées en raison de leur inaccessibilité. Pour les mêmes raisons, les menaces pesant sur la végétation des parois sont faibles, sauf en cas de pratique de l'escalade.

L'enjeu majeur sur ce site concerne la présence du faucon pèlerin. Il convient donc d'éviter aux oiseaux rupestres toute source de dérangement, afin de leur garantir les conditions de tranquillité indispensables, et ce, surtout pendant la période de nidification.

Enfin, la plus grande attention devrait être portée aux zones humides en bordure du Doubs, du fait de leur grande richesse floristique.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

- Mesobromion erecti = 34322B (d)
Xerobromion erecti = 343328 (d)
Forêts de hêtres et d'épicéas (Fagio-Piceion) = 43112
Tilio platyphylli - Fagetum sylvaticae = 4141 (d)
Rumicetum scutati = 6131 (d)

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	Monneret R.-J.		
Inventeur	André M.		
Inventeur	Duflo C.		
Bibliographie	Groupe Pèlerin Jura	2010	Suivi de la nidification du Faucon pèlerin et oiseaux rupestres de l'Arc Jurassien : Doubs, Jura, Ain. Bilan 2010
Inventeur	Groupe Pèlerin Jura		

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 03/06/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Nouvelle Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00230002 / Zone de type 1**	**LA FAUCONNIÈRE**	**430020468**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430020468	87666	Campanula latifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430020468	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771		• Reproduction certaine ou probable	Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2010
430020468	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430020468	100114	Geranium palustre L., 1756		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
430020468	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)			Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2009
430020468	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758			Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2008

** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) D.A : Degré d'abondance Ab.I : Abondance inférieure estimée Ab.S : Abondance supérieure estimée Observation : Période d'observation*

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 08/04/2013 -- Document généré le 03/06/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Nouvelle Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00230002 / Zone de type 1**	**LA FAUCONNIÈRE**	**430020468**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430020468	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430020468	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430020468	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430020468	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)* *TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Franche-Comté

ZNIEFF DE TYPE II

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

MONTAGNE DU LAVERON



ZNIEFF n° : 00230000
Numéro SPN : 430002194
Surface : 3510,05 ha
Altitude : 829 - 1123 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 23/08/2010

Validation CSRPN : 17/12/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

Échelle
0 0,5 1 km

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

MONTAGNE DU LAVERON
2 / 3



ZNIEFF n° : 00230000
Numéro SPN : 430002194
Surface : 3510,05 ha
Altitude : 829 - 1123 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 23/08/2010

Validation CSRPN : 17/12/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Contour de la ZNIEFF

Échelle
0 0,5 1 km

© IGN SCAN25 2012

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

ZNIEFF DE TYPE II

Franche-Comté

znieff
ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

MONTAGNE DU LAVERON
3 / 3



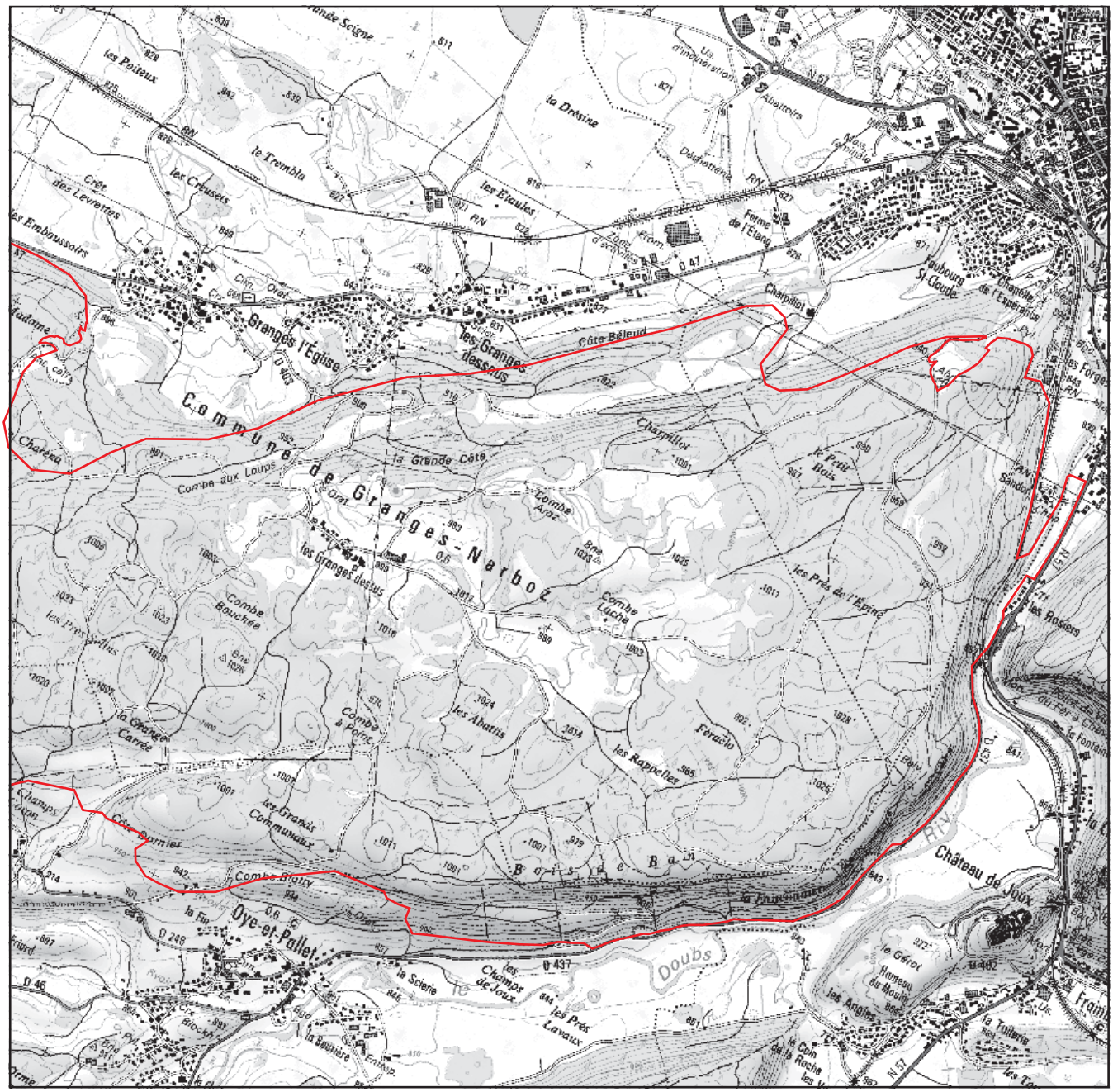
ZNIEFF n° : 00230000
Numéro SPN : 430002194
Surface : 3510,05 ha
Altitude : 829 - 1123 m

Année de description : 01/01/1984
Année de mise à jour : 23/08/2010

Validation CSRPN : 17/12/2009

Validation MNHN : 09/04/2013

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement FRANCHE-COMTÉ

Contour de la ZNIEFF

N

Échelle
0 0,5 1 km

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

ZNIEFF DE TYPE II

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 03/05/2013 -- Document généré le 24/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE

Modernisation de Zone

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION ADMINISTRATIVE

Franche-Comté

IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE

Code régional : 00230000 / Zone de type 2

IDENTIFIANT NATIONAL

430002194

3-NOM DE LA ZONE

MONTAGNE DU LAVERON

4-ANNÉE DE DESCRIPTION

01/01/1984

ANNÉE DE MISE A JOUR

01/12/2012

5-LOCALISATION

a) Commune(s) :

- Bonnevaux (25075)
- Bouverans (25085)
- Oye-et-Pallet (25442)
- Planée (25459)
- Pontarlier (25462)
- Rivière-Drugeon (25493)
- Sainte-Colombe (25515)
- Cluse-et-Mijoux (25157)
- Vaux-et-Chantegrue (25592)
- Granges-Narboz (25293)

b) Altitude(s): 830 m à 1237 m.

c) Superficie: 3513 hectares.

e) Relation parent/enfant - Znieff Type I enfant :

- BOIS DE CHAULE (N°NAT : 430020535 - N°REG : 00230001)
- LA FAUCONNIÈRE (N°NAT : 430020468 - N°REG : 00230002)

f) ZNIEFF liée :

- BOIS DE CHAULE (N°NAT : 430020535 - N°REG : 00230001)
- LA FAUCONNIÈRE (N°NAT : 430020468 - N°REG : 00230002)

6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE

- DREAL Franche-Comté

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002194	37.8	Mégaphorbiaies alpines et subalpines			
430002194	41.15	Hêtraies subalpines			
430002194	62.1	Végétation des falaises continentales calcaires			
430002194	62.3	Dalles rocheuses			

Liste des Milieux déterminants des ZNIEFF de type 1 incluses

430020468	34.32	Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides			
430020468	34.33	Prairies calcaires subatlantiques très sèches			
430020535	37.8	Mégaphorbiaies alpines et subalpines			
430020468	41.4	Forêts mixtes de pentes et ravins			
430020468	61.3	Eboulis ouest-méditerranéens et éboulis thermophiles			
430020535	62.1	Végétation des falaises continentales calcaires			
430020535	62.3	Dalles rocheuses			

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
** CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation*					
430002194	41.13	Hêtraies neutrophiles			

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Liste des Milieux autres des ZNIEFF de type 1 incluses

430020535	41.13	Hêtraies neutrophiles			
430020468	43.1	Hêtraies mixtes			

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 61 Plateau - 66 Montagne

b) Activités humaines

- 02 Sylviculture - 03 Elevage - 05 Chasse - 08 Habitat dispersé

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique) - 31 Domaine privé communal

d) Mesures de protection

- 01 Aucune protection

e) Autres inventaires

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 250 Nuisances liées a la surfréquentation, au piétinement - 500 Pratiques et travaux forestiers - 530 Plantations, semis et travaux connexes - 540 Entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 25 Reptiles - 26 Oiseaux - 30 Floristique - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales - 64 Zone particulière liée à la reproduction

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Moyen	Moyen	Faible	Nulle	Nulle	Faible	Nulle	Faible	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- DESCRIPTION

Dans la chaîne plissée du Haut-Jura, la montagne du Laveron sépare le bassin du Drugeon du lac Saint-Point et de la vallée du Doubs. Les calcaires du Jurassique supérieur constituent l'essentiel de l'armature de cet anticlinal qui s'étend selon un axe nord-est/sud-ouest. Cette zone s'étend de Pontarlier à la cluse de Vaux-et-Chantegrue. L'étendue, l'amplitude altitudinale et la géomorphologie accidentée de ce vaste massif forestier montagnard concourent à son exceptionnelle diversité écologique. La falaise de la Fauconnière, longue barre rocheuse dominant la vallée du Doubs, en marque le rebord oriental.

Ce massif culminant à 1 113 mètres est essentiellement occupé par une forêt mixte bien caractéristique des montagnes très arrosées : la hêtraie-sapinière représente le stade climacique de l'étage montagnard supérieur sur les pentes moyennes à faibles. Elle se présente sous forme d'une futaie mélangée dominée par le hêtre et l'épicéa, sous laquelle les strates arbustives et herbacées sont diversifiées. Très bien exprimée dans ce massif, cette formation se décline en plusieurs variantes selon les conditions locales (formes d'altitude ou sur lapiaz, avec apparition d'espèces acidiphiles). Des communautés forestières plus spécialisées la relaient sur les pentes fortes ou les éboulis : hêtraie à

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

dentaire sur éboulis fins en exposition froide ou érablaie à spirée en situation très confinée. Les clairières sont occupées par des communautés exubérantes de hautes herbes sur sol riche (mégaphorbiaies montagnardes).

La variabilité de structure des communautés forestières et le fort degré de naturalité sont favorables à l'accueil d'une faune caractéristique des milieux montagnards supérieurs. Le cortège d'oiseaux, en particulier, comprend deux espèces rares qui trouvent dans cet environnement des conditions écologiques idéales pour se maintenir. En effet, le grand tétras et la gélinotte des bois nécessitent un environnement forestier varié, comprenant un mélange d'essences diversifié, associant feuillus et résineux, une strate arbustive étagée, ainsi qu'une bonne richesse en myrtilles et fourmilières et des espaces dégagés : plus que la composition des peuplements, c'est leur structure qui importe. Nombre d'autres oiseaux typiques sont aussi recensés, comme le pic noir, le merle à plastron, la bécasse des bois, le casse-noix moucheté et la chouette de Tengmalm. Ces trois derniers sont menacés en France.

Enfin, les falaises de la Fauconnière, au nord-est de la zone, sont favorables aux oiseaux rupestres et accueillent le faucon pèlerin en période de nidification.

Deux ZNIEFF de type 1 sont incluses dans cette zone.

Statut de protection

La falaise de la Fauconnière fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope en vue de la protection réglementaire des habitats du faucon pèlerin.

Objectifs de préservation

Le maintien des habitats favorables au grand tétras et à l'avifaune associée constitue l'enjeu majeur sur ce site. Il est impératif de pratiquer une gestion sylvicole qui respecte les essences locales, préserve les clairières et la structure des peuplements. Un traitement sylvicole en futaie jardinée ou en futaie irrégulière par parquet, qui permet de conserver un sous-bois frais particulièrement riche en espèces herbacées d'affinité montagnarde, s'avère optimal en regard de cet objectif.

Il serait également souhaitable de limiter les axes de pénétration dans les forêts, afin de garantir à la faune la tranquillité dont elle a besoin, d'une part en hiver (la pratique de loisirs hivernaux hors des pistes balisées contribue à perturber les oiseaux de façon durable lorsqu'ils se nourrissent), d'autre part en période de reproduction et d'élevage des jeunes (rester sur les chemins forestiers du printemps à l'automne).

Enfin, concernant plus précisément les secteurs de falaises, il convient d'éviter aux oiseaux rupestres toute source de dérangement, afin de leur garantir des conditions de tranquillité, et ce, surtout pendant la période de nidification : de ce fait, la pratique de l'escalade, du vol libre et les travaux forestiers ou d'équipement sont réglementés dans une zone de 200 mètres au pied de la falaise et de 50 mètres en retrait du sommet.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

f) Commentaires sur les habitats

-

1

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	Monneret R.-J.		
Inventeur	Morcrette P.		
Inventeur	Millet P.		
Bibliographie	Recueil Nature		Numéro spécial sur le Faucon pélerin. Préfecture du Jura_Lons le Saunier. 95p.
Bibliographie	Turc	1949	Les forêts résineuses du Huat-Doubs. Bulletin trimestriel de la société forestière de franche-Comté et des provinces de l'Est.XXV, 1ère partie n°5(1948) - 2ème partie n°12 (1949)
Bibliographie	Luquet A.		Les associations silvatique du Jura cetral, Notice sur les travaux scientifique d'A. Luquet, Dehau. Monpel.
Bibliographie	Virieux J.		Recherches sur le plancton des lacs du Jura central. Extrait des Ann. Biol. lacustre, Tome VIII. Bruxelles
Bibliographie	Schmitt A.		Etude phytosociologique des forêts de la Haute vallée du Doubs entre Mouthe et Pontarlier. Publication du C.U.E.R. (Etude du bassin supérieur du Doubs).
Inventeur	André M.		
Inventeur	Montadert M.		
Bibliographie	Groupe Tétras Jura, PNR du Haut-Jura et ONF	1997	Programme Life « Forêts à Tétraonidés du Jura » - Atlas cartographique, Union Européenne, DIREN Franche-Comté, Cons. Régionaux de Franche-Comté et Rhône-Alpes, Conseil général de l'Ain, ONC, CRPF Franche-Comté et Rhône-Alpes. Cartes
Inventeur	Paul J.-P., Demoly N., Millet L.		
Bibliographie	Demoly Nicolas, Millet Laurent, Paul Jean-Philippe & Noirot Jean-Marc	1997	Impact du débroussaillage sur les peuplements de Lépidoptères et de Fourmis. Rapport de stage d'Ecologie animale. Faculté des Sciences de Besançon, 7 p.
Inventeur	Robert J.-C.		
Bibliographie	Morin C., Paul J.-P., Maas S.	2011	Plan d'actions Milan royal en Franche-Comté. Document de synthèse de l'année 2010, LPO Franche-Comté, DREAL Franche-Comté : 27p.
Bibliographie	Demoly Nicolas, Millet Laurent, Paul Jean-Philippe & Noirot Jean-Marc	1997	Impact du débroussaillage sur les peuplements de Lépidoptères et de Fourmis. Rapport de stage d'Ecologie animale. Faculté des Sciences de Besançon, 7 p.
Inventeur	Morin C.		
Inventeur	Moingeon J.-M.		

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00230000 / Zone de type 2**	**MONTAGNE DU LAVERON**	**430002194**

LISTE D'ESPÈCES 2a : ESPÈCES DÉTERMINANTES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)*		*D.A : Degré d'abondance*		*Ab.I : Abondance inférieure estimée*	*Ab.S : Abondance supérieure estimée*		*Observation : Période d'observation*		
430002194	2943	Bonasia bonasia (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable	Montadert M.				1997 à 2008
430002194	87666	Campanula latifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2003
430002194	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997
430002194	96454	Epipactis microphylla (Ehrh.) Sw., 1800		• Reproduction certaine ou probable	Moingeon J.-M.				1999
430002194	53487	Erebia medusa (Denis & Schiffermüller, 1775)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771		• Reproduction certaine ou probable	Monneret R.-J.				2007
430002194	98977	Fritillaria meleagris L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Morcrette P.				2004
430002194	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2003
430002194	100114	Geranium palustre L., 1756		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2003
430002194	219788	Glaucopsyche arion (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1977 à 1997
430002194	105199	Lathyrus heterophyllus L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Millet P.				1996
430002194	2844	Milvus milvus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable	Morin C.		17		2006 à 2010
430002194	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

2a

430002194	114480	Polemonium caeruleum L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	Morcrette P.				2004
430002194	219743	Pyrgus carthami (Hübner, 1813)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	53242	Pyrgus serratulae (Rambur, 1839)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	2964	Tetrao urogallus Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable	Montadert M.				1997 à 2008
430002194	4112	Turdus torquatus Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					1997
430002194	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					2008

Liste des espèces déterminantes des ZNIEFF de type 1 incluses

430020468	87666	Campanula latifolia L., 1753		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430020468	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771		• Reproduction certaine ou probable	Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2010
430020468	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430020468	100114	Geranium palustre L., 1756		• Reproduction certaine ou probable	André M.				2005
430020535	2943	Bonasia bonasia (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable	Montadert M.				1997 à 2008
430020535	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997
430020535	3507	Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997
430020535	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997
430020535	2964	Tetrao urogallus Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable	Montadert M				1997 à 2008
430020535	4112	Turdus torquatus Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					1997

2c

LISTE D'ESPÈCES 2c : AUTRES ESPÈCES

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	SOURCE	D.A*	Ab.I	Ab.S	Observation
** CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)*		*D.A : Degré d'abondance*	*Ab.I : Abondance inférieure estimée*	*Ab.S : Abondance supérieure estimée*	*Observation : Période d'observation*				
430002194	53754	Aglais urticae (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	54451	Anthocharis cardamines (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	54339	Aporia crataegi (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	54307	Callophrys rubi (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	61057	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)		• Passage, migration					
430002194	4586	Carduelis spinus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002194	53623	Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	54029	Cupido minimus (Fuessly, 1775)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	53307	Erynnis tages (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	53969	Hamearis lucina (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	54376	Leptidea sinapis (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	4603	Loxia curvirostra Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002194	60658	Martes martes (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					
430002194	53817	Melitaea cinxia (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	53595	Pararge aegeria (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	219833	Pieris napi (Linnaeus, 1758)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	219767	Polyommatus bellargus (Rottemburg, 1775)			Paul J.-P., Demoly N., Millet L.				1997
430002194	61585	Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)		• Reproduction certaine ou probable					
430002194	61153	Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758							
430002194	2559	Scolopax rusticola Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					
430002194	60585	Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)							

Liste des autres espèces des ZNIEFF de type 1 incluses

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

2c

430020468	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)			Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2009
430020468	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758			Groupe Pèlerin Jura				2007 à 2008
430020535	3533	Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)		• Reproduction certaine ou probable					1997
430020535	2559	Scolopax rusticola Linnaeus, 1758		• Reproduction certaine ou probable					1997

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Ministère chargé de l'Ecologie / Service du Patrimoine Naturel - MNHN

Zone mise à jour le 03/05/2013 -- Document généré le 24/05/2013

TYPE DE PROCÉDURE
Modernisation de Zone

RÉGION ADMINISTRATIVE	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE	3-NOM DE LA ZONE	IDENTIFIANT NATIONAL
Franche-Comté	**Code régional : 00230000 / Zone de type 2**	**MONTAGNE DU LAVERON**	**430002194**

LISTE D'ESPÈCES À STATUT DE PROTECTION

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale	Directive Oiseaux	Directive habitats		
					Annexe I	Annexe II	Annexe IV	Annexe V
430002194	61057	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier				
430002194	4586	Carduelis spinus (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002194	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002194	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002194	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430002194	4603	Loxia curvirostra Linnaeus, 1758	A	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430002194	60658	Martes martes (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier				oui
430002194	2844	Milvus milvus (Linnaeus, 1758)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430002194	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				

CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM) *TYPE ESP : Statut D:déterminant ou A:autre*

DREAL Franche-Comté - 17E, rue Alain Savary - 25005 BESANCON Cedex - Tel : 03.81.21.67.00 - dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

430002194	114480	Polemonium caeruleum L., 1753	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 2 • Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 3				
430002194	61585	Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)	A	• Interdiction d'introduction de certaines espèces d'animaux vertébrés dans le milieu naturel sur le territoire français métropolitain | Article 2 • Interdiction d'introduction de certaines espèces d'animaux vertébrés dans le milieu naturel sur le territoire français métropolitain | Article 3				
430002194	61153	Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758	A	• Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection | Article 2				
430002194	2559	Scolopax rusticola Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430002194	2964	Tetrao urogallus Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3 • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 4 • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3 • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 2	oui			
430002194	4112	Turdus torquatus Linnaeus, 1758	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				

430002194	78141	Vipera berus (Linnaeus, 1758)	D	• Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection | Article 4				
430002194	60585	Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier				

Liste des espèces à statut de protection des ZNIEFF de type 1 incluses

430020468	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)	A					
430020468	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758	A					
430020468	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430020468	99185	Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809	D	• Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain | Article 1				
430020535	3533	Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)	A					
430020535	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3	oui			
430020535	3507	Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)	D					
430020535	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				
430020535	2559	Scolopax rusticola Linnaeus, 1758	A	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3				
430020535	2964	Tetrao urogallus Linnaeus, 1758	D	• Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée | Premier • Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3 • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 4 • Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 3	*oui*			

				• Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national | Article 2				
430020535	4112	Turdus torquatus Linnaeus, 1758	D	• Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection | Article 3				

LISTE D'ESPÈCES A STATUT DE PROTECTION (SUITE)

NM_SFFZN	CDE ESP*	NOM ESPÈCE	TYPE ESP*	Protection nationale

**CDE ESP : CODE ESPÈCE (CD_NOM)* *TYPE ESP : Statut D : déterminant ou A : autre*

430002194	100114	Geranium palustre L., 1756	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002194	105199	Lathyrus heterophyllus L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002194	87666	Campanula latifolia L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002194	96454	Epipactis microphylla (Ehrh.) Sw., 1800	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1
430002194	98977	Fritillaria meleagris L., 1753	D	Liste des espèces végétales protégées en Franche-Comté | Article 1

Arrêté préfectoral de protection de biotope

Arrêté n° 95-4483 du 12/10/95 « Lac de Saint-Point » (6 pages)

Franche-Comté

ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE

LAC DE SAINT-POINT

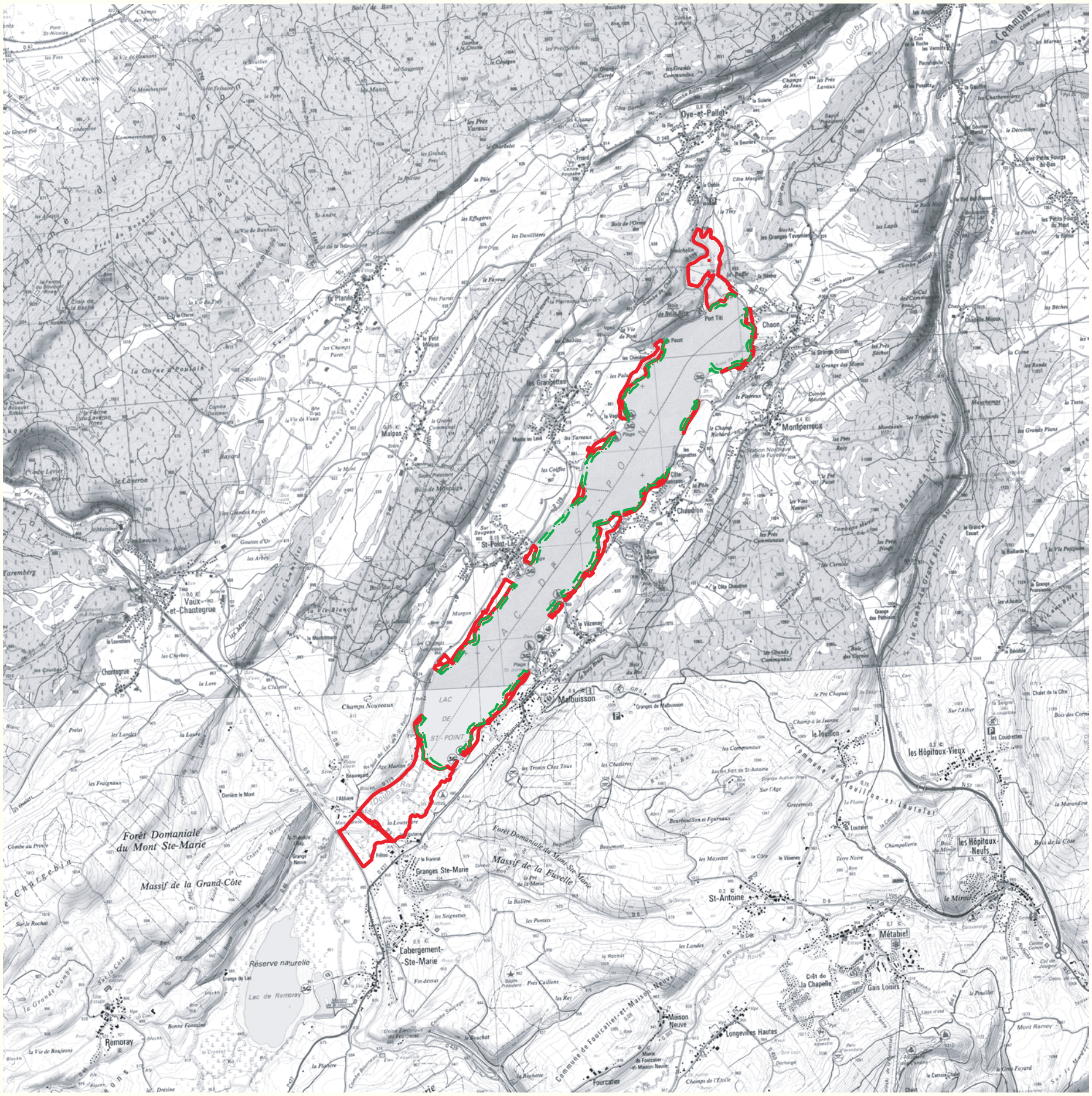


Surface : 116.43 ha

Altitude : 846 - 858 m

Arrêté du 12/10/1995

Commune : Les grangettes, Labergement-Sainte-Marie, Malbuisson, Montperreux, Oye-et-Pallet, Saint-Point-Lac



Contour

© SCAN25 2007 PROTOCOLE IGN - PARIS ®

0 0,5 1
Kilomètres

DIREN de Franche-Comté - 5, rue du Général Sarrail - BP 137- 25014 Besançon CEDEX - Tél. 03.81.61.53.33 - diren@franche-comte.ecologie.gouv.fr

Arrêté n° 95-4483 du 12/10/95

Objet : protection de biotope sur le Lac Saint-Point.

LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE

PREFET DU DOUBS

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et notamment ses articles 3 et 4 ;

VU la loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes ;

VU les articles L 211-1, L 211-2, R 211-1 à R 211-15 et R 215-1 du code rural ;

VU le décret 77-1295 du 25 novembre 1977 pris pour application des articles 3 et 4 de la loi du 10juiBet 1976 et concernant la protection de la flore et de la faune sauvage du patrimoine naturel français ;

VU l'arrêté ministériel du 18 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 1985 relatif à la protection de certains poissons d'eau douce ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'avis de la Chambre départementale d'agriculture en date du 27 juillet 1995 ;

VU l'avis de la Commission des sites siégeant en formation de protection de la nature en date du 15 juin 1995 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de protéger les ceintures végétales du Lac Saint-Point et compte-tenu du rôle qu'elles jouent pour le maintien des espèces animales et végétales et le fonctionnement de l'écosystème lacustre ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délimitation géographique

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sur les zones du lac SAINT POINT mentionnées en annexe 1 et figurant sur le plan parcellaire ci-joint.

Ces zones sont limitées en partie haute par la cote des plus hautes eaux (zones temporairement recouvertes par les eaux) et en partie basse par une ligne située dans le lac à 50 mètres du bord.

ARTICLE 2 : Les mesures prises dans les articles suivants sont destinées à assurer la conservation des biotopes nécessaires à la reproduction, à l'alimentation, au repos et à la survie du brochet et de l'ensemble de la faune et de la flore palustres protégées au titre de l'article L 211-1 du code rural : Ils contiennent généralement une végétation émergée ou immergée jouant un rôle essentiel dans la qualité des biotopes. La liste des espèces protégées est détaillée en annexe 2.

ARTICLE 3 : Travaux

Dans le but de préserver les biotopes des espèces protégées visées à l'article 2 ainsi que les conditions de reproduction et de nourrissage du poisson, il est interdit de détruire ou de porter atteinte aux ceintures végétales.

Les opérations de remblaiement ou d'extraction de matériaux sont interdites ainsi que toute construction (maison, abri de pêche, ponton, voie de desserte, chemin, parking, etc.)

L'entretien courant des équipements existants est autorisé. En cas de modification des lieux et sauf cas d'urgence l'autorisation du préfet est requise.

Il est interdit d'implanter des pylônes électriques ou téléphoniques ou des lignes électriques ou téléphoniques qui survolent les zones protégées.

ARTICLE 4 : Végétation

La destruction, la mutilation, l'arrachage et l'enlèvement de toutes espèces végétales composant les formations végétales précitées sont interdits sous réserve des dispositions de l'article 5.

ARTICLE 5 : Conservation des biotopes

En vue de conserver la structure des ceintures végétales (composition spécifique, densité des végétaux etc.) des travaux de génie écologique pourront être entrepris par décision préfectorale sur proposition du groupe de travail consultatif.

Ce groupe est chargé de conseiller le Préfet en matière de gestion patrimoniale des espèces protégées par l'arrêté de biotope.

Il se réunit à la demande du Préfet

ARTICLE 6 : Groupe de travail

Le groupe de travail visé à l'article 5 aura la composition suivante :

le Préfet du Doubs ou son représentant,

le Président du Syndicat mixte des deux lacs ou son représentant,

le D.D.A.F. ou son représentant,

le DIREN ou son représentant,

le Président de la Fédération des A.A.P.P.M.A. du Doubs ou son représentant,

le Garde-chef du Conseil Supérieur de la Pêche ou son représentant,

le Chef de la brigade de l'Office National de la Chasse ou son représentant,

les maires des 6 communes du tour du lac.

Un (ou des) expert(s) pourront se joindre au groupe de travail pour l'assister dans ses réflexions.

ARTICLE 7 : Activités

Les activités agricoles, halieutiques, cynégétiques, de navigation ou de loisirs s'exercent librement sous réserve de s'effectuer dans le cadre de la réglementation en vigueur et de n'apporter aucune modification à la nature et à la structure des zones protégées par l'arrêté de biotope.

Aucun nouvel embarcadère ou point d'ancrage permanent de barques ne peut être créé.

Les traitements chimiques de la végétation sont interdits.

La circulation de tout véhicule terrestre est interdite hors des voies de circulation à l'exception des véhicules d'entretien et de secours (notamment pour l'entretien du chemin piétonnier).

ARTICLE 8 : Dépôt

Le dépôt volontaire ou l'abandon de matériaux et objets divers est interdit.

ARTICLE 9 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de PONTARLIER, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le Directeur régional de l'environnement de Franche-Comté, le Directeur Départemental de l'Équipement, les Maires des communes concernées, le Commandant du groupement de gendarmerie du Doubs, les agents assermentés et commissionnés du Conseil Supérieur de la Pêche et de l'Office National de la Chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera affichée dans chacune des mairies des communes concernées et insérée au recueil des actes administratifs du département.

Besançon le 12 octobre 1995

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

s/ Dominique VARANGOT

Annexe 1

Lac Saint Point

Carte de l'arrêté de biotope

Frayères à brochets

Ce plan est consultable à la préfecture du Doubs, à la DDAF du Doubs ou à la Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté, 5 rue du général Sarrail, BP 137, 25014 BESANCON CEDEX, tel 03 81 61 53 33, fax 03 81 81 24 96,

E-mail diren@franche-comte.environnement.gouv.fr

Annexe 2

Liste des espèces protégées

se reproduisant sur le lac Saint-Point

Amphibiens reptiles (arrêté du 22 juillet 1993)

Rana temporaria Grenouille rousse

Bufo bufo Crapaud commun

Rana esculenta Grenouille verte

Triturus alpestris Triton alpestre

Triturus helveticus Triton palmé

Lacerta vivipara Lézard vivipare.

Mammifères (arrêtés du 17 avril 1981 et du 22 juillet 1993)

Mustela putorius Putois

Mustela hermina Hermine.

Flore (arrêtés du 20 juin 1982 et du 6 juin 1992)

Ranunculus lingua Renoncule Grande Douve

Sparganium minimum Rubanier mineur

Senecio helenitis Séneçon à feuilles en spatule.

Poissons (arrêté du 8 décembre 1988)

Esox lucius Brochet

Salmo trutta fario Truite fario

Coregonus lavaretus Corégone

Leuciscus leuciscus Vandoise.

Oiseaux, excepté passereaux (arrêté du 18 avril 1981)

Porzana porzana Marouette ponctuée

Podiceps cristatus Grèbe huppé

Tachybaptus ruficollis Grèbe castagneux

Cygnus olor Cygne tuberculé.

Annexe 3

Liste des groupements végétaux

Les zones désignées à l'article premier sont constituées des formations végétales suivantes :

- scirpaie et phragmitaie composées de deux faciès : faciès à jonc des chaisiers (schoenoplectus lacustris) et faciès à roseau (phragmites australis) ;
- groupement à massette (Typhétum latifoliae) ;
- groupement à scirpe des marais (Eléocharis palustris) ;
- groupement à prêle des vases (Equiseturn limosum) ;
- cariçaie à laiche à ampoule et prêle des vases ;
- cariçaie à laiche étalée (carex elata) ;
- cariçaie à laiche gracile (carex gracilis) pour laquelle existe un faciès à baldingère (phalaxis arundinacea) ;
- groupement à laiche en panicules (carex paniculate) ;
- groupement basal à baldingère ;
- groupement basal à roseau ;

- cariçaie résiduelle à laiche gracile, baldingère et espèces de mégaphorbiaie ;
- mégaphorbiaie composée de quatre faciès : faciès à baldingère, faciès à roseau, faciès à épilobe poilue (Epilobium hirsutum), faciès à cirse des champs (Cirsiurn arvense) ;
- pétasite (Pétasitetum hybridi) ;
- prairie humide à molinie pour laquelle existe également un faciès à roseau ;
- groupement à épilobe à feuilles étroites (Epilobiurn angustifolium).

Extrait outil SIGOGNE

Espèces présentes dans la commune. Commune de Oye-Et-Pallet (25).

Groupe	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statut menace	Statut protection	Statut espèce invasive	Lien vers fiche espèce	Lien vers fiche espèce liste rouge régionale
Flore	Rossolis à feuilles rondes	Drosera rotundifolia	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Flore	Andromède	Andromeda polifolia	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Flore	Valériane grecque, Polemoine bleue	Polemonium caeruleum	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Flore	Géranium des marais	Geranium palustre	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Pédiculaire des forêts, Pédiculaire des bois	Pedicularis sylvatica	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Fritillaire damier, Fritillaire pintade	Fritillaria meleagris	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Nénuphar intermédiaire, Nénuphar de Spenner	Nuphar x spenneriana	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Laîche à longs rhizomes	Carex chordorrhiza	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Laîche des tourbières, Laîche des vases, Laîche des bourbiers	Carex limosa	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Flore	Rubanier minuscule, Rubanier nain, Petit rubanier	Sparganium minimum	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Saxifrage granulé	Saxifraga granulata	Espèce menacée	Espèce protégée			
Flore	Grande douve, Renoncule Langue	Ranunculus lingua	Espèce menacée	Espèce protégée			
Insecte	Cuivré de la Bistorte (Le), Cuivre violacé (Le), Lycène hellé (Le), Argus Violet (Le), Argus myope violet (Le)	Lycaena helle	Espèce menacée	Espèce protégée			
Insecte	Fadet des tourbières (Le), Daphnis (Le)	Coenonympha tullia	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Gobemouche gris	Muscicapa striata	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Cygne tuberculé	Cygnus olor	Espèce non évaluée	Espèce protégée			
Oiseau	Harle piette	Mergellus albellus	Espèce non évaluée	Espèce protégée			
Oiseau	Harle bièvre	Mergus merganser	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Martinet noir	Apus apus	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Goéland cendré	Larus canus	Espèce non évaluée	Espèce protégée			
Oiseau	Goéland leucophée	Larus michahellis	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Chevalier guignette	Actitis hypoleucos	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Chevalier cul-blanc	Tringa ochropus	Espèce non évaluée	Espèce protégée			
Oiseau	Héron cendré	Ardea cinerea	Espèce non menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Butor étoilé	Botaurus stellaris	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Aigrette garzette	Egretta garzetta	Espèce non évaluée	Espèce protégée			

Oiseau	Cigogne blanche	Ciconia ciconia	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grand Cormoran	Phalacrocorax carbo	Espèce non évaluée	Espèce protégée
Oiseau	Martin-pêcheur d'Europe	Alcedo atthis	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Guêpier d'Europe	Merops apiaster	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Autour des palombes	Accipiter gentilis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Épervier d'Europe	Accipiter nisus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Buse variable	Buteo buteo	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Busard des roseaux	Circus aeruginosus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Milan noir	Milvus migrans	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Milan royal	Milvus milvus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Balbuzard pêcheur	Pandion haliaetus	Espèce non évaluée	Espèce protégée
Oiseau	Bondrée apivore	Pernis apivorus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Faucon hobereau	Falco subbuteo	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Faucon crécerelle	Falco tinnunculus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grue cendrée	Grus grus	Espèce non évaluée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange à longue queue	Aegithalos caudatus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grimpereau des jardins	Certhia brachydactyla	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grimpereau des bois	Certhia familiaris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Cincle plongeur	Cinclus cinclus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grand corbeau	Corvus corax	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Cassenoix moucheté, Casse-noix	Nucifraga caryocatactes	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Bruant jaune	Emberiza citrinella	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Bruant des roseaux	Emberiza schoeniclus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Linotte mélodieuse	Carduelis cannabina	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Chardonneret élégant	Carduelis carduelis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Verdier d'Europe	Carduelis chloris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Sizerin flammé	Carduelis flammea	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Tarin des aulnes	Carduelis spinus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Roselin cramoisi	Carpodacus erythrinus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grosbec casse-noyaux	Coccothraustes coccothraustes	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pinson des arbres	Fringilla coelebs	Espèce non menacée	Espèce protégée

Oiseau	Pinson du nord, Pinson des Ardennes	Fringilla montifringilla	Espèce non évaluée	Espèce protégée
Oiseau	Bec-croisé des sapins	Loxia curvirostra	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Bouvreuil pivoine	Pyrrhula pyrrhula	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Serin cini	Serinus serinus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Hirondelle rustique, Hirondelle de cheminée	Hirundo rustica	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Hirondelle de rochers	Ptyonoprogne rupestris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Hirondelle de rivage	Riparia riparia	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pie-grièche écorcheur	Lanius collurio	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pie-grièche grise	Lanius excubitor	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pipit farlouse	Anthus pratensis	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pipit spioncelle	Anthus spinoletta	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Bergeronnette grise	Motacilla alba	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Bergeronnette des ruisseaux	Motacilla cinerea	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange noire	Parus ater	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange bleue	Parus caeruleus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange huppée	Parus cristatus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange charbonnière	Parus major	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange boréale	Parus montanus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Mésange nonnette	Parus palustris	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Moineau domestique	Passer domesticus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Accenteur mouchet	Prunella modularis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Roitelet huppé	Regulus regulus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Rémiz penduline, Mésange rémiz	Remiz pendulinus	Espèce non évaluée	Espèce protégée
Oiseau	Rougegorge familier	Erithacus rubecula	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Traquet motteux	Oenanthe oenanthe	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Rougequeue noir	Phoenicurus ochruros	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Rougequeue à front blanc	Phoenicurus phoenicurus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Traquet tarier, Tarier des prés	Saxicola rubetra	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Sittelle torchepot	Sitta europaea	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Rousserolle turdoïde	Acrocephalus arundinaceus	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Rousserolle verderolle	Acrocephalus palustris	Espèce non menacée	Espèce protégée

Oiseau	Rousserolle effarvatte	Acrocephalus scirpaceus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Locustelle tachetée	Locustella naevia	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pouillot véloce	Phylloscopus collybita	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pouillot siffleur	Phylloscopus sibilatrix	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pouillot fitis	Phylloscopus trochilus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Fauvette à tête noire	Sylvia atricapilla	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Fauvette des jardins	Sylvia borin	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Tichodrome échelette	Tichodroma muraria	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Troglodyte mignon	Troglodytes troglodytes	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pic épeiche	Dendrocopos major	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pic épeichette	Dendrocopos minor	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pic noir	Dryocopus martius	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Torcol fourmilier	Jynx torquilla	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Pic vert, Pivert	Picus viridis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grèbe huppé	Podiceps cristatus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grèbe castagneux	Tachybaptus ruficollis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Nyctale de Tengmalm, Chouette de Tengmalm	Aegolius funereus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Hibou moyen-duc	Asio otus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Grand-duc d'Europe	Bubo bubo	Espèce menacée	Espèce protégée
Oiseau	Chouette hulotte	Strix aluco	Espèce non menacée	Espèce protégée
Oiseau	Chouette effraie, Effraie des clochers	Tyto alba	Espèce non menacée	Espèce protégée
Amphibien	Triton alpestre	Ichthyosaura alpestris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Amphibien	Triton palmé	Lissotriton helveticus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Amphibien	Alyte accoucheur, Crapaud accoucheur	Alytes obstetricans	Espèce menacée	Espèce protégée
Amphibien	Crapaud commun	Bufo bufo	Espèce non menacée	Espèce protégée
Amphibien	Grenouille rousse	Rana temporaria	Espèce non menacée	Espèce protégée
Reptile	Lézard vivipare	Zootoca vivipara	Espèce non menacée	Espèce protégée
Reptile	Orvet fragile	Anguis fragilis	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Hérisson d'Europe	Erinaceus europaeus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Oreillard gris, Oreillard méridional	Plecotus austriacus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Oreillard roux, Oreillard septentrional	Plecotus auritus	Espèce non menacée	Espèce protégée

Mammifère	Pipistrelle commune	Pipistrellus pipistrellus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Noctule commune	Nyctalus noctula	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Murin à moustaches, Vespertilion à moustaches	Myotis mystacinus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Murin de Daubenton	Myotis daubentonii	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Sérotine commune	Eptesicus serotinus	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Sérotine de Nilsson	Eptesicus nilssonii	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Chat sauvage	Felis silvestris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Mammifère	Écureuil roux	Sciurus vulgaris	Espèce non menacée	Espèce protégée
Flore	Zannichellie des marais	Zannichellia palustris	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Grande Astrance	Astrantia major	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Grande Berce	Heracleum sphondylium subsp. sphondylium	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Laser de Prusse	Laserpitium prutenicum	Espèce non menacée	Espèce non protégée
Flore	Sélin à feuilles de carvi	Selinum carvifolia	Espèce non menacée	Espèce non protégée
Flore	Peucédan des marais, Persil des marais	Thysselinum palustre	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Iris faux acore, Iris des marais	Iris pseudacorus	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Orchis de Fuchs, Orchis tacheté des bois, Orchis de Meyer	Dactylorhiza fuchsii	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Orchis incarnat, Orchis couleur de chair	Dactylorhiza incarnata	Espèce non menacée	Espèce non protégée
Flore	Orchis maculé	Dactylorhiza maculata subsp. maculata	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Épipactis rouge sombre, Épipactis brun rouge, Épipactis pourpre noirâtre, Helléborine rouge	Epipactis atrorubens	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Elléborine à larges feuilles	Epipactis helleborine subsp. helleborine	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Épipactis des marais	Epipactis palustris	Espèce non menacée	Espèce non protégée
Flore	Listère en forme de c?ur, Listère à feuilles en c?ur, Listère à feuilles cordées	Listera cordata	Espèce non menacée	Espèce non protégée
Flore	Listère ovale, Double feuille, Grande Listère	Listera ovata	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Platanthère à fleurs blanches	Platanthera bifolia subsp. bifolia	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Achillée sternutatoire, Herbe à éternuer	Achillea ptarmica	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Bident trifolié	Bidens tripartita	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Centaurée jacée, Tête de moineau	Centaurea jacea	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Cirse des champs, Chardon des champs	Cirsium arvense	Espèce non évaluée	Espèce non protégée
Flore	Cirse des maraîcher, Chardon des potagers	Cirsium oleraceum	Espèce non évaluée	Espèce non protégée

ANNEXE 3 – DONNEES AGRICOLES

REVISION DU PLU DE OYE ET PALLET

1) LES ELEMENTS DE CONTEXTE ET INFORMATIONS UTILES

A) LES SOLS :

(Source : Référentiel agronomique de la Chambre Régionale d'Agriculture)

La majeure partie des sols est qualifiée de «aérés superficiels de plateaux».
Ponctuellement, on peut rencontrer des sols modérément hydromorphes de colline et dans les creux des sols fortement hydromorphes.
Les sols de cette catégorie se rencontrent à partir des plateaux supérieurs du Jura et plus fréquemment dans la montagne du Jura.

Le potentiel des terrains est suffisant pour permettre la culture de fourrages.

B) TYPE DE PRODUCTIONS :

L'OTEX (orientation technico-économique) dominante est bovins lait. Cette orientation est typique des petites régions de montagne du Doubs.

C) CARACTERISTIQUES DES EXPLOITATIONS DECLARANT DES TERRAINS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL :

1/ Nombre d'exploitations :

Les 7 exploitations (source PAC), ayant leur siège dans la commune (dont un syndicat pastoral), exploitent 96% de la SAU communale et les exploitants d'autres villages environ 4%, pour une SAU totale communale de 421 ha.

2/ Répartition des exploitations selon leur production :

La totalité des exploitations est de type laitière et celles-ci sont généralement constituées sous forme sociétaire (GAEC ou EARL).
Un syndicat pastoral est présent sur la commune et celui-ci met en commun des terrains exploités par des agriculteurs, pour le pâturage des bovins (terrains communaux).
Les exploitations laitières livrent leur production en lait AOC (Comté) à la coopérative du village.
La baisse des exploitations est limitée (source Recensement Agricole), en lien avec la dynamique de l'AOC Comté.

3/ Taille des exploitations et localisation du parcellaire des exploitations communales :

La taille moyenne des exploitations de la commune est légèrement supérieure à la moyenne du département avec 83 ha (80 ha dans le Doubs).

Les 7 exploitations du village (dont un syndicat pastoral) exploitent une part variable de leur surface sur le territoire communal allant de 26 à 96%.
Ces exploitations possèdent leurs bâtiments d'exploitation en bordure du village ou dans des hameaux composant la commune.

4/ Répartition des exploitants selon leur âge des exploitations communales :

La population agricole de la commune a une moyenne d'âge de 44 ans ce qui est légèrement inférieure à la moyenne départementale évaluée à 45 ans.

D) AIDES AGRICOLES ET CONTRATS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX :

En cas de perte de surface à exploiter, la non activation de D.P.U. (droit à paiement unique) entraîne un manque à gagner estimé entre 100 et 300 euros annuels par hectare et par exploitant concerné.

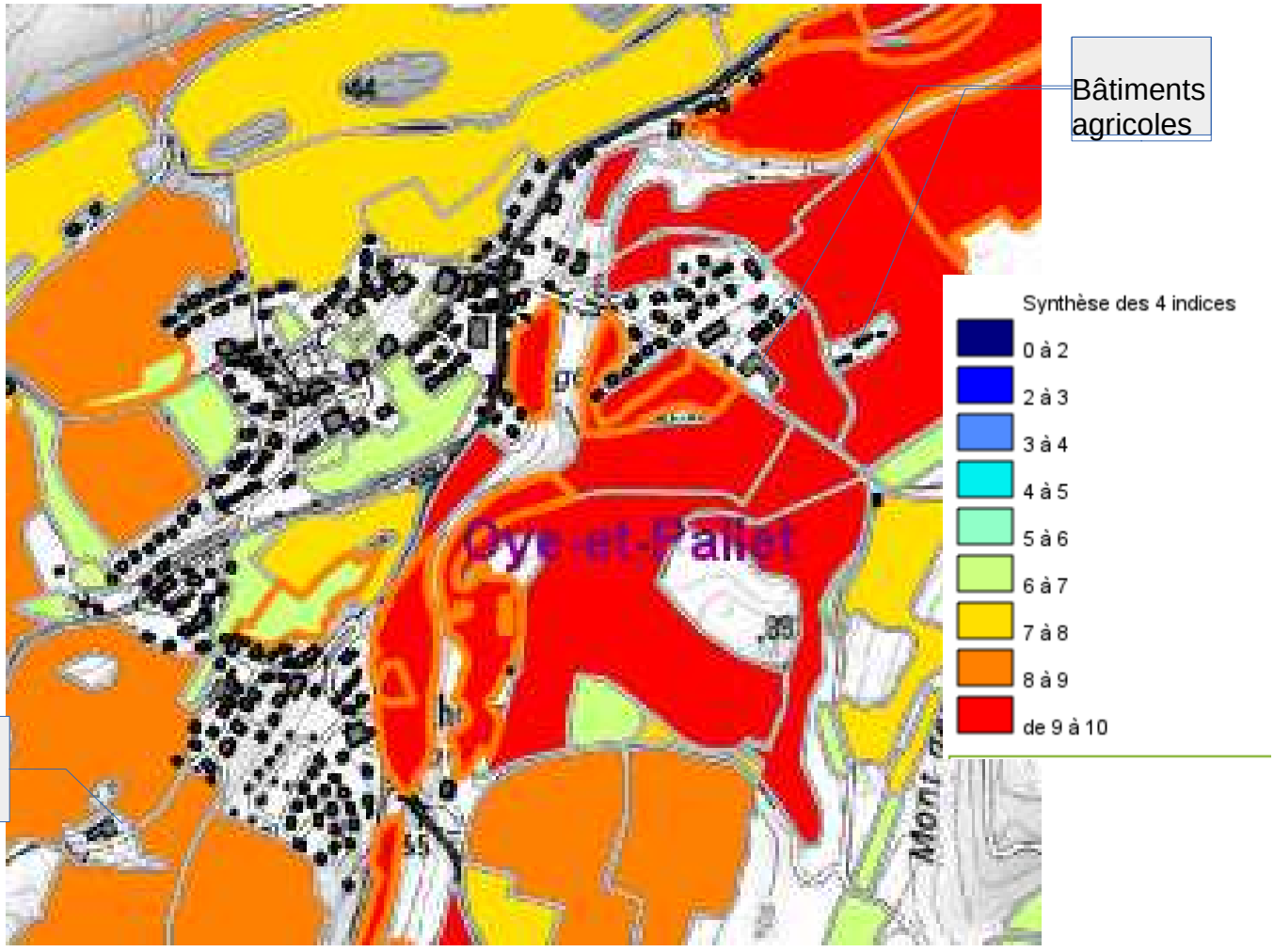
Concernant les aides agro-environnementales, toutes les exploitations ont contractualisé la PHAE 2 (prime à l'herbe) annuellement et sont donc engagées dans un contrat. Toute perte de ces terrains engendre pour ces exploitations des pénalités financières.

2) ETUDE DE L'ATLAS DEPARTEMENTAL

L'atlas de la valeur des terres agricoles dans le département du Doubs a pour vocation de contribuer à éclairer les décisions des différents acteurs concernés par l'aménagement raisonné et durable du territoire et, en particulier, par la préservation des terres agricoles ou à vocation agricole.

Sur la base d'une analyse multicritères, l'atlas transcrit une valeur faible à forte (sur une échelle de 1 à 10), pour chaque parcelle agricole. Cette valeur représente une synthèse de différents points de vue : économique, environnemental, technique...

La valeur finale de chaque « parcelle » agricole est égale à la valeur maximale obtenue pour quatre indices thématiques différents :
• un indice de valeur des droits et aides à la production,
• un indice de valeur pour la structure spatiale des exploitations,
• un indice de valeur environnementale,
• un indice de labellisation.



L'atlas transcrit une valeur faible à forte (sur une échelle de 0 à 10) pour chaque parcelle agricole.

Les droits et aides ont une valeur moyenne sur le territoire concerné par le zonage du PLU et ne constituent pas un facteur discriminant. De la même façon, le critère labellisation patrimoniale n'est

pas discriminant, dans la mesure où tous les terrains agricoles du secteur sont couverts par la zone AOP.

Le critère lié à la valeur environnementale est très contrasté : faible ou au contraire très élevé en présence de zones humides ou tourbières.

Enfin, les terrains proches des bâtiments agricoles sont à forte valeur et devront donc être préservés. La liste des bâtiments agricoles, figurant à l'écran, n'est pas exhaustive.

3)ENJEUX THEMATIQUES TERRITORIALISES

1) PRESERVATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Toutes les exploitations, notamment professionnelles, devront être protégées (bâtiments agricoles, parcellaire) pour être pérennes dans le temps car ce secteur des plateaux du Jura est très dynamique en termes d'activité agricole.

2) PRESERVATION DES TERRES AGRICOLES

- à forte pression foncière :

Les surfaces agricoles non déclarées à la PAC (qui doivent donc être libres de droit) sont rares, y compris lorsqu'elles sont situées proches du bâti, ce qui met en évidence une pression focnière importante.
De plus, les îlots déclarés sont de grande taille (voir plan) donc très fonctionnels pour les exploitants.

Annexe 1 : Données issues des déclarations PAC 2013 (source DDT/SEAR) sur la commune :

Structure de l'agriculture :

Nombre d'exploitations exploitant le territoire communal : 9
Nombre d'exploitations ayant leur siège d'exploitation sur la commune : 7 dont 1 syndicat pastoral

Typologie d'exploitation :

Nombre d'exploitations ;

-GAEC ou EARL (forme sociétaire)	: 5
-Exploitation individuelle	: 4

Age des exploitants ;

Moins de 30 ans	: 1
De 30 à 39 ans	: 2
De 40 à 49 ans	: 3
De 50 à 59 ans	: 7
Supérieur à 59 ans	: 0

Total d'actifs hors salarié ou conjoint collaborateur : 13

Taille des exploitations ;

Supérieur à 200 ha	: 0
Entre 150 et 200 ha	: 0
Entre 100 et 150 ha	: 3
Entre 50 et 100 ha	: 5
Inférieur à 50 ha	: 1

Répartition de la SAU :

SAU exploitée sur la commune : 421 ha

Type de culture ;

Prairies permanentes	: 419 ha (99%)
Prairies temporaires	: 2 ha (1%)

Annexe 2 : données issues du RGA (source DRAAF)

RECENSEMENT AGRICOLE			
Années	**2010**	**2000**	**1988**
Nombre d'exploitations	6	8	18
S.A.U.	485	548	561
UGBTA	580	585	608
UTA	10	14	20
PBS en miliers d'euros	505,8	575,7	n.c.
Orientation technico-économique	Bovins Lait	Bovins Lait	n.c.

Nombre d'exploitations agricoles : Nombre total d'exploitations qui ont leur siège sur la commune concernée. On appelle exploitation, toute unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis-mères ou une production supérieure à 5 veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.

SAU : **surface agricole utilisée** par les exploitations qui ont leur siège sur la commune concernée. Ces exploitations peuvent utiliser des surfaces sur la commune mais aussi hors de la commune. L'ensemble des terres est ramené au siège de l'exploitation.

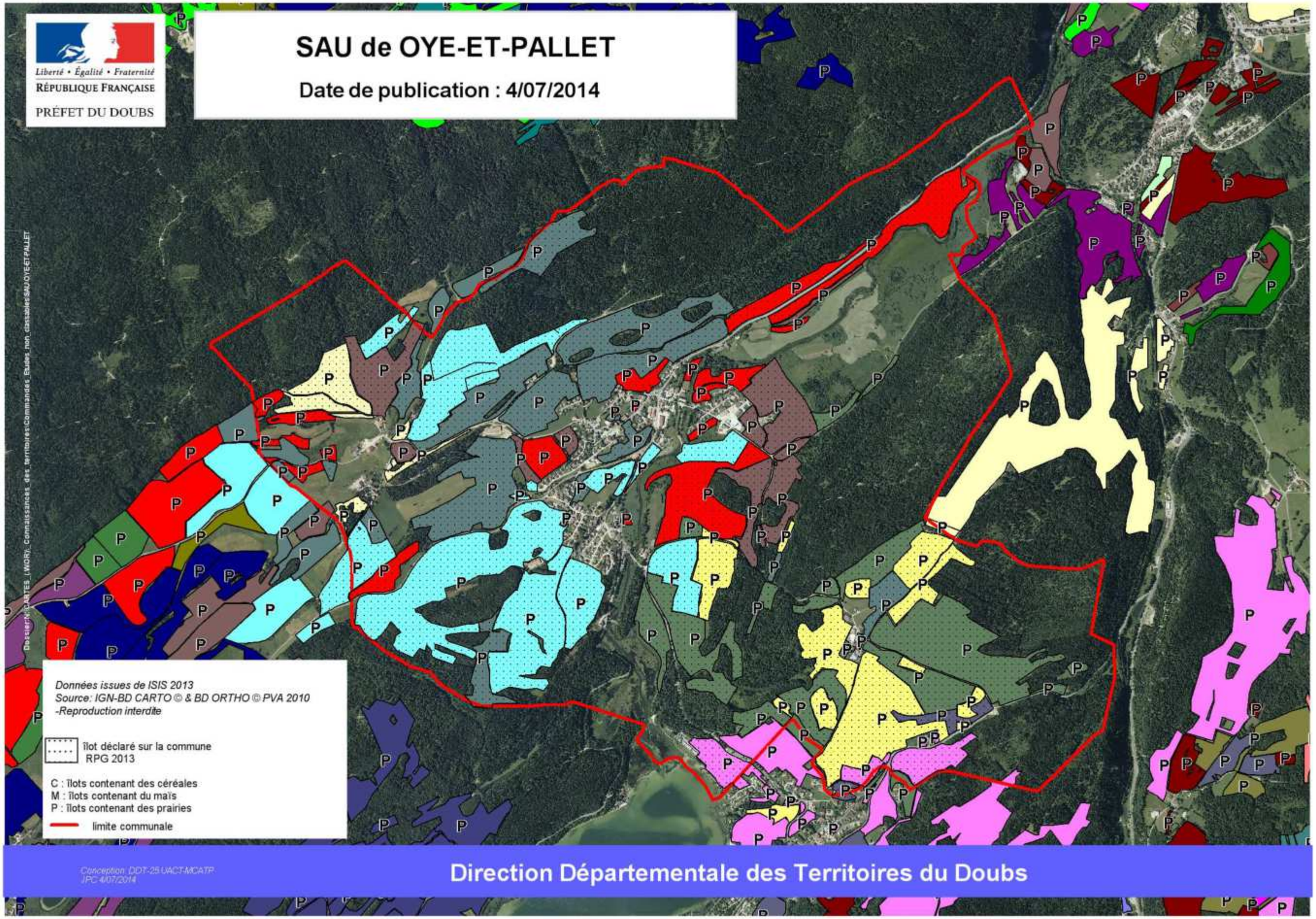
UGBTA : **unité gros bétail alimentation totale**. Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. On définit des équivalences basées sur les besoins alimentaires de ces animaux. Par définition, 1 vache de 600 kg produisant 3 000 litres de lait par an = 1,45 UGB ; 1 veau de boucherie 0,6 UGB ; 1 truie = 2,1 UGB ; un poulet de chair = 0,011 UGB ; une poule poudeuse d'oeuf de consommation = 0,014 ... Comme pour la SAU, toutes les UGB sont ramenées au siège de l'exploitation.

UTA : **unité de travail annuel**. Mesure du travail fourni par la main-d'œuvre. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière. Le travail fourni sur une exploitation agricole provient, d'une part de l'activité des personnes de la famille (chef compris), d'autre part de l'activité de la main-d'œuvre salariée (permanents, saisonniers, salariés des ETA et CUMA). Comme pour toutes les variables liées à l'exploitation, les UTA totales sont ramenées au siège de l'exploitation.

PBS : **production brute standard**. Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés, pour chaque exploitation, selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009. La PBS décrit un potentiel de production des exploitations permettant de classer les exploitations selon leur dimension économique en "moyennes et grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 25 000 euros, en "grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 100 000 euros. La contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard permet également de classer les exploitations selon leur spécialisation (orientation technico-économique). Comme pour toutes les variables liées à l'exploitation, la PBS est ramenée au siège de l'exploitation.

Orientation technico-économique de la commune : Elle est calculée en fonction de la contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard de la commune (celle-ci étant considérée comme une exploitation).

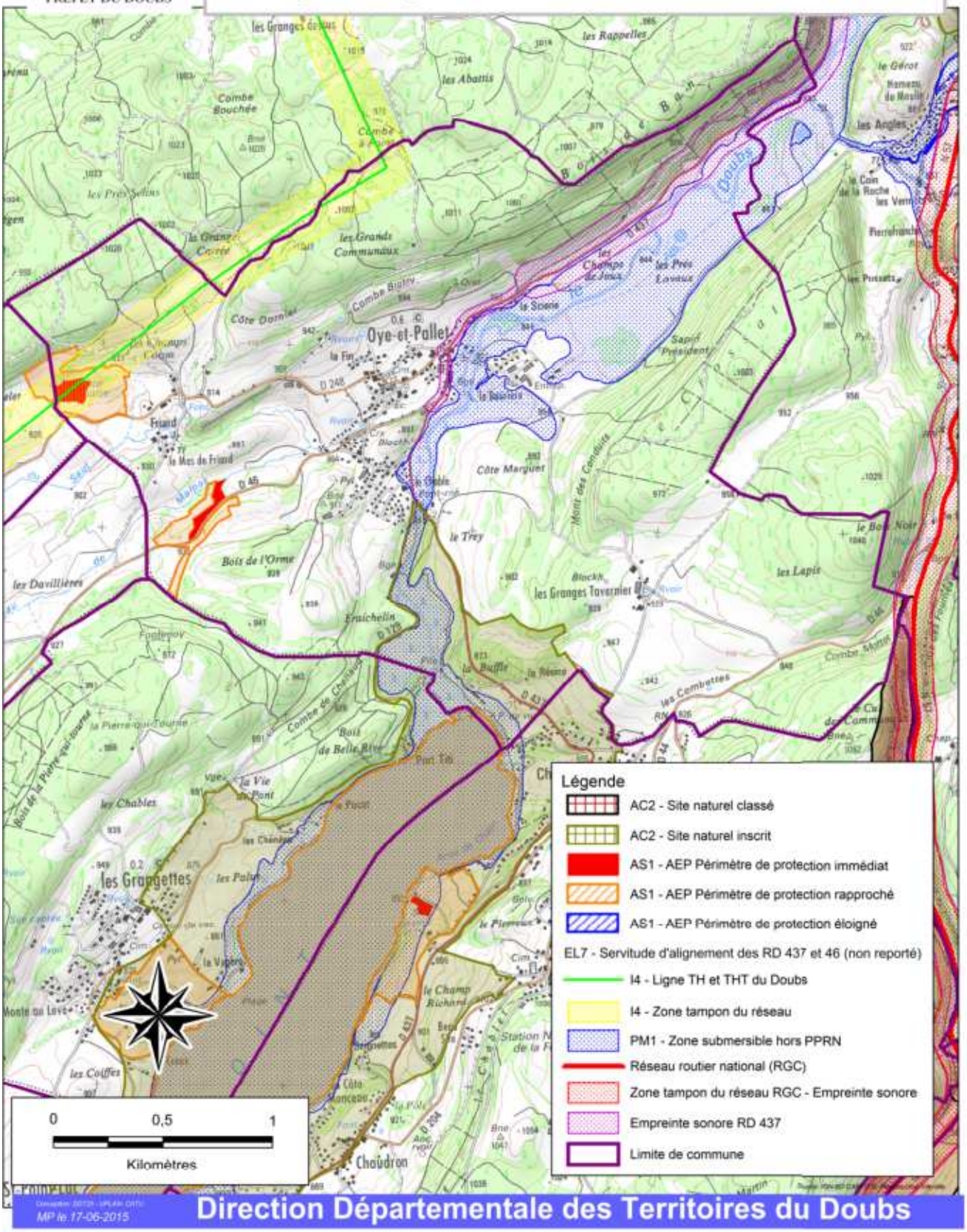
Le Comité du Secret Statistique a donné un avis favorable, le 18 mars 2011, pour une dérogation restreinte à propos de l'application du secret statistique sur les données communales du recensement agricole.
Cette dérogation porte sur les variables suivantes : **Nombre d'exploitations, SAU, UGB, PBS, UTA et OTEX dominante**.
Le secret statistique est appliqué pour toutes les autres données : **une valeur ne peut être diffusée si elle concerne 1 ou 2 exploitations ou si 85% de cette valeur est issue d'une seule exploitation**.


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU DOUBS
SAU de OYE-ET-PALLET
Date de publication : 4/07/2014
Données issues de ISIS 2013
Source: IGN-BD CARTO © & BD ORTHO © PVA 2010
-Reproduction interdite
îlot déclaré sur la commune RPG 2013
C : îlots contenant des céréales
M : îlots contenant du maïs
P : îlots contenant des prairies
limite communale
Conception DDT-25 UACT-MCATP JPC 4/07/2014
Direction Départementale des Territoires du Doubs

ANNEXE 4 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES CONTRAINTES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU DOUBS

Synthèse des servitudes d'utilité publique et autres contraintes



MP le 17-06-2015

Direction Départementale des Territoires du Doubs

Arrêté préfectoral de protection de captage

Arrêté n° 3773 du 25/04/02 « Sources Friard et Trebief » (15 pages)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU DOUBS

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement - 3ème bureau

ARRETE 2002/DCLE/3B/N° 3773

COMMUNE D'OYE-ET-PALLET
SOURCES « FRIARD » ET « TREBIEF »

- **Arrêté portant déclaration d'utilité publique :**
  - ⇨ **de la dérivation des eaux souterraines ;**
  - ⇨ **de l'instauration des périmètres de protection.**

- **Arrêté valant récépissé de déclaration pour prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour la source « Friard ».**

- **Arrêté portant autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.**

LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE
PREFET DU DOUBS

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1321-1, L.1321-2 et L.1321-3 ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment le Titre 1er du Livre II et le Titre 1er du Livre V ;

VU le Code de l'Expropriation, et notamment les articles L.13-1, L.13-13 et L.13-14 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Domaine de l'Etat ;

VU le Code Forestier ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par le Préfet Coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996 ;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, modifié par le décret n°94-127 du 26 décembre 1994 et par le décret n°95-706 du 9 mai 1995 ;

VU le décret n°94-841 du 26 septembre 1994 relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

VU l'arrêté du 31 août 1993 relatif aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;

VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au Code des Bonnes Pratiques Agricoles ;

VU l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif ;

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la définition des procédures administratives concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1994 relatif au stockage des hydrocarbures utilisés comme moyen de chauffage ;

VU les circulaires du 24 juillet 1990 et du 2 janvier 1997 relatives à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'Oye-et-Pallet en date du 11 mai 2001 ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

VU le rapport de M. CHAUVE, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 17 novembre 1997 modifié le 21 décembre 1999 et le 19 janvier 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2001 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU les résultats de l'enquête publique ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 22 novembre 2001 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 29 mars 2002 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

ARRETE

SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique :

- Les travaux de dérivation des eaux destinées à la consommation humaine à partir des sources « Friard » et « Trebief » situées sur la commune d'Oye-et Pallet ;
- La mise en place des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages ;
- Les canalisations d'adduction de l'eau ;
- Les ouvrages de traitement et de distribution de l'eau.

ARTICLE 2 - ABANDON DE LA SOURCE « SAULT »

La source « Sault » ne doit pas être utilisée à des fins de consommation humaine. Elle doit donc être déconnectée du réseau d'eau de la commune d'Oye-et-Pallet dans un délai de 18 mois à partir de la date du présent arrêté.

ARTICLE 3 - VOLUMES PRELEVES

Les débits maximaux de prélèvement sont de :

- 8,5 m^3/heure et 200 m^3/jour sur la source « Friard » ;
- 3,5 m^3/heure et 80 m^3/jour sur la source « Trebief ».

Un système de comptage adapté doit permettre de vérifier en permanence ces valeurs.

ARTICLE 4 - SITUATION DES CAPTAGES

La source « Friard » est située à environ 1500 mètres à l'Ouest des premières maisons du village d'Oye-et-Pallet sur la parcelle n°1075 - section C - lieu-dit « Aux Eclats ».

La source « Trebief » est située à environ 1000 mètres au Sud-Ouest du centre du village d'Oye-et-Pallet sur la parcelle n°341 - section C - lieu-dit « A Trebief ».

ARTICLE 5 - PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée s'étendent conformément aux indications du plan de situation, des plans cadastraux et des états parcellaires joints en annexe du présent arrêté.

Réglementation générale : les textes existants, concernant l'objet du présent arrêté, s'appliquent de plein droit.

ARTICLE 5-1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DE LA SOURCE « FRIARD »

① Délimitation

Le périmètre de protection immédiate correspond sur la commune d'Oye-et-Pallet à la totalité des parcelles n°559 et n°1077 - section C - lieu-dit « Grande Fontaine », n°568 - section C - lieu-dit « Grand Touenon » et n°1075 - section C - lieu-dit « Aux Eclats ».

② Prescriptions générales

Le périmètre de protection immédiate doit demeurer propriété de la commune d'Oye-et-Pallet. A ce titre, elle devra acquérir dans un délai de 18 mois à partir de la date du présent arrêté le terrain nécessaire à l'établissement du périmètre de protection immédiate, à savoir les parcelles n°559, n°568, n°1075 et n°1077.

Le périmètre de protection immédiate doit être clos afin de limiter l'accès du captage aux seules personnes autorisées.

Toutes les activités sont interdites dans le périmètre de protection immédiate, sauf celles liées à l'exploitation du captage et à l'entretien mécanique du terrain.

③ Travaux prescrits

L'ouvrage de captage doit être réhabilité afin d'éviter toute contamination par des eaux superficielles et de façon à capter au maximum le débit donné par cette résurgence.

ARTICLE 5-2 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DE LA SOURCE « TREBIEF »

① Délimitation

Le périmètre de protection immédiate correspond sur la commune d'Oye-et-Pallet à la totalité des parcelles n°341 - section C - lieu-dit « A Trebief », n°354 - section C - lieu-dit « Champ La Barbe », n°868 - section C - lieu-dit « Ronde Seigne » et n°870 - section C - lieu-dit « Aux Pesettes ».

② Prescriptions générales

Le périmètre de protection immédiate doit demeurer propriété de la commune d'Oye-et-Pallet. A ce titre, elle devra acquérir dans un délai de 18 mois à partir de la date du présent arrêté le terrain nécessaire à l'établissement du périmètre de protection immédiate, à savoir les parcelles n°354, n°868 et n°870.

La parcelle n°341 du périmètre de protection immédiate où se situe l'ouvrage de captage doit être close afin d'en limiter l'accès aux seules personnes autorisées.

Toutes les activités sont interdites dans le périmètre de protection immédiate, sauf celles liées à l'exploitation du captage et à l'entretien mécanique du terrain.

③ Travaux prescrits

L'ouvrage de captage et la bâche où se situe la crépine doivent être réhabilités afin d'éviter toute contamination par des eaux superficielles et notamment celles en provenance du ruisseau proche.

ARTICLE 5-3 - PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE DES SOURCES « FRIARD » ET « TREBIEF »

① Délimitation

➢ Source « Friard »

↘ Sur la commune d'Oye-et-Pallet - section C :

✓ Parcelle n°569 - lieu-dit « Grand Touenon » ;
✓ Parcelle n°567 - lieu-dit « Combe Mont » ;
✓ Parcelles n°756 et n°758 - lieu-dit « Prés de Friard » ;
✓ Parcelles n°558 et n°1078 - lieu-dit « Grande Fontaine » ;
✓ Parcelles n°570, n°571, n°572, n°573 et n°574 - lieu-dit « Champ Rebelet » ;
✓ Parcelles n°561, n°563, n°564, n°565, n°566 et n°1076 - lieu-dit « Aux Eclats ».

↘ Sur la commune de La Planée – section ZE :

✓ Parcelles n°19, n°20 et n°21 – lieu-dit « Charbelet ».

➢ Source « Trebief »

↘ Sur la commune d'Oye-et-Pallet – section C :

✓ Parcelle n°350 – lieu-dit « A Trebief » ;
✓ Parcelle n°484 – lieu-dit « Champ Picard » ;
✓ Parcelle n°481 pour partie – lieu-dit « Frand Pré » ;
✓ Parcelles n°351 et n°352 – lieu-dit « La Culotte » ;
✓ Parcelles n°468, n°469 pour partie, n°470 pour partie et n°903 pour partie – lieu-dit « Fontana » ;
✓ Parcelles n°356, n°357, n°895 et n°897 – lieu-dit « Champ La Barbe » ;
✓ Parcelles n°865, n°866, n°867, n°899, n°901 et n°902 – lieu-dit « Ronde Seigne ».

② Prescriptions générales

➢ Le périmètre de protection rapprochée est maintenu en prairies permanentes ;

➢ Le périmètre de protection rapprochée est une zone inconstructible.

③ Activités interdites

➢ Les épandages d'effluents organiques liquides (lisier, purin, boues issues du traitement des eaux usées) ;

➢ L'utilisation de produits phytosanitaires ;

➢ Les stockages et dépôts de toute nature, qu'ils soient temporaires ou permanents ;

➢ Le passage de canalisations, sauf celles liées à l'exploitation du captage ;

➢ Les travaux de terrassement ;

➢ Le rejet d'effluents issus des activités domestiques, agricoles et industrielles.

④ **Activités réglementées**

- Les prairies sont exploitées uniquement pour le fourrage et pour le pacage extensif des animaux (chargement inférieur à 1,4 Unités Gros Bétail par hectare) ;

- Les épandages de fumier et d'engrais minéraux sont réalisés sous respect du Code des Bonnes Pratiques Agricoles défini dans l'arrêté du 22 novembre 1993.

⑤ **Travaux prescrits**

Afin d'éviter les stationnements de véhicules au-dessus de la source « Trebief », la glissière de sécurité située le long de la RD46 devra être prolongée sur toute la longueur du périmètre de protection immédiate.

⑥ **Activités futures**

Toute autre activité susceptible d'altérer la productivité et la qualité de l'eau des captages pourra être interdite par arrêté préfectoral. A ce titre, la commune d'Oye-et-Pallet préviendra l'administration de tout projet pouvant concerner les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 5-4 - PERIMETRES DE PROTECTION ELOIGNEE DES SOURCES « FRIARD » ET « TREBIEF »

① **Délimitation**

Les périmètres de protection éloignée s'étendent conformément au plan de situation et aux plans cadastraux joints.

② **Prescription générale**

Les périmètres de protection éloignée constituent une zone de vigilance vis-à-vis des activités susceptibles d'altérer la productivité et la qualité de l'eau des captages. En cas de besoin, ces activités pourront être réglementées par arrêté préfectoral, en complément de la réglementation générale.

SECTION II : DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 6 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION ET DU TRAITEMENT DE L'EAU

La commune d'Oye-et-Pallet est autorisée à utiliser l'eau prélevée aux sources « Friard » et « Trebief » en vue de la consommation humaine dans le respect des modalités suivantes :

- L'eau prélevée fait l'objet d'un traitement de désinfection par ultraviolets au départ du réservoir alimentant la commune d'Oye-et-Pallet ;
- Le hameau dit du « Friard » doit être desservi par une eau ayant subi un traitement de désinfection efficace ;
- Les captages, les réservoirs et le réseau de distribution doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet du Doubs. Celui-ci pourra imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses d'eau, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 7 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

La commune d'Oye-et-Pallet veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution de l'eau.

La qualité de l'eau et le bon fonctionnement des installations sont contrôlés par la DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales), selon un programme annuel qu'elle a défini en fonction de la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la commune selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation.

En cas de modification subite de la qualité physico-chimique de l'eau ou de dysfonctionnement constaté, la commune prévient la DDASS dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

La DDASS surveille l'évolution de la qualité des eaux prélevées. Si cette qualité venait à se dégrader et à se rapprocher des limites de potabilité, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection, des servitudes associées, ainsi que du dispositif de traitement de l'eau.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

- Les captages sont équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute. Les canalisations en sortie de réservoirs sont équipées d'un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée en départ de distribution ;
- Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées ;
- Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 9 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle ;
- Leur interprétation sanitaire faite par la DDASS ;
- Les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Une note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet du Doubs, est publiée par la mairie au recueil des actes administratifs de la commune.

SECTION III : MISE EN CONFORMITE

ARTICLE 10 - MISE EN CONFORMITE

Les servitudes instituées par le présent arrêté au sein des périmètres de protection sont applicables dès notification de l'arrêté aux propriétaires des parcelles concernées.

Les travaux prescrits sont à effectuer à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 18 mois à partir de la date du présent arrêté. Le procés-verbal de réception des travaux doit être envoyé à la DDASS.

SECTION IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le maire d'Oye-et-Pallet a la responsabilité du respect de l'application de cet arrêté, notamment des servitudes instituées dans les périmètres de protection.

ARTICLE 12 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

ARTICLE 13 - MODIFICATION D'ACTIVITES ET D'INSTALLATIONS A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à la Préfecture du Doubs, notamment :

- Les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la productivité et la qualité de l'eau ;
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, aux frais du pétitionnaire.

Dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés, l'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des captages. Un arrêté préfectoral pourra être pris en ce sens.

ARTICLE 14 - NOTIFICATION ET PUBLICITE DE L'ARRETE - PUBLICATION DES SERVITUDES

- Le présent arrêté est transmis au maire d'Oye-et-Pallet en vue de :
  - Sa notification individuelle aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée ;
  - L'inscription des servitudes instituées dans les périmètres de protection rapprochée au service de la Conservation des Hypothèques dans un délai de 2 mois. Une ampliation du document d'inscription devra être envoyée à la DDASS.
- Le présent arrêté est notifié aux maires d'Oye-et-Pallet et de La Planée en vue de sa mise à disposition du public, de son affichage en mairie pendant une durée d'un mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an ;
- Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et envoyé à la Préfecture du Doubs.

ARTICLE 15 - RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 16

- ✓ Le maire de la commune d'Oye-et-Pallet ;
- ✓ Le maire de la commune de La Planée ;
- ✓ Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- ✓ Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- ✓ Le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- ✓ Le Directeur Régional de l'Environnement ;
- ✓ Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- ✓ Le Directeur des Services Vétérinaires du Doubs.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs et dont ampliation sera également adressée au :

- ✓ Président du Conseil Général du Doubs ;
- ✓ Directeur de l'Agence Foncière du Doubs ;
- ✓ Président de la Chambre d'Agriculture du Doubs,
- ✓ Directeur Régional de l'O.N.F. ;
- ✓ Directeur du B.R.G.M. ;
- ✓ Directeur de la S.A.F.E.R Franche-Comté ;
- ✓ Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Besançon, le 25 AVR. 2002

Le Préfet de la Région Franche-Comté,
Préfet du Doubs

POUR LE PRÉFET
Le Secrétaire Général

Pierre LAMBERT

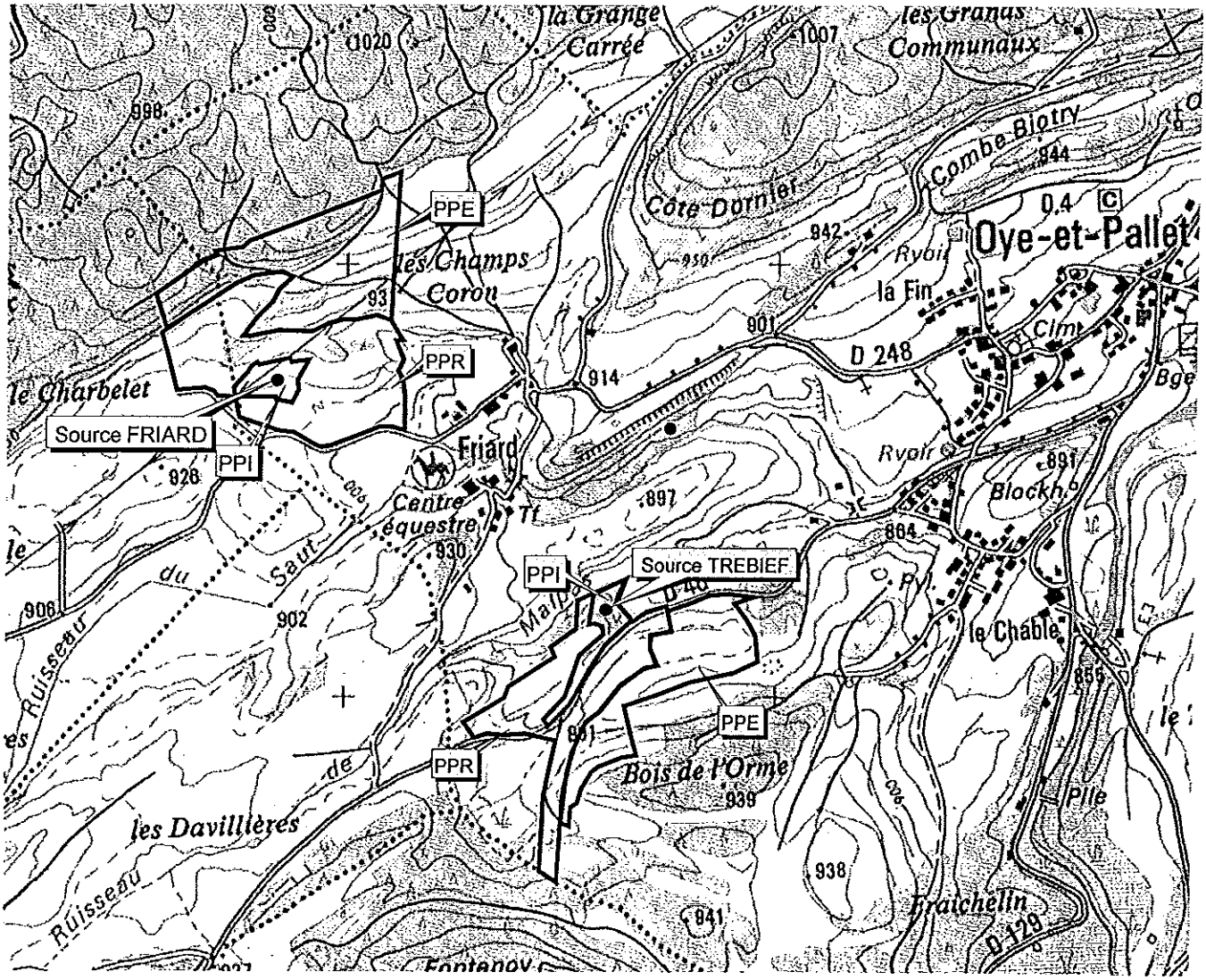
Pour ampliation
Le Chef de Bureau

J. BENOIT

COMMUNE D'OYE-ET-PALLET

SOURCES " FRIARD " ET " TREBIEF "

PLAN DE SITUATION DES PERIMETRES DE PROTECTION



PPI = périmètre de protection immédiate
PPR = périmètre de protection rapprochée
PPE = périmètre de protection éloignée

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral de
ce jour.
Besançon, le 25 AVR. 2002
Le Chef de Bureau,

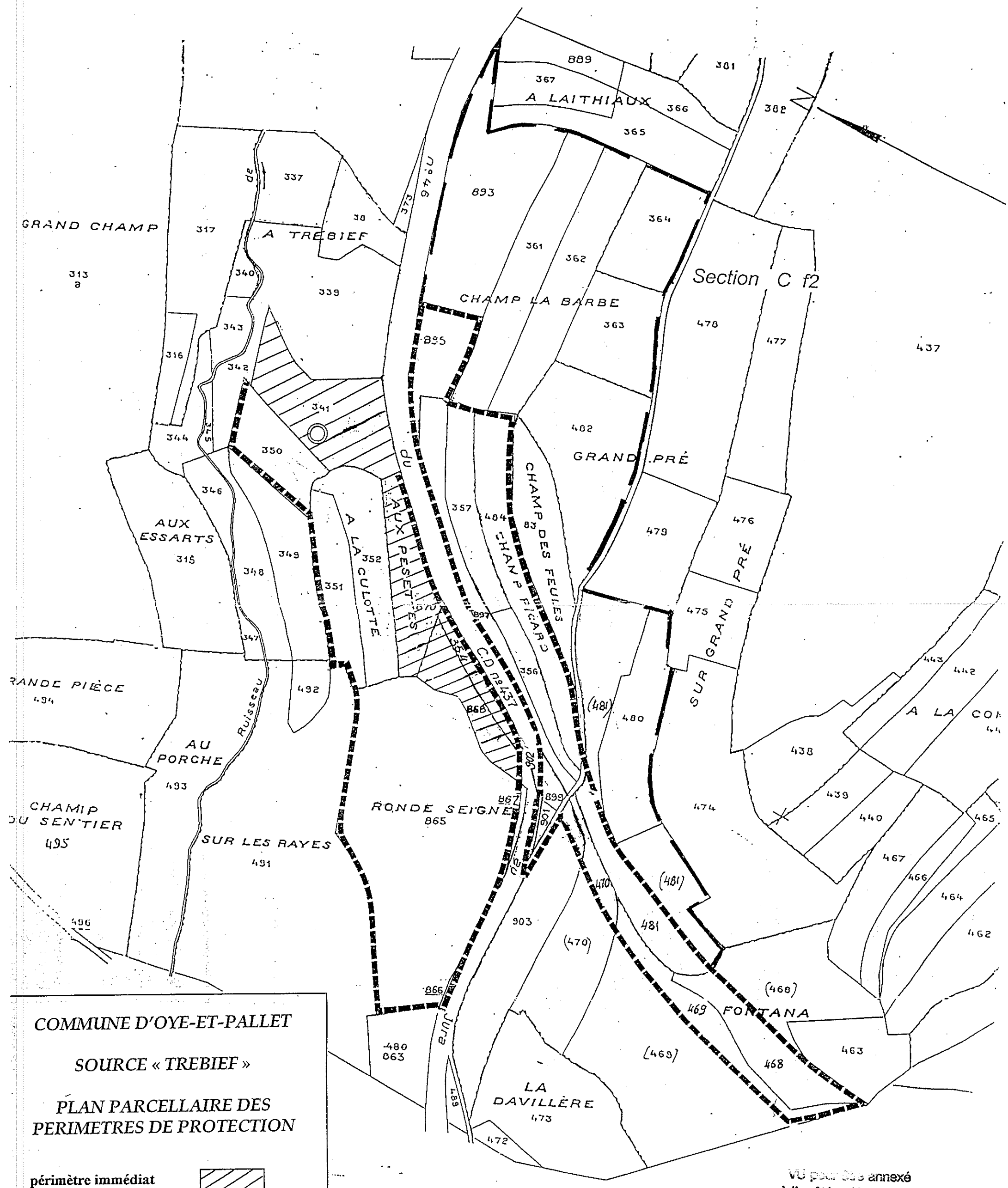
J. BENOIT

N
W E
S

Echelle : 1 / 15 000 ème

DDASS du DOUBS / Service Santé - Environnement / Février 2002

COMMUNE D'OYE ET PALLET



COMMUNE D'OYE-ET-PALLET

SOURCE « TREBIEF »

PLAN PARCELLAIRE DES PERIMETRES DE PROTECTION

périmètre immédiat

périmètre rapproché

périmètre éloigné

captage

Echelle 1/2500

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral de
ce jour.
Besançon, le 25 AVR. 2002
Le Chef de Bureau,

J. BENOIT

COMMUNE D'OYE-ET-PALLET

SOURCE « FRIARD »

PLAN PARCELLAIRE DES PERIMETRES DE PROTECTION

périmètre immédiat

périmètre rapproché

périmètre éloigné

captage

Echelle 1/2500

COMMUNE D'OYE ET PALLET

COMMUNE DE LA PLANEE

Section C f2

Section D f1

Section ZE

Section ZE

LA LAUDE

FRIARD

CHAMPS CORON

COMBE MONT

AUX ECLATS

CHAMP REBELET

GRAND TOUENON

GRANDE FONTAINE

CHARBELET

PRÉS DE FRIARD

CHAMP BERNA

Granges-Narboz

départemental

596 610 618 619 791 a 611 613 614 594 593 592 533 532 534 531 535 744 746 577 590 591 754 538 750 a 538 752 540 756 541 545 760 566 565 563 564 561 567 562 1076 758 542 762 643 765 568 1075 1078 560 777 1077 571 572 570 569 574 20 559 558 771 773 781 657 21 22 32 223 224 225 226 227 229 230 25 24 55 18

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral de
ce jour.
Besançon, le 25 AVR. 2002
Le Chef de Bureau,

J. BENOIT



Quels enjeux ?

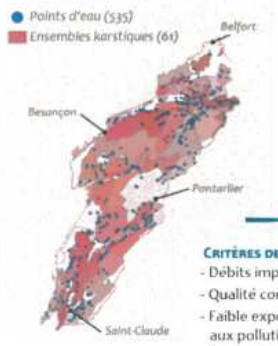
- L'alimentation en eau potable de nos territoires est un enjeu important pour les collectivités. Actuellement 70% des captages du massif du Jura sont d'origine karstique et permettent d'alimenter un tiers de la population.
- En 2015, le SDAGE* sera révisé. Les ressources identifiées dans le cadre de cette étude seront inscrites comme des zones à protéger pour l'alimentation en eau potable actuelle et future. Parmi les outils de préservation pré-identifiés, les acteurs locaux pourront engager les actions qu'ils jugent prioritaires.
- A ce titre, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a lancé une étude afin d'identifier les ressources karstiques majeures.

***Le SDAGE**

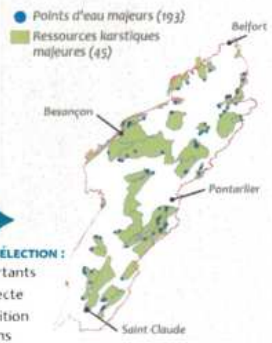
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il fixe les orientations fondamentales d'une « gestion équilibrée » de la ressource en eau, à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée.

Identification des ressources karstiques majeures

1 | Sélection des ensembles karstiques sur le massif du Jura



2 | Sélection des ressources karstiques majeures

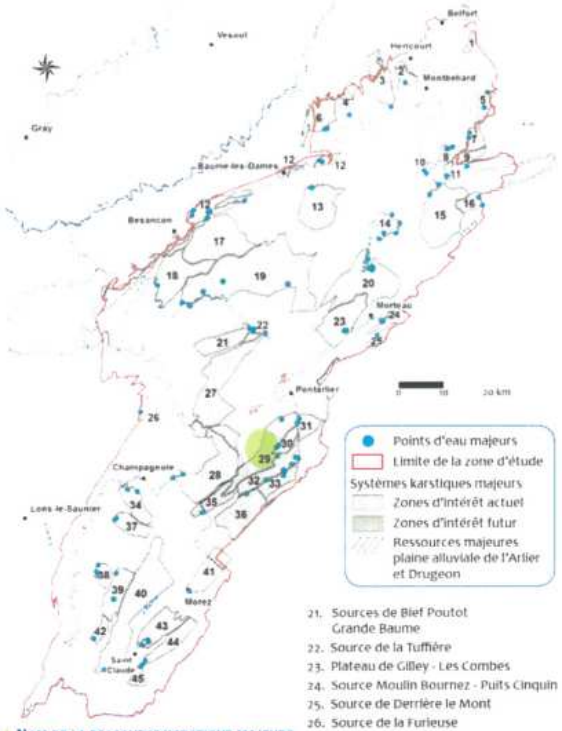


CRITÈRES DE SÉLECTION :
- Débits importants
- Qualité correcte
- Faible exposition aux pollutions
- Proximité des besoins

- La démarche de délimitation et de protection des ressources karstiques majeures s'inscrit dans une volonté de développement durable : connaissance de ces ressources, maîtrise des flux de pollution, usages respectueux des milieux naturels et de leur biodiversité, réponses aux besoins d'alimentation en eau potable, anticipation face aux évolutions climatiques.

Quel territoire ?

Les ressources karstiques majeures concernent des zones d'intérêt actuel (ressources actuellement exploitées) et des zones d'intérêt futur (sources et quifères profonds non exploités). Elles sont réparties sur un vaste secteur de 6 500 km².



NOM DE LA RESSOURCE KARSTIQUE MAJEURE

1. Karst sous couverture Belfort
2. Source des Beaumettes
3. Source de Lougres
4. Fontaine du Crible
5. Source du Val - Trou de la Doux
6. Sources Gourdeval - Sarre
7. Source de la Doue - Forage Jean Burnin (Suisse)
8. Sources de la Laronesse - Creuse Forage du Vallon
9. Source Ronde Fontaine (Suisse)
10. Sources Oeil de Boeuf - Oeuches
11. Source Château de la Roche
12. Karst profond de la vallée du Doubs
13. Sources Noire - Alloz
14. Plateau de Chamesey - Source de Froidefontaine
15. Source du Bief de Brand
16. Sources de Blanchefontaine - La Forge
17. Sources Arcier - Bergeret
18. Source du Bief
19. Sources du Maine - Ecoutot
20. Sources du Dessoubre - Bief Ayroux
21. Sources de Bief Poutot Grande Baume
22. Source de la Tuffière
23. Plateau de Gilley - Les Combes
24. Source Moulin Bournez - Puits Cinquin
25. Source de Derrière le Mont
26. Source de la Furieuse
27. Source Baume Archée
28. Sources de l'Ain - Papeterie
29. Synclinal Val de Saint Point
30. Sources Schlumberger Grande source Bleue
31. Source Martin
32. Synclinal Val de Rochejean - Métabief
33. Sources C Tunnel du Mont d'Or La Creuse
34. Source de Balerne et Bief de la Reculée
35. Source de la Saine
36. Source du Doubs
37. Sources de Fontenu - du Moulin
38. Sources des Cines - Le Pas
39. Source de la Gongone
40. Source de l'Enragé
41. Source de l'Arce
42. Source du Pont des Arches
43. Trou de l'Abîme
44. Sources des Foules - Montbrillant
45. Bief Noir



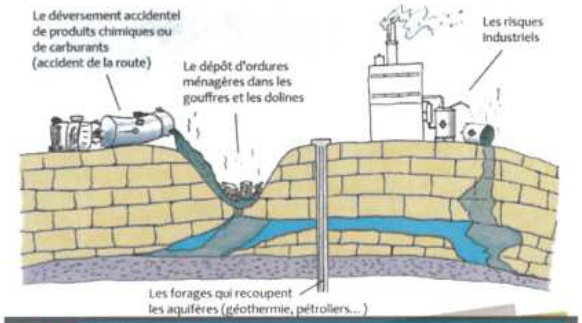
Quels risques ?

Le karst est un milieu vulnérable vis-à-vis des pollutions extérieures. Il est caractérisé par l'existence de zones d'infiltration préférentielle à circulation rapide (dolines, gouffres, pertes...). Le karst est un milieu complexe avec des circulations parfois surprenantes comme l'alimentation de la Loue par le Doubs, mise en évidence par l'incendie des usines Pernod à Pontarlier en 1901.

Pollutions diffuses dans les zones vulnérables



Pollutions accidentelles dans les zones vulnérables



Le saviez-vous ?

Aujourd'hui 30% des captages présentent, en été, des baisses de débits problématiques. Un bilan récent des connaissances réalisé par l'Agence de l'Eau sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse expose les perspectives d'évolution climatique. Elle prévoit, dans les 30 ans à venir, une diminution de débit sur la Loue et le Doubs (en période de sécheresse) de 25 à 50 %.
Ces constats doivent conduire à une réflexion sur la diversification de l'alimentation en eau potable. Les ressources karstiques majeures peuvent répondre à ce besoin.

Le karst, c'est clo ?

La rencontre de l'eau et du calcaire : l'eau de pluie, chargée en gaz carbonique à son passage dans le sol, acquiert l'acidité nécessaire pour permettre la dissolution de la roche calcaire.

Au cours du temps, l'eau agrandit les fissures et les fractures préexistantes dans la roche et développe de véritables réseaux souterrains qui donnent naissance à des sources.

Paysage et principaux types de formes karstiques





Lapié à la « Vue des Alpes »

Le karst est caractérisé par des formes originales :

- en surface, la morphologie est marquée par la présence de dolines, de lapiés, de pertes, d'avens, de vallées sèches, de reculées, de sources...
- en profondeur, on distingue deux zones :
  - une zone d'écoulement verticale des eaux par des cheminées karstiques (circulation rapide) et des réseaux de fines fissures (circulation lente),
  - une zone d'écoulement horizontale (zone noyée), formée de galeries et de drains souterrains.
- des réseaux karstiques fossiles existent généralement au-dessus des réseaux actifs. Ce sont les grottes et cavités visitées par les spéléologues.

Le saviez-vous ?

Le mot allemand « karst » nomme à l'origine la zone de plateaux calcaires du Nord-Ouest de la Slovénie. Le mot slave correspondant, « kras », ou en italien « carso », provient de la racine « kr » qui désigne la montagne. Ce mot a été généralisé à toutes les régions calcaires présentant une morphologie comparable.



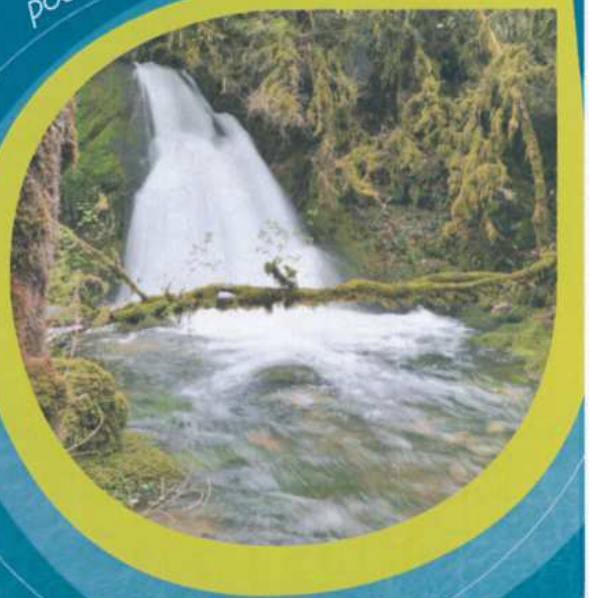
Les documents de l'étude sont disponibles sur demande ou téléchargeables sur www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/usages-et-pressions/ressources-majeures/

Agence de l'Eau
Rhône Méditerranée Corse
Délégation de Besançon
Immeuble le Cadran
34 rue de la Corvée
25000 Besançon
Tél. : 04 26 22 51 00
www.eaurmc.fr

KARST DU MASSIF DU JURA

Ressources majeures en eau potable

pour aujourd'hui et pour demain



INVENTAIRE, GESTION ET PROTECTION

Ressource karstique majeure pour l'alimentation en eau potable (AEP)



N°29. Synclinal du val Saint-Point, *Doubs*

Zone d'intérêt pour l'AEP : ☐ Actuel ☑ Futur

Superficie : 81 km²

Le manque de connaissances du bassin d'alimentation ne permet pas de réaliser l'étude de vulnérabilité. L'absence d'émergence naturelle implique une exploitation par forage.



Le saviez-vous ?

Cette ressource karstique majeure s'étend dans la structure plissée (synclinal) entre Les Pontets et Oye-et-Pallet comprenant le lac Saint-Point.

La superficie de cette ressource est de l'ordre de 81 km².

Les aquifères visés et seulement accessibles par forages sont les calcaires du Crétacé et du Jurassique supérieur.

Aucun forage n'est référencé sur cette ressource.

Pour comprendre

Les ressources karstiques profondes présentent une solution de renforcement et de sécurisation de l'alimentation en eau potable d'un secteur géographique.

Elles possèdent des temps de renouvellement de plusieurs années qui les rendent peu sensibles aux pollutions.

L'implantation de forages pour assurer des débits conséquents reste difficile à réaliser.

Occupation du sol

au droit de la ressource et du bassin d'alimentation topographique



Forêts : 69,5 %

Zones urbaines / Industrielles : 2,1 %



Prairies : 8,7 %





Cultures : 19,7%

Pour la suite, il faudrait...

Mieux connaître

Les ressources profondes contenues dans les calcaires du Crétacé et du Malm n'ont fait l'objet d'aucune reconnaissance à ce jour. La connaissance de ces aquifères peut se faire par des investigations géophysiques et par la réalisation de forages associée à des essais de pompage et des analyses de la qualité des eaux.



Mieux gérer



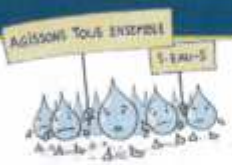
Par rapport aux sources, les eaux profondes sont moins soumises aux problèmes récurrents de turbidité et de contamination bactériologique.

Possibilité d'une gestion active de la ressource en sollicitant une réserve peu mobile, préservant ainsi le milieu aquatique superficiel pendant les périodes d'étiage.

Mieux protéger

La ressource profonde bénéficie d'une protection naturelle due à son confinement dans la structure synclinale. Seules des études de terrain pourront identifier les zones de recharge latérale et fournir les vitesses de transit, qui seront lentes.





Sensibiliser

Du consommateur au Consom'Acteur

La sensibilisation des usagers (industriels, agriculteurs, particuliers, scolaires...) doit accompagner la connaissance, la protection et la gestion des ressources en eau.

Toutes les formes peuvent être engagées : réunion publique, exposition, conférence, spectacle, animation, publication.
Des documents d'information peuvent être diffusés avec les factures de consommation et d'abonnement.

Routes à Grande Circulation

Décret 2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret 2010- 578 du 31 mai 2010 (6 pages)

Le 24 septembre 2010

JORF n°0128 du 5 juin 2009

Texte n°3

DECRET

Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation

NOR: DEVS0804222D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités territoriales et groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 5 mai 2008,

Décrète :

Article 1

Les routes à grande circulation définies à l'article L. 110-3 du code de la route sont :

a) Les routes nationales définies à l'article L. 123-1 du code de la voirie routière et mentionnées par le décret du 5 décembre 2005 susvisé ;

b) Les routes dont la liste est annexée au présent décret ;

c) Les bretelles reliant entre elles soit deux sections de routes à grande circulation, soit une section de route à grande circulation et une autoroute. On entend par « bretelle » une voie assurant la liaison entre deux routes qui se croisent à des niveaux différents.

Article 2

Le décret du 13 décembre 1952 modifié portant nomenclature des routes à grande circulation est abrogé.

Article 3

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

A N N E X E

LISTE DES AUTRES ROUTES CLASSÉES ROUTES À GRANDE CIRCULATION

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
(...)					
25	D 105	N73	AVANNE-AVENEY.	Extrémité	THORAISE.
25	D 50	N83	BAUME-LES-DAMES.	Extrémité	BAUME-LES-DAMES.
25	D 50	Extrémité	BAUME-LES-DAMES.	D 461	VALDAHON.
25	E 23	N 57	BESANCON.	N83	BESANCON.
25	D 438	D 438 H	BETHONCOURT.	Extrémité	BETHONCOURT.
25	D 438 H	Extrémité	BETHONCOURT.	D 438	BETHONCOURT.
25	D 9463	D 438	BETHONCOURT.	D 136B	MONTBELIARD.
25	D 67	Extrémité	BURGILLE.	D 673	FRANOIS.
25	D 461	D 492	ETALANS.	D 437	LES FINS.
25	D 437	Extrémité	EXINCOURT.	Extrémité	AUDINCOURT.

25	D 437	Extrémité	MATHAY.	Extrémité	PONTARLIER.
25	D 438	D 53	MATHAY.	D 437	MATHAY.
25	D 53	A36	MATHAY.	D 438	MATHAY.
25	D 136B	D 136	MONTBELIARD.	N463	MONTBELIARD.
25	D 136 B	Extrémité	MONTBELIARD.	D 136	MONTBELIARD.
25	D 461	D 437	MORTEAU.	Extrémité	VILLERS-LE-LAC.
25	D 437	Extrémité	NOMMAY.	Extrémité	NOMMAY.
25	D 74	Extrémité	PONTARLIER.	N57	PONTARLIER.

(…)

Fait à Paris, le 3 juin 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre d’Etat, ministre de l’écologie,
de l’énergie, du développement durable
et de l’aménagement du territoire,
Jean-Louis Borloo
La ministre de l’intérieur,
de l’outre-mer et des collectivités territoriales,
Michèle Alliot-Marie
Le ministre de la défense,
Hervé Morin
Le secrétaire d’Etat
chargé des transports,
Dominique Bussereau

Le 24 septembre 2010

JORF n°0125 du 2 juin 2010

Texte n°3

DECRET

Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation

NOR: DEVS0928601D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités et des groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 26 novembre 2009,

Décrète :

Article 1

L'annexe au décret du 3 juin 2009 susvisé est remplacée par l'annexe au présent décret.

Article 2

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République

française.

Annexe

A N N E X E

LISTE DES AUTRES ROUTES CLASSÉES ROUTES À GRANDE CIRCULATION

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
(…)					
25	D 105	D 673	AVANNE-AVENEY	Rue de Surotte	THORAISE
25	D 50	D 683	BAUME-LES-DAMES	D 461	VALDAHON
25	D 683	Tunnel de la Citadelle	BESANÇON	N 273	BEURE
25	D 438	Limite département 25 / 71	BETHONCOURT	D 623	BETHONCOURT
25	D 623	D 438	BETHONCOURT	D 136B	MONTBELIARD
25	D 67	Limite département 25 / 71	BURGILLE	D 673	FRANOIS
25	D 461	N 57	ETALANS	D 437	LES FINS
25	D 437	Limite département 25 / 90	NOMMAY	D 130	PONTARLIER
25	D 438	D 53	MATHAY	D 437	MATHAY
25	D 53	A36	MATHAY	D 438	MATHAY
25	D 136B	D 136	MONTBELIARD	D 623	MONTBELIARD
25	D 461	D 437	MORTEAU	Limite département 25 / Suisse	VILLERS-LE-LAC
25	D 130	D 437	PONTARLIER	N 57	PONTARLIER
25	Boulevard Léon Blum	N 57	BESANÇON	D 683	BESANÇON
25	Tunnel Citadelle	D 683	BESANÇON	N 57	BESANÇON
25	Rue de la 1re armée	136B	MONTBELIARD	D 613	MONTBELIARD
25	D 613	Rue de la 1re	MONTBELIARD	D 437	MONTBELIARD

		armée			
25	Avenue du Général Burney	D 50	VALDAHON	Camp militaire	VALDAHON
25	Rue de Surotte	D 105	THORAISE	Ecole des Ponts de Thoraise	THORAISE
25	Rue Pasteur	Rue des Moulinots	MORTEAU	Grande Rue	MORTEAU
25	Avenue Charles de Gaulle	D 461	MORTEAU	D 437	MORTEAU
25	D 683	Boulevard Léon Blum	BESANÇON	Limite département 25 / 70	AIBRE
25	D 673	Limite département 25 / 39	SAINT-VIT	N 273	BESANÇON

(…)

Fait à Paris, le 31 mai 2010.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre d’Etat, ministre de l’écologie,
de l’énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,
Jean-Louis Borloo
Le ministre de l’intérieur,
de l’outre-mer et des collectivités territoriales,
Brice Hortefeux
Le ministre de la défense,
Hervé Morin
Le secrétaire d’Etat
chargé des transports,
Dominique Bussereau

Nuisances sonores

Arrêté préfectoral n° 2011.159-0010 du 8 juin 2011 (11 pages)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DOUBS

Arrêté n °2011159-0010

signé par PREF- SG - Le secrétaire général - Pierre CLAVREUIL
le 08 Juin 2011

25 Département DOUBS
DDT

Arrêté approbation classement sonore du Doubs

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU DOUBS

Direction
Départementale
des Territoires

Doubs

ARRÊTE n° en date du

portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

service prévention des risques, sécurité
unité prévention des risques naturels et technologiques

horaires d'ouverture :
9h00 - 12h00
13h30 – 16h30

téléphone :
03 81 65 62 62
télécopie :
03 81 65 62 01

www.doubs.equipement-agriculture.gouv.fr

6, rue Rouselllon BP 1169

25003 BESANÇON Cedex

LE PRÉFET DU DOUBS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à 571-43 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R111-4-1 et R111-23-1 à R111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R123-13, R123-14 et R123-22 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 9521 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels, et les bâtiments d'enseignement ;

Vu les avis des communes concernées suite à leur consultation lancée le 5 novembre 2010 ;

Vu les avis du Conseil Général en date du 10 février 2011 et de Pays de Montbéliard Agglomération du 10 décembre 2010 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 6169 à 6175 du 23 novembre 1998 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés pas le bruit ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des Territoires ;

ARRETE :

Article 1er : Dispositions abrogées
Les dispositions des arrêtés préfectoraux n°6169 à 6175 du 23 novembre 1998 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Doubs et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sont abrogées.

Article 2 : Classement des infrastructures
Les infrastructures de transports terrestres du Doubs figurant en annexe 1 du présent arrêté sont classées en application de l'article L571-10 du code de l'environnement et conformément aux articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés, le tableau indique :
- le classement dans une des 5 catégories définies par l'arrêté du 30 mai 1996,
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Une représentation cartographique de ce classement est jointe en annexe 2 du présent arrêté : elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

Article 3 : Niveaux sonores de référence
Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 1 du présent arrêté sont :

catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés conformément à la norme NF S31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :
- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour "les rues en U"
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, et augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.
  Cette distance est mesurée :
  - pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
  - pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les notions de rue en U et tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Article 4 : isolement acoustique des bâtiments

Dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux codes de la construction et de l'environnement :

- Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.
- Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique est déterminé selon les 3 arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

Article 5 : Communes concernées

Les communes concernées par les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 du présent arrêté sont :

Adam-les-Vercel
Aibre
Amagney
Appenans
Arbouans
Arc-et-Senans
Arçon
Arguel
Athose
Aubonne
Audeux
Audincourt
Autechaux
Autechaux-Roide
Auxon-Dessous
Auxon-Dessus
Avanne-Aveney
Avoudrey
Bannans
le Barboux
Bart
Baume-les-Dames
Bavans
le Belieu
Berche
Berthelange
Besancon
Bethoncourt
Beure
Bief
Blussangeaux
Blussans
Bondeval
Bonnal
Bonnay
Bonnetage
Bourguignon
Braillans
Branne
Breconchaux
les Breseux
Brognard
Bulle
Burgille
Busy
Chaffois
Chalèze
Chalezeule
Champagney
Champlive
Champoux
Champvans-les-Moulins
Charquemont
Chasnans
Chatillon-Guyotte
Chatillon-le-Duc
Chaucenne
Chaudefontaine
Chaux-les-Clerval
Chay
Chemaudin
la Chenalotte
Chenecey-Buillon
Chevigney-sur-l'Ognon
Chevigney-les-Vercel
la Chevillotte
Chevroz
Chouzelot
Clerval
la Cluse-et-Mijoux
Colombier-Fontaine
Courcelles-les-Montbéliard
Courchapon
Cubrial
Cubry
Cussey-sur-l'Ognon
Dambenois
Dampierre-les-Bois
Dampierre-sur-le-Doubs
Dannemarie-sur-Crête
Dasle
Deluz
Desandans
Devecey
Dommartin
Dompierre-les-Tilleuls
Doubs
Ecole-Valentin
Ecot
l'Ecouvotte
les Ecorces
Ecurcey
Emagny
Epenoy
Esnans
Etalans
Etouvans
Etray
Etupes
Exincourt
Fallerans
Ferrieres-les-Bois
Fesches-le-Chatel
les Fins
Flangebouche

Fontain
Fontaine-les-Clerval
les Fontenelles
Fontenotte
Fourbanne
les Fourgs
Fournets-Luisans
Frambouhans
Franois
Frasne
Fuans
Geneuille
Gennes
Gouhelans
Goux-les-Usiers
Grand-Charmont
Grand'Combe-Chateleu
Grandfontaine
le Gratterie
Grosbois
Hauterive-la-Fresse
Hérimoncourt
l'Hopital-du-Grosbois
l'Hopital-Saint-Lieffroy
les Hopitaux-Neufs
les Hopitaux-Vieux
Houtaud
Hyèvre-Magny
Hyèvre-Paroisse
l'Isle-Sur-le-Doubs
Jallerange
Jougne
Laire
Laissey
Larnod
Lavans-Quingey
Liebvillers
Longevelle-sur-Doubs
Loray
Lougres
Luxiol
Maiche
Maisons-du-Bois-Lièvremont
Mamirolle
Mandeure
Marchaux
Mathay
Mazerolles-le-Salin
Medière
Mercey-le-Grand
Merey-Vieilley
Mesandans
Métabief
Miserey-Salines
Moncley
Montbéliard
Montbenoit
Montfaucon
Montferrand-le-Chateau
Montflovin
Montfort
Montlebon
Montperreux
Morre
Morteau
Naisey-les-Granges
Nancray
Narbief
Nods
Noel-Cerneux
Noirefontaine
Noironte
Nommay
Novillars
Orchamps-Vennes
Ornans
Ougney-Douvot
Ouhans
Oye-et-Pallet
Paroy
Pelousey
Pessans
Pirey
Placey
Pointvillers
Pompierre-sur-Doubs
Pontarlier
Pont-de-Roide
Pouilley-Francais
Pouilley-Les-Vignes
Pouligney-Lusans
Presentevillers
la Pretiere
Pugey
le Puy
Quingey
Rang
Recologne
Rennes-sur-Loue
Rillans
la Riviere-Drugeon
Roche-les-Clerval
Roche-lez-Beaupre
Romain
Ronchaux
Rougemont
Roulans
Ruffey-le-Chateau
le Russey
Saint-Antoine
Saint-Georges-Armont
Saint-Gorgon-Main
Saint-Hilaire
Saint-Hippolyte
Sainte-Marie
Saint-Maurice-Colombier
Sainte-Suzanne
Saint-Vit
Samson
Santoche
Saone
Sechin
Seloncourt
Serre-les-Sapins
Sochaux
Sourans
Taillecourt
Tarcenay
Thise
Touillon-et-Loutelet
Trepot
Tressandans
Vaire-le-Petit
Vaire-Arcier
Valdahon
Valentigney
Vanclans
Vaux-les-Prés
Velesmes-Essarts
Vennans
Vennes
Vercel-Villedieu-le-Camp
Vergranne
Verne
Vernierfontaine
le Vernoy
la Vèze
Vieilley
Vieux-Charmont
Villars-sous-Ecot
Villers-Buzon
Villers-le-Lac
Villers-sous-Dampjoux

Voillans Voujeaucourt
Vorges-les-Pins Vuillecin

Article 6 : Transcription dans les documents d'urbanisme
Dans les communes concernées par le présent arrêté disposant de documents d'urbanisme (POS ou PLU), une mise à jour de ceux-ci sera effectuée conformément aux articles R123-13, R123-14 et R123-22 du code de l'urbanisme.

Article 7 : Formalités administratives
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Doubs et affiché durant un mois à la mairie des communes concernées.
Des copies du présent arrêté sont adressées :

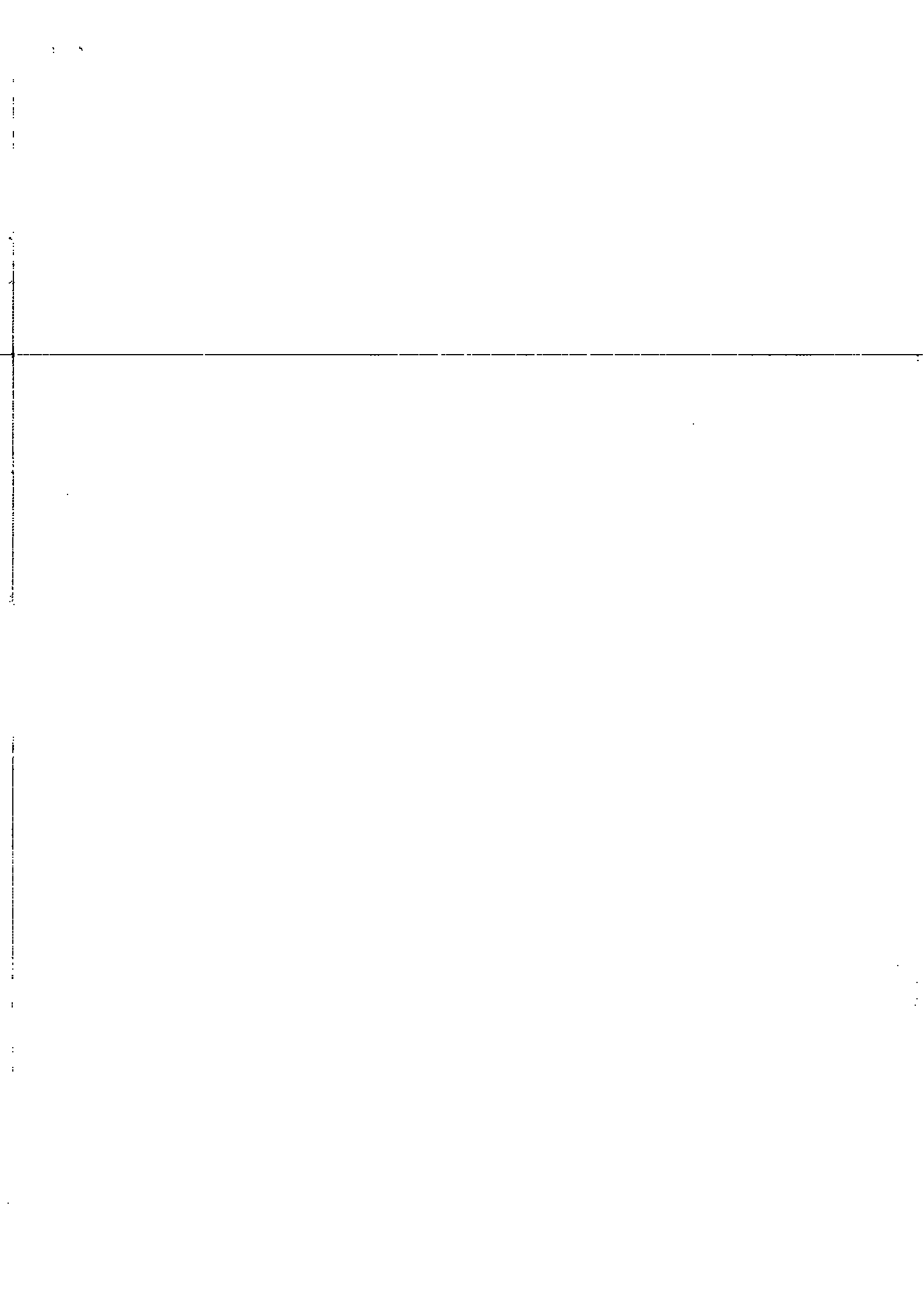
- aux maires des communes concernées
- à Monsieur le Président du Conseil Général du Doubs
- à Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes EST – Division d'exploitation de Besançon
- à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche – Comté
- à Monsieur le Directeur des Autoroutes Paris Rhin – Rhône
- à Monsieur le Directeur Régional de RFF Bourgogne Franche – Comté

Article 8 : Exécution de l'arrêté
Le Secrétaire Général de la préfecture du Doubs, la Directrice Départementale des Territoires du Doubs et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Besançon, le – 8 JUIN 2011
Le préfet,

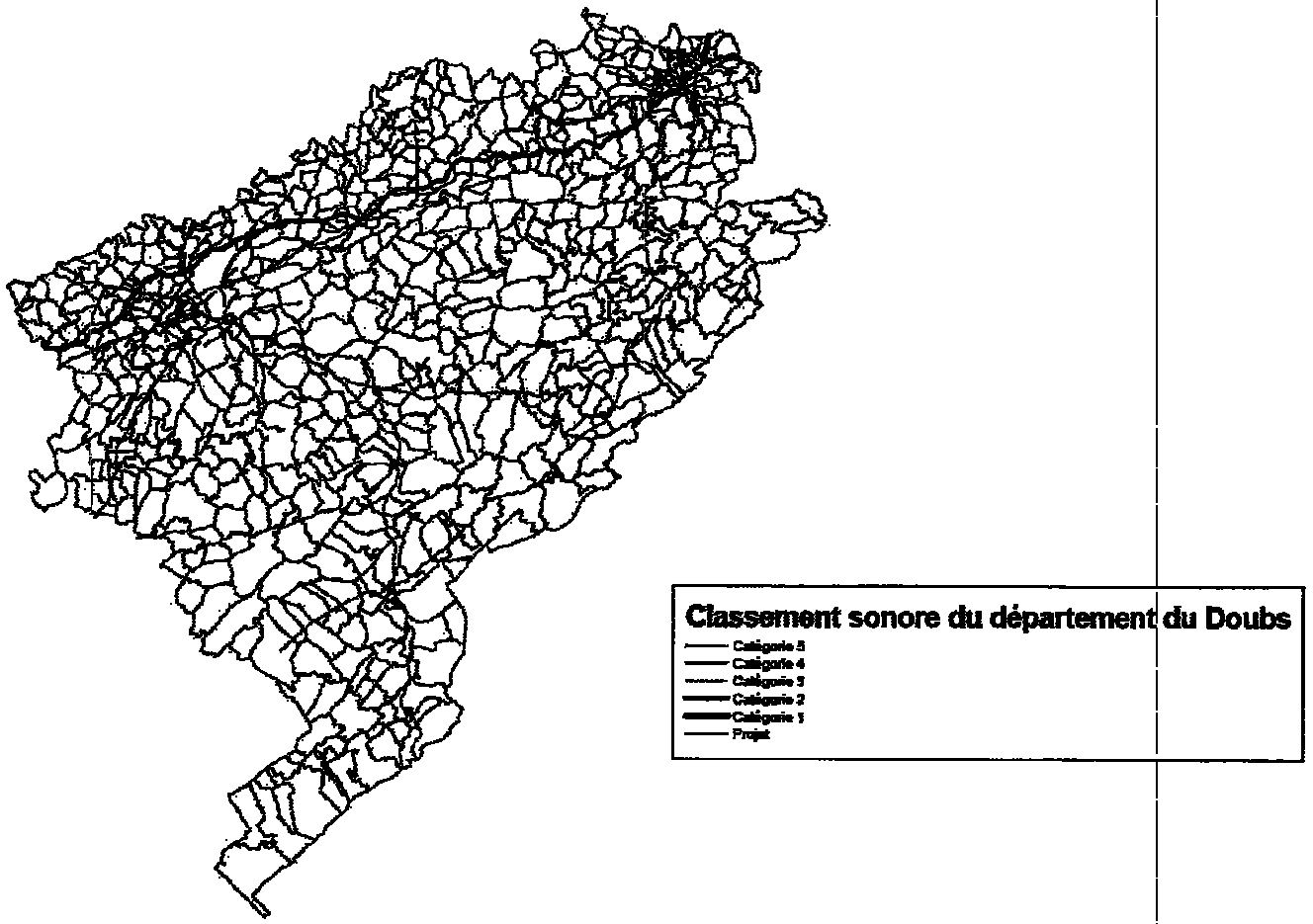
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre CLAVREUIL



ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DU CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

1 - RESEAU *COMPLET* : carte du département



2 - TABLEAU de SYNTHESE du TOTAL DES VOIES CLASSEES

Ci-dessous un tableau de synthèse du total des voies classées selon les catégories et le type d'infrastructures :

	Routes	Voies ferrées
Cat. 1	101	0
Cat. 2	58	105
Cat. 3	484	26
Cat. 4	222	12
Cat. 5	3	0

ANNEXE 1 - TABLEAU DE CLASSEMENT SONORE

DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Légende tableaux de classement :

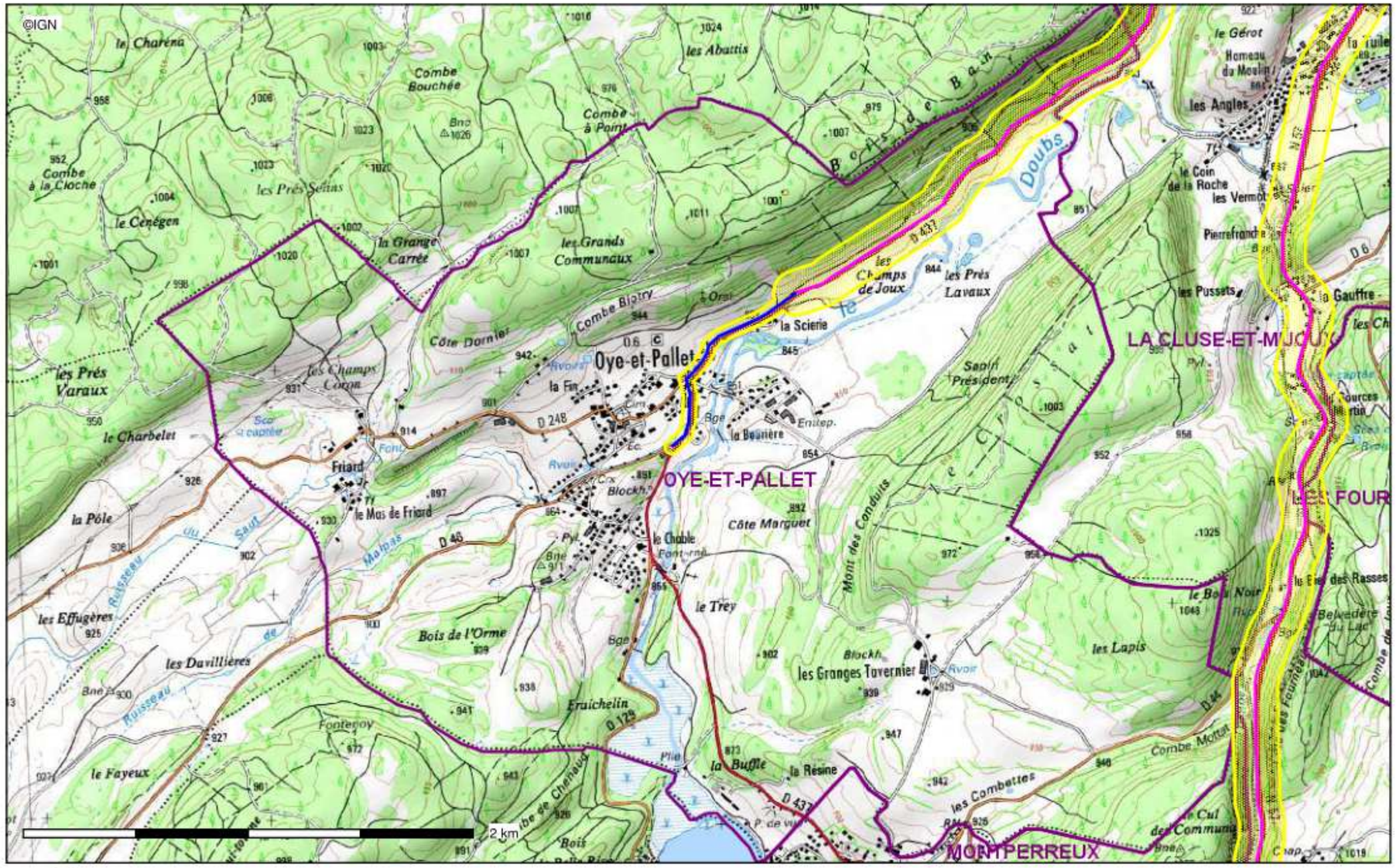
X : croisement
->: prolongement
E/S : panneau entrée / sortie agglomération

type_trafic	rampe	tissu urbanisme	revêtement_chaussée
1 : fluide	1 : horizontal	1 : ouvert	1 : standard
2 : pulsé	2 : rampe	2 : rue en U	2 : drainant
			3 : béton lisse
			4 : béton strié
			5 : pavés

Infrastructure	Numéro_tronçon	Origine_tronçon	Fin_tronçon	Catégorie_classement	Largeur_emprise	Tissu urbain
RN 57	RN 57-1	limite Haute Saône	échangeur RD 14	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-2	échangeur RD 14	X RD 1	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-3	X RD 1	X échangeur A36	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-4	X échangeur A36	X RD 75_échangeur de Pirey	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-5	X RD 75_échangeur de Pirey	X RN 1057_échangeur St Claude	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-6	X RN 1057_échangeur St Claude	X chemin de la Combre Noire	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-7	X chemin de la Combre Noire	X rue Wyrsch	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-8	X rue Wyrsch	Pont SNCF	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-9	Pont SNCF	X rue Edgar Faure	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-10	X rue du Glacis	X avenue Foch	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-11	X rue du Glacis	--> rue de Belfort	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-12	X avenue Foch	X avenue Carnot	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-13	X rue de Belfort	Place Flore	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-14	Place Flore	X rue Charles Krug	2	250 m	Rue en U
	RN 57-15	X rue Charles Krug	X avenue Edouard Droz	4	30 m	Tissu ouvert
	RN 57-16	X avenue Edouard Droz	X avenue Général Gallard	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-17	X Pont de la République	X Pont Brégille	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-18	X Pont Brégille	giratoire du tunnel	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-19	giratoire du tunnel	E/S Besançon	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-20	E/S Besançon	panneau 70	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-21	panneau 70	X RD104 & RD 464	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-22	X RD104 & RD 464	début 2x2 voies	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-23	début 2x2 voies	X RD 67	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-24	X RD 67	X RD 492 & RD 461	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 57-25	X RD 492 & RD 461	X RD 67	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-26	X RD 67	X RD 130_giratoire 4 Chemins	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-27	X RD 180	X RD 72_giratoire Renault	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-28	X RD 72_giratoire Renault	E/S Pontarlier	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-29	E/S Pontarlier	giratoire Malraux	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-30	giratoire Malraux	X RD 437	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-31	X RD 437	X RD 67b	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-32	RD 67b	E/S La Gauffre (lieu-dit)	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-33	E/S La Gauffre (lieu-dit)	début 2x2 voies	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-34	début 2x2 voies	fin 2 x2 voies - giratoire rte de Lausanne	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-35	fin 2 x2 voies - giratoire rte de Lausanne = E/S Jougne	E/S Jougne	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-36	E/S Jougne	E/S Les Tavins	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-37	E/S Les Tavins	E/S Les Tavins	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 57-38	E/S Les Tavins	frontière Suisse	3	100 m	Tissu ouvert
RN 1057	RN 1057-1	X RN 57_échangeur St Claude	X RD 70_échangeur de Pulley	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 1057-2	X RD 70_échangeur de Pulley	-> RN 273 _échangeur de l'Amitié	2	250 m	Tissu ouvert
RN 273	RN 273-1	X RD 683 & RN 83	échangeur Micropolis	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 273-2	échangeur Micropolis	échangeur St Ferjaux = X RD 673	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 273-3	échangeur St Ferjaux = X RD 673	-> RN 1057_échangeur de l'Amitié	3	100 m	Tissu ouvert
RN 83	RN 83-1	Limite Jura	E/S Rennes sur Loue	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-2	E/S Rennes sur Loue	E/S Rennes sur Loue	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-3	E/S Rennes sur Loue	E/S Sonsan	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-4	E/S Sonsan	E/S Sonsan	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-5	E/S Sonsan	X RD 13	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-6	X RD 13	X RD 104	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-7	X RD 104	E/S Larnod	2	250 m	Tissu ouvert
	RN 83-8	E/S Larnod	E/S Larnod	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-9	E/S Larnod	E/S Baure	3	100 m	Tissu ouvert
	RN 83-10	E/S Baure	X RN 273 - RD 683	3	100 m	Tissu ouvert

Infrastructure	Numéro_tronçon	Origine_tronçon	Fin_tronçon	Catégorie_classement	Largeur_empreinte	Tissu urbain
RD 242	RD 242-1	X RD 461	E/S Fuans	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 242-2	E/S Fuans	début zone 70	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 242-3	début zone 70	fin zone 70	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 242-4	fin zone 70	X RD 461	3	100 m	Tissu ouvert
[illegible]	RD 278-1	X RD 437	E/S Vieux Charmont	5	10 m	Tissu ouvert
	RD 278-2	X RD 437	X RD 633	4	30 m	Tissu ouvert
RD 390	RD 390-1	X RD 437	X RD 136	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 390-2	X RD 136	X RD 136B	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 390-3	X RD 136B	X rue du Champvallon (Béthoncourt)	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 390-4	X rue du Champvallon (Béthoncourt)	X RD 438	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 390-5	X RD 438	X RD 432 & RD 438	4	30 m	Tissu ouvert
RD 432	RD 432-1	X RD 438	X RD 390	4	30 m	Tissu ouvert
RD 437	RD 437-1	X RD 46	E/S Oye & Pallet	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-2	E/S Oye & Pallet	panneau 50 avant X RN 57	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-3	panneau 50 avant X RN 57	X RN 57	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-4	X RD 74_rue de la République (Pontarlier)	Place Crétin & Jules Pagnet	2	250 m	Rue en U
	RD 437-5	Place Crétin & Jules Pagnet	Pont des Chèvres	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-6	X RD 130	E/S Arcon	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-7	E/S Arcon	E/S Arcon	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-8	E/S Arcon	E/S Maison du Bois	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-9	E/S Maison du Bois	E/S Maison du Bois	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-10	E/S Maison du Bois	E/S Montbenoit	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-11	E/S Montbenoit	X RD 131	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-12	X RD 47	E/S Morteau	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-13	E/S Morteau	X RD 461_rue de l'Helvétie (Morteau)	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-14	X RD 461	X rue Pasteur (Morteau)	2	250 m	Rue en U
	RD 437-15	X rue Pasteur (Morteau)	E/S Morteau	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-16	E/S Morteau	E/S Les Fins	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-17	E/S Les Fins	X RD 461	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-18	X RD 461	E/S Les Fins	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-19	E/S Les Fins	E/S Noel-Cerneux	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-20	E/S Noel-Cerneux	E/S Noel-Cerneux	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-21	E/S Noel-Cerneux	début zone 70	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-22	début zone 70	E/S La Chenalotte	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-23	E/S La Chenalotte	début zone 70	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-24	début zone 70	E/S Le Russey	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-25	E/S Le Russey	E/S Le Grand Commun	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-26	E/S Le Grand Commun	E/S Le Grand Commun	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-27	E/S Le Grand Commun	X RD 41	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-28	X RD 41	E/S Les Fontenelles	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-29	E/S Les Fontenelles	E/S Les Fontenelles	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-30	E/S Les Fontenelles	E/S Frambouhans	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-31	E/S Frambouhans	X RD 201	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-32	X RD 201	E/S Frambouhans	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-33	E/S Frambouhans	E/S Maiche	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-34	E/S Maiche	X RD 464	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-35	X RD 464	E/S Maiche	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-36	E/S Maiche	X RD 437B	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-37	X RD 437C	début zone 70	3	100 m	Tissu ouvert
	RD 437-38	début zone 70	X RD 36	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-39	X RD 36	E/S Noirefontaine	4	30 m	Tissu ouvert
	RD 437-40	E/S Noirefontaine	E/S Pont de Roide	3	100 m	Tissu ouvert

CLASSEMENT SONORE DANS LE DEPARTEMENT DU DOUBS



Conception : DDT 25
Date d'impression : 06-05-2015

- Limite départementale
- Classement Sonore
- Projet
- Catégorie 1
- Catégorie 2
- Catégorie 3
- Catégorie 4
- Catégorie 5
- Empreinte sonore
- Limites communales

Description :

Sur cette carte figurent les infrastructures (routières et ferroviaires) assujetties aux contraintes de bruit du code de la construction

Document d'information sans portée juridique et non opposable au tiers. En cas de doute, se référer aux documents règlementaires existants.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

ERDF
ELECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Département:
DOUBS

Commune(s):
OYE ET PALET

Echelle : 1:7500

Date d'impression : 15/07/2014

Propriété d'Electricité Réseau Distribution France
Edition graphique issue d'un plan moyenne échelle informatisé qui peut être modifié sans préavis. Elle ne peut être ni reproduite ni communiquée à des tiers, ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifique. OGN PARIS-2004

Ce plan ne dispense pas l'utilisateur des procédures DR,DICT

Limites communales
Limites de Centre
Tronçon
HTA BT
Aérien
Aérien torsadé
Cable souterrain
Changement de section
Client important BT
IACM
IAT
ADA
IACT
Disjoncteur non télécommandé
DRR
Sectionneur
Poste source
Postes électriques
Distribution publique
Abonné
Producteur HTA
Répartition
DP - Abonné
Transformateur HTA - HTA
Producteur HTA - Abonné
DP - Producteur HTA - Abonné

N

0m 100m 200m 300m 400m 500m600m

